LE MONDE diplomatique

Nº 435 - 37e année — JUIN 1990

32 pages - 17 F

Algérie : 10 DA · DOM : 22 F · Belgique : 110 FB · Canada : 3,50 $ C · C.-d'Iv. : 1 170 F CFA · Espagne : 350 PTA · USA (N.Y.) : 2,75 $ US · USA (others) : 2,95 $ US · Roy.-Uni : 1,75 £ · Italie : 4 000 lires · Luxembourg : 110 FL · Maroc : 17,00 DH · P.-Bas : 6,00 Fl. · RFA : 5,50 DM · Sénég. : 1 275 F CFA · Suisse : 4,20 FS · Tunisie : 2 100 m

Abonnements : voir tarif page 21

Publication mensuelle – 5, rue Antoine-Bourdelle, 75501 Paris Cedex 15

TRAVAIL : Les nouveaux valets

Par ANDRÉ GORZ

(Pages 22 et 23.)

Nécessaire révolution

Par CLAUDE JULIEN

MALADE, la démocratie ? Malade, la société ? Pour se résoudre à porter ce sombre diagnostic, des esprits benoîts ont eu besoin de subir un choc : la profanation du cimetière juif de Carpentras. Alors, dans la stupéfiante pauvreté de pensée où s'englue la société, surgit un éclair éblouissant : l'acte odieux a été rendu possible par la diffusion d'idées racistes... Admirable lucidité ! Car voilà des années que s'expriment, de plus en plus ouvertement, des thèses inacceptables, et, depuis des mois, sans même s'entourer des précautions de pure forme qui, naguère, étaient encore de rigueur.

Oui, la pensée précède l'acte, le prépare, au point de le rendre inéluctable. Belle découverte... La responsabilité intellectuelle n'a jamais été une vaine formule *(voir page 14 l'éditorial d'Ignacio Ramonet)*, en ce domaine comme en d'autres.

Le choc antisémite de Carpentras s'inscrit lui-même dans une longue série de commotions qui, elles aussi, sont inséparables d'un climat intellectuel propice : délits d'initiés, scandales politico-financiers, affairisme en tout genre, fausses factures, pseudo-cabinets d'études, commissions sur contrats, et, pour couronner le tout, amnistie... Là encore, des actes délictueux, assez retentissants pour ébranler un régime, se trouvaient en parfaite harmonie avec des idées largement diffusées et, hélas ! acceptées. L'argent, le profit, les gagneurs : maîtres-mots de cette société qui, depuis la publication, voilà vingt-cinq ans, du livre de Daniel Bell, a proclamé la mort des idéologies et ne se rend même pas compte que, dépourvue de pensée, elle va à la dérive, au bord du gouffre.

Société malade de sa culture – si l'on peut utiliser ce mot superbe pour désigner le fatras de sottises à la mode, répandues par les plus merveilleux instruments de communication de masse...

Malade, la démocratie ? Dans ce vide conceptuel, les citoyens, pantois, ont assisté à un indigne et dérisoire congrès socialiste, aux émouvantes palinodies des centristes, aux querelles de chefs de la droite, à trop d'hésitations ou de complaisances à l'égard du Front national, verbalement dénoncé par certains, mais en fait encouragé, renforcé par tant d'indigence politique, tant de mépris pour l'éthique la plus élémentaire, tant d'incohérences, – et si peu de courage. Ainsi ont proliféré deux cancers à ce jour incurables : sournois ou outrancier, le racisme, qui forme un tout indivisible, rendant ridicule la formule « racisme *et* antisémitisme » ; l'aggravation des inégalités, confirmée par l'INSEE avec l'exquis retard qui sied aux experts scrupuleux.

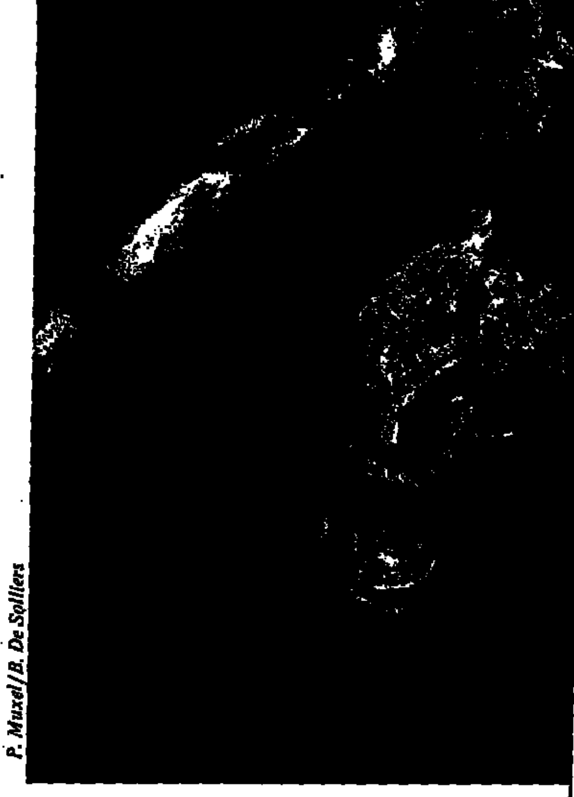
Oui, la démocratie est malade, et depuis longtemps (1). Mais il était de bon ton de ne pas l'admettre. C'eût été, disait-on, faire le jeu de la propagande communiste... A la faveur de ce silence, les cellules malignes ont contaminé leurs voisines.

Cependant, du haut de leur tour de guet, l'œil fixé sur les steppes russes, des gardiens vigilants dédaignaient d'*« examiner une éventuelle « maladie » des institutions et de la société démocratiques envisagées dans leur fonctionnement interne »*. La menace, pensaient-ils, ne pouvait venir que de l'extérieur. Ecartant d'un revers de main *« une riche collection d'études classiques ou récentes »* consacrées à la *« crise »* ou au *« suicide »* des démocraties, ils braquaient leur regard acéré sur l'Orient rouge, s'attachaient à *« décrire en détail »* une *« implacable machine à éliminer la démocratie »*. On affirmait que *« toute société (...) est susceptible de tourner à la démocratie, sauf la société communiste »*. En 330 pages, un auteur démontrait que *« plus on avance vers la fin du siècle, plus l'impérialisme communiste devient le problème principal de notre temps »*. Six ans avant l'effondrement des régimes communistes en Europe de l'Est, il se risquait à proclamer que *« seul le totalitarisme communiste est à la fois durable et immuable »* (2). Clairvoyance...

(Lire la suite page 18.)

(1) Claude Julien, *le Suicide des démocraties*, Grasset, Paris, 1972.

(2) Jean-François Revel, *Comment les démocraties finissent*, Grasset, Paris, 1983 ; pp. 13, 315, 319, 325.



P. Muxel/B. De Solliers

ANTOINE BOURDELLE. – « Le combattant » (vers 1895) (Musée Antoine Bourdelle, Paris).

VIDE DU POUVOIR ET INTOLÉRANCE

Le choix des Algériens

Pour la première fois depuis l'indépendance en 1962, les Algériens sont conviés à un scrutin authentiquement libre le 12 juin, pour les élections municipales. En attendant, les manifestations se sont succédé pendant des semaines. Dans un contexte de grave crise économique, la population s'est regroupée autour de deux grands pôles politiques : le Front islamique de salut (FIS), qui rassemble les mécontents et les déçus du régime ; et le Front de libération nationale (FLN), usé par près de trente ans de monopole du pouvoir. Chacun doit compter avec deux autres forces : le mouvement de M. Ahmed Ben Bella, et l'armée. Alors que les partis démocratiques se présentent en ordre dispersé.

Si le FLN ne l'emportait pas le 12 juin, l'opposition – et notamment le FIS – réclamerait des élections présidentielle et législatives anticipées.

Par LAHOUARI ADDI*

EN autorisant l'existence d'une pluralité de partis, après les sanglants événements d'octobre 1988, le pouvoir algérien comptait sans doute revigorer le Front de libération nationale (FLN). Les dirigeants pensaient notamment que le FLN finirait par retrouver son énergie et son enthousiasme, perdus dans la routine bureaucratique, lorsqu'il serait défié par des partis nouvellement formés. Le nouveau paysage politique, estimaient les promoteurs du multipartisme, resterait dominé par un FLN hégémonique autour duquel graviteraient des partis politiques sans traditions et sans envergure nationale, tantôt frondeurs, tantôt soumis. Le FLN, en position de force, sous-traiterait par-ci une assemblée populaire communale (municipalité), concéderait par-là un siège de député, distribuant aux grands leaders des petits partis des postes honorifiques et autres avantages symboliques ou matériels. On rêvait ainsi de reconduire le parti unique dans les institutions du multipartisme, un peu comme a réussi, jusqu'à présent, à le faire, au Mexique, le Parti de la révolution institutionnalisée (PRI), qui, après le massacre de la place des Trois-Cultures, en 1968, dut lui aussi se résoudre à accepter une certaine pluralité politique.

Mais il a suffi de quelques mois pour que ce rêve se transforme en cauchemar. Au lieu de se revigorer, le FLN se vide peu à peu de ses militants, attirés par d'autres forces politiques. Ceux qui lui sont restés fidèles profitent désormais de la liberté d'expression et étalent leurs divergences sur la place publique, multipliant polémiques et controverses, réglant des comptes et donnant, en somme, du parti l'impression d'un vaisseau qui tangue. La préparation des listes de candidatures en vue des élections municipales et de wilaya (département) du 12 juin a montré que le FLN, déjà miné par la perte de crédibilité, se trouvait dans un état de déliquescence fortement avancé.

* Maître de conférences, université d'Oran.

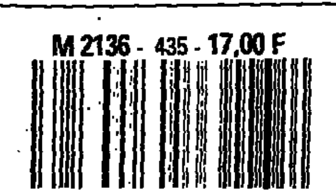
(Lire la suite page 6.)

DANS CE NUMERO : Démocraties malades

« De fréquentes et durables ruptures du pacte de confiance – établi entre les citoyens et tous ceux qui, en leur nom, détiennent une parcelle du pouvoir – dévitalisent la démocratie, fragilisent son assise sociale », écrit Claude Julien, qui déplore la *« stupéfiante pauvreté de pensée où s'englue la société »* et réclame un vrai sursaut, une *« nécessaire révolution » (pages 1, 18 et 19)*.

LE TEMPS DES EXCLUSIONS

Révolution d'autant plus attendue que le climat de racisme latent attise *« les brûlots des extrêmes droites dans une Europe en fièvre » (pages 14 à 17)*. Tout y contribue, aussi bien la *« bataille des pauvres pour le droit au logement à Paris » (pages 20 et 21)* que la réduction de nombreux salariés au rang de *« nouveaux valets » (pages 22 et 23)* dans une société où se multiplient les exclusions. Et dans laquelle les hantises les plus archaïques – comme celle du *« péril jaune » (page 28)* – entretiennent une insouciante xénophobie. Partout se heurtent les impératifs de la croissance et ceux de l'écologie, quand il faudrait *« aimer la Terre »* comme soi-même *(page 2)* et édifier enfin *« une culture de la complexité » (page 32)*.


M 2136 - 435 - 17,00 F

ALERTE : INTOLÉRANCES

Ailleurs également, les intolérances s'avivent ; en Algérie, par exemple, où les citoyens sont placés devant un *« choix »* redoutable entre un pouvoir corrompu et un courant islamiste qui inquiète les démocrates *(pages 1, 6 et 7)*. En Israël, où le racisme antiarabe se déchaîne, entraînant la région dans la spirale de la haine *(page 8)*. A Cuba, où le pouvoir fait l'impossible pari de *« tout changer pour que rien ne change » (pages 4 et 5)*. En Afrique, où, du Gabon au Zaïre, les citoyens s'insurgent contre la dictature des partis uniques et réclament *« une deuxième décolonisation » (pages 24 et 25)*. Au Brésil enfin, où, au nom d'un néolibéralisme intransigeant, le pays se retrouve enserré *« dans le corset du plan Collor » (page 3)*.

LA TENTATION DE LA CITADELLE

Alors que les sociétés expriment ainsi, à travers la planète, un véritable malaise de civilisation, les hommes politiques européens sont fascinés par trois formidables événements qui se produisent au sein du Vieux Continent : la radicale mutation de l'Union soviétique, inévitable *« avec ou sans Gorbatchev » (pages 12 et 13)* ; l'unification de l'Allemagne, dont le futur statut reste conditionné par *« les projets de désarmement » (pages 10 et 11)* ; et la construction européenne, que certains acceptent seulement de voir sous la forme d'une *« citadelle des Douze » (page 9)*.

Lire le sommaire détaillé page 32.

« LA PLANÈTE MISE A SAC »

Aime la Terre comme toi-même!

Par JACQUES GRINEVALD *

A L'AUBE des temps modernes, en 1610, Galilée publiait à Venise son *Message céleste*, manifeste d'une véritable révolution mentale dans l'histoire de l'espèce humaine, celle de la science instrumentale moderne. Depuis les années 70, c'est un « message terrestre », celui de l'écologie qui, bon gré mal gré, est en train de bouleverser notre interprétation traditionnelle de la transformation du monde.

C'est l'échelle d'observation qui définit le phénomène. L'âge de l'espace, avec la surveillance continue de la Terre et de sa biosphère par les satellites de télédétection, c'est peut-être cela le début de l'âge de raison pour l'humanité divisée. Comme l'écrit Joël de Rosnay, c'est désormais le *macroscope* qui symbolise cette nouvelle vision du « système Terre », concept holistique qui réunit les sciences de la terre et les sciences de la vie. Comme le montre aussi René Passet, c'est toute l'analyse macroéconomique qui doit aujourd'hui reconnaître notre « métabolisme » *bioéconomique* et ses conséquences pour l'équilibre des grands cycles de la planète Terre (1). Cette écologie globale, présentée dans une impressionnante série d'articles du *Monde diplomatique* durant l'été 1989, est à l'origine de la dernière brochure *Manière de voir :* « La planète mise à sac » (2).

A l'optimisme historique de la philosophie des Lumières est en train de se substituer une lucidité critique qui renonce à tout ethnocentrisme (et notamment celui qui présida à notre conquête de la nature et des autres cultures). Après Tchernobyl, comme après Hiroshima, Albert Einstein a encore raison : *« La puissance déchaînée de l'atome a tout changé, sauf nos modes de penser et nous glissons ainsi vers une catastrophe sans précédent. Une nouvelle façon de penser est essentielle si l'humanité doit survivre. »* Dans *le Monde diplomatique*, le lecteur attentif a pu suivre les signes les plus récents de cette métamorphose de la conscience humaine qui est en train de passer, en catastrophe, des rivalités locales aux solidarités globales. Sous nos yeux, à un rythme peu commun dans l'histoire lente des mentalités, surgit une *« nouvelle conscience planétaire »* (Edgar Morin).

« La planète mise à sac » affronte de plain-pied, fermement, la critique la plus courante depuis le tollé général qui accueillit le premier rapport au Club de Rome, celle de tomber, dit-on, dans le catastrophisme. Le reproche est facile, désormais trop simpliste. Il est vrai que d'éminents experts, souvent proches des milieux officiels, mettent en garde les citoyens mal informés (à qui la faute ?) contre ce prétendu fléau de la montée des Verts, comme si la pire des catastrophes à redouter, c'était le catastrophisme, la prophétie apocalyptique des écologistes !

L'ÉCOLOGIE, *« science subversive »* comme on l'a appelée dès 1964, nous ouvre les yeux sur ce que le philosophe Michel Serres appelle la « thanatocratie », cette funeste dérive d'une civilisation de la puissance qui a perdu le sens du monde, de ses limites *et de sa beauté.*

Ce sont les scientifiques, hier marginaux, aujourd'hui à la tête de nouveaux grands programmes de recherche de la coopération scientifique internationale (le fameux « Global Change »), qui nous avertissent du constat, amplement documenté dans « La planète mise à sac », que l'état de santé de la biosphère (qui n'est pas seulement notre environnement global, mais notre vie même) suscite les plus vives inquiétudes.

Plusieurs textes de ce percutant recueil du *Monde diplomatique*, dont ceux d'Armand Petitjean, de Jacques Robin, de René Passet, d'Edgar Morin et de Joël de Rosnay, font référence à ce qu'il faut bien reconnaître comme renaissance intellectuelle, au cœur de la recherche scientifique et philosophique de notre temps. L'essentiel du message me semble concentré dans les articles d'Armand Petitjean (p. 56-59) et de Bernard Cassen (p. 96-97). Ils expriment l'urgence éthique et politique du choix spirituel fondamental de notre temps, celui que réclame la gravité sans précédent de notre crise écologique, désormais à l'échelle de la biosphère de la planète Terre. Il s'agit ici d'*écologie profonde* (philosophique) plus encore que d'écologie globale (scientifique et politique). L'idée centrale en est ce *contrat naturel* dont parle également Michel Serres (3) dans son dernier livre. Ce sera, il faut l'espérer, la grande question du XXI[e] siècle.

* Institut universitaire du développement, université de Genève.

(1) Voir René Passet, « L'économie à contre-courant », *Transversales Science/Cultures*, n° 3, mai-juin 1990.

(2) *Manière de voir 8*, « La planète mise à sac », *le Monde diplomatique*, 98 pages, mai 1990, 38 F.

(3) Michel Serres, *le Contrat naturel*, François Bourrin, Paris, 1990, 191 pages, 69 F.

Louis Marcorelles

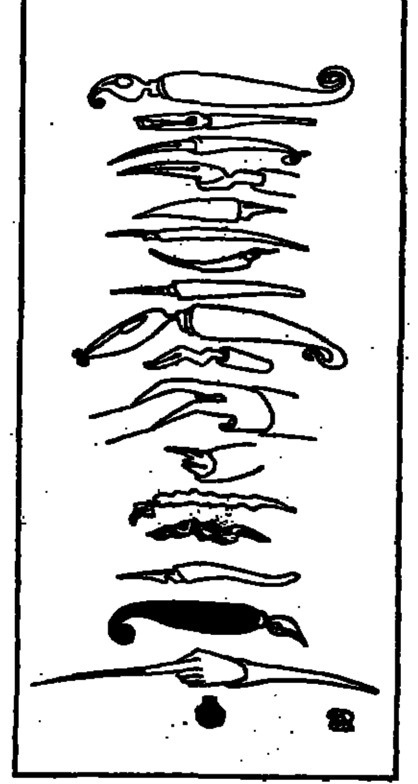
NOTRE ami et collaborateur Louis Marcorelles est décédé subitement le 11 mai dernier.

Dès la fin des années 50, il s'engagea dans les grandes batailles d'idées qui opposaient alors les divers clans de cinéphiles en France. Il fit le choix du « direct », cette esthétique documentaire à laquelle il demeura fidèle sa vie durant. Il fut l'un des premiers critiques à souligner l'importance d'auteurs comme Pierre Perrault et Jean Rouch ; et prit la défense de ces « révolutions du regard » que seront la Nouvelle vague française, le Free cinéma anglais et le jeune cinéma québécois.

Louis Marcorelles montra que cette « révolution » était aussi économique et politique, que les cinéastes libérés de la pesanteur des studios cherchaient aussi à libérer le marché cinématographique de leur pays de l'invasion filmique hollywoodienne. Osant faire une critique politique, il signala très tôt le caractère antiimpérialiste des nouveaux cinémas algérien, mexicain et brésilien dont l'impact marqua profondément le débat culturel dans tout le tiers-monde.

Notre journal partage la douleur de ses proches.

COURRIER DES LECTEURS



L'avenir de l'Afrique

L'article d'Achille Mbembe, publié dans notre numéro d'avril (« L'Afrique noire va imploser »), nous a valu un abondant courrier.

M. Jean Sarniguet, de Paris, « un économiste de terrain », *regrette que l'auteur* « laisse croire que la crise actuelle de l'Afrique noire ressemble exactement à celle de l'Est et que la démocratisation chère à l'opinion publique américaine devrait résoudre tous les problèmes africains (...) C'est tout juste s'il *(l'auteur)* accorde dix lignes aux facteurs économiques qui expliquent précisément la crise économique, financière et politique de l'Afrique : la chute des cours mondiaux des produits africains depuis dix ans avec une perte annuelle de 2 milliards de dollars par an à l'exportation depuis 1983 ».

M. Paul Ndong, professeur de lycée à Dakar, note que la « créativité destructrice » *des régimes africains ne se limite pas aux États marxistes-léninistes :*

Dans le cas sénégalais, le monopole du parti au pouvoir (presque parti-État) sur les médias d'État, les circuits de distribution de l'aide internationale, la promotion des fonctionnaires et autres « prétendus serviteurs » de l'État produit les mêmes effets.

M. Aden Robeeh Awaleh, ancien ministre de Djibouti, écrit pour sa part :

Pour qu'il y ait développement, il faut permettre la participation de tous aux affaires du pays, et la réalité est que le parti unique est incapable de mobiliser les énergies du peuple. Seuls se sentent à l'aise dans un tel système des éléments véreux, les opportunistes ou les béni-oui-oui.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Fondateur : Hubert BEUVE-MÉRY
Directeur : Claude JULIEN
Rédaction en chef : Micheline PAUNET, Ignacio RAMONET
Rédaction : Christian DE BRIE, Bernard CASSEN, Jacques DECORNOY, Alain GRESH
Secrétaire de rédaction : Solange BRAND

RÉDACTION
5, rue Antoine-Bourdelle
75501 PARIS CEDEX 015
TÉL : 42-22-20-20

Publicité : *le Monde Publicité S.A.*
Responsable : Christophe Guibeleguiet
5, rue de Monttessuy, 75007 Paris.
Tél. : 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Al Capone, la drogue et le capitalisme

M. Jean-Pierre Berlan, directeur de recherches INRA-CEDERS à l'université Aix-Marseille II, nous adresse la lettre suivante :

Je viens de trouver un texte de Joan Robinson qui compléterait admirablement l'excellent article de Christian de Brie sur la drogue (*le Monde diplomatique*, avril 1990). Ce ne sont pas seulement les banquiers qui sont complices du trafic, mais un système économique qui fait du profit l'*ultima ratio* de l'organisation économique et sociale.

« Si la poursuite du profit, écrit Joan Robinson, *est le critère d'un comportement approprié, il n'est pas possible de distinguer l'activité de production et le vol. Cockburn raconte ainsi son interview du « milliardaire criminel » Al Capone. Lorsque Cockburn émit des remarques de sympathie sur les dures conditions de l'enfance d'Al Capone dans les taudis de Brooklyn, ce dernier se fâcha.*

» Ecoutez, dit-il, laissez tomber cette idée que je suis l'un de ces f... radicaux. Laissez tomber l'idée que je cogne sur le système américain. Le système américain... » Comme si un PDG invisible lui avait demandé de dire quelques mots, il se mit à prononcer une oraison sur le thème. Il loua la liberté, l'entreprise et les pionniers. Il parla de « notre héritage ». Il se référa avec une répugnance méprisante au socialisme et à l'anarchisme. « Mes rackets, répéta-t-il plusieurs fois, sont conduits strictement en accord avec les règles américaines, et ils le resteront.

» Ce système américain qui est le nôtre, hurla-t-il, appelez-le américanisme, appelez-le capitalisme, appelez-le comme vous voudrez, mais il donne à tous et à chacun d'entre nous d'immenses opportunités si nous savons les saisir avec nos deux mains et en tirer le plus possible. » (Joan Robinson, *Freedom and Necessity*, an introduction to the study of society, George Allen and Unwin, 1970, p. 116.)

Les Escobar et autres patrons de la drogue partagent avec les hommes d'affaires et les banquiers et leurs idéologues économistes « libéraux » le même credo du laisser-faire et de la libre entreprise. Cette connivence fondamentale est la raison essentielle de la difficulté, voire de l'impossibilité de lutter actuellement contre le fléau : si l'on met la drogue hors la loi, tous les questionnements soigneusement évacués (particulièrement par la « science » économique, qui doit, à l'imitation des sciences naturelles, éviter tout jugement de valeur...) sont alors ouverts sur le rôle du profit dans le choix du quoi et du comment produire. Toute l'éthique « sonnante et trébuchante » de nos sociétés développées *(sic)* actuelles est remise en cause.

C'est pourquoi la légalisation de la drogue, anathème hier, gagne du terrain aujourd'hui. Les forces économiques dominantes se rallieront à cette solution, qui leur permettra de récupérer au passage une fructueuse activité économique, et les économistes fourniront, en toute objectivité, une fois de plus, les justifications adéquates...

Les Allemands de Roumanie

A propos de l'article d'Edouard Bailby sur « La démocratie roumaine à l'aune des nationalismes » *paru dans le numéro de mars 1990, M[me] Louise Audet et M. Gabor Boros, de Montréal, souhaitent apporter une précision :*

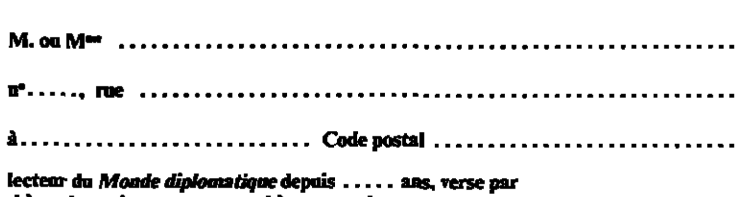
Les Allemands ne sont pas établis en Transylvanie « depuis deux ou trois siècles », mais bien depuis huit cents ans, à l'invitation du roi hongrois Géza II (1141-1162), ce qui constitua le premier flot de colonisation au sud par les Allemands (Saxons de confession luthérienne). Les Souabes (Allemands de confession catholique) n'arrivèrent que plus tard dans le Banat, alors décimé par les guerres contre les Turcs, sous le règne de Marie-Thérèse de Habsbourg (1717-1780).

« LECTEURS SOLIDAIRES »

Nous avons relancé, dans le numéro d'octobre 1989, notre appel à des « lecteurs solidaires » afin de reconstituer le fonds permettant d'abonner au Monde diplomatique *des institutions ou organismes situés dans des pays qui limitent strictement les sorties de devises, ou dans des pays dont le taux de change est très défavorable.*

Depuis lors, nous avons reçu la somme de 43 337 francs. Le comité de gestion de ce fonds, constitué de M[me] Claire Brisset, MM. Jacques Chonchol, Pierre de Charentenay, Achille Mbembe et Edmond Jouve, a établi une nouvelle liste de bibliothèques, de centres de recherche, d'universités, d'instituts, de groupements associatifs, d'organisations humanitaires, etc., auxquels nous avons envoyé gratuitement notre journal. A ce jour, soixante-sept abonnements ont été établis : trente-quatre en Afrique et au Proche-Orient, douze en Amérique latine, vingt en Europe de l'Est et un en Asie.

Si vous souhaitez participer à ce mouvement de solidarité, remplissez le bulletin ci-dessous :



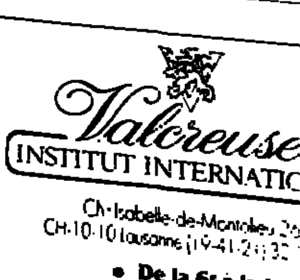
M. ou M[me] ....

n°....., rue ....

à.............................. Code postal ....

lecteur du *Monde diplomatique* depuis ..... ans, verse par
□ chèque bancaire □ chèque postal
la somme de :
□ 250 F pour un abonnement en Afrique, au Proche-Orient ou en Europe de l'Est.
□ 340 F pour un abonnement en Amérique latine.
□ 340 F pour un abonnement en Asie.
ou de □ 50 F □ 100 F □ 200 F, destinés au fonds commun « LECTEURS SOLIDAIRES » pour un abonnement attribué par le comité chargé de gérer le fonds.

(Chèques libellés à l'ordre du *Monde diplomatique* et adressés au *Monde diplomatique*, « Lecteurs solidaires », 5, rue Antoine-Bourdelle, 75501 Paris cedex 15.)



RISQUES DE DÉPRESSION ET DE RETOUR A L'INFLATION

Le Brésil dans le corset du plan Collor

LES pays d'Amérique latine – en particulier l'Argentine et le Brésil – ne comptent plus les plans destinés à juguler l'inflation et dont la durée n'excède pas quelques mois. Celui mis en œuvre par le nouveau président brésilien, M. Fernando Collor, frappe au moins par son caractère hétérodoxe et par le bon accueil – *vraisemblablement provisoire* – *qu'il* a reçu dans les milieux populaires. Mais la forte récession économique qu'il entraîne, couplée aux perspectives de licenciements massifs de fonctionnaires, va aggraver un chômage qui atteint désormais son plus haut niveau depuis 1981.

Par IGNACY SACHS *

Le président brésilien Fernando Collor de Melo a tenu son pari. Le plan-choc « Brésil nouveau » édicté sous la forme de vingt-neuf mesures provisoires, dès son installation à Brasilia le 15 mars dernier, a plongé les partis de gauche dans le désarroi et déclenché la fureur des droites.

Face à une inflation qui avoisinait 100 % par mois et devant le coût prohibitif d'une dette intérieure recyclée au jour le jour à des taux d'intérêt fort élevés, le nouveau président a choisi la manière brutale. Il a bloqué, pour dix-huit mois, 80 % des avoirs financiers et l'épargne des particuliers au-delà d'une limite de 5 000 francs par livret. Il a ainsi retiré de l'économie brésilienne environ 630 milliards de francs, soit 30 % du produit intérieur brut (PIB). Les sommes bloquées seront rémunérées à 6 % par an net de l'inflation jusqu'à leur libération au plus tard en douze tranches mensuelles à partir du dix-neuvième mois.

D'autres mesures visent un ajustement fiscal très rigoureux, notamment l'imposition de la production agricole et des plus-values financières, la suppression de tous les subsides (et, bien entendu, la réduction du service de la dette publique). L'ajustement patrimonial se traduira par la privatisation de plusieurs entreprises appartenant à l'Etat et la vente des biens publics. Enfin, l'ajustement administratif entraînera la liquidation de plusieurs ministères et le licenciement d'un quart des fonctionnaires. L'ensemble de ces mesures doit, d'après les calculs du gouvernement, transformer le déficit public, évalué à 8 % du PIB, en un excédent de 2 %.

Les salaires payés à la fin de mars ont été réévalués au-delà de l'inflation enregistrée dans le courant de ce mois, sans pour autant éponger la forte érosion de leur pouvoir d'achat provoquée par l'hyperinflation à peine maîtrisée de la période antérieure au plan Collor. Cette mesure a contribué au succès du plan auprès de l'opinon publique : 58 % d'avis favorables au lendemain de sa mise en œuvre, 81 % au bout d'une semaine, 71 % au bout d'un mois.

En d'autres termes, l'économie brésilienne a été mise en une sorte de règlement judiciaire, à cela près que le redressement d'une entreprise est étroitement surveillé par le tribunal de commerce alors que la mise sous séquestre de l'équivalent de 630 milliards de francs confère une extraordinaire capacité d'intervention au seul pouvoir exécutif pouvant décider à son gré quand et comment ces fonds seront réinjectés dans l'économie.

Après un débat confus, le Parlement a donné gain de cause au président en transformant la plupart des mesures provisoires en lois, tout en essayant d'apporter tout de même quelques modifications au plan. A l'exception de celle qui offre des garanties contre l'érosion des salaires et prévoit le relèvement du salaire minimum, elles furent toutes rejetées par le président, y compris l'importante tentative d'établir le contrôle du pouvoir législatif sur les privatisations et d'y limiter la participation des capitaux étrangers.

En tout état de cause, M. Fernando Collor semble désormais assuré d'une majorité parlementaire de centre droit, ce qui constitue pour lui une victoire politique de taille, d'autant plus que son plan n'a pas ménagé les intérêts des élites traditionnelles.

Surdose dans l'ajustement

COMMENT la situation se présente-t-elle au début du troisième mois du plan Collor ? L'hyperinflation semble morte par asphyxie. Le gel des prix s'est révélé superflu devant la réduction brutale de la demande provoquée par le séquestre des avoirs financiers et la pénurie de cruzeiros – la nouvelle monnaie qui a remplacé le cruzado novo. Le gouvernement crie victoire et annonce une inflation zéro pour les mois à venir, ce que contestent vivement les syndicats. En réalité, les prix des denrées alimentaires, des articles industriels et des services sont stationnaires ou en baisse, mais le pouvoir d'achat des salariés sera affecté par l'impact des loyers et des tarifs publics réajustés en fonction de l'inflation antérieure au 15 mars.

Revers de la médaille : l'économie est plongée dans une forte récession avec une paralysie presque totale de trois secteurs qui jouent un rôle de premier plan : le bâtiment (mais pas les travaux publics), l'automobile et les biens d'équipement.

La pénurie de l'argent, les taux d'intérêt démesurés demandés par les banques (ils sont encore de l'ordre de 10 % à 15 % par mois et même plus pour les particuliers) enfin le désordre qui suivit la réforme monétaire très compliquée dans le détail ont ajouté au désarroi initial. Quant au commerce extérieur libéralisé dans le cadre du plan, il a connu aussi un arrêt, les exportateurs trouvant le taux de change du cruzeiro surévalué (ce qui fut par la suite corrigé).

C'est pourquoi plusieurs économistes ont parlé de surdose dans l'ajustement,en mettant en garde contre le danger d'une dépression profonde et prolongée aux conséquences sociales désastreuses : chômage massif et ruine de nombreuses « micro-entreprises » (80 % de l'ensemble des entreprises, 20 % de l'emploi, 8 % du PIB selon les estimations de M. Paulo Renato Souza, recteur de l'université de Campinas). Le député José Serra, l'économiste le plus en vue du Parti social démocrate brésilien (PSDB) – le parti de l'ancien président Sarney, majoritaire au Parlement, – a rappelé à l'occasion le proverbe italien qui dit que « *la dose fait le poison* ». Les Cassandre parlent déjà de l'éventualité de 5 millions de chômeurs sur une population active de 60 millions. A l'heure actuelle, une bonne moitié des ouvriers métallurgistes de la région métropolitaine de Sao-Paulo ont été mis en chômage technique ou contraints d'accepter des réductions de temps de travail et de salaire.

Tout n'est pas perdu pour autant, la récession ne conduit pas inévitablement à une dépression, pas plus qu'une grippe ne mène inéluctablement à une pneumonie. La clé de la situation est détenue par le gouvernement, qui peut actionner les robinets de liquidités par l'intermédiaire de la Banque centrale, pour le court terme, et de la puissante Banque nationale du développement économique et social, pour les investissements à moyen et long terme, en promouvant des politiques sectorielles d'appui aux branches les plus atteintes de l'économie et en assurant le transfert des liquidités des secteurs qui tournent déjà bien (production et commerce des articles de consommation courante) à ceux qui en ont cruellement besoin.

La voie est étroite et demande une grande maîtrise dans le pilotage pour éviter le double risque de la dépression et du retour en force de l'inflation. L'équipe gouvernementale se dit optimiste, et les premières mesures en faveur des industries en détresse viennent d'être prises. Suffiront-elles, en l'absence de politiques sectorielles fines, à éviter le pire et à remettre l'économie en marche à temps pour permettre aux partisans du président Collor de se réclamer de ce succès lors des prochaines élections parlementaires et de celles des gouverneurs des Etats, le 3 octobre prochain ?

Il est trop tôt pour émettre un jugement définitif. La partie est loin d'être gagnée mais elle n'est pas trop mal engagée non plus. A l'heure qu'il est, certains doutes demeurent pourtant :

– le pouvoir accru d'intervention du gouvernement sera-t-il utilisé pour amorcer une réforme en profondeur de l'économie et de l'Etat, subordonnée à des objectifs sociaux, ou tout simplement pour mettre sur les rails une économie de marché de type orthodoxe ? Le président Collor s'engagera-t-il dans une voie d'inspiration social-démocrate, aussi modérée soit-elle, ou, comme le craignent certains critiques de gauche, finira-t-il par se trouver sur le chemin du « *fascisme du marché* » (l'expression est du journaliste américain Alexander Cockburn), brisant la résistance des syndicats réduits à l'impuissance par la montée du chômage, pour instaurer un néolibéralisme d'obédience monétaire ?

– l'ajustement fiscal sera-t-il mené à bonne fin, ce qui implique une discipline sérieuse des dépenses de l'Etat au-delà de certains gestes pour la galerie (telles la réduction du nombre de voitures de fonction des hauts responsables de l'Etat ou la vente aux enchères des résidences luxueuses des ministres à Brasilia) ?

– la privatisation des entreprises publiques (« *L'Etat se retire de toutes les activités où il n'est pas indispensable* », a déclaré le président Collor) se fera-t-elle dans des conditions équitables et au juste prix ?

– fort de l'ordre rétabli dans les affaires intérieures, le président réussira-t-il une renégociation raisonnable de la dette extérieure, qui dépasse actuellement les 100 milliards de dollars et dont le service (à présent interrompu) impose une charge insupportable à l'économie nationale ?

– quelles politiques d'accompagnement social seront-elles mises en œuvre dans le cadre du plan Collor : construction en masse de logements populaires, réforme agraire (enfin), allocations-chômage efficaces, système de crédit pour les micro-entreprises ?

– enfin, et surtout, comment évolueront les rapports entre un président au style par moments autoritaire (et recherchant volontiers des effets médiatiques) et les pouvoirs législatif et judiciaire ?

Un Parlement bousculé

LE Parlement a été passablement bousculé au cours de ce premier mois de cohabitation par un plan dont la constitutionnalité n'est pas évidente pour tout le monde. L'assurance avec laquelle M. Fernando Collor a rejeté presque tous les amendements proposés par les députés et sénateurs n'a pas arrangé les choses. De son côté, la justice pourrait menacer le succès du plan en donnant gain de cause aux travailleurs demandant des relèvements de salaire très supérieurs à ceux qui leur ont été accordés.

Sommes-nous en l'an 1 du « Brésil nouveau » (c'est le nom officiel du plan Collor) ou bien la politique brésilienne va-t-elle une fois de plus s'enfoncer dans les ornières du clientélisme et de l'opportunisme de la classe politicienne traditionnelle, à laquelle une partie de la gauche oppose un sectarisme de mauvai aloi ?

La présence au Parlement d'une opposition constructive, articulée autour du PSDB, permet d'envisager à terme un scénario plus optimiste dans l'hypothèse d'un succès, même partiel, du plan Collor et d'une réelle volonté du président d'œuvrer en vue d'un rassemblement national autour d'un programme de développement à forte composante sociale. Il faudra attendre les résultats des élections d'octobre pour mesurer les chances de ce scénario.

* Directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, Paris.

A CUBA, tout changer pour que rien ne change

Par
notre envoyé spécial
FRANCIS PISANI

Profondément secoué par le soudain effondrement des socialismes bureaucratiques à l'Est et par la défaite des sandinistes au Nicaragua, le régime de M. Fidel Castro se cramponne à la dernière certitude : l'hostilité de Washington à son égard. La nouvelle arrogance américaine – confirmée par l'invasion militaire de Panama – permet à M. Castro d'affirmer que son pays demeure une « forteresse assiégée » au sein de laquelle toute dissidence serait trahison.

Dans les autres Etats des Caraïbes et de l'Amérique centrale, les citoyens sont en proie à l'injustice et aux inégalités. Cela interdit aux adversaires de la révolution cubaine de vanter un autre modèle latino-américain de développement. Mais les critiques s'accumulent à l'intérieur même de Cuba. Le régime éprouve un profond malaise et se demande comment sortir du « socialisme réel ». Le temps presse, tandis que le charisme de M. Fidel Castro semble décidément bien usé.

LES plus critiques comparent M. Fidel Castro à Ceausescu ; Washington prépare, dit-on, le coup de pouce qui le précipitera dans les oubliettes de l'histoire ; Varsovie envisage de rompre les relations diplomatiques avec son gouvernement : les intellectuels des quatre coins du monde signent des pétitions pour qu'il s'en aille ; les « gusanos » de Miami s'apprêtent à revenir dans l'île, et le gouverneur de la Floride a déjà nommé une commission spéciale pour faire face au chaos que déclenchera l'inévitable effondrement de son régime ; les jeunes Cubains le respectent de moins en moins et certains de ceux qui jadis l'appelaient avec admiration *« le cheval »* en parlent aujourd'hui comme du *« bouc »*, signe qu'il n'y a plus grand monde pour parier qu'il peut encore gagner ce dernier combat qui lui vaut un autre nom : *« Armando Guerra Solo »* (celui qui fait la guerre tout seul)...

Comme on lui demandait récemment s'il pensait être encore au pouvoir dans un an, M. Fidel Castro a répondu : *« Dieu seul le sait* (1) *»*. Evocation rarissime chez lui, mélange de fatalité et de bon sens. A soixante-quatre ans, le vieux « comandante » est de retour, et sous le signe de Numance – ville espagnole qui tint tête à Scipion, en 133 avant J.-C., avant d'être rasée et devint le symbole de la résistance ibérique aux invincibles légions romaines – il se lance dans une contre-offensive tous azimuts...

Le 15 mars 1990, alors qu'en visite officielle au Brésil M. Fidel Castro peut masquer son isolement, il fait lire par M. Raul Castro, son frère et successeur désigné, la convocation du quatrième congrès du Parti communiste cubain. La « rectification » lancée en 1987 (2) étant censée avoir apporté de bons résultats dans le domaine économique, l'essentiel des travaux de ce congrès portera sur des promesses de changements politiques : *« reconnaissance de la diversité de critères... au sein du parti »* et *« révision du fonctionnement de notre démocratie socialiste »*.

« Nous n'allons pas changer la propriété des moyens de production mais nous devons procéder à une ouverture dans d'autres domaines, sinon le principe du parti unique serait mis en cause. Nous devons le légitimer », explique M. Carlos Aldana, membre du secrétariat du comité central du PCC et chef du département d'orientation révolutionnaire. La discrimination religieuse, par exemple, devrait être éliminée, d'autant plus facilement qu'elle a été « importée ».

Effort de séduction mais aussi durcissement

QUANT aux nouvelles formes que prendra la « démocratie populaire », ou ce qu'on appelle à Cuba le « pouvoir populaire : *« Nous sommes décidés à le réviser de la tête aux pieds. »* Il y aura débat sur des options... comme la construction de la centrale nucléaire de Cienfuegos, jusqu'à présent sujet tabou. Certains secteurs de la société auront leur place à côté de la représentation territoriale classique : Eglises, coopératives et, peut-être, intellectuels et artistes.

Ces promesses nouvelles s'accompagnent d'une mise en avant de la « cubanité ». L'expression est dans toutes les bouches officielles et sur toutes les affiches où on vante une révolution *« 100 % cubaine »*... comme le café.

« A Cuba, la révolution, le socialisme et l'indépendance nationale sont indissolublement liés, a déclaré M. Fidel Castro dans un discours de décembre 1989. *Si Cuba devait retourner au capitalisme, notre indépendance et notre souveraineté seraient perdues pour toujours ; nous ne serions plus qu'une simple extension de Miami, un appendice de l'impérialisme. »* Un discours-programme dans lequel il a formulé les deux principaux volets de sa thèse : *« Le capitalisme, son économie de marché, ses valeurs, ses catégories et ses méthodes ne pourront jamais sortir le socialisme de ses difficultés actuelles. » « Les Etats-Unis se sont attribué le rôle de gendarme, pas seulement de l'Amérique latine, qu'ils ont toujours considérée comme leur arrière-cour, mais de tous les autres pays du tiers-monde* (3) *»*.

« Je suis un patriote, nous a déclaré M. Alfredo Guevara, représentant de son pays à l'UNESCO et compagnon de MM. Fidel et Raul Castro depuis leurs jeunes années de l'Université. *L'identité nationale m'importe plus encore que le socialisme. »* Un sentiment fort qui prête à bien des confusions quand il s'agit de définir une politique. Ainsi, M. Eduardo Balari, responsable de ce qu'on appelle la *« demande interne »* et qui a rang de ministre, estime-t-il : *« On renforce le concept de patrie et celui de socialisme en laissant pour des étapes postérieures des considérations d'autres types telles que le rôle du plan ou du marché, des broutilles et des pertes de temps quand on cherche à nous éliminer complètement. »*

D'autres hauts responsables politiques estiment, au contraire, que la différence avec la perestroïka (4) est une question de « rythme ». *« Nous avons compris que si nous faisions comme en Europe de l'Est, nous aurions le même sort »*, nous a déclaré un membre du comité central alors qu'un autre affirmait : *« Nous allons devoir procéder à un recyclage en grand. Il faut que ce soit une véritable révolution, sinon... »*

Ces « nuances » perceptibles au sein de l'appareil permettent de poser la question principale du moment : la défense de la nation et le syndrome de la « forteresse assiégée » serviront-ils de prétexte pour ne pas remettre en question le socialisme tel qu'il est réellement appliqué dans l'île ?

Un débat de fond qui n'est pas tranché car le pays est confronté au terrible dilemme évoqué par Lampedusa dans *le Guépard* : *« Comment faire pour tout changer sans que rien ne change ? »* Cela s'accompagne de tout un travail politique à plusieurs facettes : effort de séduction en direction des jeunes (modernisation du style des dirigeants de l'Union de la jeunesse communiste) et des intellectuels qu'on écoute plus qu'avant ; mais aussi durcissement face à tout ce qui pourrait devenir un germe de dissidence organisée (comités de défense des Droits de l'homme, Eglise catholique) et militarisation.

L'effondrement brutal du bloc socialiste constitue – est-il nécessaire de le préciser ? – un effroyable drame pour la révolution cubaine. C'est 85 % des échanges extérieurs qui sont en question, 65 % avec l'URSS et 20 % avec les autres pays du COMECON. Les relations avec ces derniers *« ne pourraient être pires »*, nous a déclaré M. Alberto Bravo, conseiller économique du Conseil d'Etat : *« Un phénomène dynamique qui se traduit, entre autres, par le non-respect, voire l'annulation, d'accords dûment signés. »*

L'accord signé le 17 avril avec le vice-premier ministre soviétique, M. Leonid Abalkine, prévoit une augmentation de 9 % des échanges pour le quinquennat. Il est au moins un signe de la bonne volonté de M. Gorbatchev à laquelle répond la mise en sourdine des critiques de M. Castro. *« La direction est décidée à respecter ses engagements*, estime M. Bravo, *mais elle aura du mal pour trois raisons : les difficultés de production à l'Est (grèves et autres) ; la décentralisation qui rend des entreprises autonomes et plus sensibles à la rentabilité qu'à l'internationalisme ; et la demande d'améliorations à l'intérieur de l'URSS qui conduit inéluctablement à réduire toute aide extérieure sans distinguo. »*

Isabelle Mallor

DANS UN MAGASIN D'ALIMENTATION
Des œufs en vente libre et du poulet, de petit calibre, rationné

Or un simple retard dans les livraisons de pétrole pose de sérieux problèmes à Cuba. *« Nous pouvons arrêter l'air conditionné, supprimer les programmes matinaux de télé, « désaccélérer » les activités et même revenir dans l'agriculture à la traction animale et humaine*, estime M. Balari. *Tout est question de degré. »* Ce que M. Fidel Castro appelle une *« période spéciale en temps de paix »*.

Au fond, le pouvoir sait mieux gérer l'austérité qu'augmenter les biens disponibles. Pour se procurer des devises, il compte sur l'exportation de biotechnologie : *« Pour la première fois nous avons quelque chose que ne possède personne d'autre. »* Ainsi Cuba a-t-elle vendu 100 millions de dollars de vaccins au Brésil, mais comme dit un homme d'affaires brésilien : *« On ne peut pas construire des relations économiques sur une épidémie de méningite. »*

A l'intérieur, le gouvernement a mis tous ses espoirs dans le tourisme qui rapporte déjà 150 millions de dollars brut. L'objectif est d'obtenir un milliard de dollars en l'an 2000. C'est le premier secteur dans lequel sont acceptées des sociétés à capitaux mixtes (joint-ventures). M. Fidel Castro a inauguré, le 11 mai, un hôtel construit à 50 % avec les capitaux de la chaîne espagnole Sol. Mais le projet n'a d'avenir que s'il parvient à attirer la clientèle des Etats-Unis. Une hypothèse lointaine pour M. Carlos Rafael Rodriguez ; il estime que *« si nous voyons demain beaucoup de Nord-Américains dans nos rues, ça ne sera pas pour faire du tourisme »*.

Dans le domaine de la production, la politique de « substitution des importations » et d'autarcie ne serait une réponse que si la question centrale de la « motivation » des travailleurs était réglée. Les dirigeants trouvent positives les expériences menées dans le cadre de la « rectification », mais rien n'indique qu'elles puissent être généralisées. De nouvelles formes de rémunération et d'organisation ont été expérimentées dans des usines liées aux forces armées, car *« la discipline permet de faire une expérience plus rapide »*, estime un cadre. Mais comment ne pas voir que le résultat est trompeur, sauf à militariser tout le pays ? C'est en partie ce que le pouvoir essaie de faire avec la multiplication des contingents – une forme d'embrigadement volontaire des travailleurs – qui a permis des progrès dans le domaine de la construction... Mais tous les Cubains ne sont pas prêts à s'engager dans un tel moule et ceux-là mêmes qui l'ont fait ont rapidement vu leur rendement limité par le manque de matières premières.

Pour M. Carlos Rafael Rodriguez, membre du bureau politique et numéro trois du régime : *« L'important, c'est de dire clairement ce qui se passe et, en même temps, de se préparer. Une telle situation ne nous surprendra pas et ne saurait durer toute la vie »* (en français dans son discours). Allusion à l'un des proverbes les plus répétés en Amérique latine : « Il n'y a pas de maladie qui dure cent ans... ni de corps qui y résiste. » Mais aussi clé de l'attitude de la direction : il s'agit de gagner du temps.

Tous les Cubains sont convaincus que MM. Bush et Gorbatchev se sont mis d'accord lors de la rencontre de Malte qui a permis aux Etats-Unis d'envahir Panama quelques jours plus tard. Washington *parierait sur l'effondrement de la révolution* et ferait tout pour le précipiter.

En janvier, les gardes-côtes des Etats-Unis prenaient en chasse un bateau de pêche cubain prétendument chargé de drogue. Le capitaine refusa l'inspection et, pendant que le cuisinier sortait son hachoir et sa machette, parvint à gagner les eaux territoriales mexicaines où la marine n'a rien trouvé.

En février, le département d'Etat américain obtenait à Genève la condamnation de Cuba pour violation des Droits de l'homme, grâce au soutien... de la Pologne, de la Hongrie et de la Bulgarie, preuve d'isolement croissant.

Puis, en mars, c'était le début des émissions de Télé-Marti, cette chaîne de la Voix de l'Amérique qui diffuse à partir d'une base militaire de Floride des émissions en espagnol destinées au public cubain. Les émissions sont intégralement brouillées ainsi que, début mai, celles de Radio-Marti, tolérée jusqu'alors par les autorités cubaines, mais les programmes n'ont pas cessé et sont un facteur de tension, une éventuelle source d'escalade (5).

Pourtant nous n'avons rencontré aucun dirigeant cubain sérieusement persuadé que les troupes américaines pourraient être lancées dans un avenir proche contre l'île. Il s'agit plutôt d'une *« stratégie de conflit de basse intensité »*. *« L'objectif final*, estime un des fonctionnaires qui suivent la question de près, *n'est pas le recours à la force mais d'obliger notre système à changer, d'annuler les possibilités de succès d'un modèle socialiste sur le continent pour un siècle. »* Pour y parvenir, Washington a recours à un mélange d'agression et de négociation et cherche *« à montrer que les accords de 1962 sont caducs du fait de la crise soviétique et que les Etats-Unis font ce qu'ils veulent* (6) *»*. Selon ce même fonctionnaire, la faiblesse du dispositif américain est l'inexistence d'une dissidence interne organisée. D'où la répression contre les comités pro-Droits de l'homme et le refus de laisser le pape venir pour le moment : *« Il viendra pour servir le processus révolutionnaire et non pour aiguiser le couteau qui nous coupera la gorge. »*

Un bras de fer subtil dans lequel les Etats-Unis peuvent commettre l'erreur d'unifier les Cubains s'ils forcent trop.

Selon tous les dirigeants que nous avons rencontrés, les Cubains sont critiques *« par tempérament »* mais si les marines venaient à montrer le bout de leur M-16, ils prendraient leurs AK-47 pour repousser l'agression. *« Je crois sincèrement*, dit M. Carlos Rafael Rodriguez, *que si demain nous organisions un plébiscite, la réponse serait massivement favorable à la révolution... même s'il ne faut pas l'organiser pour satisfaire ceux qui le demandent. »*

Les mêmes phrases depuis trente ans. Or la réalité change. Informés des bouleversements mondiaux (ne serait-ce que par Radio-Marti) et lassés de devoir continuer à se serrer la ceinture, beaucoup de Cubains posent des questions auxquelles les dirigeants ne répondent que de façon incomplète. La première d'entre elles est de savoir jusqu'à quand va durer cette austérité contre laquelle ils luttent de mille manières. La répression contre le marché noir augmente mais sa pratique demeure, avec pour seule limite aujourd'hui la disponibilité en argent liquide.

Une lente érosion encouragée par certaines décisions du gouvernement qui a fait feu de tout bois pour trouver des dollars. L'ouverture (en 1978) aux contre-révolutionnaires exilés, qui sont accourus valises pleines, avait cet objectif. A la fin des années 80, l'Etat a racheté bijoux et autres trésors de famille pour les revendre à l'extérieur. Les Cubains avaient baptisé l'institution chargée de l'opération *« la maison de Cortez »*, en souvenir du conquistador qui échangeait l'or des Indiens contre *des perles de verre*.

Des privilèges justifiés de mille façons

POUR relancer « l'esprit guérillero » des premières années, M. Fidel Castro promet de répartir les biens disponibles *« à parts égales entre tous »*. Une bonne intention qui se heurte à deux écueils : la population n'y croit guère, et les nantis du régime n'entendent pas renoncer ainsi à leurs privilèges qu'ils justifient de mille façons.

Dans ce contexte ont éclaté l'affaire Ochoa et les scandales de l'été 1989 (7) révélant soudain qu'*« il y a dans l'appareil quelque chose de pourri. Ou bien le discours d'humanisme et d'intégrité qui fait depuis toujours le fond de l'idéologie castriste n'était qu'un paravent cynique ; ou bien il est complètement déconnecté de la réalité quotidienne de la pratique du pouvoir, de la réalité quotidienne de ses exécutants »*, écrit François Maspéro, ami des premières heures de la révolution cubaine (8).

Les procès prouvent que *« personne n'est intouchable »*, estime M. Carlos Aldana, mais la population en conclut souvent que la corruption est généralisée. *« On le savait*, nous a dit une jeune étudiante, *mais maintenant nous en avons la preuve. »*

La seconde grande question est de savoir pourquoi se battre, pourquoi se sacrifier. La période de vaches rachitiques qui menace ne semble pas insurmontable à M. Carlos Rafael Rodriguez. *« Elle est la conséquence d'une situation qui ne dépend pas*

---

(1) Conférence de presse du 3 avril 1990.

(2) Lire : Francis Pisani, « Cienfuegos à l'heure de la rectification », *le Monde diplomatique*, décembre 1987.

(3) Discours prononcé le 7 décembre 1989 lors de la cérémonie en l'honneur des combattants internationalistes morts...

(4) Lire à ce propos : Alain Gresh, « La nouvelle solitude de M. Fidel Castro », *le Monde diplomatique*, avril 1989.

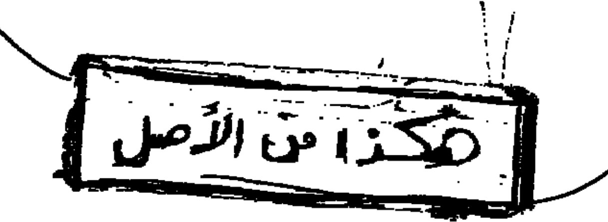
(5) Dans une note adressée à Washington, l'International Frequency Regulation Board, de l'Union internationale des télécommunications (UIT), estime que « *l'opération de cette station est en contravention avec l'article 2666 des règlements radio et en conséquence demande à votre administration de modifier les caractéristiques techniques de la station* » et rappelle que la Convention de l'UIT « *a pour objet de faciliter les relations pacifiques et la coopération internationale...* ».

(6) Interrogé à ce sujet, l'ambassadeur soviétique, M. Yuri Petrov nous a répondu : « *Ils demeurent valables et nous les considérons très importants et même indispensables.* »

(7) Sur l'affaire Ochoa, lire : Ignacio Ramonet, « Révolutions », *le Monde diplomatique*, septembre 1989.

(8) *In* préface à *Ruptures à Cuba*, de Janette Habel, La Brèche, Paris, 1989.





d'erreurs de la révolution mais d'une position de la révolution. L'austérité sera vue comme formant partie d'une bataille à laquelle, s'il aime la révolution, et il l'aime, le peuple doit participer. » Car « *la révolution offre des perspectives : elle veut ce qu'elle a toujours voulu, d'abord l'indépendance et la dignité et ensuite un progrès chaque jour plus concret et plus réel auquel nous continuons de travailler* ».

Mais dans le domaine de la santé, les médicaments disponibles sont moins nombreux du fait même de la crise. L'éducation a connu des scandales, et les doutes sur sa qualité sont de plus en plus répandus (9). Les Cubains accordent une importance croissante à ce qui leur manque – des jeans à la démocratie – par opposition à ce qu'ils ont gagné.

Même la dignité nationale en a pris un coup à cause de l'« *apartheid touristique* », le fait que les Cubains se voient interdire l'accès d'un nombre croissant d'hôtels et de plages. L'ordre est maintenu par des policiers peu courtois qui multiplient les vérifications d'identité dès que quelqu'un a une tête de Cubain. Dans ce pays révolutionnaire, le meilleur coupe-file est devenu le dollar, et on a vu sur un mur du célèbre cabaret Tropicana ce graffiti en grandes lettres : « *Un Cubain vaut mieux qu'un dollar.* »

« *Quand on leur demande : « Le socialisme ou la mort ? », les gens répondent : « La mort », les uns parce qu'ils sont prêts à lutter jusqu'au bout pour défendre leurs privilèges et les autres parce qu'ils n'ont rien à attendre du socialisme* », nous ont raconté d'anciens militants déçus. Phrase tragique qui ne correspond nullement au sentiment dominant aujourd'hui, mais qui, il y a un an encore, n'aurait pu être conçue que par des « gusanos » récalcitrants.

En un an, l'univers du Cubain moyen a été chahuté par l'accumulation de trois énormes crises successives : l'affaire Ochoa, l'effondrement du bloc socialiste et la défaite sandiniste. Dans des proportions qui varient chez chacun, une sorte de dualisme s'est installé. « *Nous avons tous envie de voir les programmes de TV-Marti et nous sommes tous contents de constater que nos techniciens ont été capables de brouiller leurs signaux* », nous a confié un intellectuel. Et c'est mal vécu. L'effondrement des idoles, la « *destruction des autels* » ont introduit le doute. Dualisme et doute risquent de devenir schizophrénie à mesure que travail politique, propagande et renforcement du contrôle se font sentir sans convaincre. Les jeunes font de plus en plus allusion au « masque » dont ils s'affublent en public. Révolutionnaires et critiques il y a cinq ans, ils sont de plus en plus critiques alors que leur discours serait de moins en moins considéré comme révolutionnaire s'il était formulé en public.

« *On nous donne une éducation et puis, à quatorze ans, on découvre que tout est pourri, le doute survient..., béni soit-il* », explique une étudiante avant d'ajouter : « *J'aime Fidel... mais le problème, c'est son orgueil.* »

Le culte étouffant de la personnalité

LA révolution est sortie de l'ordre du sacré. Certains se demandent pourquoi tous ces efforts, tout ce « gâchis », et si l'on en croit une militante du Mouvement 26 juillet puis du Parti communiste : « *Les gens se fatiguent car ils ne peuvent pas participer. On ne prend jamais en compte ce qu'ils disent.* »

Le soutien à la révolution n'est plus garanti, n'est plus une prémisse indiscutable. L'opposition se manifeste peu, mais les événements d'Europe la légitiment et montrent que le « socialisme réel » n'est pas irréversible. La charge de la preuve a été renversée. C'est à la révolution de démontrer qu'elle peut tenir le coup.


Robert van der Hilst

UN APPARTEMENT DE LA VIEILLE HAVANE
Plus la crise s'aggrave, plus Fidel apparaît comme le seul recours

Personne ne doute qu'il y aura des changements. Ils sont tellement voulus que nous avons entendu deux fois cette phrase terrible : « *Vivement la guerre pour que ça change...* » C'est sur ce fond que se posent la question des chances de succès de la contre-offensive lancée par le gouvernement et surtout celle de sa crédibilité.

Un communiste hongrois qui aime Cuba, et sans doute souhaite que l'entreprise de M. Castro réussisse pour lui donner raison d'avoir cru, estime que « *demander toujours plus de sacrifices c'est bon pour le couvent, et encore* ». Mais à la lumière de l'expérience de son pays, il estime : « *Il faut changer à temps de modèle, sinon on doit changer de système.* »

En écho, un jeune étudiant lui répond : « *C'est bien tout ce qu'ils veulent faire, mais comment croire à des changements s'ils gardent toujours les mêmes à tous les niveaux.* »

Pour convaincre, la contre-offensive de la direction devrait s'appuyer sur un bilan critique des échecs de la révolution... c'est-à-dire de sa gestion.

Premier point : la dépendance. « *Nous dépendons presque autant de l'Union soviétique que des Etats-Unis en leur temps* », reconnaît M. Bravo. Ce qu'il qualifie d'erreur puis d'échec. « *Et j'ai été partie prenante à cette politique. J'étais partisan d'une relation commerciale à 90 % avec l'Union soviétique... je la croyais solide.* »

Le second échec est signalé par M. Alfredo Guevara : « *Nous avons mal éduqué notre peuple, nous lui avons enseigné à penser avec des consignes et il n'est pas préparé à comprendre ce qui se passe de manière autonome* », estime-t-il. « *J'ai lutté contre le réalisme socialiste, contre les imitations, mais j'assume ce qui a été fait car tout appartient à un grand modèle.* »

Echec ? Erreur ? Certains affirment, comme l'écrivain colombien Gabriel Garcia Marquez, que « *de vrais changements ne seront possibles à Cuba que lorsque les Etats-Unis auront procédé à leur propre perestroïka-glasnost...* »

Mais le bilan ne s'arrête pas là. Dire que « *faire une concession, c'est en faire cent* » ou encore « *Fidel est le ciment de la révolution, s'il s'en va rien ne sera plus pareil car nous ne sommes pas encore parvenus à créer les structures* » – phrases glanées dans différents milieux, – c'est reconnaître une grande faiblesse.

« *Au bout de ces trente années, de crise en crise, un certain nombre d'acquis existent à Cuba qui n'existent pratiquement nulle part ailleurs dans un pays du tiers-monde* », reconnaît François Maspéro, qui ajoute : « *Fidel Castro peut aussi bien être crédité de ces acquis que tenu pour responsable de n'avoir pas su les consolider. Or aujourd'hui, plus la crise s'aggrave, plus il tend à apparaître comme le seul recours : le seul qui soit capable de conduire le peuple à bon port. Le culte de la personnalité étouffant et omniprésent devient la réponse à tout* (10). »

L'après-Fidel n'est pas clair. M. Raul Castro a été chargé de la réorganisation de fond en comble du ministère de l'intérieur. Des généraux ont été promus à la tête des comités de défense de la révolution et de l'Assemblée nationale du pouvoir populaire. Mais sa popularité, qui n'a jamais été très élevée, a souffert de l'affaire Ochoa.

Rares sont les Cubains qui croient qu'Ochoa, La Guardia et leurs subordonnés ont été fusillés pour les seules raisons officiellement invoquées. Et si Ochoa est devenu – *a posteriori* car il était peu connu – un héros pour certains, c'est au détriment de ceux qui l'ont fait fusiller.

Très récemment, M. Fidel Castro a promu de jeunes responsables comme M. Roberto Robaina, secrétaire de l'UJC, et M. Carlos Lage (qui avait occupé ce poste avant lui). Et certains fonctionnaires n'hésitent pas à confier que M. Robaina ferait un bon successeur... « *dans dix ou dans vingt ans, car Fidel est en pleine possession de ses moyens* », a cru bon de préciser l'un d'entre eux.

La direction cubaine a eu le temps de voir venir la crise du monde socialiste et a lancé une contre-offensive derrière laquelle, comme nous a dit un haut responsable, « *il y a une philosophie* ». M. Castro connaît la musique ; il jouit encore d'un prestige considérable, et à Cuba le facteur nationaliste joue pour la révolution et non contre elle.

Les avatars les plus récents de la « *transition au capitalisme* », comme le projet de fermeture de crèches en RDA ou le boom du chômage, sont amplement mis à profit par la direction pour faire réfléchir une population qui s'accommode d'un « pacte » selon lequel la majorité accepte un système qui ne lui donne pas trop de biens de consommation mais n'exige d'elle guère de travail et offre une sécurité remarquable dans le domaine de l'emploi, de la santé, de l'éducation et de l'ordre public.

M. Fidel Castro a encore des réserves où puiser un soutien, dans la population noire par exemple qui n'a jamais accepté une bureaucratie majoritairement blanche et pas totalement débarrassée du racisme d'autrefois. Sa combativité peut se mesurer au fait que certains intellectuels qui étaient au bord de la dissidence sont partiellement rentrés dans le rang grâce à un effort de démocratisation dans l'Union des écrivains et artistes de Cuba.

L'armée a du mal à pardonner le sort fait à Ochoa. M. Fidel Castro n'a-t-il pas déclaré, il y a longtemps : « *Il ne faut pas que la révolution dévore ses propres enfants.* » Toute présomption de complot antérieur à l'affaire semble erronée, mais parmi les officiers de haut rang rentrés d'Angola, très peu se sont vu confier un commandement de troupes. La publication aux Etats-Unis d'un manifeste signé par des militaires d'origine cubaine invitant leurs homologues révolutionnaires à renverser M. Fidel Castro n'est pas un hasard.

Les jeunes universitaires constituent une population remuante d'autant plus difficile à mater qu'ils sont le produit de la révolution et se réclament souvent de la perestroïka.

La grande inconnue est l'Eglise catholique. Animée par les efforts de rapprochement faits par M. Castro qui songeait surtout à l'Amérique latine, elle a redressé la tête au point de faire peur et, à la différence d'autres dissidences, elle est protégée d'office contre d'éventuels excès répressifs.

Est-il suffisant de gagner du temps ?

POURQUOI chercher à gagner du temps ? Certains cadres estiment que la situation en Amérique latine est explosive, et que d'ici deux ou trois ans au Pérou, en Colombie ou ailleurs, des événements auront lieu qui relégueront Cube au dixième rang des préoccupations de Washington.

Une stratégie limitée mais qui peut réussir, à trois conditions au moins : que M. Fidel Castro ne disparaisse pas, que la population endure l'austérité et que le pouvoir ne se voie pas dans l'obligation de faire tirer la troupe pour maintenir l'ordre.

La référence à Numance est limpide : résister, « tenir », est valable du point de vue de l'identité nationale face à une puissance plus grande. Et c'est suffisant. Pas dans le domaine idéologique.

C'est la grande différence avec M. Gorbatchev ou avec les sandinistes. M. Carlos Rafael Rodriguez conseille « *de ne pas chercher dans la solution cubaine une façon de s'approcher des solutions adoptées dans d'autres pays, mais d'approfondir la tradition de notre révolution* ».

Mais rien n'interdit de se demander ce qui se serait passé si, au lieu de lancer d'en haut une « rectification » bureaucratique, M. Fidel Castro avait donné le signal d'une authentique rectification démocratique.

FRANCIS PISANI.

(9) Lire : Isabelle Dolomite, « La révolte des cadets cubains », *le Point*, 3 mars 1990.

(10) Préface à *Ruptures à Cuba, op. cit.*

VIDE DU POUVOIR ET INTOLÉRANCE

Le choix des Algériens

(Suite de la première page)

De nombreux adhérents, mécontents d'avoir été écartés des listes officielles, se sont portés candidats sur les listes de partis rivaux, notamment sur celles du Front islamique du salut (FIS), dont les militants tiennent dans les mosquées des propos radicalement hostiles au pouvoir. A tel point que, à Béchar et dans de nombreuses autres localités, le FLN sera absent des élections municipales, faute de compromis sur une liste, en raison des luttes de clans et de rivalités pour ainsi dire tribales.

Cette indiscipline, qui bouscule actuellement les structures du FLN, n'est que le prolongement de la désobéissance civile généralisée dont se plaignent les policiers dans la rue. La société dans son ensemble semble prise d'un même malaise, résultat d'une accumulation de déceptions et d'un grand sentiment d'impuissance. Face au vide du pouvoir (1) et aux difficultés quotidiennes qui se multiplient, la population – habituée pendant des années à entendre que la Révolution faisait des pas de géant – semble déconcertée.

C'était une vue de l'esprit que de croire que le FLN regagnerait la confiance de larges couches de la population, comme s'il n'était pas le principal responsable d'une gestion marquée par les gaspillages, l'incompétence, le clientélisme et la corruption. Ceux qui ont cru à l'image idyllique d'un FLN hégémonique au centre d'un système multipartiste n'avaient pas pris suffisamment la mesure du profond mécontentement existant dans le pays, alimenté par les immenses frustrations des couches moyennes et les espoirs déçus des classes populaires dans les villes et dans les campagnes.

Ce mécontentement explique, pour l'essentiel, le spectaculaire essor du FIS. Cette organisation se présente comme un vaste mouvement socio-religieux ; elle exprime une protestation générale, un ras-le-bol, une déception collective. Et, d'une certaine façon, elle réincarne l'utopie solidariste, justicialiste, que le FLN est incapable d'exprimer aujourd'hui. Le FIS n'est pas un parti politique structuré et discipliné. « *Le FIS*, a déclaré son leader, M. Abassi Madani, *n'est pas un front des minorités ou des élites. C'est un front unitaire pour toutes les classes du pays. Son objectif principal est de répondre à leurs besoins et de résoudre la crise économique, sociale et culturelle* (2). » Il est parvenu à agglutiner tous les mécontents pressés d'en découdre avec le gouvernement, qui ont trouvé dans l'islam un puissant vecteur de contestation. Cette situation peut se retourner contre le FIS, car n'importe quelle action irréfléchie d'un « barbu », d'un sympathisant zélé engage le Front de M. Madani. Celui-ci rejette systématiquement la responsabilité des actes de violence imputés à son organisation et qui se sont multipliés ces dernières semaines : mort d'un enfant de trois ans dans l'incendie de la maison d'une femme accusée d'immoralité à Ouargla ; attaque du tribunal de Blida ; agression contre des étudiantes ; profanation de tombes de saints et de résistants... M. Madani est, sans doute, de bonne foi parce que la direction du FIS ne contrôle ni sa base ni tous ceux qui se réclament de l'idéologie islamiste. Mais cette même base est maintenue en état de surexcitation, galvanisée lors des prêches hebdomadaires du vendredi prononcés par de fougueux imams rivalisant dans les propos incendiaires contre le pouvoir et contre tous les abandons. Le jeune imam du quartier de Kouba à Alger, M. Ali Belhadj, numéro deux du FIS, coqueluche des jeunes chômeurs de la capitale, n'est pas célèbre pour ses connaissances en théologie mais pour son langage excessif, pour ses diatribes dignes de Savonarole, pourfendant le pouvoir actuel, qu'il considère comme le mal absolu. Quand on sait que la population du pays est fort jeune – trois Algériens sur quatre ont moins de trente ans – et que le chômage affecte 22 % des actifs, on mesure la puissance de révolte que peuvent susciter de tels prêches.

Jusqu'à la veille de la grande manifestation silencieuse organisée dans les rues d'Alger le 20 avril dernier par le FIS, la direction du FLN a nourri l'espoir d'une alliance avec les islamistes de M. Madani. Cela explique en partie le laxisme des autorités face aux nombreuses exactions des islamistes.

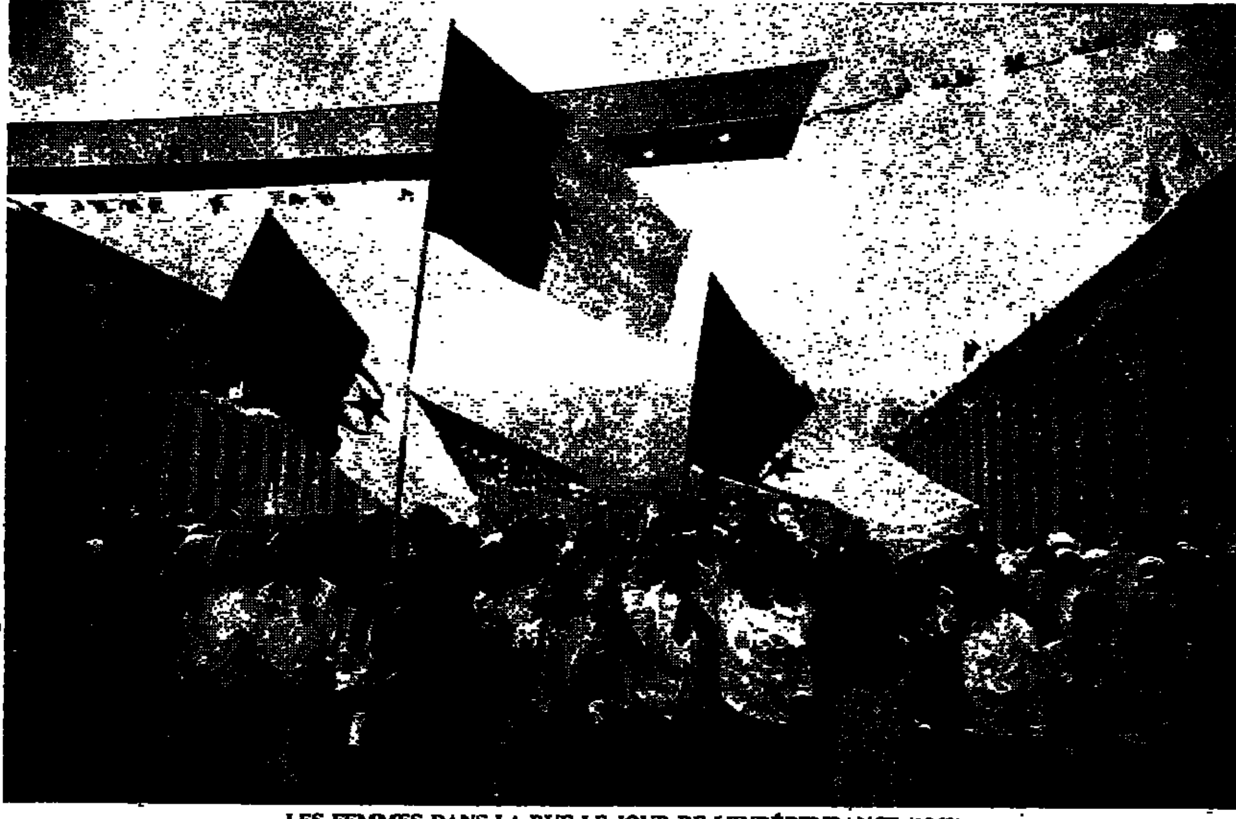
Fort de sa popularité, le FIS a évidemment refusé les avances du FLN, ne manifestant même pas de la reconnaissance à l'égard de l'unique gouvernement du monde arabe – avec la Jordanie – à avoir légalisé un parti religieux. Certes, cette légalisation visait aussi à éloigner les islamistes de l'attraction qu'exerce sur eux M. Ahmed Ben Bella, qui a depuis longtemps compris leur puissance contestatrice. Pendant plus d'un an, après octobre 1988, une partie de cache-cache s'est déroulée dans l'ombre entre le pouvoir, le FIS et M. Ben Bella, installé, comme on sait, en Suisse. Le premier président de l'Algérie indépendante, dont on ignore s'il est réellement en mesure de mobiliser aujourd'hui les foules comme il l'a fait par le passé, se présente comme une troisième voie permettant au pays d'échapper à la confrontation FLN-FIS (3). Jouant un peu à l'« imam caché », il adopte une stratégie qui fut naguère celle de Khomeyni ou, sous une autre forme, celle du général Peron. M. Ahmed Ben Bella serait susceptible de provoquer l'échec du FLN ou du FIS si son parti, le Mouvement pour la démocratie en Algérie (MDA), contractait publiquement une alliance avec l'un ou l'autre de ces deux partis rivaux.

Les dissensions à l'intérieur du FLN n'aident pas le parti au pouvoir à affronter ses adversaires dans de bonnes conditions. Le comité central semble plus divisé que jamais, le bureau politique est contesté. De nombreux militants rejoignent le FIS avec armes et bagages, d'autres déclarent qu'ils rallieront le MDA de M. Ben Bella le moment venu. Lors d'une réunion exceptionnelle du comité central, en avril dernier, de vieux compagnons de l'ancien président Houari Boumediène n'ont pas hésité à faire des appels du pied à M. Ben Bella, réclamant explicitement son retour. Ils caressaient peut-être le rêve de voir se constituer un néo-FLN retrempé dans le populisme des années 60 et 70, qui ferait jonction avec un FIS amadoué par l'éviction des « réformateurs » les plus en vue de l'équipe actuelle du président Chadli. Cette alliance pourrait toujours compter sur quelques militaires tentés de ressusciter l'épopée populiste. Mais une telle hypothèse est risquée parce qu'on ignore quel est l'impact de la propagande du FIS chez les officiers subalternes et les sous-officiers...

Pour barrer la route au FIS, le président Chadli a souhaité relancer l'économie afin de créer des emplois, des logements, et diminuer d'un cran le mécontentement général. Les événements d'octobre 1988 auraient dû permettre de prendre des mesures exceptionnelles pour montrer qu'un élan radicalement nouveau était donné au pays. L'occasion a été manquée. Juste après ces événements, le gouvernement de M. Kasdi Merbah crut pouvoir combler les insuffisances du système en étant simplement plus présent sur le terrain mais sans rien réformer en profondeur. Ce fut la première grande erreur. Après le limogeage de M. Merbah, M. Mouloud Hamrouche fut nommé à la tête du gouvernement en septembre 1989. Il semble évident qu'il ne dispose pas de l'autorité nécessaire pour accélérer les réformes.

En fait, les trafics en tout genre se développent, ainsi que les marchés parallèles, le travail au noir et l'économie souterraine, fondée en grande partie sur la contrebande. Personne ne peut croire que M. Hamrouche puisse conduire, dans ces conditions, une politique nouvelle, différente, en s'appuyant sur le même personnel politico-administratif complice de l'immobilisme antérieur. Alors que 70 % des recettes d'exportations sont actuellement affectés au service de la dette extérieure, le gouvernement cherche, par exemple, à assainir les circuits de distribution en rétablissant progressivement la « vérité des prix », en résorbant le déficit budgétaire, en espérant un accroissement de la productivité du travail dans les entreprises d'Etat et en réduisant l'inflation. Il butte sur des obstacles qui compromettent le succès de ce programme, car la vérité des prix (c'est-à-dire la suppression des subventions qui les maintenaient artificiellement bas) n'est acceptable qu'accompagnée de mesures sociales en faveur de tous ceux qui risquent d'être broyés par les forces du marché. D'autre part, le pouvoir manque à tel point d'autorité qu'il ne peut exiger un plus grand rendement des travailleurs dans les entreprises d'Etat.

La vérité des prix ne peut être imposée que par une autorité politique capable d'expliquer et de faire accepter par les citoyens les effets d'une réforme économique à caractère passablement libéral. L'exemple actuel de la Pologne montre à quel point, même pour un gouvernement effectivement populaire comme celui de M. Mazowiecki, le pari est délicat. Le « déficit de légitimité » d'un gouvernement handicape toujours l'autorité de l'Etat ; et l'Algérie semble prise dans un cercle vicieux, le déficit d'autorité entraînant l'affaiblissement du secteur économique, et vice versa.



Marc Riboud – Magnum

LES FEMMES DANS LA RUE LE JOUR DE L'INDÉPENDANCE (1962)
Permanence de fortes aspirations démocratiques dans toutes les couches sociales

Comment casser le cercle vicieux ?

COMMENT regagner la confiance des citoyens ? Les plus lucides au sein du FLN le savent : en procédant à l'éloignement de nombreux cadres politiques, administratifs et économiques, nommés non en raison de leurs compétences, mais de leur appartenance aux réseaux clientélistes dominants.

Une grande partie de la population tient en suspicion les dirigeants actuels. Suspicion renforcée par les récentes déclarations de M. Abdelhamid Brahimi, premier ministre de 1979 à 1988, selon lequel 26 milliards de dollars auraient été versés à des hauts responsables sous forme de pots-de-vin, lors de la signature de grands contrats avec des firmes étrangères. Les sommes ainsi détournées seraient donc supérieures à la dette extérieure, estimée à 24 milliards de dollars. M. Belaïd Abdeslam, ancien ministre de l'industrie, est allé dans le même sens, en déclarant que les capitaux ayant servi à la construction du centre commercial Riadh-el-Feth, haut lieu des loisirs de la bourgeoisie algéroise, proviennent d'un emprunt contracté auprès du Canada, destiné à l'origine au financement d'investissements productifs créateurs d'emplois. Ces révélations ont fait l'effet d'un coup de boutoir à l'intérieur de l'édifice et donnent une idée de la difficulté d'épurer, tant les accusations des uns et des autres sont graves.

Le pouvoir se retrouve devant ce dilemme : ou il épure et jette les coupables de corruption en pâture à une opinion publique en fureur risquant d'imploser sous la pression des intérêts contradictoires des réseaux clientélistes ; ou bien il ne fait rien et demeure vulnérable face au mécontentement général entretenu par le discours moralisateur et justicier du FIS. Les appels pathétiques lancés par le premier ministre, M. Mouloud Hamrouche, à la « société civile » en mai, l'appelant à s'élever contre l'intolérance, le fanatisme et l'obscurantisme, ne cherchaient qu'à desserrer la pression qu'exerce le FIS sur le pouvoir.

De son côté, le FIS a perdu récemment une partie de son crédit aux yeux de la « majorité silencieuse », en raison de son incapacité à tenir ses militants ou ses sympathisants extrémistes, accusés – à tort ou à raison – d'instaurer un climat de violence et d'intolérance. Plus grave, certains ont été accusés de profaner les sépultures de combattants de la guerre de libération. Le fer forgé et le marbre sur les tombes seraient, selon certains fondamentalistes, une innovation blâmable *(bid'a)* en terre d'islam.

Aucun groupe, aucun parti n'a de chances d'emporter l'adhésion populaire en Algérie s'il ne respecte les symboles de la lutte de libération, et surtout les tombes des martyrs, dans un pays où le maraboutisme est profondément enraciné dans les mentalités et où même les oulémas de Ben Badis (réformateur mort en 1940) n'ont pu supprimer le culte des saints. Le FLN a vite compris le bénéfice qu'il pouvait tirer de l'émotion soulevée par la profanation des tombes de martyrs. Il en a profité pour susciter des marches de protestation fortement médiatisées et a organisé, en particulier le 17 mai à Alger, une grande manifestation de « *fidélité aux idéaux de novembre 1954* », lui ayant permis de rassembler plusieurs dizaines de milliers de citoyens au cours d'un défilé qui est apparu comme une réponse à la manifestation du FIS du 20 avril. Dès le lendemain, le ministère de l'intérieur publiait les résultats d'un sondage accordant 40 % à 50 % des intentions de vote, le 12 juin, au FLN, 20 % à 30 % seulement au FIS et 10 % à 20 % aux neuf autres partis.

Le paysage politique algérien ne se limite pas toutefois à la confrontation FLN-FIS sur fond de nostalgie de parti unique. Il existe de fortes aspirations démocratiques dans toutes les couches sociales, expressément formulées par des associations de salariés, de cadres moyens, de professions libérales, d'universitaires, ainsi que par des organisations féministes qui refusent de voir la femme réduite à la domesticité familiale. D'autres associations rassemblent des démocrates conscients que les véritables enjeux culturels et scientifiques de cette fin de siècle sont absents du débat FLN-FIS (4). Tous sont prêts à réclamer l'avènement d'une authentique démocratie, comme l'ont montré les différentes marches pour la dignité de la femme, pour la défense des langues populaires, et enfin celle du 10 mai dernier pour la démocratie, qui a rassemblé des dizaines de milliers de personnes à l'appel de quatre formations politiques (RCD, PAGS, MDRA, PSD tendance Khodja).

Depuis cette manifestation (à laquelle n'a pas participé le Front des forces socialistes de M. Hocine Aït Ahmed), et après celle du 17 mai du FLN, la tension est retombée d'un cran, rétablissant un certain équilibre dans le rapport de forces, perçu dans un premier temps par de nombreux observateurs comme penchant trop en faveur du FIS. Il est vrai que, durant le mois de ramadan (mars-avril), la cherté de la vie avait battu tous les records et que les esprits étaient à cran. Il est symptomatique que la cote de sympathie pour le FIS dans l'opinion publique soit liée à l'augmentation des prix des produits de consommation courante. L'alarmisme de la presse et de la télévision françaises, en particulier, rendant compte de la popularité du FIS, a servi l'organisation de M. Madani et quelque peu gêné les partisans de la voie démocratique, ceux-là mêmes que certains journalistes et quelques hommes politiques – en particulier M. Jean-Marie Le Pen, qui l'a évoqué dans l'émission « L'heure de vérité » – craignaient devoir accueillir en France en cas de succès électoral, le 12 juin, du FIS. Ces inquiétudes françaises donnaient, raison *a contrario*, au discours du FIS qui fustigeait les manifestants démocrates du 10 mai, les traitant d'« *alliés de l'Occident* » présentés par la presse parisienne comme des otages potentiels.

Les partisans d'une solution authentiquement démocratique, dispersés dans de nombreux partis, sentent confusément que le FLN et le FIS sont des frères jumeaux. La société algérienne, plongée dans une profonde crise d'identité, possède-t-elle encore des ressources pour s'opposer à la reconduction du système de parti unique, fût-il sous une forme religieuse ?

LAHOUARI ADDI.

(1) Lire : Abdelkader Djeghloul, « l'Algérie en état d'anomie », *le Monde diplomatique*, mars 1990.

(2) *El Pais*, 14 mai 1990.

(3) Lire l'entretien avec M. Ahmed Ben Bella, *l'Evénement du jeudi*, 26 avril 1990.

(4) Lire : Lahouari Addi, « De la démocratie en Algérie », *le Monde diplomatique*, octobre 1989.

UNE NOUVELLE DE RACHID MIMOUNI

Le gardien

Au parc de la Liberté, à Alger, tout se dégrade. Au grand dam du gardien qui voit les arbres s'étioler, les fleurs se faner, les sculptures se maculer, les amoureux déserter... A qui profitent de telles déprédations ?

JE suis gardien au parc de la Liberté. Croyez-moi, ce n'est pas une sinécure.

Je vais vous expliquer.

Mon père lui-même y officia longtemps et je me souviens de mes premières promenades d'enfant émerveillé par la sereine luxuriance de la verdure. Il m'enseigna patiemment le nom de chaque variété d'arbre et de fleur ainsi que sa provenance, souvent lointaine. Ces consonances étranges de plantes et de pays excitaient mon imagination qui prenait son envol pour me mener vers des contrées paradisiaques. Il me laissait rêver en hochant la tête de satisfaction. Alors que la plupart des parents hâtaient le pas à l'approche de la statue dénudée, traînant par le poignet leurs bambins curieux, mon père me fit découvrir les charmes de l'Aphrodite noire. Je ne devais pas tarder à tomber amoureux moi aussi de la déesse, espérant prendre la relève de mon géniteur le jour où sonnerait pour lui l'heure de la retraite. Mais il s'en alla trop tôt, emporté par les complications d'une sévère bronchite et le poste fut confié à un de ses confrères.

A l'issue de ma formation, je fus affecté au jardin du 1er-Novembre, situé dans le quartier le plus populeux de la ville. Imaginez un vaste terrain vague délimité par un simple grillage. Aucune plante n'y a jamais pu pousser. Les raids dévastateurs de l'innombrable marmaille locale qui préférait disposer d'un terrain de football eurent raison de mes tentatives. Tout ce que j'ai essayé de planter a été foulé aux pieds. J'eus tôt fait de demander ma mutation.

Il m'a fallu patienter dix-huit mois.

Le jour de mon installation au parc de la Liberté fut le plus beau de ma vie. Mon prédécesseur, qui prenait sa retraite, m'observa longuement d'un air désabusé avant de me tendre les clés d'un geste réticent.

– Je suis bien conscient, lui ai-je dit, de l'honneur qui m'échoit d'assurer votre succession. Vous-même avez reçu ces clés de mon père qui m'apprit que ce parc est un véritable jardin d'acclimatation, riche de soixante-dix-huit variétés d'arbres exotiques et de cent vingt et une plantes et fleurs parmi les plus rares et les plus délicates. Je peux, séance tenante, vous citer leurs nom et origine. Je connais la biographie détaillée de tous les sculpteurs qui ont peuplé ce lieu de sylphides et de déesses, dont la superbe Aphrodite noire. Par conséquent, je mesure l'ampleur de la tâche qui m'attend si je veux me montrer digne de vous.

Mon interlocuteur me gratifia d'un large sourire.

OUI, j'étais heureux. J'avais enfin réalisé mon rêve d'enfant et le sourire du vieil homme venait de me confirmer dans mon nouveau poste.

Non, je n'avais pas choisi un poste de tout repos et je n'allais pas tarder à en découvrir les nombreuses complications. Formellement, je suis seulement chargé d'assurer le gardiennage pendant les heures d'ouverture au public. L'entretien incombe à un service spécialisé de la municipalité. Mais, trois jours après ma prise de fonction, je n'avais pas vu la moindre moustache de jardinier. Craignant de voir dépérir ma verdure, je m'en fus signaler cette absence à mon directeur.

– Les plantes doivent être arrosées, lui fis-je remarquer, sinon elles vont mourir.

– Je veux bien. Mais où trouver de l'eau ?

Il est bien connu en effet que la ville souffre d'une pénurie d'eau chronique.

– N'y a-t-il pas de camions-citernes ?

– S'il n'y a pas d'eau, à quoi bon des citernes ? me répondit-il. Seules les trois fontaines romaines permettent à la population d'étancher sa soif. Sans les vestiges de ces lointains conquérants, nous serions tous, hormis les poivrots, en train de tirer la langue. Tu as pu constater que chaque matin, devant chaque source, s'étire une interminable queue de porteurs de seaux. L'apparition d'un camion-citerne provoquerait une émeute. Je ne veux pas de ça. Mais si nos concitoyens, continua-t-il, ne peuvent boire à satiété, pas même les ivrognes vu le prix de la bière, ils semblent en revanche atteints d'une effarante boulimie. On peut en juger par les montagnes de détritus qui encombrent les trottoirs. Ce que voyant, le maire, qui n'est pas idiot, a reconverti tous les camions-citernes en camions à ordures. Ce que voyant, moi qui le suis encore moins, j'ai reconverti tous mes jardiniers en peintres. Armés de pinceaux, ils sont désormais chargés de teindre en blanc tous les troncs de tous les arbres de la ville. Ça fait pimpant. Le maire en est ravi. Veux-tu que j'envoie une escouade de ces blanchisseurs dans ton parc ?

– Après deux jours d'hésitation, je pris le parti d'aller brancher le tuyau d'arrosage sur une bouche d'incendie d'une rue proche. Mais après avoir tourné le bouton je n'entendis qu'un râle d'agonisant. Pas d'eau. Je me demandai dans quel travail on avait pu reconvertir les pompiers de la ville. Je décidai donc, rentré chez moi, d'installer mon lit dans la salle de bains. Je dormais tout habillé. Au premier gargouillement du robinet resté ouvert, je sautais sur mes pieds. Eau bénie, plus attendue que l'arrivée du Messie ! Le miracle se produisait selon les pures lois du hasard, mais bien entendu jamais avant minuit. Tandis que mes voisins d'immeuble réveillés se hâtaient de remplir tout ustensile creux, je dévalais les escaliers en courant et me précipitais vers le parc pour arroser mes arbres rarissimes et mes fleurs qui commençaient à se faner.

Les parcs sont des lieux généralement fréquentés par des citadins amoureux de la nature ou de leurs semblables. Mais dès mon installation je m'aperçus que ceux qui peuplaient mon domaine se recrutaient surtout parmi les gens pressés. En effet, devant les capricieux détours d'une rue ivre, la traversée du jardin offrait un raccourci tentateur. Je ne voyais passer que des ménagères aux couffins lourdement chargés, des fonctionnaires tard levés qui enjambaient mes massifs de primevères en surveillant leur montre, des écoliers désinvoltes qui, en se poursuivant, piétinaient mes plates-bandes de jonquilles. Jamais ces gens au temps précieux n'eurent le moindre regard pour mes rosiers épanouis ou le charmant Cupidon qui espérait leur admiration. Un matin, en prenant mon service, je le vis qui pleurait. Ce n'était pas de déception mais de douleur. Je me rendis compte qu'il avait été castré. Je n'en fus guère étonné. Je sais depuis longtemps que mes concitoyens vivent leur sexualité comme un péché. Ils forniquent comme des boucs en rut, mais dans l'obscurité et les yeux fermés. Ainsi, au matin, leur conscience a moins de peine à censurer le souvenir de leurs furies nocturnes. Tout objet pouvant titiller leur mémoire leur devient intolérable. C'est à peine s'ils ne s'étonnent d'avoir des enfants. Ce déplorable incident m'obligea à aller revoir mon directeur.

– Mon parc ne sert que de lieu de passage. Je viens vous demander l'autorisation de fermer une de ses deux portes.

– Serais-tu un contre-révolutionnaire ?

– Mon Dieu, je n'y ai jamais pensé. Pourquoi donc ?

– Ces gens que tu dis pressés sont des prolétaires qui triment à longueur de journée, tenus de se lever à six heures du matin pour ne retrouver leur foyer qu'à la nuit tombée. Ce parc a donc au moins l'avantage de leur faire gagner quelques minutes de sommeil. Je ne veux pas de conflit avec les masses laborieuses.

– Non.

– *Comment non ?*

– Il ne peut s'agir d'eux. Le parc ouvre à 9 heures et ferme à 19. C'est trop tard ou trop tôt.

– Ah... bon ? Dans ce cas je suis d'accord.

Caché derrière le rideau de jasmin, je pris plaisir à entendre pester devant la grille cadenassée les habitués de la traversée. Déçus, ils durent rebrousser chemin. Je remarquai que même mon voisin le fleuriste me faisait grise mine. Je le tenais pourtant pour un homme fréquentable et il m'arrivait souvent le matin, avant d'ouvrir, de passer quelques minutes à échanger avec lui des considérations sur les incuries municipales. Le fleuriste ne m'adressa plus la parole mais cela ne m'affligea pas outre mesure. En fait, je n'ai regretté que la disparition de l'affable jeune homme qui, en fin d'après-midi, allant acheter son journal étranger, n'oubliait jamais de me décerner quelque compliment sur la tenue de mon parc.

Ainsi débarrassé des indésirables, j'eus la joie de voir mon havre de verdure retrouver sa quiétude et sa sérénité. Les trois retraités qui venaient chez moi agrémenter leur oisiveté m'adressèrent des sourires reconnaissants. Mon prédécesseur approuva mon initiative.

Ce furent mes seuls visiteurs pendant plus de deux semaines. Et puis un jour je vis le premier couple d'amoureux hésiter devant l'entrée. Ils aventurèrent finalement leurs pas parmi les allées, firent précautionneusement le tour du lieu, s'assirent un instant sur un banc puis s'éclipsèrent. Ils revinrent le lendemain, déjà plus assurés puisqu'ils se tenaient la main. A leur troisième apparition, ils allèrent s'installer dans la discrète retraite que ménageait l'épais rideau de jasmin. Là, ils se permirent enfin d'épancher une tendresse trop longtemps corsetée par l'hostilité des rues.

Je crois que les gens qui s'aiment possèdent une prescience qui les aide à déceler les lieux accueillants. Les tourtereaux affluèrent chez moi. Mon parc se met à bruire de baisers furtifs, de rires, de serments murmurés, de promesses attendries. Bien sûr, il y eut quelques accrocs. Certains eurent le mauvais goût de profiter de l'asile que je leur offrais pour rompre. Il y eut des larmes et des sanglots. J'en fus outré et peiné. D'autres se montrèrent d'une touchante fidélité, entre eux et envers moi. Mais leur longue assiduité finissait par m'inquiéter.

Et chaque jour, je voyais mes couples s'enivrer de tendresse et d'odeur de jasmin, se pencher vers les œillets épanouis, caresser du regard la déesse qui, du haut de son socle, semblait veiller sur leur concorde.

Cela ne dura pas, vous devez bien vous en douter.

UN matin, en entrant dans mon parc j'eus la plus désagréable surprise de ma carrière. La tête d'Aphrodite était badigeonnée de peinture blanche. Quelle horreur ! Son masque laqué la rendait repoussante de laideur. Ce spectacle grotesque risquait d'effaroucher mes amoureux. Je me dépêchai d'aller acheter un bidon d'essence de térébenthine et un chiffon. Je passai ma matinée à effacer l'enduit. Mon minutieux nettoyage achevé, ma statue m'adressa un sourire en récompense de ma peine.

Je m'en fus par la suite occuper le refuge préféré des soupirants pour réfléchir à mon aise. Quel pouvait être l'auteur de cette plaisanterie de mauvais goût ?

Un peintre qui traînait dans la rue adjacente avec son bidon et son pinceau essuya mes premières vagues de fureur. Le pauvre homme me certifia qu'il se contentait d'appliquer les ordres du directeur des espaces verts en maculant de blanc les troncs d'arbres et qu'il n'avait jamais pénétré dans mon jardin.

Mille questions se bousculaient dans mon esprit et mon trouble n'échappa pas à mes couples. Après une nuit peuplée de cauchemars dans ma salle de bains, je retrouvai à nouveau blanchi le visage de ma statue. La récidive excluait l'hypothèse d'une plaisanterie. Devant la gravité de l'attentat, je décidai de fermer aussitôt le parc pour aller rendre compte à mon directeur.

Il était ce jour-là d'une jovialité particulière. Il m'apprit qu'il avait bon espoir d'obtenir sous peu sa mutation. Ma mine chiffonnée ne parvint pas à ternir sa joie. Il se mit à rêver en ma présence en dépit de mes fréquents toussotements d'impatience. Il disserta longuement sur son projet d'introduire la culture des bananes dans le désert.

– Au prix où se négocient chez nous ces fruits exotiques, m'affirma-t-il, un hectare de sable se révélera plus rentable qu'un puits de pétrole.

Jean Mineraud

Il accepta enfin de s'enquérir de l'objet de ma visite. Mon rapport transforma sa bonne humeur en franche hilarité.

– Il n'y a pas lieu de s'alarmer, me dit-il. C'est sûrement le fait d'un plaisantin.

– Il a recommencé la nuit dernière.

– *C'est donc un plaisantin récidiviste.*

– Je ne comprends pas pourquoi il s'en prendrait précisément à Aphrodite.

– C'est sans doute un plaisantin amateur d'art.

– Et pourquoi lui teindre la tête en blanc ?

– C'est un plaisantin raciste.

Je faillis faire remarquer à mon supérieur que je n'avais guère le cœur à apprécier ses boutades. Je lui proposai de déposer une plainte pour déprédation de biens publics.

– Une plainte contre qui ?

– Contre X... J'ai laissé les choses en l'état pour qu'on puisse établir le constat.

– Les policiers te renverraient à ta verdure. Ils ont trop à faire avec les victimes de chair pour se consacrer à celles de marbre. Tu sais bien que nos intolérants bigots ne cessent pas d'agresser les femmes dans les rues, prétextant leurs tenues osées. Quelle serait leur réaction s'ils s'apercevaient que ton Aphrodite n'a aucune tenue ? Même de marbre, ses charmes, impudiquement exposés, provoqueraient leur fureur. Non, crois-moi, son cas est indéfendable. Leurs prêches risquent de nous prendre pour cible et je ne veux pas cela. Ce n'est pas le moment. Je tiens à ma mutation.

– Alors que faire ?

– On pourrait ériger autour d'elle une grille de protection.

– Aphrodite emprisonnée ?

– La couvrir d'une bâche ?

– Aphrodite voilée ?

– *La déboulonner et la ranger dans une remise communale ?*

– Aphrodite déportée ?

– En définitive, je crois que le meilleur moyen de décourager ce farceur est de le laisser jouir du fruit de son activité nocturne.

– Mais ce n'est pas possible !

– Pourquoi donc ?

– Sa tête jure avec le reste de son corps. Elle en devient effrayante.

– Vraiment ?

– Essayez de vous imaginer une tête blanche et tout le reste du corps noir.

– J'ai une idée, hurla mon directeur, le visage illuminé.

– Oui ?

– Tu vas teindre en blanc tout le reste du corps. Le peintre nocturne en sera marri.

– Ce serait contre nature. Le marbre n'est pas fait pour être enduit de vinyl. Cela ferait fuir tous mes amoureux.

– Tes amoureux ? Aurais-tu transformé ce lieu de loisirs en un lieu de dépravation ? Si les dévots de la ville découvrent ce qui s'y passe, ce sera Sodome et Gomorrhe. A leurs yeux, tu auras ajouté l'hérésie à la luxure. Car il ne faut pas oublier que notre religion interdit l'idolâtrie. Elle affirme qu'il n'y a de dieu que Dieu, et ta déesse païenne chutera du haut de son piédestal.

– Faut-il aviser le maire ?

– Surtout pas. Si notre édile municipal est un superbe ignare, il n'en est pas stupide pour autant. Il sait qui vote pour lui, et son mandat arrive à terme. Pour se rallier les suffrages des prosélytes, il est capable de transformer ce lieu de détente en un lieu de culte. Et tu te retrouveras muni d'un pot de peinture et d'un pinceau en train d'errer le long des rues.

J'avais fini par comprendre que mon directeur, tout à la joie de son prochain départ, s'en lavait les mains.

A mon retour, je passai devant le fleuriste qui me suivit des yeux en ricanant.

– J'ai décidé de me reconvertir en droguiste, me lança-t-il. On pourra trouver chez moi des pots de peinture de toutes couleurs et les meilleurs pinceaux. Je vendrai même du diluant, pour ceux que ça intéresse.

MA résolution se conforta pendant que je nettoyais Aphrodite : j'allais désormais passer mes nuits derrière le rideau de jasmin à guetter le prédateur. Je voulais le surprendre en flagrant délit.

Je savais que mes clients ne commençaient à arriver qu'à partir de dix heures. Aussi, après deux nuits de veille, je voulus profiter du répit matinal pour me reposer un peu. Après avoir ouvert la grille, je rejoignis donc la retraite que ménageait le rideau de jasmin. Lorsque j'ouvris les yeux, il était midi passé. Je me levai précipitamment, confus de m'être ainsi laissé prendre en défaut. Les sourires compréhensifs de mes visiteurs habituels excusèrent ma faute.

Mes rares moments de sommeil étaient tourmentés par des rêves sanglants. Je voyais souvent une mitrailleuse lourde cracher le feu sur une ombre qui s'enfuyait dans la nuit.

Le malfaiteur n'osa plus reparaître et au bout d'une semaine je crus que ma détermination l'avait définitivement dissuadé de reproduire son forfait. Je commençai à m'interroger sur l'utilité de poursuivre mes gardes.

Au cours de ma neuvième nuit, alors que je somnolais en grelottant, une ample clameur m'éveilla. J'ouvris les yeux pour découvrir une ville en émoi. Il me fallut plusieurs minutes pour comprendre que cet éveil nocturne était dû à l'arrivée de l'eau. Je rejetai donc ma couverture pour aller brancher le tuyau.

Au matin, j'eus la mauvaise surprise de revoir le masque hideux dont on avait affublé Aphrodite. J'en déduisis que le criminel avait mis à profit le moment où j'arrosais le parc pour récidiver.

J'ai donc décidé de ne plus quitter mon poste. Privés d'eau, les arbres se sont étiolés. Les fleurs sont mortes. Le rideau de jasmin s'est desséché. Mes amoureux, qui avaient perdu leur havre discret, ont déserté le lieu.

Tout périclite autour de moi. Constatant le désastre, mon prédécesseur passe devant moi en ricanant.

Mais je suis déterminé à rester en sentinelle aussi longtemps qu'il le faudra.

Rachid Mimouni est né le 20 décembre 1945 près d'Alger. Il est professeur à l'Institut algérien de développement industriel. Son premier roman (écrit en français) fut publié à Alger en 1978, *le Printemps n'en sera que plus beau*. Auteur, aux éditions Robert Laffont, Paris, de : *le Fleuve détourné* (1982), *Tombéza* (1985), *l'Honneur de la tribu* (1989) et, aux éditions Laphomic, Alger, d'un recueil de nouvelles, *la Ceinture de l'ogresse* (1990).



EXTENSION DU SOULÈVEMENT PALESTINIEN A LA JORDANIE ET A ISRAEL

Retour à une logique de guerre au Proche-Orient ?

DÉSORMAIS, le soulèvement palestinien n'est plus un phénomène circonscrit mais s'est étendu à la Jordanie et à Israël même. L'absence de perspectives diplomatiques et la passivité de la communauté internationale, en premier lieu des Etats-Unis, face à la répression dans les territoires occupés et au refus israélien de toute solution négociée, à radicalisé un mouvement qui menace de plus en plus la stabilité de la région. La logique d'exclusion des Palestiniens conduit directement à de nouvelles escalades.

Par ALAIN GRESH

« Parler de conquérir un pays de façon non bismarckienne ou parler comme tu le fais de « sainte » conquête m'attriste, ce ne peut être qu'un phantasme, ce ne peut être que l'expression d'un rêve [...] Si le destin a résolu de mettre deux peuples l'un en face de l'autre, confrontés tous les deux à l'alternative « toi ou moi » sans qu'il y ait aucun moyen de prévenir le heurt, alors l'intérêt égoïste [...] devient un devoir moral. La lutte devient un commandement du ciel. » Ainsi s'exprimait, en 1915, Shmouel Hugo Bergman, l'un des premiers sionistes, dans une lettre à Max Brod, l'ami de Kafka, sur l'avenir de la Palestine (1).

Le tueur de Rishon-le-Zion, qui a abattu de sang-froid, le 20 mai dernier, huit Palestiniens et blessé une dizaine d'autres ne connaissait vraisemblablement pas l'existence de cette missive. Il était sûrement déséquilibré. Pourtant, il n'a pas choisi ses cibles au hasard. Nourri par un racisme antiarabe qui gangrène la société israélienne (2) et vivant dans un climat marqué par la sanglante répression contre l'Intifada – cent cinquante enfants de moins de quatorze ans assassinés « légalement », des dizaines de milliers d'autres blessés, – il a dû aussi penser « toi ou moi », « eux ou nous ».

On aimerait croire que cette logique est celle de quelques extrémistes irresponsables, de quelques colons à la tête brûlée, de quelques rabbins fous de Jéhovah. Pourtant un sondage réalisé par le ministère de l'éducation révèle que 40 % des lycéens haïssent les Arabes. A aucune autre époque de l'histoire de l'Etat, remarquait un éditorialiste, ces jugements n'avaient été aussi radicaux : *« Les jeunes juifs de ce pays ont tendance à haïr les Arabes surtout parce que ceux-ci ne reconnaissent pas le droit exclusif des juifs sur Eretz Israël* (3). »

Parlant du ministre de la défense travailliste, responsable de la politique de la « main de fer » dans les territoires occupés, l'écrivain israélien Amos Kenan s'interrogeait : *« Quelle différence y-a-t-il entre Rabin, Sharon, Ghandi* [le général Rehavam Zeevi, un des promoteurs de l'idée du « transfert » des Palestiniens], *Kahane et les autres ? Rabin n'aimerait pas tuer tous les Palestiniens. Il voudrait qu'ils s'évaporent comme une flaque d'eau sous l'effet de la chaleur et qu'ils deviennent un nuage. Au moins Sharon, Ghandi et les autres comprennent qu'un tel nuage reviendra sous forme d'un torrent de pluie qui les emportera* (4). »

A chaque accalmie, bien relative, les responsables israéliens crient victoire et annoncent le déclin de l'Intifada. Ils espèrent que les Palestiniens s'« évaporeront », redeviendront invisibles comme ils l'ont été vingt années durant pour la majorité de la population juive et pour les cohortes de touristes venus visiter les lieux saints de l'Ancien et du Nouveau Testament. Ils sont convaincus que la force est le seul langage que comprennent les Arabes.

Le bilan de ces chimères est oppressant : des centaines de tués, des dizaines de milliers de blessés, douze à quinze mille prisonniers politiques – un record mondial ! Et tout cela pour rien. Il a suffi d'une étincelle pour donner un nouveau souffle au soulèvement : des foules sans précédent ont affronté les troupes d'occupation en Cisjordanie, à Gaza et à Jérusalem-Est. Plus préoccupant encore, le mouvement s'est étendu à la Jordanie et, surtout, aux Palestiniens d'Israël.

Ceux-ci, au nombre de sept cent mille – auxquels les statistiques israéliennes ajoutent indûment les habitants de Jérusalem-Est, – sont regroupés en Galilée dans le Nord et dans la région dite du « triangle » autour de Taybeh. Ils ont subi jusqu'en 1966 une administration militaire et se sont vu déposséder de la majeure partie de leurs terres. Tout en affirmant avec de plus en plus de détermination leur identité palestinienne, ils demeuraient loyaux envers Israël. Mais, soumis à un racisme permanent, délaissés par un gouvernement qui oriente les fonds publics vers les municipalités juives, blessés par le sort réservé à leurs frères en Cisjordanie et à Gaza, ils se sont radicalisés. *« Je veux être un Arabe israélien,* disait l'un d'eux à un fonctionnaire de l'Etat, *mais vous ne me laissez pas l'être. »* Nombre d'entre eux se tournent aujourd'hui vers les islamistes – que les services de renseignements israéliens ont longtemps encouragés pour contrer l'influence du Parti communiste. Chez tous, l'Intifada a suscité un sentiment de profonde solidarité et les plus déterminés, souvent des jeunes, viennent d'ouvrir un nouveau front aux conséquences incalculables. *« Les règles fondamentales de la coexistence ont été brisées »*, notait l'un d'eux, auquel le premier ministre Shamir répondait en écho : *« Ils sont allés au-delà de la limite de ce qui est permis. »*

Si la répression ne ramène pas le calme, si la paix est inacceptable, il reste encore une voie, celle que préconisent plus ou moins ouvertement MM. Ghandi, Sharon et Kahane et qui, par deux fois déjà, a été appliquée, non par des « extrémistes » mais par les partis au pouvoir. Après le refus des dirigeants arabes d'entériner le plan de partage de la Palestine et profitant de la guerre qu'ils avaient déclenchée, le gouvernement israélien, dominé par les travaillistes, a « encouragé » en 1947-1948 l'exode de sept cent mille Palestiniens. Un jeune et brillant officier, M. Ytzhak Rabin, raconte l'épisode de la conquête de Lydda (Lod, en hébreu).

« Nous marchions dehors aux côtés de Ben Gourion [le premier ministre de l'époque], *Allon répéta sa question : « Que devons-nous faire de la population ? » Ben Gourion agita la main en un geste qui signifiait « chassez-les ». Allon et moi avons tenu conseil. J'étais d'accord avec lui qu'il était essentiel de les chasser. Nous les mîmes sur la route de Bet Horon* [...] *La population de Lod ne partit pas volontairement. Il n'y avait pas d'autre moyen que d'utiliser la force et les tirs d'avertissement pour contraindre les habitants* [à s'en aller] (5). »

En 1967, lors de la guerre de six jours, le scénario se répète. Le gouvernement d'union nationale – à direction travailliste – favorise l'expulsion de deux cent mille Palestiniens. Il crée aussi un comité secret pour encourager le départ des Palestiniens, annexe Jérusalem-Est et édifie – à l'époque où M. Begin et ses alliés ne recueillaient pas 30 % des suffrages – les premières colonies, le 15 juillet 1967 dans le Golan, en septembre en Cisjordanie et en octobre à Gaza.



L'antisémitisme en Europe sert les faucons

Seuls quelques Cassandre s'opposèrent alors au vent de folie nationaliste qui balaya Israël. Le professeur Yeshayahu Leibovitz, juif religieux, posait le dilemme suivant : *« Le vrai jour noir fut le septième jour de la guerre de six jours. Nous devions alors décider rétroactivement si nous avions mené une guerre défensive ou une guerre de conquête et nous avons opté pour une guerre de conquête. Le déclin d'Israël a commencé ce jour-là. »* Il prévoyait déjà que les territoires occupés deviendraient le cancer d'Israël et annonçait la mainmise des religieux sur l'Etat et le rôle grandissant des services de renseignement, d'abord contre les habitants des territoires occupés, puis contre ceux des Israéliens qui s'opposeraient à la politique d'annexion.

Aujourd'hui, l'expulsion de centaines de milliers de Palestiniens, ouvertement discutée en Israël, susciterait une opposition déterminée d'une partie de la société et une réprobation internationale politiquement insupportable. Mais si, demain, une nouvelle guerre éclate ?

L'impasse diplomatique actuelle est totale. Le gouvernement d'union nationale a éclaté face au refus de M. Shamir d'entériner le plan du secrétaire d'Etat américain James Baker qui, très en-deçà des demandes de l'Organisation de libération de la Palestine, avait été tout de même accepté par M. Yasser Arafat et prévoyait une rencontre au Caire entre des délégations israélienne et palestinienne (6). Le dirigeant du Parti travailliste, M. Shimon Pérès, a échoué dans ses tentatives de former un gouvernement. Désormais, l'alternative est entre le retour à une grande coalition – c'est-à-dire l'immobilisme diplomatique et la répression – et un gouvernement de droite – c'est-à-dire l'immobilisme diplomatique et la répression. Avec à la clef, dans les deux cas, un sérieux danger de conflit régional.

Le flux massif de juifs soviétiques – entre trois cent mille et cinq cent mille personnes sont attendues dans les prochaines années, – sans changer fondamentalement les termes de l'affrontement en Terre sainte, a modifié le climat en Israël jusque-là morose et qui favorisait l'exode de milliers de citoyens. Comme le souligne un éditorialiste *« cette* alya, *sans doute la dernière, quelle que soit la manière dont elle tournera, quel que soit le nombre de ceux qui viendront et de ceux qui resteront, a peut-être simplement créé un renouveau de foi en nous-mêmes et dans le futur* (7) ».

Ce « miracle », ainsi que l'inquiétante montée de l'extrême droite en Europe, de l'Est comme l'Ouest *(lire les articles pages 14 à 17)*, redonne à Israël le statut, effacé depuis longtemps, de havre de sécurité pour les juifs du monde, face à un antisémitisme perçu comme éternel. Il conforte les Israéliens dans leurs certitudes et dans leurs peurs – aggravées par des déclarations comme celles du dirigeant irakien Saddam Hussein (8) – et amplifie les malentendus avec les Palestiniens.

« Aucun dialogue officiel n'est possible entre les deux parties, écrit la directrice du mensuel travailliste *Spectrum, tant que les porte-parole des Palestiniens en général, et ceux des territoires en particulier, poursuivent leurs déclarations et leurs actes hostiles* [à l'immigration soviétique] (9). » Pour les Israéliens, la loi du retour fait partie de l'essence même de leur Etat. Mais comment les Palestiniens pourraient-ils, dans les conditions présentes, accepter ce débarquement d'immigrants dont 10 % au moins s'installent dans les territoires occupés ? Comment pourraient-ils accepter le droit au retour en Palestine de l'Autre, un droit qui leur est refusé, à eux, depuis des dizaines d'années ?

« Toi ou moi », « eux ou nous », depuis cinquante ans, le conflit israélo-palestinien répond, sauf à de rares moments, à cette logique infernale. Après bien des atermoiements, après bien des déclarations incendiaires – comme celles de l'ancien président de l'OLP Ahmed Choukeyri à la veille de la guerre de juin 1967, – la direction de l'OLP a accepté, malgré l'opposition résolue des islamistes, le partage de la Palestine historique en deux Etats. En revanche, les deux grands partis israéliens, les travaillistes et le Likoud, rejettent cette solution et manient avec un art admirable la tactique « gagner du temps, multiplier les faits accomplis ». Or l'extension des troubles à la Jordanie montre la fragilité du *statu quo* et dessine déjà les menaces qui pèsent sur la paix de la région.

Face à une nouvelle spirale de la violence et aux perspectives d'une guerre à coups de missiles et d'armes chimiques, la communauté internationale se doit d'imposer la paix aux belligérants – y compris par des sanctions qui ont montré leur efficacité en Afrique du Sud. Il y va de l'intérêt des Israéliens comme des Palestiniens. Même Bergman, inventeur de l'alternative « toi ou moi », avait fini par comprendre son caractère suicidaire pour les deux parties : il rejoignit l'Alliance pour la paix de Martin Buber et Jehuda Magnes qui prônait une coexistence entre les deux peuples.

C. Steele-Perkins-Magnum

PORTRAIT D'UN PALESTINIEN
Un peuple soumis à un racisme permanent

(1) Cité par Ilan Halevi, *Sous Israël, la Palestine*, Le Sycomore, Paris, 1978, pp. 125-126.

(2) Lire le témoignage d'un journaliste israélien, qui s'est « déguisé » en Arabe : Yoram Binur, *Brebis galeuse*, Presses de la Cité, Paris, 1990.

(3) *The Jerusalem Post*, 9 septembre 1988.

(4) *The Jerusalem Post*, 26 août 1988, cité par *Israeli Mirror*, Londres, 7 octobre 1988.

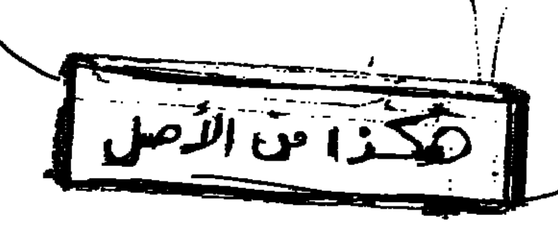
(5) Alain Gresh, Dominique Vidal, *Palestine 47, un partage avorté*, Complexe, Bruxelles, 1987, p. 206.

(6) Lire « Le gouvernement israélien renâcle devant la paix », *le Monde diplomatique*, avril 1990.

(7) *The Jerusalem Post*, 6 mai 1990.

(8) Lire « Ambitions irakiennes », *le Monde diplomatique*, mai 1990.

(9) *The Jerusalem Post*, 25 avril 1990.



L'AUTRE EUROPE, SIMPLE SPECTATRICE DE L'INTÉGRATION COMMUNAUTAIRE ?

La citadelle des Douze

EN s'associant à M. François Mitterrand pour relancer l'union politique des Douze, M. Helmut Kohl a voulu rassurer ses partenaires européens très préoccupés – comme d'ailleurs une bonne partie de l'opinion de la RFA – par son obstination à brûler les étapes de l'unification allemande *(lire, ci-dessous, l'article de Dario Battistella)*. Le débat institutionnel ainsi annoncé ne saurait cependant faire l'économie d'une vision prospective de l'avenir commun de la grande Europe, celle de l'histoire et de la géographie.

Par BERNARD CASSEN

L'échéance de « 1992 » – ce véritable fétiche médiatique – ne sera pas seulement celle de l'ouverture complète du grand marché de plus de 340 millions de consommateurs (1). Si le calendrier arrêté lors du conseil européen de Dublin du 28 avril dernier est respecté, deux nouveaux traités auront été signés et ratifiés par les Douze d'ici au 1er janvier 1993 : l'un sur l'union économique et monétaire, l'autre sur l'union politique. Pour les préparer, deux conférences intergouvernementales, dont les travaux se dérouleront parallèlement, s'ouvriront en décembre 1990. Essai de rattrapage *in extremis* de l'économique par le politique qui en dit long sur les poids respectifs des intérêts marchands et de ceux des citoyens dans les décisions sur l'avenir de l'Europe.

Il s'agit là d'un formidable coup d'accélérateur de la construction communautaire dont l'opinion n'a peut-être pas encore pleinement pris la mesure – tant elle est porteuse de conflits internes, surtout en France – et qui vise à créer une situation d'irréversibilité institutionnelle dans une partie du puzzle européen, les autres éléments – membres de l'Association européenne de libre-échange (AELE), membres du Conseil de l'Europe n'appartenant ni à la CEE ni à l'AELE (comme Chypre, Malte et la Turquie) et pays ex-communistes de l'Est – étant plus ou moins explicitement conviés à se comporter en spectateurs du déroulement d'un scénario sur lequel ils n'ont aucune prise mais où des rôles différenciés leur sont néanmoins réservés (2).

La Commission a pris bien soin de reporter au-delà de 1993 l'examen des demandes d'adhésion nouvelles (à l'heure actuelle Autriche et Turquie). Ce verrouillage traduit la volonté quasi unanime des gouvernements des Douze de se constituer en noyau dur, uniquement organisé en fonction de ses propres finalités et appelé par sa puissance économique à dicter ses conditions au reste de la grande Europe.

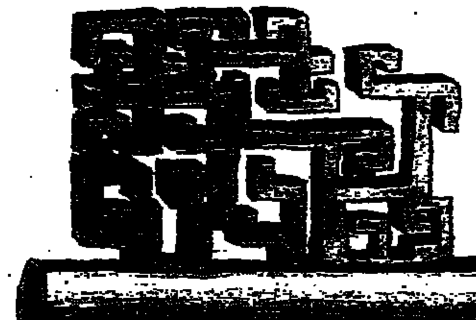
Pour les six pays membres de l'AELE et le Liechtenstein (3), l'objectif est parfaitement défini : la Commission recevra officiellement mandat du conseil européen des 18 et 19 juin d'engager avec eux les discussions pour la création d'un espace économique européen (EEE) – caractérisé par la liberté de circulation des capitaux, des biens, des services et des individus – au sein de dix-neuf Etats et non plus seulement de douze. La question se pose de savoir si cette extension des limites du grand marché ne doit pas comporter un prix – et lequel – pour ses bénéficiaires : par exemple, la participation financière aux fonds structurels communautaires destinés à freiner la croissance des disparités régionales (au détriment des zones périphériques et littorales en particulier) que favorise par ailleurs la logique fondamentalement économiste de l'Acte unique (4).

Mais peut-il y avoir taxation sans représentation, et les Sept, ayant par avance accepté tels quels les « acquis communautaires » actuels et ceux à venir d'ici à la fin 1992, auront-ils voix au chapitre ensuite ? Et si tel est le cas, quelle différence avec une adhésion en *bonne et due forme* ? Il semble bien que pour les pays de l'AELE – qui représentent pour les Douze des partenaires commerciaux plus importants que les Etats-Unis et le Japon réunis – l'EEE constitue simplement une solution d'attente avant l'intégration à la CEE. Du moins pour ceux qui la souhaiteraient à un moment où son coût économique et politique, en termes d'abandons de souveraineté, sera infiniment plus élevé qu'aujourd'hui.

L'enjeu majeur se situe en effet à ce niveau : la marche vers une monnaie unique, avec pour corollaire une banque centrale européenne – dont tout donne actuellement à penser qu'elle prendrait pour modèle la Bundesbank, c'est-à-dire qu'elle serait indépendante de tout sauf de l'idéologie néolibérale, – n'a guère de sens sauf à s'accompagner d'une forme ou d'une autre d'union politique.

L'équilibre institutionnel actuel de la Communauté laisse la part belle aux gouvernements, et donc aux Etats, puisque c'est à eux, en conseil des ministres ou en conseil européen, qu'il incombe d'adopter les directives qui seront ensuite appliquées par la Commission. C'est bien eux qui détiennent le pouvoir législatif, et non pas le Parlement européen dont les attributions restent pour l'essentiel consultatives. Certes, ce pouvoir, les Etats ne l'utilisent en fin de compte que pour s'en déposséder, puisque chaque nouvelle directive adoptée retire autant de prérogatives aux administrations et Parlements nationaux et confère d'autant plus de poids à la Commission. On *vient de le voir dans le règlement de* l'affaire Renault où le gouvernement français, quoi qu'il en dise, a dû passer sous les fourches caudines de M. Leon Brittan, commissaire britannique ultralibéral. Le système repose donc sur un « déficit démocratique » puisque les élus du suffrage universel – tant dans les capitales des Douze qu'à l'Assemblée de Strasbourg – sont confinés dans un rôle de figuration.

Mais ce « déficit démocratique » est le prix à payer pour le maintien d'un rôle des Etats – grignoté jour après jour, on l'a vu – dans le processus de décision. Pour le combler, la solution semble toute trouvée : le Parlement européen jouerait pleinement son rôle de législateur, et la Commission se transformerait en gouvernement des Douze responsable devant lui... Le 9 mai dernier, à l'occasion du quarantième anniversaire de la déclaration de Robert Schuman qui allait conduire à la création, en 1951, de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), M. Jacques Delors rappelait cette *« logique de la démocratisation... avant que tout cela ne soit compliqué par les discussions des uns et des autres »* et précisait que *« qui s'écartera de cette logique, bâtira sur du sable »*. Non sans franchise, le président de la Commission ajoutait aussitôt : *« Vous me direz que j'oublie le conseil européen et le conseil des ministres... Mais simplement il faut savoir que ni le conseil européen ni le conseil des ministres n'envisagent d'être responsables devant le Parlement européen. »* Pour être complet, M. Delors aurait dû préciser qu'il oubliait aussi les Parlements nationaux...



Selçuk

Les termes du débat sont ainsi parfaitement posés : toute avancée vers une union politique – une fédération, car personne ne songe à un Etat européen unique, – assortie d'une démocratisation des institutions communautaires, passe immanquablement par un renforcement simultané du Parlement européen et de la Commission, jusqu'ici en conflit larvé mais compagnons de route pour atteindre cet objectif. Même si le principe de subsidiarité (5) est constamment rappelé, ce sont les gouvernements et les Parlements nationaux qui, tout aussi immanquablement, devront faire les frais de l'opération. Et c'est là que le bât blesse et que des alliances inattendues se dessinent.

La différence n'est pas grande, en effet, entre Mme Thatcher, qui se refuse à enterrer plusieurs siècles de souveraineté parlementaire de Westminster, et M. Jean-Pierre Chevènement, qui voit dans la nation *« la brique de base de l'Europe future »* et *« le cadre incontournable de la démocratie* (6) ». Sans parler de fractions du RPR et du PC français, réfractaires à toute forme de *supranationalité*.

On voit mal comment pourraient être facilement rapprochées des positions aussi radicalement divergentes, même s'il existe un assez large consensus pour regretter l'incapacité de l'Europe à parler d'une seule voix sur les grandes affaires du monde, à combler un autre déficit, le *« déficit extérieur »* qu'évoquait déjà M. Willy Brandt en 1970. Si les financiers sont parfaitement à l'aise dans un espace européen sans entraves politiques – qui ne constitue pour eux qu'un segment de l'espace mondial, – il n'en va pas de même pour les industriels, qui souhaiteraient disposer d'une base politique arrière forte, épousant en dernière instance leurs intérêts. Représentant un secteur – l'informatique – particulièrement exposé à la concurrence, M. Jacques Stern, président d'honneur du groupe Bull-France, déclarait récemment : *« Ce qui manque à l'Europe, c'est une volonté politique, c'est une stratégie ferme... Il faut un vrai pouvoir politique pour décider d'une politique cohérente et globale* (7). »

En attendant les crises à l'Est...

UN projet de compromis est déjà sur la table, celui du gouvernement belge, rendu public fin mars, et qui prévoit notamment la généralisation de la majorité qualifiée pour les décisions du Conseil (et donc la fin du droit de veto), l'élection du président de la Commission par le Parlement sur proposition du conseil européen, le pouvoir donné au Parlement d'annuler à la majorité absolue les décisions d'un conseil qui resterait cependant l'instance de décision de la Communauté en matière de politique étrangère et encore plus de sécurité et de défense, si, bien sûr, une défense européenne voit le jour *(voir pages 10 et 11 l'article de Paul-Marie de La Gorce)*. Ce maintien du rôle-clé du Conseil dans ces domaines sensibles n'est évidemment pas du goût de M. Jacques Delors. C'est pourtant sur des bases de cette nature, constituant une voie moyenne, que risque de déboucher la concertation à entreprendre pour l'union politique. En gros – et ce sont là des idées que M. Valéry Giscard d'Estaing s'apprête à défendre dans le rapport qu'il va soumettre au Parlement européen, – cette union aurait deux formes : fédérale, pour la gestion du marché unique, et confédérale, pour la politique étrangère, la sécurité et la défense (8).

On peut craindre que ces débats institutionnels, sans aucun doute décisifs pour l'avenir commun des Douze, ne prennent le pas, dans les discussions de politique intérieure, sur la définition d'un avenir commun élargi à l'Europe des Trente. Après avoir lancé l'idée de confédération européenne dans la nuit de la Saint-Sylvestre, M. François Mitterrand a récemment proposé qu'elle se dote d'un *« secrétariat permanent léger mais représentatif de tous les pays d'Europe »*, autour duquel s'organiseraient *« trois ou quatre réunions par an »* pour *« discuter d'intérêts économiques, culturels, engager des discussions sur la sécurité* (9) ». La proposition a le mérite de vouloir mettre en place un forum de toute l'Europe, mais de la seule Europe, à la différence de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) qui regroupe aussi les Etats-Unis, le Canada et l'Union soviétique. Après la spectaculaire relance franco-allemande de l'union politique – dont il reste à voir dans quelle mesure elle ne constitue pas, pour M. Kohl, un simple coup de chapeau destiné à faire accepter une unification allemande au pas de charge – on aurait cependant pu s'attendre à une proposition plus audacieuse.

S'agit-il alors de seulement prendre date pour l'après-1993, en donnant un premier os politique à ronger aux opinions et aux dirigeants de l'Est, pendant que les choses sérieuses se passeraient entre Paris et Bonn, en attendant Berlin ? Le pari est risqué car il faudrait un terrain paneuropéen sérieusement balisé, et des perspectives concrètes et mobilisatrices pour canaliser les crises sociales et les tensions ethniques qui se profilent à l'est de l'Oder et qui ont leur dynamique propre, indépendante de celle des aménagements constitutionnels qui passionnent Bruxelles, Luxembourg et Strasbourg. Il faudrait aussi une vision prospective de l'ensemble du Vieux Continent, envisageant l'articulation entre les Douze et le reste de l'Europe autrement qu'en termes d'aimant et de limaille de fer.

(1) Il faut en effet ajouter aux 325 millions d'habitants des douze signataires de l'Acte unique la population de ce qui sera alors les cinq Länder de l'ex-RDA...

(2) Voir Bernard Cassen, « Fédération à douze ou confédération à trente », et Pierre Rocquourt, « Trouver de nouvelles formes d'association à la Communauté », *le Monde diplomatique*, février 1990.

(3) Autriche, Finlande, Islande, Norvège, Suède, Suisse. Le Liechtenstein, lié à l'AELE par un protocole, pourrait en devenir le septième membre. Il sera en tout cas associé aux négociations avec la CEE.

(4) Voir la série d'articles « Une certaine idée de l'Europe », *le Monde diplomatique*, septembre 1988 à mai 1989.

(5) Le principe de subsidiarité a été ainsi défini par Altiero Spinelli, parlementaire européen élu sur la liste du PC italien et décédé en 1986, dans son projet de traité relatif à l'union européenne, adopté par le Parlement en février 1984 : *« L'union n'agit que pour mener les tâches qui peuvent être entreprises en commun de manière plus efficace que par les Etats œuvrant séparément, en particulier celles dont la réalisation exige l'action de l'union parce que leurs dimensions ou leurs effets dépassent les frontières nationales. »*

(6) *La Lettre de République moderne*, nº 41, février 1990.

(7) Intervention au colloque « L'Europe peut-elle avoir une politique extérieure ? », organisé par la Fondation Europe et société, à Bruxelles les 8 et 9 février 1990, citée dans *La Lettre de la Fondation*, nº 18, février 1990.

(8) Voir *le Monde*, 17 mai 1990.

(9) Voir *le Monde*, 12 mai 1990.

Dans la presse étrangère

L'unité « über alles »

LE 18 mai dernier, les gouvernements de Bonn et de Berlin-Est signaient le traité d'État instaurant entre les deux Allemagnes une union monétaire avec communauté économique et sociale. Prévoyant l'introduction en RDA de l'économie de marché, ce traité sanctionne l'abdication, *de facto*, de la souveraineté économique et financière est-allemande au profit du gouvernement de Bonn et de la Bundesbank : le 2 juillet prochain, le mark Ouest remplacera le mark Est.

A l'exception de **Die Tageszeitung**, quotidien Vert-alternatif de Berlin, qui, dans son édition du 19 mai, parle de *« coitus germaniae non interruptus »*, l'ensemble de la presse approuve la signature de ce traité, même si personne ne va aussi loin que le quotidien populaire **Bild**, du groupe Springer, qui titre à sa « une » du 19 mai : « Unis vers un avenir heureux ».

Deux raisons sont invoquées en faveur de cette unité économique. La première, économique, est rappelée par le quotidien munichois **Süddeutsche Zeitung** du 19 mai : *« Il n'y a pas d'alternative à ce traité d'Etat, car, à elle seule, la RDA ne peut se relever. Il lui faut une rapide transfusion sanguine, et non une longue convalescence. »* La seconde est d'ordre diplomatique, si l'on en croit le quotidien économique **Handelsblatt** de Düsseldorf qui, le 21 mai, reprend à son compte les formules de M. Gorbatchev : *« La vie punit celui qui arrive en retard. (...) Pour le moment, l'environnement international est encore favorable. Raison de plus de ne pas hésiter et d'avancer sur la voie de l'unité étatique avant que les développements internationaux ne la ralentissent. »*

Il n'en reste pas moins que cette unité étatique présuppose l'adhésion d'une RDA restructurée en Länder à la RFA, sur la base de l'article 23 de la Loi fondamentale ouest-allemande, puis la tenue d'élections panallemandes. Averti par ses récents revers aux élections régionales de Sarre, Rhénanie du Nord-Westphalie et Basse-Saxe, le chancelier Kohl a décidé de forcer l'allure et de faire procéder à ces élections soit dès le 2 décembre 1990, en lieu et place des élections fédérales, soit le 13 janvier 1991. Cette précipitation n'est guère appréciée dans la presse. Ainsi, la **Frankfurter Allgemeine**, pourtant favorable à la coalition CDU-FDP, n'hésite pas, dans un éditorial du 18 mai intitulé « Tactique et unité », à parler de *« fuite en avant »*. Même son de cloche dans la **Frankfurter Rundschau** du 19 mai : *« Pas besoin d'être politologue pour saisir les motivations du chancelier. Mais compte tenu de l'importance historique de l'enjeu, une telle tactique paraît bien mesquine. »* L'hebdomadaire de Hambourg **Der Spiegel** (21 mai) titre, lui, sur « L'ivresse de puissance » de M. Kohl.

Le SPD n'est pas épargné pour autant : *« Sa tactique, consistant à faire monter les enchères en RDA et à dénoncer les coûts qui en découlent en RFA, risque de se retourner bientôt contre lui »*, écrit le **Süddeutsche Zeitung** du 19 mai. En fait, ce que souhaitent les journalistes de la RFA, c'est une approche réfléchie et consensuelle de la question allemande par l'ensemble des grandes formations des deux Etats actuels. Car, dans le cas où les enjeux partisans l'emporteraient sur l'intérêt national, *« non seulement le gouvernement de M. Lothar de Maizière se retrouverait dans une position intenable, mais, en plus, l'objectif que s'était fixé le chancelier lui-même, à savoir l'intégration européenne et internationale de l'unité allemande, serait lui aussi menacé »*, avertit la **Frankfurter Rundschau** du 19 mai.

DARIO BATTISTELLA.

DER SPIEGEL · Süddeutsche Zeitung · die tageszeitung · DIE WELT · Frankfurter Allgemeine · Handelsblatt · Bild



Lire le sommaire détaillé page 32.

QUARANTE-CINQ ANS APRÈS,

Les progrès du désarmement en Europe

LA perspective de l'unification des deux Allemagnes pose le problème du statut politique et militaire du nouveau géant qui va se constituer au cœur de l'Europe. Il n'est pas question, pour l'instant, de traité de paix mais les responsabilités que les Alliés ont héritées de leur victoire en 1945 n'en pèsent pas moins sur les négociations de désarmement entre l'Est et l'Ouest. Le pacte germano-soviétique entre Staline et Hitler est encore dans toutes les mémoires : à ce sujet, David Wingeate Pike apporte ci-dessous des informations longtemps ignorées.

Par PAUL-MARIE DE LA GORCE *

L'affrontement entre Occidentaux et Soviétiques sur le futur statut politique et stratégique de l'Allemagne unie fait resurgir les discussions qui se sont longtemps poursuivies, à l'Ouest, sur ce que l'URSS, défiée par les bouleversements survenus dans son ancienne zone d'influence, juge essentiel à sa sécurité et veut conserver pour mieux la garantir.

Jusqu'aux événements de l'automne dernier, tout donnait à penser que l'essentiel à cet égard était l'Allemagne de l'Est. Clé de voûte du dispositif politique et stratégique établi par les Soviétiques après 1945, la République démocratique allemande était à la fois leur avancée la plus importante vers l'Ouest, leur moyen d'action ou de pression sur l'ensemble des affaires européennes, la garantie de leur présence militaire au cœur du continent : c'était, littéralement, ce qu'ils avaient gagné à la guerre. On pouvait donc penser, jusqu'aux craquements décisifs qui se produisirent entre septembre et décembre derniers, que les dirigeants soviétiques, résignés à la transformation inéluctable du régime hongrois, disposés à accepter les conséquences de la crise aiguë de l'Etat communiste polonais, ayant renoncé depuis longtemps à influer sur le destin du régime roumain et résolus à ne pas renouveler en Tchécoslovaquie leur intervention militaire de 1968, feraient ce qu'il fallait pour préserver l'existence de la RDA et y conserver leurs positions politiques et stratégiques.

* Directeur de la revue *Défense nationale*, auteur de *Requiem pour les révolutions*, Flammarion, Paris, 1990.

De la crise qui aboutit à l'effondrement du régime communiste allemand, l'histoire n'est pas entièrement faite. On se souviendra qu'au mois d'août, devant la fuite massive des ressortissants de l'Allemagne de l'Est par Budapest et Varsovie, on décida de leur imposer des visas de sortie pour la Pologne et la Hongrie : preuve évidente que l'on avait pris la mesure du péril couru par la RDA et que l'on cherchait par tous les moyens à endiguer l'hémorragie qui risquait d'y désagréger l'Etat et la société.

Mais, au mois de septembre, quand le flux grandissant des fugitifs passa par Prague et que le gouvernement tchécoslovaque, toujours acquis aux disciplines du « camp socialiste », posa la question, il fut décidé – selon toute apparence après un arbitrage de M. Gorbatchev lui-même – qu'on n'imposerait pas aux Allemands de l'Est un visa de sortie pour la Tchécoslovaquie, ce qui revenait à les laisser partir sans opposition. De sorte qu'on allait inévitablement en venir à l'ouverture de la frontière entre les deux Allemagnes : le mois suivant, en octobre, un nouvel arbitrage de M. Gorbatchev, à l'occasion du congrès du parti communiste est-allemand (SED) et de l'anniversaire de la fondation de la RDA, aboutit à la chute de M. Erich Honecker. On a su plus tard que le gouvernement soviétique et les principaux dirigeants communistes allemands avaient alors les meilleures raisons de croire qu'un arrêt brutal et autoritaire de l'exode vers l'Ouest aurait suscité dans toute l'Allemagne de l'Est une grève généralisée et peut-être insurrectionnelle qui aurait inévitablement paralysé l'Etat et l'économie du pays, et que l'on avait jugé impossible de courir le risque d'un affrontement décisif.

Quoi qu'il en soit, l'engrenage ainsi déclenché allait conduire à son terme logique : l'ouverture des frontières et du mur de Berlin obligeaient à un changement radical de régime, et un changement de régime donnant la liberté d'expression aux Allemands de l'Est conduisait immanquablement à la mise en cause de l'Etat lui-même.

C'est un fait que le chancelier Kohl sut, le premier, en tirer toutes les conséquences et qu'il voulut aussitôt incarner la volonté passionnée d'unification des deux Allemagnes qui allait submerger les habitants de la RDA, à la fois sous l'effet d'un sentiment national, que rien n'aurait dû faire oublier, et d'un désir évident d'accéder aux conditions de vie économique et sociale qui prévalent en République fédérale. Le chancelier prit soin de ne laisser à personne le rôle d'artisan de l'unité allemande et d'avocat d'une réunification à marche forcée. Tandis qu'au sein des autres forces politiques on s'interrogeait sur la spécificité est-allemande, le « modèle autrichien », les acquis sociaux du régime communiste ou le prix de l'unification des deux Etats, il alla droit au but, et son choix trouva sa récompense aux élections générales de mars dernier en RDA.

Mais dès lors que l'Etat communiste allemand était condamné à disparaître, la question de la présence militaire soviétique sur son territoire était posée. Le fondement juridique en était – et en est jusqu'à présent – l'adhésion de la RDA au pacte de Varsovie : sa disparition remettrait donc en cause ce qui justifie le maintien de troupes soviétiques entre l'Elbe et la frontière Oder-Neisse.

Leur départ ne priverait pas seulement l'URSS du seul instrument qui lui restait pour peser de quelque poids sur le cours futur des affaires européennes : il amènerait inévitablement la Pologne à demander à son tour le départ de troupes soviétiques qui, jusqu'ici, ont pour rôle essentiel d'assurer la liberté des communications entre le territoire de l'URSS et celui de la RDA ; et après que des décisions semblables ont été déjà prises par la Hongrie et la Tchécoslovaquie, il n'y aurait plus de pacte de Varsovie ni, en tout cas, de présence militaire de l'Union soviétique hors de ses propres frontières.

Tout permettait de penser que M. Mikhaïl Gorbatchev n'y consentirait pas si facilement. Il ne disposait plus en effet que d'une carte : la présence d'effectifs importants sur le territoire est-allemand. Il était clair qu'il n'allait pas l'abandonner sans une négociation serrée sur tous les sujets qui conditionnent la sécurité de l'Union soviétique. Ses premières réactions en témoignèrent. D'abord, la réunion des représentants des quatre anciens vainqueurs de la guerre – Etats-Unis, Royaume-Uni, France et URSS – vint aussitôt rappeler l'existence du statut particulier de Berlin et, du même coup, leurs propres responsabilités dans l'ensemble des affaires allemandes. Simultanément, était conclu l'accord d'Ottawa qui prévoyait le maintien au centre de l'Europe de forces américaines et soviétiques se montant à 195 000 hommes de chaque côté – les Etats-Unis pouvant en déployer 30 000 autres dans les Etats périphériques. Ainsi était rappelé que les deux plus grandes puissances traiteraient entre elles de leur présence militaire sur le théâtre européen en dépit des changements politiques résultant des événements d'Allemagne. Enfin, le gouvernement soviétique, anticipant sur la réalisation de l'unité allemande et sur les difficultés qui en résulteraient pour le maintien de ses troupes dans la partie orientale de l'Allemagne unie, proposait que celle-ci devienne neutre, se dégageant à la fois de l'organisation atlantique et du pacte de Varsovie, ce qui revenait évidemment à lier le départ des troupes russes à celui des forces occidentales.

Washington veut préserver son influence

LA réaction occidentale fut d'abord de rejeter les suggestions soviétiques. Dans ce refus immédiat et catégorique, on peut voir l'écho des grands débats du début des années 50 sur le réarmement allemand, quand la politique américaine avait pour but d'incorporer à toute force et aussi vite que possible tout le potentiel représenté par l'Allemagne occidentale au sein du bloc atlantique : on se souvient que cette préoccupation était alors si déterminante qu'elle conduisit les gouvernements occidentaux à rejeter sans discussion les propositions soviétiques de 1952 sur la neutralité d'une Allemagne réunifiée – dont on ne saura peut-être jamais si elles étaient sincères. Alors même qu'elles auraient abouti dès cette date à la disparition de l'Etat communiste allemand, avec toutes les conséquences qui en auraient sans doute résulté à l'est de l'Europe, elles ne furent pas même examinées. Vingt-cinq ans plus tard, en tout cas, la réaction fut la même : les gouvernements occidentaux tiennent toujours pour essentielle l'appartenance pleine et entière de l'Allemagne à leur camp.

C'est que les Etats-Unis y voient la garantie de leur présence, de leur influence et de leur prépondérance en Europe. Il est révélateur que l'administration Bush ait réagi aux événements de l'automne dernier en proposant un renforcement des structures politiques de l'OTAN, dès la réunion des ministres des affaires étrangères de l'alliance atlantique en décembre dernier, et qu'elle ne cesse pas de répandre dans la presse américaine et européenne la thèse suivant laquelle l'effondrement de l'ancien « camp socialiste » ne doit entraîner aucun relâchement des disciplines du camp atlantique. Dans cette optique, le maintien de l'Allemagne au sein de l'OTAN est évidemment un impératif pour Washington.

Pour d'autres gouvernements, en particulier ceux de la France et du Royaume-Uni, cela ne va pas sans arrière-pensées. Au-delà des affirmations rituelles sur l'importance de la cohésion occidentale et la nécessité de préserver l'alliance atlantique, il y a chez de nombreux dirigeants européens – qui ne le dissimulent pas à leurs interlocuteurs – le souci de ne pas laisser à l'Allemagne unie une entière liberté de manœuvre : il est fréquent de les entendre dire que sa neutralité en ferait l'arbitre de toutes les affaires européennes suivant qu'elle pencherait d'un côté ou de l'autre, et que rien ne l'empêcherait en réalité de renforcer son autorité politique et ses capacités militaires en s'appuyant sur sa puissance économique. On ne saurait oublier ces arrière-pensées : elles expli-

Comment Staline soutint

Par DAVID WINGEATE PIKE *

LORSQUE M. Alexandre N. Iakovlev, membre du bureau politique soviétique et président de la commission gouvernementale chargée d'examiner le pacte germano-soviétique, a admis, dans la *Pravda* du 18 août 1989, l'existence de protocoles secrets du pacte, il bouleversa quarante ans d'efforts soit pour nier leur existence, soit pour proclamer que c'étaient des faux. Reconnaître leur authenticité, c'était mettre en question, entre autres, les droits de Moscou sur les trois Républiques baltes, et pour cette raison l'URSS aura longtemps semé des doutes sur leur existence. Mais la pression pour faire admettre la vérité allait croissant depuis que M. Mikhaïl Gorbachev avait annoncé qu'il ne devait plus y avoir de « blancs » dans l'histoire soviétique.

En 1988, le ministère soviétique des affaires étrangères avait annoncé qu'il recherchait les protocoles en question mais n'avait pu les trouver. La République fédérale d'Allemagne offrit son aide. Après la visite du chancelier Kohl à Moscou en octobre de la même année, une équipe d'historiens soviétiques se rendit à Bonn à deux reprises afin d'y examiner des documents dans les archives politiques du ministère des affaires étrangères. Si l'original allemand avait été détruit, il en restait une photocopie.

Cette photocopie, dans les mains des alliés depuis 1945, avait été rejetée par Moscou comme un faux. Le document porte la signature de Molotov – alors premier ministre et ministre des affaires étrangères – en caractères latins et non en caractères cyrilliques, mais cela uniquement dans la version du pacte en langue allemande. Sur la version russe (dont l'exemplaire allemand subsiste, lui aussi, seulement en photocopie), Molotov signe comme d'habitude en caractères cyrilliques. S'il décida d'apposer son nom en lettres latines sur l'autre document, ce fut sûrement pour faire un geste particulier à l'égard de Ribbentrop (il y avait une ambiance de fête ce jour-là, à Moscou, quand Staline leva son verre en l'honneur de son collègue tyran ; la *Pravda* du 24 août cite une remarque de von Ribbentrop à l'aéroport central de Moscou : *« Les négociations se sont déroulées dans une atmosphère amicale et délicieuse. (...) Une réception d'une cordialité exceptionnelle. »*).

La bataille pour nier l'évidence a commencé dans la capitale soviétique en août 1939, avant même la signature du pacte. Pendant que les entretiens de Moscou (avec la France et le Royaume-Uni) se tenaient encore, le *Daily Herald*, organe du parti travailliste britannique, cita le commentaire d'un des membres de la mission de guerre soviétique : *« Dès le début de la guerre, l'URSS commencera par occuper Vilno et Novogrodek au nord-est ainsi que Lvov, Tarnopol et Stanislavov au sud-est. »* Le maréchal Kliment Vorochilov, chef de la mission soviétique, répondit le 29 août dans la *Pravda* : *« Cette assertion est mensongère du début à la fin. Son auteur est un menteur, et le* Daily Herald *une feuille à scandale. »* Dix-neuf jours plus tard, l'armée rouge envahissait la Pologne orientale.

* Professeur d'histoire contemporaine à l'American University of Paris.

La vérité fut rendue publique dans les pays occidentaux peu après la guerre, tout d'abord dans *Nazi-Soviet Relations, 1939-1941* (département d'Etat, Washington, 1948), puis dans *Soviet Documents on Foreign Policy, 1917-1941* (Oxford University Press, 1953). Les Soviétiques réagirent immédiatement en publiant une réponse officielle, en plusieurs langues, dont le titre était *les Falsificateurs de l'Histoire*. Celle-ci rejetait les rapports occidentaux comme le fruit de *« dossiers fabriqués par des officiels hitlériens, non vérifiés et choisis arbitrairement »* et qualifiait de mensonge l'information selon laquelle les Soviétiques s'opposaient à la publication commune d'un compte rendu complet de la diplomatie nazie (1). Naturellement, si Staline (et ses successeurs) avait voulu publier la version soviétique des documents nazis, rien ne les en empêchait ; mais Moscou refusa de le faire.



DESSIN PARU DANS « DE GROENE AMSTERDAMMER ».
Le cauchemar des libéraux européens au lendemain de la signature du pacte.

Les vrais falsificateurs de l'histoire se mirent à l'ouvrage et créèrent une anti-histoire de la seconde guerre mondiale. Ivan Maisky, ancien ambassadeur d'URSS à Londres, qualifia la publication du département d'Etat de pure invention calomnieuse et malveillante ; le contenu du pacte différait peu de celui de pactes semblables que l'URSS avait conclu auparavant avec d'autres Etats (2). *« Les falsificateurs de l'histoire,* continuait la réponse officielle, *sont mécontents parce que l'URSS a réussi à utiliser le pacte pour fortifier ses défenses (3) »* – une opinion qui aurait bien surpris les chefs de la Wehrmacht.

En fait, toute la guerre prit une autre tournure. Maisky décrit la bataille du Rio de la Plata, en décembre 1939, comme *« un coup habile porté à la fierté navale de la Grande-Bretagne,* [puisque] *le* Graf- Spee *ne s'est pas rendu à son ennemi mais a été sabordé par son équipage (4) »*. Telpoukhovsky décrit la *« victoire de l'URSS sur le Japon impérialiste »* et la guerre *« faite à notre peuple par les agresseurs allemands et japonais (5) »* (dans cette version révisionniste de l'histoire, l'URSS a combattu les Japonais mais pas les Italiens). Ne pouvant pas parler d'Okinawa comme d'une victoire des alliés, encore moins d'une victoire américaine, la bataille est appelée *« défaite japonaise »* (6). Pour mettre les points sur les i, comme le dit Maisky, il proposa ce résumé de la guerre : *« Ce fut seulement quand l'Allemagne fasciste s'est retournée contre les alliés occidentaux que les gouvernements des Etats-Unis et du Royaume-Uni n'eurent aucun autre choix que d'organiser, en coopération avec l'Union soviétique, la résistance à l'Allemagne, à l'Italie et au Japon fascistes (7). »*

« Chaleureuses félicitations »

A l'ère nouvelle de l'historiographie soviétique, M. Youri N. Afanasiev, directeur de l'Institut des archives historiques de l'URSS, écrivit en juin 1989 qu'il n'y avait pas le moindre doute sur l'authenticité des textes publiés à l'Ouest, et M. Roy Medvedev, élu en 1989 au Soviet suprême, a affirmé, s'adressant à cette assemblée en juin également, que la version officielle soviétique sur le rattachement « pacifique » des Républiques baltes était un *« mensonge »*. La conclusion des *Falsificateurs de l'Histoire* était vraie après tout : *« Les ragots et les calomnies périssent, mais les faits demeurent (8). »*

On a moins parlé du traité d'amitié qui suivit, le 28 septembre 1939. Les historiens et journalistes soviétiques ou d'autres nationalités (Victor Gorov, Léo Stern, B. Telpoukhovski, E. Boltine, Germaine Willard) défendent le caractère de « non-agression » du pacte mais ignorent résolument le traité dont les conséquences furent plus désastreuses pour les démocraties occidentales que celles du pacte. Son but était à la fois de les démoraliser et de les affaiblir.

Trois jours avant l'invasion de la France, l'ambassadeur d'Allemagne à Moscou, von der Schulenburg, alla voir Molotov pour le prévenir de l'imminence de l'attaque. *« Je n'ai pas le moindre doute sur votre*

(1) *Falsifiers of History (Historical Information). Communication of Soviet Information Bureau*, Soviet News, Londres, 1948, p. 5.

(2) Ivan Maisky, *Who Helped Hitler ?*, Hutchinson, Londres, 1964, p. 200.

(3) *Falsifiers, op. cit.*, p. 45.

(4) Ivan Maisky, *Memoirs of a Soviet Ambassador : The War, 1939-43*, Hutchinson, Londres, 1967, pp. 19-20.

(5) Boris Telpoukhovski, *le Parti communiste, organisateur de la victoire de l'URSS*, Recherches internationales à la lumière du marxisme, Paris, n° 9-10, septembre-décembre 1958, pp. 185-186.

(6) *Ibid.*, p. 316.

(7) Ivan Maisky, *Who Helped Hitler ?, op. cit.*, p. 211.

(8) *Falsifiers, op. cit.*, p. 65.

A DÉFAUT DE TRAITÉ DE PAIX

conditionnent le futur statut de l'Allemagne

quent en grande partie l'unanimité des dirigeants occidentaux dans leur refus de toute solution de neutralité pour l'Allemagne unie.

Encore fallait-il assortir ce refus de suggestions acceptables par l'Union soviétique. On sait qu'à l'initiative du ministre allemand des affaires étrangères, M. Hans Dietriech Genscher, on convint de proposer que les forces de l'OTAN restent sur l'Elbe après la disparition de la RDA et que des forces soviétiques demeurent quelque temps *sur son ancien* territoire avant de s'en retirer définitivement. Au fond, cette proposition, reprise en compte par l'ensemble des pays membres de l'alliance atlantique, n'était pas sans rappeler les dispositions du traité de Versailles concernant la Rhénanie, dont les troupes françaises et belges ne se retireraient que par étapes avant qu'elle soit démilitarisée. Mais il y avait peu de chances pour que l'Union soviétique l'acceptât telle quelle.

Il s'agissait pour elle de négocier au mieux la présence de ses troupes en RDA, devenue la carte maîtresse – et, en définitive, la seule – dont disposent encore ses négociateurs. Il était clair que la neutralité allemande, qu'elle avait proposée, ne serait pas acceptée. D'où une évolution ces dernières semaines, à laquelle ont été sensibles tous les interlocuteurs occidentaux des responsables soviétiques. A de nombreuses occasions – rencontres ministérielles, colloques auxquels des diplomates et experts soviétiques ont pris part, entretiens privés – il est apparu que la position de Moscou à l'égard du maintien de l'Allemagne dans l'organisation atlantique était en train d'évoluer. L'indication la plus précise à cet égard fut donnée par les responsables soviétiques, qui, lors d'un récent colloque organisé par la Fondation pour les études de défense nationale, insistèrent pour que l'OTAN perde de son *« caractère agressif » :* ils faisaient ici référence au volume et à la structure des forces occidentales sur le théâtre européen, ne mettant plus en cause l'existence de l'organisation atlantique *elle-même*. Il apparaissait même, à de multiples indices, que les dirigeants soviétiques pourraient trouver préférable que des forces américaines, anglaises, françaises, belges, hollandaises, continuent de stationner sur le territoire allemand : dans leur optique nouvelle, leur présence pourrait constituer une garantie majeure contre l'émergence au cœur de l'Europe d'une superpuissance allemande dégagée de toute entrave. On ne pouvait encore obtenir l'énoncé explicite de cette nouvelle manière de voir, mais elle était perceptible en toute occasion.



LE DÉFILÉ DE LA VICTOIRE, LE 9 MAI 1990, A MOSCOU
Aménager la sécurité de l'Europe, de l'Atlantique à l'Oural.

La proposition soviétique d'une double appartenance de l'Allemagne à l'organisation atlantique et au pacte de Varsovie n'a pas d'autre sens. Elle n'est pas destinée, selon toute apparence, à être acceptée telle quelle, ni même retenue comme hypothèse vraisemblable : le poids du passé est tel que les deux organisations apparaissent toujours comme radicalement antinomiques et qu'appartenir à l'une et à l'autre relève encore du paradoxe. Mais l'objectif de la politique soviétique n'est pas, ici, d'obtenir le consentement de ses interlocuteurs occidentaux ni de l'Allemagne elle-même : c'est seulement de rappeler que, même si la présence des forces soviétiques sur le territoire allemand n'a plus à l'avenir les mêmes fondements juridiques, le stationnement de toute force étrangère en Allemagne doit impérativement faire l'objet d'un arrangement commun.

On en était là dans les approches d'une négociation entre les quatre anciens vainqueurs de la guerre et les deux Allemagnes quand leurs ministres des affaires étrangères se réunirent, le 5 mai dernier. Alors, le ministre soviétique créa la surprise en suggérant que l'unification des deux Allemagnes soit acceptée sans conditions et que les questions se rapportant aux relations entre l'Allemagne unie et ses anciens occupants, ainsi qu'à son futur statut stratégique, soient renvoyées à plus tard. En apparence, c'était une concession de taille ; en réalité, c'était une manœuvre audacieuse et habile. Du coup, en effet, la présence des troupes soviétiques en Allemagne de l'Est ne serait pas remise en question alors que l'unification des deux Allemagnes s'accomplirait, et ce serait les pays occidentaux, Etats-Unis, Royaume-Uni, France et Allemagne unie qui se trouveraient, le moment venu, en situation de demandeurs. Ils auraient à faire connaître de quel prix ils étaient prêts à payer le départ des troupes soviétiques ou à reconnaître qu'ils en admettaient le maintien moyennant un règlement global des problèmes de sécurité sur le théâtre européen. Aussi l'enthousiasme des ministres occidentaux, après le consentement inconditionnel donné par le ministre soviétique à l'unification des deux Allemagnes, fit-il place bientôt aux protestations anxieuses du gouvernement de Bonn. Le chancelier Kohl avait vu le piège et tentait d'y échapper en réclamant désormais que *les problèmes extérieurs de l'unité* allemande soient traités en même temps que celle-ci se réalisait.

Désormais, il est clair que les négociations, pour commencer vraiment et avoir les meilleures chances d'aboutir, doivent se dégager des formules trop simples et trop catégoriques qui ont été envisagées au départ, qu'il s'agisse de la neutralité de l'Allemagne unie ou de son adhésion pure et simple à l'organisation militaire atlantique. Moyennant quoi on doit maintenant reconnaître que des liens indissolubles existent entre le futur statut politique et stratégique de l'Allemagne et d'éventuels accords de réduction des armements nucléaires et conventionnels sur le théâtre européen. Et sans entrer dans le détail des pourparlers qui se déroulent à Vienne et à Genève – les uns entre les Etats membres de l'OTAN et du pacte de Varsovie, les autres entre l'Union soviétique et les États-Unis, – on peut cerner les problèmes dont le règlement conditionne un double accord sur la question allemande et le désarmement en Europe. Il s'agit, pour l'essentiel, du volume des effectifs américains et soviétiques sur le continent ; de la présence de contingents britannique, français, belge et hollandais sur le territoire de l'ancienne République fédérale et de leur importance numérique ; du volume des forces allemandes elles-mêmes, tel qu'il résulterait d'un accord, à Vienne, sur la réduction des forces conventionnelles au centre de l'Europe ; de la réduction ou de la suppression des armes nucléaires à courte portée, dont le président George Bush, manifestant par là son intention de négocier aussitôt conclu un premier accord à Vienne, vient de décider que leur modernisation et leur remplacement étaient désormais suspendus ; et, enfin, de la renonciation par l'Allemagne unie à la détention et à la fabrication de tout armement nucléaire, comme l'Allemagne fédérale elle-même y a renoncé jusqu'ici.

C'est sur ce terrain, en réalité, que les négociations décisives sont déjà engagées ou qu'elles le seront à brève échéance. Tant il est vrai qu'au-delà du problème allemand, tel qu'il résulte de la mort prochaine de la RDA, c'est la question de la sécurité en Europe qui est posée.

PAUL-MARIE DE LA GORCE.

d'abord l'agression nazie

succès », lui répondit le premier ministre soviétique. La théorie selon laquelle Staline fut profondément perturbé par la rapidité avec laquelle se décida la bataille de France est douteuse. Après la victoire allemande, Molotov appela von der Schulenburg pour lui exprimer *« les plus chaleureuses félicitations du gouvernement soviétique pour le splendide succès de l'armée allemande »*. Le 23 juin, Moscou annonça que l'amitié entre l'URSS et l'Allemagne *« n'était pas fondée sur des considérations fortuites, mais sur les intérêts fondamentaux des deux Etats »*.

La décision prise le 22 juillet par la Chambre des communes de rejeter par un vote de 341 voix contre 4 les dernières ouvertures de paix de Hitler n'entraîna pas de changement dans la politique soviétique. Le 1er août, Molotov s'adressa au Soviet suprême dans les mêmes termes qu'auparavant, se félicitant de la collaboration germano-soviétique et de la politique de bon voisinage qui, dit-il, garantissaient la sécurité de l'Allemagne à l'est. La bataille d'Angleterre allait connaître son apogée, mais son issue ne préoccupait pas Staline qui voulait préserver ce à quoi il tenait le plus, la paix avec l'Allemagne.

D'importants accords commerciaux

QUELLE était la nature précise de l'aide fournie en vertu du traité d'amitié signé le 28 septembre 1939 ? Ce jour-là, Molotov informa von Ribbentrop que son gouvernement fournirait à l'Allemagne les matières premières dont elle avait besoin en échange de produits industriels et de matériel de guerre. Rien de ce que Hitler fournit n'était important pour l'URSS. En revanche, ce que Staline envoya représentait, selon Molotov, plus que les ventes des Etats-Unis à l'Angleterre, en vertu du Lend-Lease Act de mars 1941.

Selon les trois accords commerciaux (24 *octobre* 1939, 11 février 1940 et 10 janvier 1941), l'URSS devint l'agent de l'Allemagne pour les importations de métaux et de matières premières du monde entier, en particulier pour le caoutchouc et le cuivre du bassin Pacifique, qui étaient transportés par le Transsibérien et contournaient ainsi le blocus britannique. L'unique liaison économique de l'Allemagne avec l'Iran, l'Afghanistan, la Mandchourie, le Japon et l'Amérique du Sud passait par l'URSS. Si les livraisons soviétiques baissèrent au début de 1940, elles remontèrent dès que Hitler lança son offensive à l'ouest, et battirent tous les records en mars 1941, spécialement pour les denrées vitales comme les céréales, le pétrole et les métaux précieux. Un train spécial fut mis à la disposition de l'Allemagne à la frontière mandchoue pour le transport du caoutchouc. Le trafic était tel que l'Allemagne avait du mal à assurer la manutention des livraisons à la frontière soviétique.

Berlin obtint ainsi au moins 900 000 tonnes de pétrole, 500 000 tonnes de phosphates et 3 000 tonnes de nickel (ce qui représentait respectivement 30 %, 70 % et 30 % de ses besoins annuels), des quantités énormes de bois, coton, platine, manganèse, minerai de fer, chrome, fonte, cuivre, étain, molybdène, wolfram, cobalt, charbon, plomb, zinc, lin, et spécialement des céréales, dont l'URSS était la principale source, comme d'ailleurs pour le pétrole. Selon l'accord de février 1940, Hitler avait le droit de faire transiter par l'URSS les marchandises vers la Roumanie, l'Iran et l'Afghanistan. Les livraisons de l'Union soviétique (contrairement à celles en provenance d'Allemagne) arrivaient avec une ponctualité scrupuleuse, bien que, aux dires du Dr Karl Schnurre, un économiste du ministère des affaires étrangères d'Allemagne, ce fût *« partiellement aux dépens de son propre approvisionnement »*. Dans le troisième traité de commerce signé en janvier 1941, l'URSS promit même des augmentations substantielles.

L'aide soviétique à la marine du Reich

DANS les affaires maritimes, l'aide soviétique était aussi importante. Des trois branches de la Wehrmacht, en 1939, seule la marine était inférieure à celle de l'ennemi. Le 23 septembre, le Gross-admiral Erich Raeder conseilla à Hitler d'obtenir des facilités navales dans l'Arctique soviétique. En application du traité d'amitié signé cinq jours plus tard, l'attaché naval allemand à Moscou put établir des liens étroits avec l'amiral L. M. Galler, chef de l'état-major naval soviétique. L'Allemagne put désormais installer à Mourmansk une base d'importance stratégique.

Elle offrait à la fois protection à la marine marchande et des occasions de chasse aux sous-marins et aux croiseurs. Quand un vaisseau marchand allemand chargé quittait Mourmansk, tout navire britannique à sa poursuite était retenu jusqu'à ce qu'il fût hors d'atteinte; dans le cas du paquebot *Bremen*, les navires de la Royal Navy furent retenus trois jours. Un cargo américain, le *City-of-Flint*, fut capturé dans l'Atlantique vers la fin octobre 1939 par le cuirassé de poche *Deutschland* ; le réclamant comme prise de guerre, mais craignant une attaque de la marine britannique, le *Deutschland* le conduisit à Mourmansk, où il demeura, en violation des lois internationales. Durant l'invasion allemande de la Norvège, en avril 1940, le seul pétrolier allemand qui réussit à rejoindre Narvik pour approvisionner l'escadre d'assaut allemande fut le *Jan-Wellem* , en provenance de Mourmansk.

Encore plus importante pour l'Allemagne était la base de la baie de Zapadnaya-Litza, 35 milles au nord-ouest de Mourmansk, accordée par Staline à la suite de la visite, en février 1940, du contre-amiral Wennecker, de la Kriegsmarine, au chef de l'état-major naval soviétique. Depuis cette baie (dont le nom de code était « Basis Nord ») des croiseurs auxiliaires pouvaient attaquer des navires marchands britanniques dans le Pacifique. La marine soviétique aida les Allemands à construire la base (utilisant pour cela des travailleurs forcés du Goulag) et équipa leurs croiseurs. Parmi les navires de guerre allemands qui y passèrent, figure le raider de commerce *Komet* (nom de code « Schiff 45 »). Assisté en deux points vitaux par trois brise-glace soviétiques (le *Lénine*, le *Staline* et le *Kaganovitch*), le *Komet* arriva dans le Pacifique le 5 septembre 1940 et se mit à l'œuvre, coulant trois navires britanniques, puis sept autres avec l'aide de l'*Orion*, un total de 64 000 tonnes. A maintes reprises, Raeder, chef de la Kriegsmarine, remercia la marine soviétique de sa collaboration.

Le 12 novembre 1940, Molotov se rendit à Berlin pour y rencontrer Hitler, Goering et Hess. Cette visite était une preuve d'amitié sans précédent, car aucun des chefs soviétiques ne s'était rendu à l'étranger depuis la prise du pouvoir par Staline. En avril 1941, Yosuke Matsuoka, ministre des affaires étrangères du Japon, s'arrêta à Moscou après une visite à Hitler à Berlin. Le 13 avril, l'URSS et le Japon signèrent un traité de non-agression. Hitler n'y fit pas objection : il n'avait pas besoin du Japon pour son plan d'annihilation de l'Union soviétique. Staline affirma à Matsuoka qu'il était un *« supporter loyal »* de l'Axe et ennemi de l'Angleterre et de l'Amérique. Il alla même faire ses adieux au ministre *des affaires* étrangères à la gare – un événement rarissime. *« Nous sommes aussi des Asiatiques »*, lui dit-il. A l'ambassadeur von der Schulenburg, il déclara : *« Nous devons rester amis »*, lui mettant la main sur l'épaule, selon les témoins de la scène.

Le printemps de 1941 n'apporta pas de réel changement à la politique d'apaisement de Staline. Quand Rashid Ali organisa en Irak un gouvernement pronazi qui déclara la guerre à l'Angleterre, Staline le reconnut *de jure*. Le 9 mai, il rompit les relations diplomatiques avec les gouvernements en exil de la Norvège, de la Belgique, de la Yougoslavie et de la Grèce. Les consulats allemands à Leningrad, Batoumi et Vladivostok (fermés en 1937) furent rouverts en septembre 1940 (à la suite de la signature de l'accord final sur la Pologne, le 31 août), tandis que des consulats soviétiques fonctionnaient à Hambourg, Vienne et Königsberg. Le 14 juin, huit jours avant l'invasion de l'URSS, le journal les *Izvestia* rassurait ses lecteurs en ces termes : *« Les rumeurs selon lesquelles l'Allemagne aurait l'intention de rompre le pacte et d'attaquer l'URSS ne sont pas fondées ; le transfert récent de troupes allemandes à l'est et au nord-est de l'Allemagne n'a aucun rapport avec l'état des relations germano-soviétiques* (6). » Pendant ce temps, comme l'attestera plus tard le général Piotr Grigorenko, Staline faisait démolir ses fortifications de l'Ouest en témoignage de sa bonne volonté.

Quand, le 22 juin 1941, Hitler frappa, et que Staline s'effondra, ce fut Molotov qui dut annoncer à la radio, tout en balbutiant, la nouvelle que les nazis avaient attaqué *« sans exiger quoi que ce soit »*, ce qui voulait sans doute dire que, s'ils avaient exigé quelque chose, des concessions auraient été possibles. Plus éloquent fut le commentaire que fit le ministre à von der Schulenburg lorsqu'il apprit la nouvelle : *« Qu'avons-nous fait pour mériter cela ? »*

DAVID WINGEATE PIKE.

MISÈRES ET GRANDEUR

Avec ou sans

RENDUE publique à la fin du mois de mai, la nouvelle politique des prix vient parachever les radicales mutations que vit l'URSS. Mutation des institutions : l'annonce de la réforme a aussitôt provoqué le dépôt d'une motion de censure et un projet de référendum. Mutation économique et sociale : les mesures décidées bouleverseront le fonctionnement des entreprises et la vie de la population. M. Mikhaïl Gorbatchev demeure certes à l'épicentre du séisme, mais la révolution en cours concerne tous les Soviétiques.

Par MOSHE LEWIN *

Les problèmes que doivent résoudre les citoyens et les dirigeants soviétiques sont d'une complexité redoutable. Leur solution dépend de la nation tout entière – élite, jeunes, institutions, – et pourtant l'attention de l'opinion internationale est rivée à M. Gorbatchev, le débat est beaucoup trop centré sur lui, et sur son avenir politique.

Sans aucun doute, l'homme a montré un étonnant caractère et de remarquables capacités politiques ; certaines de ses manœuvres pourront servir de cas d'école. En même temps, il aura été le seul dirigeant de ce siècle dont la chute ait été si souvent annoncée, comme s'il s'agissait d'un joueur qui, tôt ou tard, finirait par perdre. Or les tâches qu'affronte aujourd'hui l'Union soviétique ne dépendent pas seulement de M. Gorbatchev.

L'ancien système a cessé de fonctionner. Le nouveau s'édifie lentement, avec hésitation, et il ne marche pas encore. C'est une période « d'entre-deux », pleine de pièges pour les hommes politiques et éprouvante pour les nerfs du public. Dans cette conjoncture, M. Gorbatchev tente de préserver la dynamique des réformes tout en respectant les pauses nécessaires pour éviter l'effondrement, voire l'explosion, du pays. Il passe des compromis avec l'appareil (ou avec quiconque dispose d'une influence) afin de préserver l'unité du pays et garder le contrôle de la réforme. Il lui faut maîtriser tous les facteurs de désintégration tout en jetant les fondations du nouvel édifice.

A travers les caprices et les méandres de la perestroïka, lui-même fait son apprentissage de la réforme. Il ne savait pas à l'avance, pas plus que ses conseillers, ce qu'il fallait faire ou comment le faire. Il n'avait ni une vue claire de l'avenir ni, comme le prétendent certains de ses admirateurs, un plan préétabli qui aurait été provisoirement tenu secret pour tromper les vieux staliniens et autres conservateurs.

M. Gorbatchev et ses collaborateurs souhaitaient un changement dont ils percevaient l'urgence. Ils connaissaient les difficultés d'un système qui s'approchait dangereusement du précipice. Ils voulaient ouvrir le dialogue avec la société civile pour échapper au désastre. Mais ils ne savaient pas grand-chose d'autre.

Ils accumulèrent d'ailleurs erreurs et mauvais calculs, de la campagne anti-alcoolique à l'adoption de mesures économiques hâtives. Durant les premières années, les réformateurs n'ont pas su apprécier l'ampleur des périls dans l'économie ni la rigueur des résistances au sein du Parti communiste à une réforme radicale. Ils n'ont pas su prévoir non plus les effets de la perestroïka auprès des nationalités. Ils n'ont pas été à l'abri de préjugés et d'illusions.

Mais, devant les obstacles, le pouvoir a, à chaque fois, réagi en approfondissant les réformes, allant bien au-delà finalement des intentions initiales. Cette dynamique découlait toutefois de prémisses claires : le parti ne pouvait diriger qu'avec l'assentiment et la participation de la société civile.

Les gorbatchéviens ont vite compris que le changement politique était indispensable et qu'il devait précéder les autres réformes. Le parti, avec son appareil rigide profondément imbriqué dans la machine étatique, rechignait à s'adapter. Les manipulations organisées au sommet pour le démocratiser rapidement n'avait pas donné les résultats escomptés. Changeant de cheval au milieu du gué, M. Gorbatchev mit en place le soviet des députés du peuple qui devint vite opérationnel et surtout, malgré son caractère novice, source d'une nouvelle légitimité (1).

Avec une aisance remarquable, la société civile a assimilé les nouvelles lois et procédures électorales. Elle a accepté le nouveau Parlement dont les pouvoirs ont été renforcés par les élections locales. De nombreuses familles politiques émergent et se dessinent les contours d'un système multipartite en formation, avec la possibilité de vastes alliances qui donneraient une base politique à la perestroïka, avec ou sans, pour ou contre, M. Gorbatchev (2).

Le comité central a imposé au Parti communiste réticent l'abandon de son monopole sur le pouvoir, mettant le Parlement à l'abri des résultats du congrès qui s'ouvre à la fin de ce mois à Moscou. L'unité tant célébrée du parti n'est plus qu'un souvenir et toutes les grandes batailles de la perestroïka ont mis aux prises des communistes de différentes sensibilités. Au Parlement même, où l'immense majorité des députés ont leur carte du parti, les lignes de fracture politique ignorent cette appartenance.

Les élections aux soviets locaux et de Républiques vont accélérer le déclin de l'influence du parti. Pour fonctionner et accomplir leurs tâches, les pouvoirs locaux devront aider le Parlement fédéral, comme le souhaite M. Gorbatchev, à écarter le parti de ses fonctions d'administration. Ils contribueront à entretenir la dynamique des réformes, en particulier dans l'économie car celle-ci ne peut plus continuer à être dirigée uniquement par le centre.

Il ne faut pas pavoiser trop vite car toutes les institutions ont besoin d'un temps d'apprentissage, elles devront faire face à des situations inédites, elles commettront aussi des erreurs. Mais le plus important est ailleurs : la réforme qui a commencé par le haut, suivant la tradition russe, reçoit désormais son impulsion d'en bas. Un nouveau système étatique émerge, engagé sur la voie de la démocratisation et du multipartisme dont les instruments existent déjà : glasnost, institutions parlementaires élues, embryon de familles politiques et, étonnante nouveauté, un président fort, responsable devant le Parlement, et qui bientôt sera lui-même élu au suffrage universel et non plus désigné par le parti.

Obnubilée tantôt par la crise en Lituanie, tantôt par les affrontements au Tadjikistan, l'opinion occidentale succombe parfois à des effets d'optique qui brouillent la perspective. On ne voit que la banalité des troubles quotidiens, le découragement, le désespoir, la misère économique. Et l'on oublie qu'aucune expérience précédente en Russie, ni en 1905 ni en 1917, n'a porté si haut les espoirs démocratiques.

Pour autant, les problèmes ne sont pas réglés et les interrogations sur l'avenir de M. Gorbatchev ne sont pas sans fondements. Mais, à moins d'une catastrophe qu'on ne peut totalement exclure, le sort du dirigeant soviétique est désormais tracé d'avance. Dans quatre ans, il affrontera l'électorat qui scellera son sort de président. Peut-être même les sondages d'opinion permettront-ils de connaître à l'avance la réponse. Le seul fait que l'on puisse à présent introduire l'opinion publique comme variable décisive de l'avenir de M. Gorbatchev témoigne de l'ampleur des changements qui ont déjà affecté l'Union soviétique.

Qui contrôlera le marché, et comment ?

LES conditions mûrissent ainsi pour la prochaine étape, décisive : celle des réformes économiques et de l'introduction de l'économie de marché. Les premiers pas dans cette voie ont été des coups de feu tirés dans le noir, qui ont manqué leur cible. Par un tour de passe-passe, la reconstruction du système économique fut confiée à ceux-là mêmes qui devaient passer à la trappe. Parce que les ministères concernés devaient être remodelés et perdre nombre de leurs prérogatives, ils sabotèrent les mesures. De plus, la tâche était impossible sans des pouvoirs locaux bien assis qui, alliés au Parlement fédéral, pouvaient seuls briser l'emprise des ministères de branche verticaux, cœur du système de commandement administratif, et leur substituer les contacts horizontaux indispensables à l'introduction du marché.

Ce dernier terme ne peut à lui seul résumer l'essence du passage d'un système à un autre. Le changement doit nécessairement tenir compte de trois facteurs : les coûts, qui paradoxalement ne rentraient pas jusque-là dans les calculs économiques ; l'Etat, qui doit redéfinir sa place et son rôle ; et la société. C'est la manière dont ils se combinent et le rôle imparti à chacun dans l'économie et la politique qui détermine le caractère d'un système : démocratique, capitaliste ou autre.

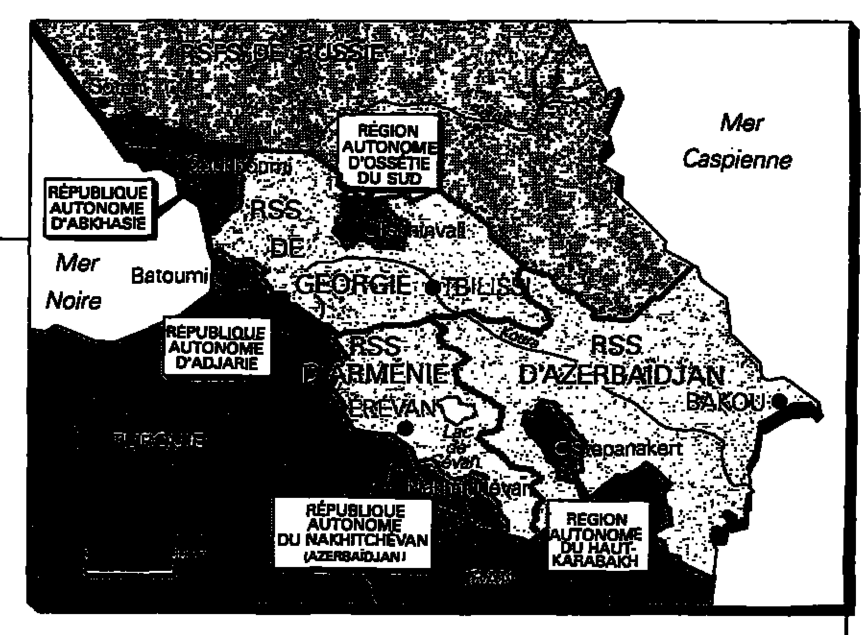
Le marché libre, qui, aux yeux de certains, incarne l'efficacité et la liberté, ne reflète pas la complexité des économies et des sociétés modernes. Il n'existe d'ailleurs pas de marché vraiment libre. Mais si on tente de le supprimer totalement, comme c'était le cas en Union soviétique, le prix à payer est très lourd – le pays est au bord de la banqueroute – et même ici le succès mitigé puisque le marché noir résiste efficacement.

Les dirigeants soviétiques ne peuvent, par peur de la dislocation sociale et des répercussions politiques, différer les décisions qui s'imposent et sans lesquelles des catastrophes encore plus grandes s'abattraient sur le pays. Mais ils doivent décider la place réelle qu'occupera le marché dans l'ensemble des mécanismes économiques, comment il fonctionnera, dans l'intérêt de qui, qui le contrôlera et comment.

* Université de Pensylvanie, département d'histoire, Philadelphie. Auteur de *la Formation du système soviétique*, Gallimard, 1987 et *la Grande mutation soviétique*, La Découverte, Paris, 1989.

(1) *Cf.* Michel Lesage, « La représentation populaire, nerf de la réforme en URSS », *le Monde diplomatique*, mai 1989.

(2) L'étude la plus révélatrice sur le début de pluralisme politique en URSS est celle, non encore publiée, de Giuletto Chiesa, correspondant de *l'Unita* à Moscou, « Transizione Alla Democrazia (La Nascita Delle Forze Politiche in URSS) ». A travers l'étude minutieuse de centaines de discours, il relève l'existence de sept grandes familles politiques.



Trois Républiques caucasiennes

Après les indépendances éphémères qui suivirent la révolution russe d'octobre 1917, l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie ont intégré l'Union des Républiques socialistes soviétiques. Les mouvements nationalistes, jamais complètement matés, connaissent une nouvelle vigueur grâce à la perestroïka et à la glasnost. Mais l'affrontement traditionnel avec Moscou se double parfois d'une véritable guerre entre nationalités, en particulier entre Arméniens et Azéris.

ARMÉNIE

◆ L'histoire de l'Arménie remonte au XIIIe siècle avant notre ère. Au IVe siècle après J.-C., le pays devint chrétien avant d'être conquis par les Arabes à partir de 636. Au XIVe siècle, disparaît le dernier royaume indépendant arménien. Au XIXe siècle, une partie du territoire autour d'Erevan passe sous contrôle russe tandis que le reste demeure sous domination ottomane. Le génocide des Arméniens par les Turcs, en 1915-1916, accélère le réveil national. Une éphémère République indépendante est proclamée en 1918 après la révolution russe, mais, face à l'avancée des armées kémalistes, elle conclut un accord avec Moscou et l'Arménie devient, en 1920, une République soviétique.

◆ S'étendant sur 29 800 kilomètres, la République comprend 3,3 millions d'habitants, dont 90 % d'Arméniens, 5 % d'Azéris (avant les affrontements ethniques) et 1,6 % de Russes. 1,5 million d'Arméniens vivent dans les autres Républiques de l'URSS. Les Arméniens sont chrétiens : ils dépendent d'une Eglise apostolique dite grégorienne qui n'est ni orthodoxe ni catholique.

◆ Principales ressources : agriculture (vignes, arbres fruitiers, céréales, etc.) ; élevage ovin et bovin ; extraction et traitement de minerais (cuivre, aluminium) ; industries de transformation. Revenu par habitant : 1 938 roubles (moyenne de l'URSS : 2 084).

◆ Le mouvement national arménien s'est développé essentiellement autour de la question du Haut-Karabakh, dont le « retour » au sein de l'Arménie est exigé. Les massacres de Soumgaït en 1988 et les pogroms de Bakou en 1990 ont radicalisé les revendications. La République a dû accueillir des dizaines de milliers de réfugiés d'Azerbaïdjan.

AZERBAIDJAN

◆ L'Azerbaïdjan fut occupé par les Mèdes (VIIIe siècle avant J.-C.), puis par les Perses (VIe siècle avant J.-C.). Il sera intégré à l'empire sassanide jusqu'à la conquête arabe au VIIe siècle de notre ère. Les Turcs seldjoukides s'installent au XIe siècle. Après les invasions mongoles, les Perses safavides s'emparent de Tabriz au XVIe siècle. Les Russes s'avancent vers Bakou et conquièrent définitivement la région au début du XVIIIe siècle. Ainsi se confirme la division de l'Azerbaïdjan en deux parties, l'une russe l'autre perse, qui persiste aujourd'hui. En 1918, les bolcheviks s'emparent du pouvoir à Bakou – qui est bientôt conquise par les troupes alliées sous la direction britannique, – et les nationalistes proclament l'indépendance. Le 28 avril 1920, l'armée rouge prend Bakou et proclame la République socialiste soviétique d'Azerbaïdjan. Durant la seconde guerre mondiale, l'URSS envahit le nord de l'Iran et une République azerbaïdjanaise est constituée en 1945 ; elle ne survivra pas au retrait des troupes soviétiques.

◆ Sur 86 600 kilomètres carrés, le territoire compte 7 millions d'habitants, dont 70 % d'Azéris, 8 % d'Arméniens (ils ont fui aujourd'hui, sauf ceux qui habitent le Haut-Karabakh) et 5,6 % de Russes. Les Azéris sont des turcophones, chiites aux trois quarts et pour un quart sunnites. Près de 2 millions d'Azéris vivent dans d'autres Républiques soviétiques, 5 millions en Iran et 500 000 en Turquie. Dépendent de l'Azerbaïdjan, la République autonome du Nakhitchevan (295 000 habitants, dont plus de 90 % d'Azéris) et la région autonome du Haut-Karabakh (188 000 habitants, dont plus de 80 % d'Arméniens).

◆ L'extraction du pétrole a cessé d'être la principale ressource de la République, qui compte toutefois de nombreuses usines de raffinage et une industrie très diversifiée qui assure les trois quarts du revenu national. Revenu par habitant : 1 730 roubles.

◆ Le problème du Haut-Karabakh, joint à celui de la pollution et du chômage endémique, a entraîné l'essor d'un mouvement nationaliste puissant. A la suite des pogroms de Bakou, l'armée rouge a pris le contrôle de la ville en janvier 1990. La République a accueilli des dizaines de milliers de réfugiés d'Arménie.

GÉORGIE

◆ Les plus anciens royaumes géorgiens ont été victimes des rivalités entre Parthes et Romains durant les trois premiers siècles de notre ère. Entre le XIe et le XIIIe siècle, la Géorgie s'étendit comme empire multinational orthodoxe de la Caspienne à la mer Noire. La Géorgie fut annexée par l'empire tsariste au début du XIXe siècle puis, en 1918, les mencheviks proclamèrent une République indépendante qui survécut jusqu'à l'arrivée de l'armée rouge en 1921.

◆ La République s'étend sur 69 700 kilomètres carrés et compte 5,5 millions d'habitants, dont 70 % de Géorgiens, 9 % d'Arméniens, 6,2 % de Russes, 5 % d'Azéris. Les Géorgiens sont des chrétiens orthodoxes et leur Eglise est autocéphale. Font partie de la Géorgie : la République autonome d'Abkhasie (537 000 habitants, dont 17 % d'Abkhases, 44 % de Géorgiens, 16 % de Russes et 15 % d'Arméniens) ; la République autonome d'Adjarie (393 000 dont 40 % d'Adjars et 40 % de Géorgiens) et la République autonome d'Ossétie du Sud (99 000 habitants, dont 66 % d'Ossètes et 29 % de Géorgiens).

◆ La Géorgie est l'une des principales régions agricoles de l'URSS (vignes, vergers, céréales, thé, agrumes, tabac). La production d'énergie hydroélectrique a permis un développement industriel. Revenu par habitant : 2 063 roubles.

◆ Le massacre par l'armée, le 9 avril 1989, de plusieurs dizaines de manifestants à Tbilissi a radicalisé le mouvement indépendantiste. Les élections au Soviet de la République ont été repoussées à l'automne prochain et pourraient se dérouler dans un cadre multipartite. De violents incidents mettent aux prises Géorgiens et Abkhases depuis plusieurs années.

● RECTIFICATIF. – La superficie de la République du Turkménistan est de 488 000 km², et non de 88 000 km² comme il a été imprimé par erreur dans le numéro de mars 1990 (page 14).

Les éditions étrangères du « Monde diplomatique »

Le numéro de mai-juin du *Monde diplomatique* en arabe est paru. Comme *le Monde diplomatique en español*, cette publication reprend en traduction la plupart des articles de notre édition française. Elle comprend aussi une section spéciale consacrée aux problèmes du monde arabe (ce mois-ci un dossier sur les « mouvements ouvriers et luttes syndicales » et un autre sur les villes).

● *Le Monde diplomatique, édition arabe*. 5, rue de Fribourg, 1201 Genève, Suisse. Tél. : (4122) 732-25-31. Télex : 28-576. – Prix de l'abonnement : Maghreb, Egypte, Soudan, Syrie, Liban : 45 francs suisses ; autres pays arabes : 60 francs suisses. Europe : 60 francs suisses. – En vente dans les principaux kiosques, dans les pays arabes et en Europe.

● *Le Monde diplomatique en español*. 25 de Mayo 596, 5e piso, 1002 Buenos Aires. Abonnement annuel : 40 dollars pour les pays limitrophes de l'Argentine, 60 dollars pour les autres pays. Adresse en Espagne : calle Capitán-Haya, 49, 9e piso, 28020 Madrid, Espagne. Tél. : (3-91) 571-5974 ; Fax 571-5309.

Calendrier des fêtes nationales

1er-30 juin

5	DANEMARK	Fête nationale
7	TCHAD	Fête nationale
10	PORTUGAL	Fête nationale
12	PHILIPPINES	Anniv. proclam. de l'ind.
17	ISLANDE	Fête nationale
23	LUXEMBOURG	Fête nationale
26	RÉPUBLIQUE MALGACHE	Fête nationale
30	ZAIRE	Fête de l'indépendance

هكذا من الأصل

DE LA PERE

M. G

« L'AUTRE EUROPE

Un

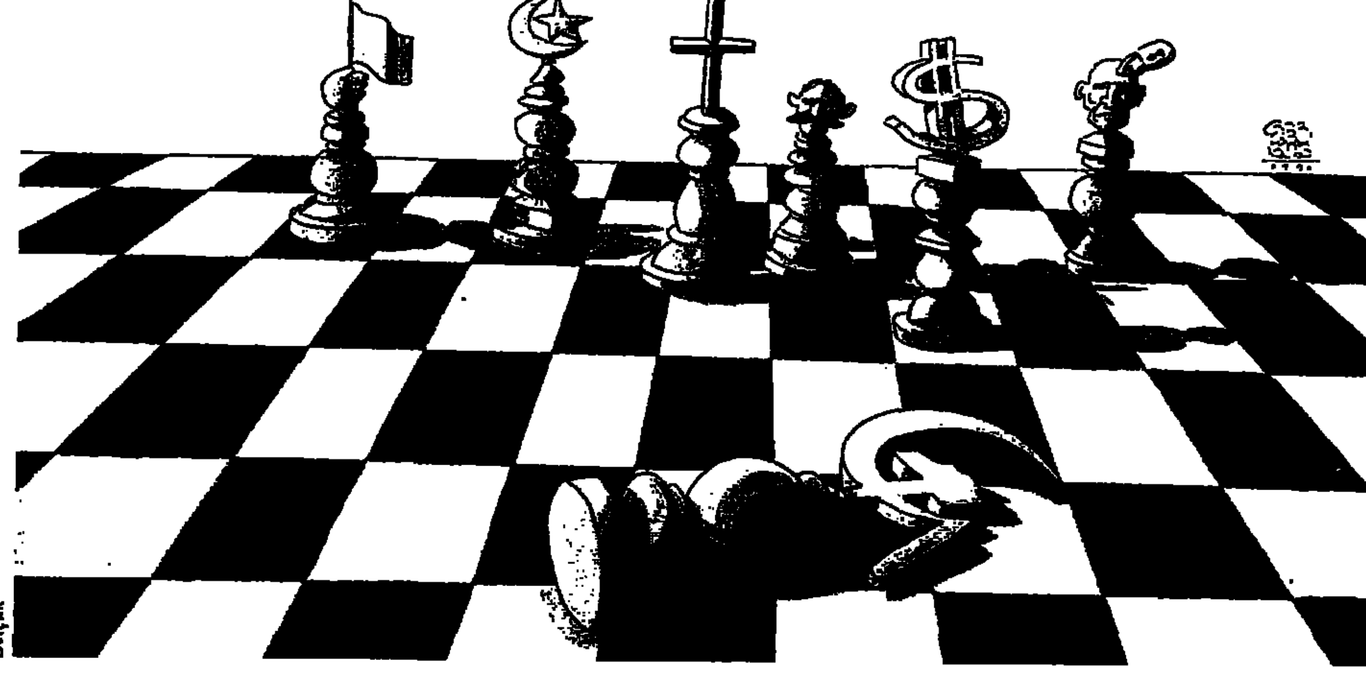
L'université Li
MAITRISE EN R

DE LA PERESTROIKA

M. Gorbatchev...

Or les décisions en ce domaine, résultats de batailles et de compromis, suscitent des effets spontanés qui accentuent parfois les difficultés et l'anxiété.

Si l'économie de marché se fait attendre, déjà s'est instauré en URSS un « marché politique » qui doit relever les défis de la réforme économique et résoudre l'autre problème ardu de la perestroïka : celui des nationalités et de la survie de l'Union. A cet égard, le sort de l'URSS ne dépend pas d'une des petites Républiques. Certes, elles peuvent jouer un rôle de catalyseur, miner le prestige du nouveau président ou donner un coup de fouet au nationalisme russe. Mais c'est avant tout la Russie qui détient la clé du problème. Principal responsable des troubles du système, elle ne peut prétendre à la direction de l'Union ni même se faire accepter comme partenaire si elle ne remet pas de l'ordre dans sa propre maison : cela suppose qu'elle réussisse à contrôler ses propres nationalistes, peut-être les plus dangereux de tous.



L'Ukraine représente aussi un facteur de poids. Car si elle demeure dans l'Union, l'URSS survivra comme un commonwealth multinational et comme une grande puissance. Pour réussir, Moscou doit accepter une nouvelle distribution des cartes qui offre à l'Ukraine et aux autres Républiques un véritable partenariat. Or bien qu'il ait affiché ses bonnes intentions, M. Gorbatchev ne les a pas encore traduites en termes politiques. Ce flou dangereux relève d'une attitude à courte vue alors que s'imposent une renégociation globale et de nouveaux traités, puis l'élaboration d'une nouvelle Constitution acceptable par tous. Moscou doit faire les premiers pas et admettre que certaines Républiques puissent refuser de *se joindre à la nouvelle fédération*. De surcroît, rien ne réussira si l'économie ne commence pas à se restaurer car, sans moyens, Moscou aura peu de choses à offrir, même sous forme de promesses, et la tentation sera grande pour les Républiques de chercher leur chance ailleurs même si, pour la plupart d'entre elles, l'environnement régional n'est guère prometteur.

Le calendrier d'un cheminement si complexe ne se laisse pas facilement maîtriser, ou manipuler. Même la chance est une donnée à prendre en considération. Et les épreuves à venir ne concernent pas seulement M. Gorbatchev mais l'ensemble des populations de l'URSS, leurs horizons culturels et politiques, les peuples et leurs élites.

La tendance de nombreux Russes à sombrer dans le désespoir et à attendre qu'un sauveur leur octroie tout ce dont ils ont besoin n'augure rien de bon pour l'avenir et rejaillit négativement sur l'attitude des autres peuples. Pourtant, en dernière analyse, le succès ou l'échec des réformes dépend de tous, et non d'un seul dirigeant servant de bouc émissaire. Un tel projet historique est l'affaire de toute la nation. Les citoyens doivent cesser de se demander si Gorbatchev réussira ou non, s'il saura leur donner une nouvelle économie, un autre système politique et une République florissante, car de telles questions relèvent d'une sorte de culte de la personnalité à rebours qui ne se traduit pas toutefois par une « adoration » du dirigeant soviétique et témoignent d'une passivité persistante.

Heureusement, M. Gorbatchev n'est pas le seul à faire son apprentissage des réformes. C'est toute l'Union soviétique qui, avec une intensité variable et malgré les temps troublés de la transition, fait son éducation. Les citoyens apprennent à participer aux consultations politiques, à faire pression sur l'appareil et à le transformer plutôt que de se borner à le critiquer. Les conditions de l'intervention du public existent désormais, et ainsi s'ouvre une nouvelle page. Les gens sont libres de se battre pour les choses qui comptent et s'ils ne le veulent pas ou s'ils ne savent pas comment faire, ils en paieront le prix. Ils sont devenus majeurs.

Cette fois, l'éducation du dirigeant Gorbatchev s'accompagne de l'éducation de l'ensemble des citoyens et c'est encore plus important. Entraînés dans la reconstruction d'un système qui s'écroule, ils apprennent sur le tas comment y participer. Les dangers et les champs de mines n'ont pas disparu mais les convulsions et les tremblements ne sont pas forcément des signes de décadence. Ce qui a déjà été accompli et ce qui est en train de se faire paraît irréversible. Imposer le silence à la glasnost, annuler les consultations électorales, ressusciter le parti moribond ou le « système de commandement administratif », restaurer l'ordre dans le sang, recréer le goulag... ? Un tel retour en arrière n'est plus possible.

Lors du 1er mai dernier, les télévisions du monde n'ont montré qu'une partie de la manifestation sur la place Rouge. Elles ont négligé la masse des participants, *certes disciplinés*, *mais* qui exprimaient une grande diversité de positions non conformistes. Le fait que la queue du cortège ait été autorisée à crier ses rancœurs aurait dû être perçu plus comme un signe de normalisation que comme un affront à la direction du pays.

Dans ce contexte de décomposition-recomposition, aucun événement singulier ne sera décisif et le congrès du Parti communiste ne fait pas exception à cette règle. S'étant divisé entre gorbatchéviens et divers courants anti-gorbatchéviens, le problème est de savoir s'il sera capable de forger des alliances visant à mener à bien les réformes en cours et à écarter les menaces réactionnaires que le pays recèle.

MOSHE LEWIN.

« L'AUTRE EUROPE » DE JACQUES RUPNIK

Un univers bigarré et attachant

« ECONOMIQUEMENT, l'Est a besoin de l'Ouest, mais culturellement, c'est l'Ouest qui a besoin de l'Est, précisément parce que c'est là qu'a été préservée « l'âme de l'Europe », l'idée de l'Europe en tant que culture. » Telle est l'idée-force du maître livre (1) que Jacques Rupnik, chercheur à la Fondation nationale des sciences politiques, consacre à la partie de notre continent qui se dégage aujourd'hui de plus de quatre décennies d'emprise soviétique directe.

Après s'être penché sur la question de l'identité même de « l'autre Europe », dont Kundera nous a dit qu'elle fut après Yalta *« géographiquement au centre, politiquement à l'Est et culturellement à l'Ouest »*, l'auteur montre, dans une seconde partie, quelles étaient les logiques à l'œuvre lors de la soviétisation. Il décrit ensuite, à travers les trois thèmes de l'Etat, de l'économie et des intellectuels, comment s'opéra la rencontre, dans cette partie du continent, entre le communisme et la pratique soviétique qui s'en réclamait, d'une part, des histoires, des traditions, des cultures, un certain rapport au politique, d'autre part. Enfin, il analyse, dans une quatrième et dernière partie, sans jamais rien simplifier de la relation toute particulière qui régissait dans le bloc soviétique l'homogénéisation et la diversification, le spécifique et le général, le long cheminement débouchant sur la *« sortie du communisme »*, ainsi *que les nouvelles problématiques issues* du changement révolutionnaire intervenu en 1989.

Point n'est besoin ici de superlatif : l'ouvrage est tout bonnement, tout simplement excellent, et accédera sans aucun doute au statut de livre de référence sur la question. Au-delà du rappel solide de l'arrière-plan historique, fort bien brossé, et tout entier nourri de la réflexion sur la nature même des régimes implantés en Europe du Centre-Est après la seconde guerre mondiale, certains chapitres, tel celui consacré à l'analyse des *images de la Russie*, du *« miroir »* allemand, ou à la relation complexe entre intellectuels et pouvoir, sont autant d'essais en eux-mêmes, d'explorations fines d'un certain décalage entre les deux parties du continent, décalage qui contribua aussi à constituer l'« autre Europe » dans son altérité.

Très souvent, en effet, les Polonais, Tchèques et autres Hongrois ne se reconnaissent guère dans ce que les Occidentaux peuvent dire ou écrire d'eux. On peut sans grand risque affirmer qu'il n'en sera rien pour ce livre, qui s'appuie sur une connaissance approfondie et directe de cet univers bigarré, complexe et attachant qu'est l'Europe du Centre-Est. Faut-il mettre ici en avant les origines tchèques de l'auteur, qui expliqueraient son aisance dans la mise en relation d'une histoire politique telle que nous la concevons à l'Ouest et de la permanente référence à la culture qui caractérise l'« autre Europe » ? Ou peut-être faut-il voir dans ce livre l'un des premiers effets d'un déplacement de la géographie européenne, dont nous n'aurions encore pas tout à fait pris conscience. Il y a là quelque paradoxe. C'est en effet la démocratie à l'occidentale et l'économie de marché qui paraissent triompher aujourd'hui, en devenant là-bas des objectifs à atteindre. Et pourtant, le questionnement de l'identité et du réel par l'intermédiaire de la culture, d'ailleurs très largement comprise, est une démarche à laquelle les Occidentaux feraient bien de prêter attention. Les leçons à tirer de l'expérience du Centre-Est européen vont largement au-delà de l'analyse de l'effondrement d'un système épuisé et délégitimé.

IL reste que l'histoire n'est pas achevée. *« Avant nous pensions être l'est de l'Ouest. Nous sommes devenus l'ouest de l'Est. »* C'est sur cette remarque quelque peu amère d'un économiste polonais que l'auteur referme son livre, non sans avoir inventorié les incertitudes et les périls qui grèvent l'évolution présente de l'Europe du Centre-Est, et donc de l'ensemble du continent : *« Le paradoxe,* écrit-il, *c'est que culturellement et politiquement, les barrières entre les deux Europes sont levées, tandis qu'économiquement le gouffre ne cesse de grandir. »* Et il conclut sur l'urgence d'imaginer *« entre le processus d'intégration à l'Ouest et de la désintégration à l'Est (...) des passerelles qui ne soient pas exclusivement allemandes »*.

PATRICK MICHEL.
chargé de recherches au CNRS

(1) Jacques Rupnik, *l'Autre Europe. Crise et fin du communisme*, Odile Jacob, Paris, 1990, 386 pages, 140 F.

LE BRÛLOT DES EXTRÊMES DROITES

Dévorante indignation

Par IGNACIO RAMONET

UN instant, on put croire que se produisait, au sein de la société française, effectivement un « sursaut ». Ce fut après l'odieuse profanation du cimetière juif de Carpentras, après cette atteinte haineuse à l'un des principes sacrés les plus universels : le respect de la paix des morts. La grande manifestation du 14 mai, à Paris – à laquelle participait *« pour la première fois depuis la Libération »* le président de la République – n'avait-elle pas montré la réaction *« unanime »* de la classe politique et de l'opinion publique devant un crime aussi répugnant ? N'avait-elle pas permis de désigner clairement les prêcheurs de haine ? D'isoler le Front national ?

Avec un recul de quelques semaines, une fois retombée la légitime émotion, le caractère conjuratoire de cette manifestation apparaît de plus en plus nettement. En se rassemblant pour dénoncer un acte relevant du racisme antijuif – le plus ancien en Europe, le mieux étudié et le plus systématiquement dénoncé, – beaucoup de citoyens ont cherché à se rassurer. Et, en premier lieu, sur leur propre état d'esprit. Ils ont souhaité vérifier que ce climat de racisme rampant dont on parle ne les avait pas atteints, n'avait pas modifié leurs certitudes. Se persuader que, si les racistes se trouvaient au Front national, ils ne pouvaient être ailleurs.

Hélas, les événements – et en particulier les récents débats sur l'immigration – ont montré par la suite que les camps ne sont pas aussi tranchés et que certains hommes politiques ayant participé à cette manifestation avaient indiscutablement fait preuve d'hypocrisie sociale. L'après-Carpentras devait se caractériser par la fin des concessions aux extrémismes de droite, le pays devait retrouver une classe politique aux idées claires, ressaisie, mobilisée pour la défense des fondements de la démocratie.

Or, dès le lendemain de cette vertueuse manifestation, le Parti socialiste annonçait qu'il renvoyait aux calendes – parce que les partis de droite ne veulent pas en entendre parler – son projet d'accorder le droit de vote aux élections locales aux résidents étrangers. Loin de voir une lâcheté dans cet abandon sans débat, certains dirigeants du PS ont considéré qu'il s'agissait de *« la voix de la raison* (1) ».

De telles confusions ont rapidement montré que rien ne serait fait pour dissiper ce climat malsain dans lequel s'épanouissent en France et en Europe le racisme et les extrémismes de droite qui menacent de ruine les sociétés. Ainsi, sans en avoir l'air, des informations diffusées en même temps par le gouvernement français insistaient soudain sur *« la plus grande fermeté* (2) » des autorités à l'égard de l'immigration clandestine. Soulignant que *« plus de dix mille clandestins on été interpellés aux frontières en 1989 »* (deux fois plus qu'en 1987) ; que le nombre de refus d'admission d'étrangers en France s'était élevé à 68 000 en 1989 ; que le nombre de demandes d'asile avait baissé, passant de 80 000 à 50 000. *« La France* – avait dit le premier ministre – *ne peut accueillir toute la misère du monde. »* Il le prouvait.

De telles mesures à l'égard des étrangers ne choquent guère. Le président de la République n'a-t-il pas, lui-même, reconnu que, en la matière, *« le seuil de tolérance a été atteint dès les années 70 »* ?

Au nom d'un impératif – *« maîtriser les flux migratoires »* – qui dissimule son caractère xénophobe sous une formulation pour ainsi dire technique, on laisse croire aux citoyens que les frontières pourraient être rendues effectivement étanches, ce qui est, on le sait, absurde (3). Et, peu à peu, en intensifiant la lutte contre les immigrés clandestins, on accrédite l'idée que tout immigré est un clandestin... à moins qu'il ne puisse prouver le contraire.

FRANCE — Du désordre établi

Par CHRISTIAN DE BRIE

SEUL pays d'Europe où l'extrême droite est dotée d'une formation politique capable de rassembler régulièrement 10 % des électeurs, la France s'est accommodée tant bien que mal d'une situation où l'apparence masque une réalité qu'elle répugne à affronter.

L'apparence, c'est celle d'un parti parmi les autres, respectueux des institutions républicaines, participant ouvertement au débat public, lancé à la conquête légale du pouvoir politique sur la base d'un programme de restauration nationale. C'est le peuple des fêtes bleu, blanc, rouge, des réunions sous les chapiteaux, des paisibles notables provinciaux et des forts en gueule franchouillards, la masse d'un électorat qui entend exercer démocratiquement le droit reconnu à tout citoyen de choisir ses représentants, capables de prendre en compte ses revendications, de répondre à ses inquiétudes et à ses espoirs et de proposer des solutions politiques.

La réalité, c'est un appareil investi par un noyau dur de militants et de responsables venus de tous les groupes extrémistes, radicalement hostiles au système politique en vigueur, aux principes et valeurs qui le légitiment, aux modes d'organisation et de régulation des rapports sociaux. Ils poursuivent méthodiquement par d'autres voies l'instauration d'un ordre nouveau aux filiations historiques bien établies (1) mais étranger à la tradition des démocraties libérales occidentales.

Tribun populiste, député européen, candidat à l'élection présidentielle, figure médiatisée du paysage politique, mais aussi politicien violent et démagogue, façonné par trente-cinq ans de combats menés dans les coulisses et sur les estrades de l'extrême droite, M. Le Pen, président du Front national, incarne cette dualité.

L'homme et son parti ont réussi à fédérer autour d'eux les familles extrémistes déchirées et marginalisées par d'interminables conflits. A partir d'un fond commun d'idées partagées. Celles de la décadence de la France, de l'effondrement des valeurs traditionnelles patriotiques, morales et religieuses, du respect des hiérarchies naturelles, professionnelles et familiales, de la perte de l'identité nationale dénaturée par les substances étrangères envahissantes. Elles justifient la haine viscérale du marxisme et du socialisme ; le mépris de la démocratie parlementaire, des conflits d'intérêts qu'elle arbitre et des compromis qu'elle gère ; l'hostilité à l'évolution des mœurs et à l'émancipation de la femme comme à la libération des peuples ; l'hostilité, également, à l'égard des droits de l'homme, de l'universalisme et de l'égalitarisme. Elles conduisent au culte de l'ordre, de l'homogénéité du corps social et à l'appel au chef capable de régénérer la nation et de diriger un Etat fort. Avec pour ciment un antisémitisme rampant ou ouvert, faisant du juif le bouc émissaire mythique, sur lequel se cristalliseront, le cas échéant, les peurs et les haines.

S'y retrouvent : nationalistes héritiers du pétainisme, laudateurs du régime de Vichy et du franquisme, monarchistes rescapés de l'Action française, catholiques intégristes, fascistes historiques issus de la collaboration ; néonazis et nationalistes révolutionnaires. Ils poursuivent leurs activités



autonomes au sein d'une multitude d'organisations aux frontières mouvantes, au devenir incertain et aux effectifs confidentiels. Celles-ci entretiennent généralement des relations étroites avec le Front national, auquel elles ont fourni ou fournissent nombre de cadres et de militants. Qu'il s'agisse des vichyssois de l'Œuvre française, des royalistes de Restauration nationale, des traditionalistes de Chrétienté-solidarité, des hitlériens du Parti nationaliste français, des activistes du Parti nationaliste français et européen (écroués pour leur participation dans les attentats terroristes contre la revue *Globe* et les foyers Sonacotra), voir même des encadreurs de *skinheads* de Troisième Voie.

A partir de ce fond commun s'est élaboré un discours politique rénové, adapté au contexte de la crise et des transformations brutales qu'elle a entraînées : concentration du capital, restructuration et délocalisation de la production ; introduction massive de technologies nouvelles et suppression ou déqualification des emplois ; mondialisation des marchés et des stratégies industrielles, guerre économique entre les pays développés ; offensive contre les droits sociaux et le statut des travailleurs. Bouleversements soutenus par une idéologie ultralibérale exaltant le marché, prônant la sélection des plus forts et discréditant les perdants non compétitifs, justifiant les inégalités et l'enrichissement spéculatif, s'en prenant aux mécanismes de sécurité collective développés par l'Etat-providence. Le tout dans un climat international de tension Est-Ouest entretenu par d'interminables conflits régionaux (Afghanistan, Iran-Irak, Liban, Ethiopie, Angola, Amérique centrale...). Avec pour conséquences directes, en France : le chômage (passé en quelques années de 500 000 à plus de 2 500 000 sans-emploi) et la déstabilisation sociale et familiale qui l'accompagne : la précarisation de l'emploi, l'incertitude des revenus et de l'avenir professionnel, qui touchent particulièrement les jeunes ; les régions industrielles sinistrées, les faillites et l'exode rural ; les solidarités et les protections sociales mises à mal ; une population de nouveaux pauvres laissés à l'abandon. Une insécurité vécue par des millions de familles et renforcée par l'augmentation de la délinquance et le choc provoqué par les attentats terroristes.

Se développent dans la société une critique ouverte et un désengagement à l'égard des responsables politiques, administratifs, patronaux, syndicaux, qui n'ont su ni prévoir ni accompagner les bouleversements et restent coupés des réalités subies. L'échec de la politique conduite à partir de 1981 par les socialistes et les communistes pour sortir rapidement de la crise et résorber le chômage, le climat de tension entretenu par une droite qui a mal accepté l'alternance, vont offrir au Front national les chances d'une percée qu'il réalise en 1984.

Sur ce terreau s'est propagé le discours lepéniste. On en connaît les contours (2).

Il puise ses sources idéologiques dans les travaux du Groupe de recherche et d'études pour la civilisation européenne (GRECE), qui formalisera les bases doctrinales du « racio-élitisme » développées, sous forme de propositions politiques fondées sur la revendication du principe inégalitaire, dans les études du Club de l'Horloge. Une pépinière d'énarques devenue la « boîte à penser » des élites du Front national, et qui se veut une défense et illustration du droit à l'exclusion, tout en empruntant largement aux théories ultralibérales.

Ce discours a une logique. D'abord, la dramatisation outrancière des menaces qui pèsent sur la société, destinée à stigmatiser les peurs qu'elles suscitent : *« Les barbares sont à nos portes »*, la *« peste rouge »*, le *« massacre des innocents »*... Dramatisation faisant largement référence à l'irrationnel et aux fantasmes, en particulier sexuels : *« La patrie n'est pas un hôtel de passe pour six millions d'immigrés »*, *« demain ils s'intalleront chez vous, mangeront votre soupe, coucheront avec votre femme, votre fils et votre fille »*... Vient ensuite la dénonciation des responsables désignés collectivement : les émigrés bien sûr, étrangers non européens, ou les juifs, mais aussi les marxistes, infiltrés dans les syndicats, l'école, l'Eglise... Puis, toujours dramatisés, l'imminence du danger et l'appel au sursaut : *« Le peuple joue son destin »*, *« demain, le choix sera être ou ne pas être »*, il faut *« enrayer la destinée fatale »*... Enfin, les solutions proposées, simples et comme évidentes : *« Interdire la gamelle aux bouches venues de loin »* ; *« trois millions de chômeurs, c'est trois millions d'immigrés en trop »* ; châtier les traîtres, *« six balles suffiront pour les demi-traîtres »*, instaurer un *« ordre nouveau »*...

L'extrême droite pratique en permanence un détournement du langage, dont le résultat, en amplifiant ou dépréciant la signification des faits (le *« détail »* des chambres à gaz) ou encore en inversant le sens des mots (le *« fascisme rouge »*), est de brouiller les références sur lesquelles s'élabore la connaissance et se forgent les opinions (3). Le choix des mots, les expressions utilisées, le ton employé, les images prises en référence, se révèlent des armes efficaces. Peu importe que s'exprime une réalité et dans quelle mesure : l'émotion l'emporte. Il est vrai que la publicité omniprésente, qui utilise des procédés comparables, avait préparé le terrain.

Restait à capitaliser les premiers succès, à mettre en place les structures et les hommes aptes à les conforter et à préparer d'autres échéances, à implanter localement l'appareil du parti. A la veille des élections de 1986, le Front national revendiquait 30 000 adhérents. Il en revendique aujourd'hui 100 000, dont 12 000 pour le Front national de la jeunesse. Congrès nationaux ou fédéraux, bureau politique, secrétariat général, la direction du parti reste sous l'autorité incontestée du président, qui l'exerce depuis sa luxueuse résidence de Saint-Cloud (4).

Parallèlement s'est développé un réseau diversifié de cercles nationaux destinés à prolonger et à étendre l'audience à des publics spécifiques : anciens combattants, fonction publique, entreprises, santé, arts et culture, environnement, droit et liberté, Français de l'étranger et femmes d'Europe. Institut de formation, stages et journées d'études, service d'ordre – la direction protection-sécurité, forte de 2 000 militants (5), – le Front dispose de toutes les structures d'un grand parti.

Au-delà, il entretient des relations étroites avec une nébuleuse d'organisations relais ou compagnons de route, dont il anime ou soutient les activités : comités d'action républicaine, Alliance générale contre le racisme et pour le respect de l'identité française (AGRIF), comités Chrétienté-solidarité, cercle Renaissance, Syndicat national du patronat moderne et

---

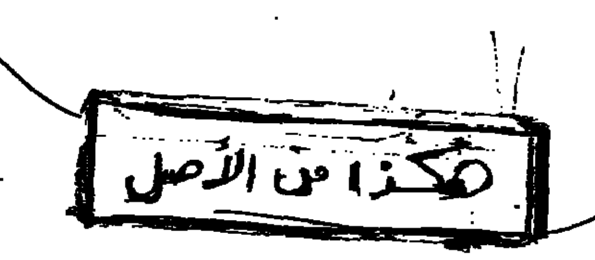
(1) Lire Michel Winock, *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, Le Seuil, coll. « Points-Histoire », Paris, 1990.

(2) Voir *le Monde diplomatique*, avril 1986 et juin 1988.

(3) Lire « L'extrême droite en France », *Différences*, n° 100, mars 1990.

(4) Elément d'un héritage évalué à 50 millions de francs, acquis par M. Le Pen par testament en sa faveur d'un membre de la riche famille Lambert (ciments), dans des conditions contestées.

(5) *L'Express*, 16 février 1990.



DANS UNE EUROPE EN FIÈVRE

Un tel climat, dans un pays où, au cours de la dernière décennie, une centaine de Maghrébins ont été victimes de crimes racistes, assassinés tout simplement parce qu'ils étaient maghrébins, ne favorise pas le retour à la raison. Au contraire. Et l'on voit des autorités municipales refuser arbitrairement aux résidents étrangers des certificats d'hébergement temporaire ; et des juges se montrer fort cléments à l'égard des auteurs d'actes à caractère raciste. Une sorte de xénophobie tranquille s'installe, que la manifestation de l'après-Carpentras n'a nullement dissipée et qui rend la suspicion à l'égard des immigrés – surtout s'ils sont musulmans et particulièrement maghrébins – pour ainsi dire légitime. L'administration l'entretient et les « bavures » se multiplient : *« Les adversaires de la communauté musulmane en France,* constate le professeur Jacques Berque, *ce sont plutôt les flics, les bas officiers de l'administration, la préfecture...* (4) », bref, l'appareil de l'Etat.

C'est dans un tel contexte que l'on a vu le premier ministre proposer, *dans le débat sur l'immigration, fin mai,* une *« charte minimale »* à une opposition tétanisée par la peur du Front national et qui, logiquement, réclame des concessions maximales. Avec honte et colère, le citoyen assiste ainsi au reniement de principes pourtant solennellement réaffirmés après Carpentras. *Cela profitera,* une fois encore, au Front national et aux extrémismes de droite *(lire, ci-dessous, l'article de Christian de Brie).*

On a pu le vérifier récemment en Italie où, en avril dernier, le vice-président du conseil, M. Claudio Martelli, numéro deux du Parti socialiste, a proposé (la proposition a été acceptée par le Parlement) de confier aux forces armées la mission de protéger les frontières contre l'entrée de travailleurs clandestins venus du tiers-monde. *« Si l'ennemi est l'immigré, le clandestin, s'il met en péril nos sociétés, pourquoi ne pas recourir à l'armée pour défendre la patrie* (5) ? » Le résultat d'un tel raisonnement ne s'est pas fait attendre ; et on a vu le phénomène des Ligues prendre de l'essor en Italie du Nord. Aux élections régionales du 6 mai dernier, la Ligue de Lombardie, par exemple, a recueilli 20,2 % des voix et son chef, M. Umberto Bossi, nouvelle figure de la politique italienne, se déclare hostile à tous les étrangers – parmi lesquels il classe les *« Italiens méridionaux »,* – hostile à ceux qu'il appelle *« les paresseux du Sud* (6) ».

CES logiques d'exclusion entretiennent le brulôt des extrêmes droites dans une Europe en fièvre et en proie à de multiples crises. A l'Est, parce que l'effondrement brutal du socialisme réel crée un vide béant que les forces les plus archaïques souhaiteraient combler *(lire pages 16 et 17, l'article d'Yves Plasseraud).*

A l'Ouest *(lire, pages 16 et 17, l'article d'Alain Bihr),* les inégalités se sont accrues, marginalisant une partie de la population, qui – dans certains pays – se retrouve ramenée au rang des immigrés (7). D'autant que la condition de ceux-ci s'est modifiée, en raison surtout du transfert des travailleurs étrangers vers des activités nouvelles. Si *« le recul des étrangers dans les industries lourdes est spectaculaire* (8) », en revanche, leur nombre a considérablement augmenté dans les services (nettoyage, manutention, petits boulots, transports, commerce...). Parqués pendant longtemps dans des zones industrielles isolées, les étrangers les plus pauvres sont désormais plus visibles ; ils côtoient la classe moyenne, qui a soudain l'impression de voir leur nombre exploser.

Crise d'identité aussi et nostalgie du nationalisme, alors que les concepts de nation et de frontière volent en éclats sous la pression, en particulier, de la construction européenne et de la mondialisation de l'économie. Alors que l'histoire est révisée dans un sens critique, la gauche reniant tout ou presque de l'entreprise coloniale, la droite abjurant quasiment la Révolution de 1789. Quant aux médias, leur message principal demeure celui, fétide, de la publicité : faire croire à chacun qu'il est ce qu'il consomme.

Crise de la pensée politique enfin, soumise à l'économisme, incapable de s'insurger contre la marchandisation généralisée, l'affairisme au nom duquel la planète est saccagée et les tiers-mondes plongés structurellement dans la misère.

Un tel enchevêtrement de crises produit un véritable malaise de civilisation que l'extrême droite a toujours prétendu soigner en désignant un seul et unique coupable : l'étranger. Il est affligeant de constater que cette attitude est aujourd'hui encouragée par les contorsions de partis démocratiques réduits à s'interroger sur l'importance de la dose de xénophobie que peut comporter leur propre discours. Au lieu de combattre décidément le racisme, avec une dévorante indignation.

IGNACIO RAMONET.

(1) *Le Figaro*, 17 mai 1990.
(2) *Libération*, 22 mai 1990.
(3) Lire Claude Julien, « Les privilèges et le vertige », *le Monde diplomatique*, mai 1990.
(4) *Libération*, 17 mai 1990.
(5) *Avvenimenti* (Rome), 18 avril 1990.
(6) *El Pais* (Madrid), 11 mai 1990.
(7) Lire Claude Julien, « Les masques du racisme », *le Monde diplomatique*, mars 1990.
(8) *L'Expansion*, 17 mai 1990.

à l'obsession de l'ordre nouveau

indépendant (SNPMI), Fédération professionnelle indépendante de la police (FPIP), associations Légitime défense, Laissez-les vivre, etc.

A l'étranger, c'est avec l'extrême droite allemande du Parti républicain, présidé jusqu'à la fin du mois de mai par l'ex-Waffen SS Franz Schoenhuber, que les relations sont les plus étroites, en particulier au sein du groupe des droites européennes au Parlement de Strasbourg. Mais un soutien actif est apporté dans d'autres pays (notamment en Belgique) à des mouvements proches du Front national, qui est par ailleurs en contact avec deux puissantes organisations mondiales : la secte Moon (6) et la Ligue mondiale anticommuniste (WACL).

Enfin, outre la presse militante, *National hebdo, la Lettre* (bimensuelle) *de Jean-Marie Le Pen,* la revue théorique *Identité,* le Front peut compter sur le soutien inconditionnel du *Choc du mois* et du quotidien *Présent* et, depuis le récent changement de direction, de l'hebdomadaire *Minute.* Il a longtemps bénéficié d'un accueil favorable au sein de la presse Hersant, en particulier au *Figaro-Magazine,* où ses amis ont distillé durant des années, auprès du public bourgeois, les thèmes favoris du mouvement avant que le journal prenne ses distances.

Les nouvelles ambitions du parti le conduisent à mener une offensive en direction des intellectuels et des universités (7). Déjà présent au sein de syndicats d'enseignants comme le Syndicat autonome et étudiants, l'Union nationale interuniversitaire (UNI) ou le Groupe union défense (GUD) de l'université Paris II-Assas, il entend mettre en place ses propres structures et tente de fédérer une série de syndicats locaux.

La création en janvier 1990 d'un Conseil scientifique de vingt-neuf membres chargés d'éclairer le Front national et M. Le Pen sur les problèmes économiques et sociaux répond à cet objectif. *« Il est absolument nouveau de voir certains universitaires accepter une position de subordination par rapport à M. Le Pen ».* estime Mme Madeleine Rebérioux, professeur d'histoire à Paris-VIII (8). Il est vrai que, parmi eux, figurent quatre enseignants de l'université Lyon-III, foyer de quelques négateurs du génocide nazi et l'une des bases d'appui du Front national, avec Aix-en-Provence, où l'affaire Maignant du lycée militaire d'Aix et ses prolongements avaient révélé l'incidence des idées lepénistes dans les écoles chargées de recruter et de former les officiers (9).

Désormais, *« rien ne se fera plus en France sans et* a fortiori *contre la volonté des électeurs du Front national »,* lançait M. Le Pen, triomphant, le 24 avril 1988, au soir du premier tour de l'élection présidentielle. Feignant d'oublier qu'en démocratie le pouvoir est exercé par la majorité sans, et le cas échéant contre, la minorité. Arrivé en quatrième position avec 14 % des suffrages exprimés (11 % des électeurs inscrits), le candidat du Front national était loin du compte quand 86 % des électeurs s'étaient prononcés pour des candidats ouvertement hostiles à son programme et à sa personne. Coutumier du fait, il tentait d'amplifier abusivement les effets de ce qu'il qualifiait de *« véritable tremblement de terre politique »*, marquant une impatience – *« Le Pen vite ! »*, proclamaient les affiches de sa campagne – à forcer sinon le destin, du moins l'expression de la volonté populaire.

Certes, la progression de son électorat avait pu paraître irrésistible depuis son émergence sur la scène politique lors des consultations municipales de 1983 : 2,2 millions de suffrages aux européennes de juin 1984, 2,7 millions aux législatives de mars 1986, 4,3 millions à la présidentielle de 1988. Mais, bientôt ramené à 2,3 millions de suffrages aux législatives de juin 1988 et à 2,1 millions aux européennes de juin 1989, le vote d'extrême droite se stabilise autour de 10 % des suffrages exprimés – 6 % des électeurs inscrits – lors d'élections marquées par des taux d'abstention sans précédent (respectivement 34 % et 51 %).

Un moment troublée par l'effet Le Pen, contrainte de cohabiter avec les élus du Front national dans les conseils régionaux, généraux et municipaux – et acceptant à l'occasion, à droite, de gérer les affaires avec eux, – la classe politique fut vite rassurée ou aveuglée par les effets d'un mode de scrutin qui garantit la sur-représentation des grandes formations, masquant l'affaiblissement de leur audience toutes autres tendances confondues. Elle retourna à ses jeux favoris.

Il faudra attendre l'élection partielle de Dreux – ville symbole (10) – en décembre 1989, où pour la première fois un candidat du Front (la veuve de Jean-Pierre Stirbois) l'emportait au scrutin majoritaire, battant largement tour à tour la droite, puis la gauche, pour que l'inquiétude renaisse de voir se reproduire un jour à l'échelon national, grandeur nature, une expérience locale qui prouvait que le mode de scrutin n'était pas un obstacle infranchissable pour l'extrême droite.

La dernière consultation – les élections européennes de juin 1989 – avait permis de vérifier que, dans un certain nombre de départements et circonscriptions, le Front national talonnait, voire devançait la liste commune UDF-RPR et était en mesure de battre séparément chaque formation. Autre signe révélateur : pour la première fois, il occupait une solide seconde position dans les quartiers les plus huppés de la capitale – les 7e, 8e et 16e arrondissements – ainsi qu'à Neuilly, où se concentre la puissante élite bourgeoise traditionnellement conservatrice, mais susceptible un jour d'apporter son appui, décisif, à une droite plus radicale.

En réalité, la logique du scrutin majoritaire est d'éliminer les petites formations au profit des grandes. Avec 10 % des voix, on peut négocier un désistement (ce que le Front national, pas plus que les autres partis ne se prive de faire, discrètement sollicité, en particulier lors des cantonales) ; au-delà de 20 %, on a toutes chances de figurer au deuxième tour, et, si son camp – droite ou gauche – est globalement majoritaire, d'emporter le siège ; avec 35 % à l'échelon national – 25 % des électeurs inscrits, – on tient la majorité et le pouvoir. La plupart du temps, il n'en a pas fallu davantage aux gaullistes pour gouverner sous la Ve République. C'est le score réalisé en 1988 au premier tour par le Parti socialiste et qui lui permet d'occuper 48 % des sièges à l'Assemblée nationale. Prématurée, la formule lancée par M. Le Pen n'était donc pas tout à fait inconsidérée.

Passés au peigne fin des analyses, le profil politique et la localisation géographique de l'électorat composite du Front national sont bien cernés. Pour les deux tiers, il s'agit d'un vote masculin, d'hommes âgés de plus de trente-cinq ans (avec toutefois une bonne assise chez les jeunes de dix-huit à vingt-quatre ans). Sa base sociale se compose de deux éléments principaux. D'une part, les professions indépendantes, majoritairement acquises à la droite : petits entrepreneurs, commerçants, artisans, qui fournissent les gros contingents, mais aussi professions libérales et, plus modestement, agriculteurs. D'autre part, les ouvriers et employés du secteur privé, dont le vote est pour l'essentiel situé à gauche mais qui, au moins en ce qui concerne les premiers, ont constitué longtemps une forte composante du vote et du militantisme gaullistes, aujourd'hui passée à l'extrême droite, – où ils représentent un apport de voix de même importance qu'au Parti communiste. Sans négliger une proportion notable de chômeurs, environ un sur cinq parmi ceux qui votent.

A cette coalition se superpose une proportion de cadres supérieurs du secteur privé mais aussi du secteur public, largement appelés à exercer des responsabilités au sein du parti.

L'importance relative du vote lepéniste est amplifiée par sa concentration géographique, principalement dans les départements méditerranéens, des Alpes-Maritimes aux Pyrénées-Orientales, où il atteint, voir dépasse fréquemment les 20 %. Suivent le couloir rhodanien, le Bassin parisien et les zones frontalières du Nord et surtout de l'Est (Alsace).

Reste que les récents scrutins ont montré l'aptitude du Front à toucher toutes les catégories socio-professionnelles et à s'implanter dans toutes les régions.

Un consensus réalisé dans les faits

L'AVENIR du Front national dépend tout autant du maintien et de l'élargissement de l'alliance de classes qu'il a su réaliser que de ses capacités à s'adapter à l'évolution de la situation française et internationale. Frustré d'un succès électoral décisif renvoyé à d'aléatoires ou lointaines échéances, le chef vieillissant et son parti voient s'atténuer la crédibilité de nombre de menaces sur lesquelles s'attisaient les peurs.

Le bolchevisme soviétique aux frontières, prêt à déferler sur le monde libre, le Parti communiste omniprésent et la subversion marxiste à l'intérieur, le terrorisme international et l'insécurité partout dans les rues, l'étatisation totalitaire, l'agitation sociale organisée par des syndicats tout-puissants, la décadence et l'effondrement économique sous la gestion socialiste : autant de valeurs sûres du fonds de commerce lepéniste soudain dépréciées. L'Est passe à l'Ouest, le Parti communiste est atteint de nécrose, délinquance et terrorisme marquent le pas et les gestionnaires socialistes figurent parmi les meilleurs élèves de la classe capitaliste plus préoccupée du maintien des grands équilibres que de la résorption du chômage. Même le modèle ultralibéral auquel le parti de M. Le Pen a accroché les basques de son programme économique a cessé de faire illusion, discrédité un peu partout par ses excès et ses échecs.

Reste l'immigration, longtemps chasse gardée sous l'étendard de l'extrême droite ; mais le poison de l'exclusion lentement distillé dans toute la société a produit ses effets. La reconnaissance d'un « seuil de tolérance », le visa obligatoire, la police renforcée de l'air et des frontières, les accords de Schengen (11), l'expulsion des clandestins, les restrictions au droit d'asile, le refus de résidence et d'hébergement dans les communes et celui d'accorder le droit de vote aux étrangers aux élections municipales... De la droite à la gauche, un large consensus qui n'ose pas s'avouer s'est réalisé dans les faits. La préférence nationale ? Qu'il s'agisse d'embauche ou de licenciement, les employeurs l'appliquent méthodiquement. Comme le font les propriétaires, agents immobiliers et sociétés d'HLM dans l'attribution des logements. L'identité et la cohésion nationale ? Tout le monde désormais y fait référence. M. Le Pen est fondé à se plaindre qu'on lui vole son programme ! Mais le désir d'exclusion est extensible. Celui entretenu à l'égard des immigrés venus du sud de la Méditerranée qui fait de tous les Maghrébins des Arabes, de tous les Arabes des musulmans, et de tous les musulmans des intégristes fanatisés et menaçants prépare les esprits à des affrontements futurs et non à une solution (12).

De même l'antisémitisme, qui colle à la peau de l'extrême droite depuis ses origines et reste sa marque d'identité. Condamné à plusieurs reprises, privé deux fois de son immunité parlementaire, M. Le Pen récidive, de petites phrases en dérapages soigneusement contrôlés, comme pour entretenir la braise où se chauffe *« la bête immonde »*. A quelles fins ?

CHRISTIAN DE BRIE.

(6) Dont Pierre Ceyrac, ancien député FN et responsable de la fédération du Nord, était l'un des représentants en France.
(7) Voir Philippe Bernard, « Les ramifications de l'extrême droite à l'Université », *le Monde*, 18 mai 1990.
(8) *Idem.*
(9) Lire Rémi Darne, *l'Armée face à la démocratie. L'affaire du lycée militaire d'Aix*, Paul Kewel éditeur, Marseille, 1988.
(10) C'est à Dreux que le FN avait réussi sa première percée lors de l'élection municipale de 1983. Jean-Pierre Stirbois, secrétaire général du parti, avait obtenu plus de 15 % des voix.
(11) Accords négociés entre la France, la RFA et le Benelux, visant en particulier à un contrôle coordonné des entrées et sorties d'étrangers. Lire Gérard Soulier : « L'Europe aux Européens », *le Monde diplomatique*, juin 1989.
(12) Lire Claude Julien : « Les masques du racisme », *le Monde diplomatique*, mars 1990.



Les portes de l'Amérique, fermées... et grandes ouvertes

UN énorme marché ! L'importation aux États-Unis d'immigrants clandestins est une industrie lucrative, en pleine expansion, diversifiée à l'extrême, à l'abri des coups de Bourse et même de trop pénibles poursuites judiciaires. « Ils » arrivent de partout, en première classe aérienne, cachés dans des voitures, à pied. En 1989, 954 000 « illégaux » ont été appréhendés, mais 3 millions ont forcé la porte et, sur ce total, 1,5 million l'ont fait grâce à une assistance rémunérée (1). Washington baisse les bras : la loi de 1986 (l'*US Immigration Reform and Control Act)* est d'une efficacité fort limitée.

Les réseaux, au sein desquels coopèrent Américains et étrangers, et qui ont parfois pignon sur rue – ainsi à Manille, – reflètent toutes les nuances de l'arc-en-ciel social. En fonction des distances, de la solvabilité et du niveau de formation des immigrants, les tarifs sont fort différenciés. Selon les autorités américaines, le « passage » d'un Mexicain peut coûter 50 dollars, celui d'un Chinois peut atteindre 38 000 dollars ; un Portugais ou un Pakistanais « vaut » de 5 000 à 10 000 dollars, un Polonais est « évalué » à 15 000-20 000 dollars...

Par-delà le caractère souvent ignoble de ces trafics, une question est posée : les barrières légales et policières ne servant qu'à désespérer leurs gardiens (quand ils ne sont pas complices), ne convient-il pas de les ouvrir ? Autre question, fondamentale : les États-Unis n'ont-ils pas, en fait, besoin de cette immigration massive qui, déjà, provoque une révolution ethnique, linguistique, culturelle (2) ?

Sauf chez certains responsables noirs, pour lesquels l'arrivée de très nombreux étrangers retardera encore une intégration qui ne se réalise pas, l'idée fait son chemin : l'Amérique ne peut que bénéficier d'un gros apport de sang neuf et de main-d'œuvre qualifiée. Un texte discuté au Sénat prévoit l'attribution annuelle de 150 000 visas supplémentaires à des étrangers qui, sans avoir déjà de famille installée sur place, seraient dotés de solides diplômes ou de comptes en banque garnis. Un autre projet, déposé à la Chambre des représentants, va plus loin : 630 000 visas annuels pour des étrangers instruits et leur famille (une sous-commission va jusqu'à envisager l'arrivée d'un million de personnes, sans compter les réfugiés politiques). De la sorte, un possédant de Hongkong, un violoniste de Leningrad, un électronicien de Bangalore, un médecin de Zagreb n'auraient plus à s'acoquiner avec de douteux « passeurs » pour s'installer à Houston ou à Seattle.

Une législation plus libérale que l'actuelle ne mettra pas fin à l'immigration clandestine, mais tel n'est pas son objectif. Elle va permettre d'intensifier de par le monde la fuite des cerveaux (et de capitaux), et donc de fortifier une Amérique qui, si elle est loin d'être dépourvue d'atouts, voit décliner son rôle et doit s'atteler à une immense tâche de reconstruction nationale. Ce faisant, elle se lance dans une mutation aux conséquences incalculables. A condition toutefois qu'il ne s'agisse pas d'une fuite en avant car l'arrivée massive d'immigrants, sans le creuser, n'aidera non plus en rien à combler le fossé grandissant entre riches et pauvres, ceux que la misère matérielle et culturelle contraint de traîner, par dizaines de millions, dans les ghettos du désespoir.

JACQUES DECORNOY.

(1) « The Price of Freedom », *Time*, 14 mai 1990.
(2) « Beyond the Melting Pot », *Time*, 9 avril 1990, et « The Hunt for New Americans », *US News and World Report*, 14 mai 1990.

LE BRÛLOT DES EXTRÊMES DROITES DANS UNE E

A L'OUEST Vieux spectres dans les p

Par **ALAIN BIHR** *

LA résurgence, au cours de la décennie écoulée, de mouvements d'extrême droite dans un grand nombre de pays d'Europe occidentale a surpris la plupart des observateurs et analystes de la vie politique. Comme si la poussée générale de l'extrémisme de droite et des forces fascistes, qui n'a épargné aucun des pays de notre continent dans l'entre-deux-guerres, n'avait été qu'une sorte de parenthèse aberrante dans une histoire revenue à la normalité « démocratique » après la victoire des Alliés en 1945.

C'était oublier que cette victoire n'avait pas été totale. Non seulement elle allait laisser subsister, trois décennies durant, les dictatures salazariste et franquiste au Portugal et en Espagne ; mais encore et surtout, elle n'était pas en mesure d'extirper les racines économiques, sociales, institutionnelles et culturelles de l'extrémisme de droite. La plante vénéneuse n'allait pas tarder à repousser (1).

Dès septembre 1946 se constitue le *Movimento Sociale Italiano* (MSI). Héritier direct du parti mussolinien, il aura permis à bon nombre d'anciens dignitaires du régime fasciste de se reconvertir à la vie politique démocratique. Giorgio Almirante, qui en fut le secrétaire général de 1969 à 1987, avait été responsable de la propagande sous l'éphémère République de Salo. De même, il accueillera et protégera certains des activistes d'extrême droite impliqués dans le terrorisme noir et la « stratégie de la tension » pendant les années 70. Longtemps modèle pour l'ensemble de l'extrême droite européenne, en particulier pour le Front national français (FN), qui lui empruntera son emblème, le MSI a su étendre de larges ramifications dans les différents secteurs de la vie sociale, y compris syndicale.

Dans les années 50, le MSI fit école en Belgique, où se constitua un Mouvement social belge (MSB), héritier du rexisme de Léon Degrelle, collaborateur notoire et combattant de la légion Waffen SS Wallonie. Auparavant était apparu le Vlaam Militanten Orde (VMO), créé en 1950, qui s'illustrera, en particulier dans les années 70, en entretenant l'agitation dans les Fourons. C'est à lui que l'on a dû longtemps l'organisation annuelle des rencontres européennes des partis néonazis à Dixmade. Ses actions violentes lui vaudront d'être dissous en 1982.

En Autriche aussi, la tradition de l'extrême droite n'a pas cessé depuis la fin de la guerre. En témoigne la présence d'une aile ultranationaliste dans le troisième parti d'Autriche, le Freiheits Partei Oesterreich (FPO, Parti libéral autrichien), issu en 1956 pour partie d'une Union des indépendants formée après guerre par d'anciens national-socialistes, dont certains ont exercé jusqu'à une date récente des responsabilités politiques de premier plan.

La France n'était pas en reste. En dépit de l'opprobre officiel entourant le régime vychiste, l'épuration fut sélective, et laissa en place bon nombre de responsables politiques, administratifs et militaires, dont certains s'étaient pourtant montrés de zélés collaborateurs de l'occupant. Les années 50 resteront marquées par la flambée poujadiste, qui, à bien des égards, préfigure la poussée du FN (M. Jean-Marie Le Pen fut député poujadiste) ; tandis que les remous de la guerre d'Algérie et l'activisme de l'OAS permettront à une nouvelle génération de militants d'extrême droite de faire leurs premières armes.

En RFA, il faudra attendre les années 60 pour que se développe à nouveau une activité significative de l'extrême droite avec la constitution du Parti national-démocrate d'Allemagne (NPD) en 1964, prenant la succession d'un Parti allemand du Reich qui avait servi de repli aux nostalgiques de l'hitlérisme après guerre. Le NPD défraya à plusieurs reprises la chronique par ses prises de position néonazies au cours des années suivantes, avant de disparaître (momentanément) de la scène politique à la fin de la décennie.

Les années 60 verront également l'extrême droite relever la tête en Suisse, avec l'apparition de l'Action nationale en 1961, surtout implantée dans les cantons alémaniques, notamment à Zürich et à Berne ; et du mouvement Vigilance, organisation essentiellement poujadiste et xénophobe, fondée en 1964, surtout implantée en Romandie et représentée au conseil de la ville de Genève depuis 1967.

Nouvel essor grâce à la crise des années 70

CEPENDANT, avant la crise économique au milieu des années 70, l'extrême droite européenne était marginalisée au sein de la vie sociale et politique. C'est cette crise, non seulement économique mais aussi sociale et culturelle, qui va lui permettre d'émerger. En même temps, elle va bouleverser la répartition géopolitique des forces d'extrême droite, en déplaçant son centre de gravité de l'Europe du Sud vers l'Europe du Nord. Indice parmi d'autres que l'extrémisme de droite n'est plus (mais l'a-t-il jamais été totalement ?) un archaïsme, un signe d'arriération économique et politique, mais qu'il se nourrit des processus en cours, au cœur même de la modernité.

En effet, dans ce qui semblait jusqu'alors être ses terres d'élection, l'extrême droite paraît s'être effondrée. Dans la péninsule ibérique, elle n'a pas survécu à la fin des dictatures salazariste et franquiste et au passage à des régimes démocratiques. Au Portugal, elle se réduit actuellement à deux groupes, Ordem novo et le Parti de la démocratie chrétienne, à l'audience confidentielle. En Espagne, les élections générales de 1982, qui ont porté au pouvoir le Parti socialiste (PSOE) à peine sept ans après la mort de Franco, ont sonné le glas des forces politiques qui se réclamaient du franquisme. Fuerza nueva n'ayant obtenu que 0,47 % des voix, son leader historique, Blas Pinar, ancien ministre franquiste, saborda la formation. Tentant de sortir l'extrême droite espagnole de son état groupusculaire, le même Blas Pinar en était réduit, en 1986, à faire appel au FN français et au MSI italien pour porter le Frente popular sur les fonts baptismaux.

Cependant, de nombreux anciens dirigeants franquistes sont restés en place dans l'armée, la police et la Garde civile ; et ces corps répressifs ne se sont pas encore départis de leurs anciennes méthodes.

En Grèce, l'extrémisme de droite a connu de beaux jours sous la dictature des colonels (1967-1974). Mais pas plus que les mouvements ibériques, il n'aura survécu au retour de la démocratie. Qu'il s'agisse du Mouvement national unifié (ENEK), fondé en 1979, ou de l'Union politique nationale (EPEN), créée en 1984, ses formations n'auront obtenu que des scores très faibles aux différentes élections générales de ces derniers mois.

Sans disparaître, loin de là même, l'extrémisme de droite a aussi régressé dans cette autre terre d'élection qu'est l'Italie : lors des dernières élections générales de 1987, le MSI n'obtenait que 35 sièges de député contre 42 en 1984 (5,9 % des voix contre 6,8 %) et 16 sièges de sénateur contre 18 (5,3 % contre 6,3 %).

En revanche, dans l'ensemble de l'Europe du Nord (en y incluant la

* Philosophe et sociologue, auteur de *Entre bourgeoisie et prolétariat : l'encadrement capitaliste*, Paris, L'Harmattan, 1989.



BRUCE CLARKE. — « All our yesterdays » (« Tous nos jours pas… » - Macbeth)

A L'EST Après un si long état de d

Par **YVES PLASSERAUD** *

EN donnant la majorité des sièges au Parlement de Zagreb aux nationalistes du parti de Franjo Tudjman (1), les élections parlementaires d'avril dernier en Croatie ont fait resurgir en Occident le spectre oublié d'Ante Pavelic, des « Oustachi » et des massacres ethniques de la seconde guerre mondiale. Depuis quelques mois, ce type de référence est fréquent et on commence à lire ici ou là que l'Est n'est sorti du communisme que pour retomber dans les ornières de la haine nationale et de l'antisémitisme. La réalité est à la fois plus complexe et plus nuancée et, pour bien la saisir, il faut faire un détour par l'histoire.

Les traités de Versailles, de Trianon et de Lausanne qui concluent la première guerre mondiale remplacent les vieux empires multi-ethniques et bringuebalants des Romanov (Russie), des Habsbourg (Autriche-Hongrie) et des Hohenzollern (Allemagne) par une mosaïque de petits États-nations. Consécration approximative du principe des nationalités cher au président américain Woodrow Wilson, la création de ces États fige en une pléiade de micronationalismes les aspirations des majorités au détriment des minorités. Dépourvus de « frontières naturelles » et le plus souvent de références historiques, ces États n'ont d'autre ciment que le nationalisme. Cette idéologie ethniste à l'allemande (Herder, Fichte...) s'articule curieusement avec une conception de l'État-nation d'inspiration française.

Or comme le peuplement de l'Europe centrale, balkanique et danubienne constitue un « patchwork » de peuples, les multiples minorités dont hérite chaque nouvel État se retrouvent souvent dans une situation critique. Tour à tour boucs émissaires (les juifs), repoussoirs (les gitans) ou ennemis héréditaires (les Roumains « ravisseurs » de la Transylvanie pour les Hongrois), ces minorités sont au centre de la problématique nationale dans la région.

Pouvoirs musclés et chefs charismatiques

DANS les années 30, après de brefs épisodes démocratiques, la mode est aux pouvoirs musclés et aux chefs charismatiques. L'orgueil, la volonté d'espace caractéristiques des impérialismes occidentaux du XIXe siècle se muent, dans une Europe centrale morcelée et appauvrie, en autant de brûlots de fanatisme localiste. Exaltation des racines ethniques recherche de chefs incarnant les « mythes fondateurs » et haine du « cosmopolitisme » et du « capitalisme apatride » se conjuguent en un mélange explosif. Des populations désemparées, frappées de plein fouet par la crise de 1929 seront réceptives aux sirènes du fascisme.

En Hongrie, après l'écrasement de la République rouge de Bela Kun par les troupes roumaines en 1920, un régime de terreur blanche s'en prend aux « allogènes », et notamment aux juifs. Si, au début, le régime autoritaire de l'amiral Nicolas Horty, aristocrate d'ancien régime, renoue avec un style très double-monarchie, la dérive vient vite. Dès 1922, des organisations fascistes voient le jour à l'initiative notamment du militant d'extrême droite Gyula Gömbös. Progressivement, le mouvement nationaliste magyar porté par le thème de la récupération de la Transylvanie (2) prend un caractère fanatique. Après l'arrivée de Hitler au pouvoir en Allemagne, racisme et xénophobie se répandent ouvertement. Dans une société encore largement dominée par les grands féodaux (les magnats) et l'Eglise, le capitalisme lui-même est approuvé ou condamné selon qu'il est national et donc *« créatif »* ou juif, donc *« injuste et exploiteur »*. En 1935, Ferenc Szalasi, fonde le parti de la volonté nationale qui, sous le nom de Parti des croix fléchées, devient vite le véritable rassemblement fasciste hongrois (*Cf.* le film récent de Costa Gavras, *Music Box)*. Interdit en 1939 par Horty, inquiet de son audience, ce nazisme hongrois parviendra au pouvoir en juin 1941 après l'invasion de l'URSS par l'Allemagne.

En Tchécoslovaquie, où cohabitent trois peuples et au moins autant de grandes minorités nationales, une vie démocratique est au contraire préservée et la paix sociale permet un remarquable développement économique et culturel. Pourtant, dès les années 30, trois nationalismes sectaires et droitiers y trouvent un terreau favorable : les Allemands concentrés sur le pourtour occidental de la Bohême (les Sudètes) constituent très tôt, sous la conduite du nazi Konrad Henlein, des organisations appelant au rattachement à l'Allemagne ; les Slovaques, peuple catholique et rural du sud-est du pays, se regroupent nombreux dans le parti du peuple slovaque (HSLS) de l'abbé Andrej Hlinka, dont l'aile dure passe au fascisme sous la conduite de Bela Tuka ; même des Tchèques, développent une tendance factieuse sous la houlette de dirigeants comme Rudolf Gajda.

En Yougoslavie, c'est surtout la Croatie, mal à l'aise au sein de l'Etat réputé « Grand Serbe » du roi Alexandre, qui, sous la conduite du « *Poglavnik* » (guide) Ante Pavelic, donne naissance en 1930 à la première organisation fasciste : l'Oustacha (Organisation des insurgés). Chantre du nationalisme croate professant un antisémitisme et un antiserbisme fanatique, l'Oustacha mènera en 1939 la Croatie à une indépendance calamiteuse sur les ruines du royaume yougoslave détruit par l'attaque allemande du 6 avril 1941.

Le pays du tsar Boris, la Bulgarie, traversera, lui, ces années de paix troublée qui séparent les deux guerres mondiales dans une grande instabilité politique et sociale. Pour faire face à une agitation croissante, Boris accentue le caractère autoritaire et nationaliste de son régime. Dans ce climat troublé et malsain où cependant l'antisémitisme ne prit jamais racine, de chétifs mouvements fascistes tentèrent, en vain, de déborder le gouvernement sur sa droite : citons la Rodna Zaschtita (Défense patriotique) du général Schkoinoff ou la National Zadruga Fasciti (Organisation nationale des fascistes) du docteur Alexandre Staliyski.

En opposition avec sa voisine du sud, la Roumanie offre un exemple saisissant de dérive factieuse. Pris entre Carol II, monarque faible et velléitaire, et un capitalisme trop souvent affairiste et maffieux, le pays s'enfonce progressivement dans le chaos, favorisant ainsi la naissance et le développement d'une organisation extrémiste originale : la Légion de l'archange Saint-Michel.

Fondée en 1927 par Cornéliu Codréanu, la Légion (3) se distingue des autres partis fascistes par son caractère confessionnel orthodoxe au sein de laquelle la mystique religieuse le dispute à celle du chef. Le dacisme ou exaltation de la race pure y justifie tous les excès. Doublée à partir de 1930 par un mouvement de masse (la Garde de fer), la Légion s'implante très vite et, aux élections de décembre 1937, les légionnaires obtiennent 70 sièges au Parlement, devenant ainsi la troisième formation du pays. L'assassinat de Corneliu Codréanu en novembre 1938 ne mettra pas fin à l'ascension du « gardisme » sous la conduite de son disciple Horia Sima (4).

Pendant la même période, la Pologne, incapable de trouver un équilibre malgré une Constitution démocratique et en proie à un antisémitisme virulent, passe progressivement d'un régime constitutionnel agité à un régime autoritaire avec le maréchal Pilsudski (1926), puis au régime plus franchement fascisant des colonels Beck et Rudz-Smigly après la mort du vieux dirigeant en 1935.

Des générations de totalitarisme

DÈS le début de la guerre, l'Europe centrale devint, en droit ou *de facto*, une colonie du Reich. Croates, Hongrois, Roumains et Slovaques participèrent, bon gré mal gré, sur une large échelle, à la croisade antibolchevique du IIIe Reich et y laissèrent des centaines de milliers de morts.

Aucun Polonais ne combattit en revanche pour le Reich, mais un certain antisémitisme catholique s'accommoda fort bien du génocide juif se déroulant sur son territoire et sous ses yeux. Il est vrai que les Polonais étaient eux-mêmes voués à l'extermination par Hitler et que leur marge de manœuvre était bien mince dans les frontières du Gouvernement Général.

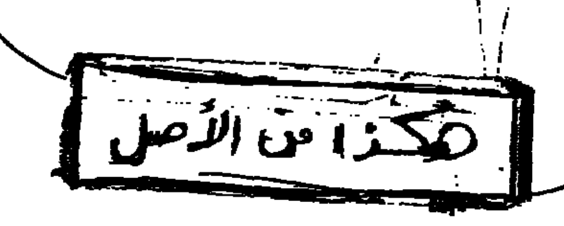
Les massacres massifs perpétrés par les Oustachis contre les juifs et les Serbes (700 000 victimes) constituent sans doute l'un des épisodes les plus noirs de l'histoire de l'Europe contemporaine, sans justifier les vengeances des Serbes en 1945. En Hongrie, après son arrivée au pouvoir en 1944, Szalasi s'aligna complètement sur Hitler et favorisa la déportation massive (600 000 victimes) des juifs jusque-là préservés ; en Roumanie, le maréchal-dictateur Antonescu, a rendu possible de nombreuses arrestations et déportations.

Les dirigeants qui avaient souvent abordé la guerre avec des rêves de revanche et de reconquête laissaient en 1945 leurs peuples dans un état terrible à tous égards.

A l'Ouest, après des années très difficiles, la reconstruction, le plan Marshall aidant, apporte au plus grand nombre la prospérité et l'oubli ; à l'Est, au contraire, s'imposent de nouvelles troupes étrangères et un nouvel ordre idéologique. L'histoire est réécrite et une nouvelle contrainte imposée.

Ce presque demi-siècle de communisme ne constitue pas une simple parenthèse ; il a profondément bouleversé l'habitus traditionnel et la manière de ressentir des peuples. Il a d'abord aggravé le déficit en culture démocratique grâce à deux générations de totalitarisme, de déresponsabilisation et de désinformation.

* Docteur en droit, Secrétaire du Groupement pour les droits des minorités.



[ES DROITES DANS UNE EUROPE EN FIÈVRE

res dans les plis de la modernité

NEK). fondé en politique nationale 1984, ses forma- u que des scores férentes élections iers mois.

loin de là même, te a aussi régressé e d'élection qu'est ernières élections e MSI n'obtenait puté contre 42 en contre 6,8 %) et contre 18 (5,3 %

s l'ensemble de en y incluant la

France), la montée du chômage et le développement de la précarité (générateurs d'angoisse face à des lendemains incertains), l'exacerbation de la concurrence et par conséquent des réactions d'exclusion, la perte d'identité individuelle et collective, etc., ont favorisé une progression quelquefois spectaculaire de l'extrême droite, tant dans les catégories sociales qui lui servent habituellement de base (les *classes moyennes traditionnelles* : paysannerie, artisans et commerçants, professions libérales, petits patrons de l'industrie et du commerce) que dans les couches populaires (ouvriers et employés).

« (...Tous nos jours passés » Macbeth).

La percée la plus spectaculaire est incontestablement celle réalisée par le Front national en France. Fondé en 1972, le FN végète dans les marges de la vie politique jusqu'au début des années 80, avant d'émerger lors des élections municipales de 1983 et, surtout, de recueillir 10,95 % des voix aux élections européennes de 1984. Depuis lors, dans toutes les consultations nationales, il a obtenu entre 10 % et 12 % des voix (et même plus de 14 % lors du premier tour de l'élection présidentielle de 1988), devenant le quatrième parti de France. Surtout, il est parvenu à imposer à l'ensemble de la « classe politique » et dans l'opinion certains de ses thèmes de prédilection, à commencer par l'idée d'une menace que ferait peser sur l'avenir de la France la présence de populations étrangères, notamment maghrébines.

Une percée presque aussi spectaculaire est réalisée par les Republikaner en Allemagne de l'Ouest avec à leur tête, jusqu'à fin mai, un ancien officier de la Waffen S.S. Les Republikaner obtiennent 3 % des voix aux élections régionales de Bavière l'année même de leur formation en 1986. Mais c'est en 1989 qu'il font une entrée fracassante sur la scène politique : fin janvier, ils obtiennent 11 députés au Parlement de Berlin-Ouest avec 7,5 % des voix ; six semaines plus tard, lors des élections régionales en Hesse, ils se présentent dans deux circonscriptions et y recueillent respectivement 7,7 % (simultanément le NPD y obtient 5 %) et 11 %. Lors des élections européennes de juin 1989, ils recueillent 7,1 % des suffrages et même 14,6 % en Bavière. Ils n'ont en revanche, le 13 mai 1990, recueilli que 1,5 % des suffrages en Basse-Saxe, et 1,8 % en Rhénanie du Nord-Westphalie.

Si l'Autriche n'a pas connu une telle poussée électorale, lors d'un sondage effectué, début 1985, par l'hebdomadaire *Profil*, 18 % des personnes interrogées ont répondu que *« ce ne serait pas une mauvaise chose si un petit Hitler revenait aujourd'hui »*, tandis que 38 % estimaient que *« les événements qui se sont déroulés sous le national-socialisme ont été exagérés et grossièrement déformés* (2) ». De plus, une majorité d'électeurs n'ont pas hésité à voter en 1986 pour M. Kurt Waldheim, dont il avait pourtant été révélé qu'il fut inscrit, au lendemain de la guerre, à la demande de la Yougoslavie, sur la liste des criminels de guerre...

En Belgique, c'est la lente montée du Vlaams Block (Bloc flamand), regroupant des nationalistes flamingants (dont nombre d'anciens du VMO), des groupes néonazis et des nostalgiques du front de l'Est. Né en 1977-1978, il est devenu la formation d'extrême droite la plus importante dans les Flandres. Aux législatives de 1987, il a obtenu 2 sièges de député, un de sénateur et 4 sièges au conseil provincial. Il est le grand gagnant des élections communales d'octobre 1988, avec 10 sièges de conseiller à Anvers et 3 à Malines, tout en faisant une percée dans la ceinture néerlandophone de l'agglomération bruxelloise.

La Wallonie n'est pas en reste, puisque, en 1985, y apparaît un Front national par regroupement de différents petits partis d'extrême droite ou même néonazis. Cependant, il n'a pas (encore ?) connu le succès de son grand frère français, puisque, aux élections communales d'octobre 1988, il n'obtenait qu'entre 3 % et 4 % des voix à Anderlecht et à Molenbeek.

L'extrême droite est aussi en progression aux Pays-Bas. Deux formations y émergent : un groupe néonazi créé en 1971, le Nederlands Volksunie (NVU), qui a mené campagne pour la libération de l'ancien dauphin de Hitler, Rudolph Hess, et le Centrum Partij (Parti du centre), issu d'une scission du précédent en 1980. Aux élections municipales de 1984, il obtient 10 % des voix à Rotterdam et 9 % à Abnève.

Même la paisible Scandinavie, réputée être un havre de paix sociale et de démocratie, connaît un regain d'activité de l'extrémisme de droite, notamment sous la forme de partis populistes ou agrariens.

Au Danemark, le Parti du progrès, créé en 1972, obtient dès 1973 15,9 % des voix et 28 députés au Parlement. Par la suite, son audience électorale (6 députés en 1984, 9 en 1987) s'estompe jusqu'en mai 1988, où il effectue une nouvelle percée avec 9 % des voix et 16 sièges au Parlement. En Norvège, un autre Parti du progrès a obtenu aux élections communales 6 % des voix en 1983 et 12,1 % en 1987. En Suède enfin, un parti équivalant au FN français, le Sverigepartiet (Parti de la Suède), né de la fusion de deux organisations nettement néonazies (La Suède aux Suédois et le Parti national démocratique) a obtenu plus de 9 % des voix dans le sud du pays lors des élections communales de 1985.

Une mosaïque en quête d'unité

SEULE exception dans cet inquiétant tableau, le Royaume-Uni. Un National Front (NF) y apparaît pourtant en 1967 qui atteint le sommet de sa popularité en 1975-1977 en comptant quelque 20 000 membres et en obtenant près de 2 300 000 voix aux élections municipales de 1977. Mais suite de querelles intestines et de l'arrivée de Mme Thatcher et des conservateurs au pouvoir, son audience électorale retombe à 0,1 % en 1983. Ce qui n'empêche pas les militants de ce parti de défrayer régulièrement la chronique : actions violentes, notamment à l'encontre des immigrés, et infiltration des associations de supporters des clubs de football. Le National Front éclate en 1986 et ses dissidents rejoignent le British National Party, autre formation d'extrême droite.

La principale faiblesse de l'extrême droite ouest-européenne est son morcellement qui n'est ni fortuit ni une simple conséquence de la longue traversée du désert dont elle vient de sortir. Il résulte de divisions idéologiques profondes, notamment entre une tendance populiste, nationaliste, généralement liée au catholicisme traditionaliste et qui s'apparente à une sorte de droite radicale ; et une autre, élitiste, européaniste, athée ou païenne (« aryaniste »), qui généralement est ouvertement fasciste. Avec des gradations et des passerelles entre l'une et l'autre.

Ces tendances possèdent des options stratégiques différentes : l'une légaliste, l'autre violente, voire putschiste, sans que cette opposition recouvre strictement la précédente. Et ces options influent évidemment sur les rapports entre l'extrême droite et la droite classique.

En dépit de ces oppositions, sources de conflits et de divisions, les efforts d'unification de l'extrême droite européenne ne datent pas d'aujourd'hui. Longtemps, ils ont trouvé un soutien naturel auprès des différentes dictatures. Ainsi en fut-il du Cercle espagnol des amis de l'Europe (CEDADE), créé en RFA en 1965 par d'anciens fascistes allemands, italiens et espagnols, et dont le siège fut transféré en Espagne dès l'année suivante. Très active, cette organisation revendique encore 2 500 adhérents de par le monde, regroupés en près de 40 sections nationales.

Il faut aussi mentionner la World Anti Communist League (WACL) : créée officiellement en 1967, la WACL succède à une internationale anticommuniste antérieure fondée par Tchang Kaï-chek ; ses mécènes sont la CIA, les services spéciaux de l'OTAN, les gouvernements de Séoul, Ryad et Taïpeh.

Depuis 1984, des élus des principales organisations – MSI, FN, EPEN et, depuis l'an dernier, Republikaner et Parti du progrès danois, siègent au Parlement de Strasbourg. Le groupe qu'ils ont formé anime et coordonne l'action de l'extrême droite au sein de la Communauté. Parallèlement à leurs investissements dans les assemblées locales et régionales, c'est en effet dans les instances de Strasbourg, au pouvoir sans doute encore limité mais destiné à se renforcer dans les années à venir, que l'extrême droite entend intervenir en priorité, tout à la fois pour y conforter sa légitimité démocratique et pour y infléchir le cours de la construction européenne.

ALAIN BIHR.

(1) Lire l'excellent numéro « Spécial Europe » de la revue *Réflexes* (14, rue de Nanteuil, 75015 Paris).

(2) *Cf. Article 31*, numéro 10, juillet 1985, Paris.

ong état de déficit démocratique

e pure y justifie lée à partir de nt de masse (la égion s'implante tions de décem- aires obtiennent t, devenant ainsi tion du pays. liu Codréanu en ettra pas fin à lisme » sous la i-ciple Horia

ériode, la Polo- ver un équilibre on démocratique nitisme virulent. it d'un régime un régime auto- échal Pilsudski ie plus franche- lonels Beck et mort du vieux

ie, le maréchal- rendu possible ions et déporta-

vaient souvent des rêves de été laissaient en un état terrible

années très dif- n, le plan Mar- au plus grand l'oubli : à l'Est, it de nouvelles n nouvel ordre est récente et imposée

cle de commu- as une simple dément boule- tionnel et la s peuples. Il a icit en culture ux générations éresponsabilisa- n.

En dépit d'un discours officiel saturé de termes, comme *« révolution scientifique et technique »* ou *« internationalisme prolétarien »*, les sociétés de l'Est sont demeurées pour l'essentiel coupées *à la fois* du progrès technique et de contacts culturels courants avec l'étranger, favorisant ainsi la survie de caractéristiques nationales affadies ou disparues à l'Ouest. Le nationalisme, constamment flatté en sous-main, mais constamment bridé, ne peut aujourd'hui que resurgir brutalement.

Dernier aspect de cette période, le rapport à l'histoire. En Occident, l'acceptation d'une multiplicité d'interprétations a dans une certaine mesure exorcisé la charge émotionnelle que recèle le passé national. A l'Est, au contraire, en érigeant autour de celui-ci un appareil doctrinal de tabous et de dogmes, on l'a paradoxalement rendu à la fois plus présent et plus proche. Restructuré par l'imaginaire collectif, il demeure comme un rappel lancinant au fond des consciences du caractère tragique et angoissant du destin collectif (5).

Tradition occidentale et civilisation « orientale »

LES Etats d'Europe centrale se classent en deux catégories ; ceux de *tradition occidentale*, où la situation paraît relativement saine : Hongrie, Tchécoslovaquie et dans une certaine mesure Pologne ; ceux de civilisation plus « orientale », où des dérapages sont à craindre : Bulgarie, Roumanie et surtout Yougoslavie.

En Hongrie, le *15 mars 1989* marque le retour en force du sentiment national et d'opinions ouvertement droitières. Ce jour-là, dans Budapest pavoisée, la nation entière s'est donné rendez-vous pour fêter, à l'appel de l'opposition, l'anniversaire du triomphe de la révolution de 1848. A chaque halte du cortège, la foule rayonnante entonne l'hymne national parfois remplacé par le chant irrédentiste de Transylvanie appelant à une plus « Grande Hongrie ».

La campagne pour les législatives de mars 1990 – qui ont vu le triomphe, annoncé, des partis d'opposition : le Forum démocratique hongrois (MDF) et l'Alliance des démocrates libres (SZDSZ) – a été marquée par quelques fausses notes nationalistes et certains dérapages antisémites. On a en particulier reproché au MDF un ton un peu trop « ethniste hongrois ». Sur fond de croix gammées peintes sur les murs, ces « bavures » ont suscité quelque inquiétude chez les 80 000 juifs de Hongrie en proie simultanément à une intense renaissance culturelle (6). Par delà ces incidents, seul le problème de la Transylvanie pourrait ouvrir la voie à un développement dangereux du chauvinisme magyar.

En Pologne, où l'on se souvient des pogroms de Kielce en 1946 (42 morts) et de la crise d'antisémitisme du parti du temps du général Moczar (1968), existent quelques organisations ultradroitières comme la Confédération de la Pologne indépendante (7) ou, plus récemment apparue, la National-Démocratie qui évoque fâcheusement par son sigle et ses positions antisémites son homologue d'avant-guerre ; mais celles-ci demeurent très marginales et sans grande audience.

Plus inquiétante est la réapparition d'un courant ultradroitier au sein de l'Eglise, y compris dans la haute hiérarchie. Dans une Pologne presque vide de juifs (environ 5 000 (8), un discours à tonalité antisémite du cardinal Joseph Glemp à Czestochowa, en août 1989, a choqué plus d'un observateur. L'apparition d'une sorte de lepenisme polonais n'est pas à exclure et la sympathie du quotidien *Présent* (9) pour le pays de Mgr Glemp est significative.

En Tchécoslovaquie, c'est surtout la renaissance du nationalisme slovaque qui inquiète. Bratislava manifeste à nouveau des velléités sécessionnistes et le slogan « La Slovaquie aux Slovaques » est réapparu sur les murs de villes et de bourgades. Nourri par un catholicisme populaire militant à la polonaise et soutenu par une diaspora puissante et organisée (10), le sentiment national slovaque, creuset des mouvements d'extrême droite locaux d'avant-guerre, redresse la tête et le drapeau de l'Etat libre de Mgr Tiso est récemment réapparu dans certains cortèges. Déjà les minorités hongroises (600 000 personnes) et roms (800 000) se plaignent de tracasseries.

La Roumanie sort d'une dictature terrible et n'a pratiquement jamais connu la démocratie. Elle vit dans un état de chaos virtuel. Le sort de la minorité hongroise (2 millions d'âmes) est ici aussi au centre du débat. Après la révolution de décembre, les Hongrois pensant avoir touché au port de Roumanie revendiquèrent allégrement leurs droits nationaux trop longtemps bafoués.

Croyant, ou feignant de croire, à un complot hongrois pour récupérer la Transylvanie, un groupe d'intellectuels roumains de la région réagit en fondant une organisation nationaliste baptisée : Vatra Romanesca (11).

Cette organisation, assez secrète, coordonne actuellement la « résistance » antimagyare et intéresse beaucoup la droite de la diaspora roumaine et notamment son courant gardiste.

Mis à part le Front de salut national (FSN), tous les partis – sauf le petit parti social-démocrate – se réclament de la droite et même parfois d'une droite assez nationaliste. Or l'anticommunisme radical a souvent constitué une bonne passerelle vers l'extrême droite...

En Bulgarie, c'est contre la minorité musulmane (12) que se manifestèrent des tendances droitières et chauvines. Lorsque le gouvernement de Petar Mladenov voulut revenir sur les mesures malheureuses de son prédécesseur contre les Turcs musulmans, une partie de la population de souche orthodoxe bulgare s'y opposa violemment. Manipulée ou non, cette foule hostile manifestait ainsi un manque de maturité civique que reflète l'extrême dépolitisation du pays.

Le cas yougoslave est encore plus complexe. Depuis la mort de Tito, un développement économique et culturel extrêmement inégal, venant se superposer à un héritage historique truffé d'antagonismes latents, a rendu la situation explosive. La Serbie, Etat politiquement et démographiquement dominant, demeure économiquement à la traîne par rapport aux « petites » républiques occidentales du pays, anciennes provinces de l'empire austro-hongrois. Slovènes et Croates, exaspérés par la politique chauvine du dirigeant serbe Slobodan Milosevic, sont récemment entrés en dissidence. L'abcès de fixation du Kosovo, au sujet duquel les Slovènes ont fait cause commune avec les Albanais de Pristina, va encore envenimer le climat. Dans l'ensemble des Etats de la fédération, le nationalisme vogue actuellement sur une inquiétante vague porteuse.

Ainsi la situation varie grandement d'un pays à l'autre et tout pronostic global serait hasardeux. L'avenir dépendra de l'approfondissement des révolutions démocratiques dans chaque Etat ; il dépendra aussi de l'aide que saura apporter l'Europe occidentale à l'autre moitié du continent (13).

YVES PLASSERAUD.

(1) Union démocratique croate : HDZ, en fait un parti centriste.

(2) Attribuée à la Roumanie en 1919 par le traité de Trianon.

(3) Officiellement interdite en 1933 et immédiatement réapparue sous le nom de Totul Pentru Tara (Tout pour la patrie).

(4) *Cf.* sur ce thème Nicolas Penesco, *la Roumanie de la démocratie au totalitarisme, 1938-1948*, Contrepoint.

(5) Lire l'ouvrage collectif, *A l'Est, la mémoire retrouvée*, La Découverte, Paris, 1990.

(6) Voir notamment les déclarations du rabbin Alfred Schöner à Associated Press, le 11 mai 1989.

(7) Konfederacja Polski Niepodleglej.

(8) La seconde guerre mondiale et le nazisme ont fait 2,5 millions de victimes juives en Pologne.

(9) *Présent*, 16 et 17 janvier 1986, « Le voyage de *Présent* en Pologne ».

(10) Selon *The Times* du 3 mars 1990, en vue des récentes élections la branche slovaque du Forum civique aurait collecté 3,7 millions de livres en provenance de l'étranger !

(11) « Le berceau roumain », allusion au rôle historique de la Transylvanie dans la survie de la culture roumaine.

(12) Elle est en majorité composée de Turcs descendant des anciens occupants. Lire Christophe Chiclet, « La persécution des Turcs en Bulgarie », dans *Manière de voir 7*, « Du communisme réel à l'ambition démocratique ».

(13) Lire Alain Gresh, « Les sentiers escarpés du passage à la démocratie », *le Monde diplomatique*, février 1990.

LES CITOYENS A LA

Nécessaire

(Suite de la première page.)

Il fallait une aveugle passion pour accuser les démocraties de faire preuve d'on ne sait quelle *« faiblesse »* à l'égard du communisme. Elles n'ont pas succombé aux coups de cet adversaire désigné. Contre lui, elles ont édifié une surpuissante machine de guerre, et multiplié les réseaux d'alliances, parfois avec de douteux partenaires dont l'honnête homme répugnerait à serrer la main ; elles ont mobilisé toutes les ressources du contre-espionnage, de la recherche scientifique, de la banque, des industries, de la propagande... Sans modestie, elles savourent aujourd'hui leur triomphe. Celui-ci est, en effet, tellement éclatant qu'elles en arrivent à sous-estimer leur propre dépérissement interne. C'est pourtant bien de celui-ci, et de rien d'autre, qu'elles risquent d'agoniser.

Le mal n'est pas propre à la France. *« Au moment où les visions et valeurs démocratiques de l'Amérique triomphent partout dans le monde, on admet que la politique intérieure* [des Etats-Unis] *est devenue tellement frivole, mesquine et dépourvue de sens qu'elle ne parvient pas à produire les idées »* dont le pays et la planète tout entière ont le plus grand besoin. La Maison Blanche et le Congrès *« semblent paralysés par une politique d'esquive »*, car ils savent que leur pouvoir est esclave de l'influence *« des instituts de sondage et des firmes de publicité »*. Le « spot » et le « clip » invalident toute réflexion, conduisent à une *« atrophie cérébrale »*, laissant à des *« hommes d'affaires véreux »* tout loisir de *« manipuler des symboles »* pour berner le public. Gagner une élection est devenu *« une affaire, une grosse affaire »*, qui fait appel à des professionnels et *« coûte dix fois plus cher qu'en 1974 »*. Trop soucieux de plaire, *« les hommes politiques et leurs conseillers renforcent les désillusions »* du public et cultivent son *« cynisme »*. A tel point que, selon le président du Parti républicain, *« le peuple américain pense que la politique et les politiciens, les médias et les journalistes, les Eglises, les grandes sociétés et les syndicats sont autant de foutaises* (3) ».

COMMENT la démocratie peut-elle survivre à un tel désenchantement, à une suspicion aussi généralisée, alors qu'elle se fonde sur un pacte de confiance entre les citoyens et tous ceux qui, en leur nom, détiennent une parcelle de pouvoir ? Tant bien que mal, elle a surtout fonctionné *contre* d'authentiques périls ou de simples épouvantails, et non *pour* des objectifs ambitieux, bien exposés, largement approuvés. Lorsque, dépourvue de souffle, elle devient incapable de concevoir un projet de société, tout au plus offre-t-elle la maigre consolation d'opter pour le moindre mal.

Précieuse, inestimable possibilité d'éviter le pire, malheureusement gâchée à chaque trahison de l'espoir un instant soulevé, comme on le vit en 1956 avec Guy Mollet, qui, élu pour arrêter la guerre d'Algérie, parvint à l'intensifier... Et aujourd'hui ? Si la politique économique actuelle était appliquée par M. Balladur, sans doute verrait-on M. Bérégovoy prendre la tête de longs cortèges de protestataires déchaînés... Qu'on se rassure : grugé par les idées reçues, le pays est calme, trop calme. Il n'empêche que de fréquentes et durables ruptures du pacte de confiance dévitalisent la démocratie, fragilisent son assise sociale.

DÉSEMPARÉ, doutant de ses élus – la croissance du taux d'abstentions en témoigne –, que peut donc faire le citoyen ? La série d'articles publiés dans ces colonnes depuis octobre 1989 fournit d'abondants témoignages et exemples, ouvre des pistes, suggère les champs du possible. Elle montre que l'espoir vit encore, mais n'apporte pas de réponse globale, de solutions simples à mettre en œuvre, de remède magique. Tel ne saurait être le rôle d'un journal, qui doit d'abord alerter ses lecteurs. La démocratie n'est pas une recette qu'il suffirait de suivre à la lettre. Invention permanente, elle est à la fois un état d'esprit – ou, pour mieux dire, une culture – et un ensemble d'institutions. Cette culture et ces structures accusent un grave retard sur les problèmes contemporains.

Pour les lectrices et les lecteurs qui, depuis quelques mois, ou quelques années (4), se sont familiarisés avec les thèses du *Monde diplomatique*, il serait superflu de développer les grands axes d'une « culture démocratique » moderne (5). L'essentiel tient en deux remarques :

– Nourrie d'histoire, une pensée démocratique ne peut être vivante si elle abandonne aux « experts » le soin de définir sa politique économique. Dans un récent débat radiodiffusé, l'auteur d'un livre à succès disait au journaliste qui l'interrogeait : *« Vous et moi appartenons à une aristocratie, ces quelque 30 000 personnes qui, en France, connaissent et comprennent les mécanismes économiques... »* La démocratie dépérit sous la tutelle de cette *« aristocratie »* d'experts, banquiers, chefs d'entreprise... Pourtant accessible à tous, la « culture » économique des citoyens, et même des militants, est en général déficiente (6).

– Ce handicap est aggravé par une « culture » beaucoup trop étroitement hexagonale, insuffisamment ouverte sur les problèmes mondiaux qui, dans une très large mesure, déterminent le cours des événements à l'intérieur de chaque pays. Les organisations syndicales doivent en grande partie leur déclin au retard avec lequel elles ont tenté d'adapter leur stratégie à la mondialisation de la production, des échanges, des flux financiers. Indice révélateur : le congrès du PS, à Rennes, a annulé la table ronde qui devait examiner les grandes évolutions internationales...

En accordant trop peu d'attention aux choix économiques (domaine réservé aux « experts ») et à la politique étrangère (domaine réservé au président de la République), le grand public a cautionné un « économisme » qui, sur le plan national comme à l'échelle planétaire, subordonne l'être humain à de prétendus « impératifs » qui, en fait, le chosifient, le marchandisent, le déshumanisent. Deux matérialismes – la vulgate marxiste et le credo capitaliste, rebaptisé « libéral », – ont surévalué l'économique, évacué le citoyen pour enfermer la personne dans un rôle étroit de producteur et de consommateur, l'ont littéralement asservie au progrès matériel, qui est là pour la servir.

Chacun à sa manière, deux grands pays – les Etats-Unis (7) et l'URSS – découvrent non sans effarement les limites de leurs conceptions économiques respectives. Tous deux en ont fait une fin en soi, intangible, au lieu de les utiliser comme de simples moyens sans cesse soumis à examen critique, comme des outils indéfiniment adaptables ou remplaçables. Aussi déterminante qu'elle soit, la puissance économique, n'en déplaise à certains leaders de la gauche comme de la droite, n'est jamais seule à mener le monde. Les acteurs de trois révolutions – américaine, française, soviétique – ne disposaient que d'un bien modeste potentiel économique. Ils ont pourtant triomphé, par la force de leurs idées.

TOUT groupement humain se condamne lorsqu'il cesse de croire que « les idées mènent le monde »... Mais où sont les idées d'avenir ? Au Nord comme au Sud, des sociétés fondées sur l'injustice, le mépris, l'inégalité, l'exclusion, etc., vivent dans l'attente d'une nouvelle révolution dont nul ne sait quelle forme elle prendra. Cette révolution est en germe dans la tête de tous ceux qui, lassés de la subir, veulent faire l'histoire. Elle ne sera pas mise en œuvre par les puissants, car ils sont trop satisfaits d'eux, arrogants, si fiers, plastronnant à chaque fois qu'ils consolident leurs avoirs ; elle sera faite par tous les autres, innombrables, dont l'idéal déborde l'horizon purement matériel. Certes, les mutations industrielles ont brisé les anciennes structures de classes, mais la lutte des classes, celle que, de toute éternité, les riches mènent contre les pauvres, s'est intensifiée ; elle accouchera d'une révolution.

Les agents de cette révolution se sentent terriblement démunis en face d'une prodigieuse imbrication de pouvoirs : fort bien représenté au Parlement, solidement implanté dans l'appareil de l'Etat et dans les moyens d'expression qui façonnent l'opinion publique, le pouvoir de l'argent cimente la sacro-sainte alliance de tous ceux qui n'ont aucun intérêt à mettre en cause le désordre établi.

CE système de pouvoir est à la fois cohérent et disparate, solidaire dans sa commune volonté de puissance, mais divisé par les compétitions et rivalités dont il a fait sa loi. Régenté par une minorité – cette *« aristocratie »* dont parlait l'auteur déjà cité, ces *« nouveaux barons »* qui, fussent-ils de gauche, sont peu attentifs au sort du tiers état moderne et des tiers-mondes, – ce pouvoir non démocratique puise sa principale force dans l'assentiment résigné de ceux qui se croient impuissants à changer le cours des choses.

Son principal mérite : il a convaincu une majorité de citoyens qu'aucune autre voie n'était possible ; il conviendrait donc d'accepter le chômage persistant, les inégalités culturelles et économiques, un ostentatoire gaspillage côtoyant la misère en Europe comme dans les tiers-mondes, un mode d'élection qui condamne le citoyen à signer un chèque en blanc, un décervelage généralisé qui cultive la médiocrité, les fausses promesses devant la constante destruction des équilibres écologiques, les vaines imprécations contre le racisme dont on n'attaque pas les causes, l'humiliante soumission du faible au fort, l'incapacité à concevoir un projet d'avenir sur une planète surpeuplée...

Devant ce vaste chantier toujours inachevé, les hommes placés aux leviers de commande s'obstinent à faire montre d'une belle assurance alors qu'ils se savent à court d'idées ; ou bien, lorsqu'ils en ont une, la machine avec laquelle ils font corps s'emploie à la dénaturer, à la stériliser, à l'enterrer. Tout bascule autour de lui, mais le système, imperturbable, continue d'aborder les problèmes de demain avec des concepts d'hier. Certains personnages paraissent convaincus de diriger, de gouverner. En fait, ils gèrent, et ils gèrent médiocrement. Au jour le jour. Sans dessein. Chaque nouvelle « crise » les prend au dépourvu.

Démystifier leur prétendu savoir-faire, la compétence, la sagesse et l'expérience dont ils se targuent : telle est bien la première urgence, l'indispensable opération-lucidité, l'unique moyen de secouer l'apathie générale qui conforte le pouvoir dont ils font un si piètre usage.

Pour provoquer ce sursaut, les bonnes volontés ne manquent pas. En France, dans chaque département, plusieurs centaines d'associations volontaires accomplissent avec obstination une tâche indispensable au service de la société. Souvent traités avec une insolente condescendance, ces bénévoles s'acharnent à remédier aux carences de la puissance publique. Aide aux handicapés, protection de l'environnement, organisation de loisirs, expression culturelle, développement du sport, aménagement de crèches, éducation populaire, lutte contre l'illettrisme, soutien des exclus, etc. : dans les domaines les plus variés, ces associations mobilisent, par centaines de milliers, des militants dévoués, désintéressés, sans lesquels le panorama social serait encore plus délabré. Parmi beaucoup d'autres, un exemple à méditer : en dépit de leurs efforts, seul un enfant sur deux part en vacances, et encore les statistiques officielles rangent-elles dans cette catégorie apparemment « privilégiée » quiconque passe *quatre jours* par an hors de son domicile habituel...

Ces militants ont une culture ; elle se situe aux antipodes de celle des « gagneurs », qui seule a droit de cité. La modestie qui l'inspire a quelque chose d'incongru dans notre univers de tapage publicitaire. La persévérance qu'elle requiert fait sourire les arrivistes en quête de « coups ». La discrétion qui l'entoure en dit long sur la sottise des présentateurs de télévision qui invitent de fausses vedettes devant leurs caméras. De cette contre-culture doivent surgir des contre-pouvoirs.

Si précieuse que soit l'action de ces dizaines de milliers d'associations, leurs responsables savent bien qu'ils jouent les pompiers du système. Leur intervention quotidienne permet d'éviter le pire, rend moins insupportable le

(3) Michael Oreskes, « The Politics of America : Is the Vision Drying Up ? », *The New York Times*, repris par *International Tribune*, 19 mars 1990.

(4) A partir de 1975, *le Monde diplomatique* avait publié une série d'études rassemblées sous le titre général : « La démocratie trahie par... ». Etaient successivement examinées les « trahisons » par « l'inégalité fiscale » (janvier 1975), par « les carences de la politique de santé » (mars 1975), par « les inégalités de revenus » (avril 1975), par « la concentration des moyens d'information » (mars 1977), par « les manipulations électorales » (février 1978). Thèmes toujours actuels...

(5) Les cahiers *Manière de voir* en fournissent la substance. Voir notamment les numéros intitulés *Des sociétés malades de leur culture* (n° 1), *le Libéralisme contre les libertés* (n° 2), *la Communication victime des marchands* (n° 3), *le Triomphe des inégalités* (n° 5), *la Planète mise à sac* (n° 8).

(6) On ne saurait trop chaleureusement recommander la lecture d'une publication sérieuse et très pédagogique, *Alternatives économiques*, dirigée par Denis Clerc, dont *le Monde diplomatique* apprécie la collaboration. Adresse : 12, rue Chaignot, 21000 Dijon. Abonnement un an (dix numéros) : 130 F ; CCP Paris 4423 50 D Dijon.

(7) Voir Marie-France Toinet, « L'Amérique frappée de léthargie », *le Monde diplomatique*, mai 1990.

DEUX RÉCITS DE CHASSE AUX SORCIÈRES

Le temps de la peur et du soupçon

AVEC plus de vingt millions de morts et un territoire dévasté par les troupes nazies, empêtrée dans d'incroyables pesanteurs économiques et, de surcroît, peu sûre de ses alliés, l'URSS a pourtant fait régner la peur en Occident : d'un jour à l'autre, ses divisions blindées allaient déferler à travers les plaines d'Europe centrale...

Moments de panique, angoisse artificiellement entretenue pour à la fois justifier un surarmement démentiel et traquer les « agents » communistes – réels ou supposés.

C'est dans ce climat qu'un jeune Grec, en très mauvaise santé et, dit-il, *« pauvre comme Job »*, arrive à Paris. Il a vécu la guerre mondiale, une résistance farouche, les horreurs indicibles de la guerre civile, puis la féroce répression qui s'abat sur les hommes libres, coupables d'idées « avancées ». L'antisoviétisme résume la pensée d'une droite éternellement obtuse, avide, brutale. C'est à cette détresse qu'échappe le jeune André Kédros, grâce à une bourse attribuée par le gouvernement du général de Gaulle.

Dans une France tout entière préoccupée de relever ses propres ruines, qui donc prend alors la peine de s'intéresser aux drames de la Grèce ? André Kédros se fera l'historien de l'admirable résistance grecque (1). Mais, d'abord, sans tarder, il se livre à sa passion. Il écrit.

Et il écrit en français. Ses premiers romans (2) sont salués avec enthousiasme par Aragon, publiés en feuilleton dans le journal communiste *Ce soir* ou par une maison d'édition du parti. Voici le jeune Kédros propulsé dans un monde où, avec Aragon et Elsa Triolet, il rencontre Vercors, Eluard, Roger Vailland, Martin-Chauffier, Tristan Tzara, Loys Masson, Pablo Neruda, Jorge Amado, tant d'autres...

Aucune griserie littéraire ne peut lui dissimuler les durs affrontements d'un monde coupé en deux par la volonté des Grands. Tout écrivain plongé dans son œuvre en perçoit les troublants échos. Troublants ? Pour Aragon, assez peu... Quoique, à l'occasion, d'un mot prudent, il laisse percer l'inconfort du doute, vite chassé comme une mouche importune.

Si, dans ce Paris assez frivole, la guerre froide est souvent un simple débat d'idées, dans la Grèce que Kédros vient de quitter, on censure, emprisonne, torture, condamne à mort, exécute. Terribles histoires de chair et de sang, sous l'effet combiné de la fureur répressive de la droite au pouvoir et des délires du stalinisme.

Lucide, scrupuleux, passionné, André Kédros ne cherche pas à se réfugier dans un subtil détachement, une trop commode prise de distance, l'indifférence raffinée dont beaucoup, alors, savent se satisfaire. Son itinéraire intellectuel reste aujourd'hui utile à quiconque ne se contente pas de suivre les idées à la mode.

Portraits et anecdotes donnent une amère saveur à son incessante quête d'une vérité que certains préfèrent ensevelir sous les certitudes idéologiques qu'ils renieront plus tard, trop tard. La vie intérieure du PCF vue par André Kédros ajoute à la chronique historique déjà connue tout ce que perçoit la sensibilité d'un écrivain attentif à la générosité, aux petitesses, aux aveuglements spontanés ou délibérés.

Or voici que l'« affaire Beloyannis » va projeter Kédros dans la tourmente. Dirigeant du PC grec, Beloyannis a été arrêté, condamné à mort. Picasso dessine son portrait, souriant, un œillet à la main (3), défiant ses juges en uniforme. Comment sauver cet homme accusé de crimes qu'il n'a pas pu commettre ? André Kédros multiplie les démarches, obtient des appuis éminents, anime une vaste campagne d'opinion, aussi impressionnante que celle qui tente d'arracher les Rosenberg à la chaise électrique. Et tout aussi inefficace.

Cette activité de Kédros attire sur lui la bienveillante attention de la DST, gardienne en France des libertés que l'OTAN protège en Grèce comme dans l'ensemble du « monde libre ». Un gouvernement aux ordres lui signifie son arrêté d'expulsion, qui annonce avec certitude prison et mort. Le récit de son interrogatoire par la DST constitue l'un de ces témoignages que tout homme soucieux de rester libre se doit de méditer. De nombreuses interventions – Vercors, Louis de Villefosse, etc. – feront reculer le gouvernement français. Sous des formes indéfiniment renouvelées, traquant d'autres individus pour d'autres motifs, cette histoire-là n'est jamais terminée. Toujours actuelle, la défense des libertés, des hommes libres.

En ramassant ses souvenirs, André Kédros a rendu un précieux service à quiconque décide de ne pas désespérer.

∴

PEUT-ÊTRE est-il inconvenant de rapprocher de ces Mémoires un récit romancé, bien qu'il porte sur la même période et les mêmes débats autour du stalinisme. Mais ce roman a, lui aussi, valeur de témoignage sur l'hystérie que déchaîna à l'Ouest la peur du communisme (4).

Romancier communiste américain, Howard Fast (auteur de *Spartacus*) suit pas à pas, dans *le Serment*, un personnage innocent enserré dans les filets de la chasse aux sorcières dans laquelle, aux Etats-Unis, se distinguaient le sénateur Joseph McCarthy et le futur président Richard Nixon, qui tous deux sombreront dans le discrédit.

Faisant revivre la peur qui paralyse les « libéraux », la timidité des grands journaux, l'extrême prudence de dignes bourgeois républicains, les erreurs et maladresses du PC américain infiltré par le FBI, le roman palpite d'authenticité. Une époustouflante séance de la commission parlementaire d'enquête a visiblement été rédigée d'après des comptes rendus fidèles, et elle rappelle de sinistres souvenirs.

Le lecteur sera bien avisé de ne pas se laisser décourager par les quelques premières pages, d'une affligeante lourdeur. Car très vite le romancier retrouve sa verve, se laisse posséder par ses propres personnages qui le conduisent à travers un labyrinthe de tendresse et de crainte, d'amitié et de colère, de ferveur et de doutes, jusqu'au tribunal avec ses jurés impavides, jusqu'à la prison où se retrouvent, mêlés aux détenus de droit commun, tant d'intellectuels, d'écrivains, de cinéastes, etc.

Ceux qui savourent aujourd'hui l'effondrement des régimes communistes à l'Est auraient-ils oublié la panique qui fut alors la leur ? Ils doutaient, au fond d'eux-mêmes, de leur supériorité maintenant claironnée sans nuances. Ils avaient besoin d'avoir peur. Tous n'ont pas quitté la scène. Ils ont des héritiers qui, eux aussi, ne peuvent vivre sans exploiter la peur. Qui donc ne soupçonnent-ils aujourd'hui d'ourdir quelque complot ?

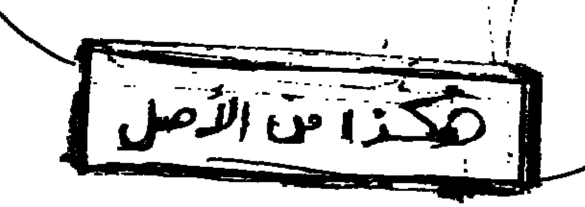
C. J.

(1) André Kédros, *Histoire de la Résistance grecque, 1940-1944*, Robert Laffont, Paris, 1966.

(2) *Le Navire en pleine ville* (1948), *l'Odéon* (1949), *Peuple roi* (1949), *le Lit de Procuste* (1957), et bien d'autres jusqu'à *le Feu sous la mer* (1985).

(3) André Kédros, *l'Homme à l'œillet*, Robert Laffont, Paris, 1990, 346 pages, 98 F.

(4) Howard Fast, *le Serment*, traduit par Françoise Ravaux, Messidor, Paris, 1990, 300 pages, 110 F.



CONQUÊTE DU POUVOIR

révolution

sort des plus démunis. Mais elle ne peut atteindre sa pleine efficacité que dans la mesure où, fondée sur une analyse concrète des besoins sociaux, elle s'accompagne d'une forte capacité de dénonciation et de proposition. Faute de quoi, la générosité ainsi déployée conforterait le système et perpétuerait les injustices dont il est porteur.

Tous les militants le savent : l'aide aux illettrés ne prend tout son sens qu'à la condition de montrer du doigt les faiblesses de l'enseignement public ; les associations de chômeurs n'obtiendront aucun résultat si elles ne contestent une politique générale qui, inspirée d'autres soucis, ne peut créer suffisamment d'emplois ; la défense de l'environnement reste sans effet lorsqu'elle se borne à protéger tel site particulier ; l'organisation de centres de plein-air pour des enfants de familles modestes ne doit pas justifier les bas salaires de leurs parents ; l'intervention d'une ONG en Afrique pour creuser un puits, installer une pompe solaire, susciter des coopératives, former des formateurs, envoyer des médicaments, etc., ne dispense pas de dénoncer le gâchis et les turpitudes de la politique de coopération, le flux de capitaux du Sud vers le Nord, l'enrichissement de sociétés privées grâce à la manne des fonds publics, les complaisances de la COFACE, les détournements de crédits. Mieux : un scandale comme l'« affaire Nucci » ne saurait occulter le plus grand scandale dans lequel elle s'inscrit.


Galerie Lelong - Photo Michel Nguyen

HENRI MICHAUX. – Sans titre (1976-1977).

MAIS les associations ne veulent pas « faire de politique ». Elles ont raison en ce sens qu'elles perdraient toute crédibilité si elles s'inféodaient à un parti. Qu'elles se gardent donc de toute politique partisane, de toute compromission. Mais comment pourraient-elles s'abstenir d'assumer la responsabilité, propre à tout citoyen, de participer activement au débat de la *Cité* pour définir les orientations d'une *politique d'ensemble* capable d'éviter, ou au moins de limiter, les dégâts qu'elles s'efforcent ensuite de réparer ?

Les associations ont tissé à travers le pays un tissu très serré qui, malgré les pires difficultés, au prix d'un total désintéressement, pare aux défaillances des services publics. Fût-elle moins sujette à critique, plus proche d'une inaccessible perfection, toute société, pour rester humaine, aura toujours besoin de cette générosité active. Mais les associations ne peuvent se résigner à éteindre les foyers d'incendie. Hommes de terrain, leurs responsables connaissent l'identité des pyromanes et, qu'ils le veuillent ou non, ils sont investis d'une mission de dénonciation, de mise en accusation publique.

Face à l'inefficacité de l'Etat et des communautés locales devant l'injustice banalisée, les militants associatifs constituent la substance d'un formidable contre-pouvoir, encore inorganique. Leur contre-culture doit s'opposer activement à la sous-culture dominante.

Bien différent est le sort des militants engagés dans un parti politique. Leurs effectifs ont fondu comme neige au soleil. Mais quel parti s'en soucie vraiment ? Le rôle des militants perd beaucoup de son importance dans des campagnes électorales « modernes », achetées clés en main à des firmes de sondage et de publicité qui, contre espèces sonnantes et trébuchantes, conçoivent, élaborent et diffusent affiches et clips télévisés. Seules comptent vraiment les grandes figures médiatiques des principales formations. Simple fantassin, le militant ? Son rôle est ravalé au rang subalterne que les gens de théâtre, par antiphrase, désignent d'une jolie formule : « jouer les utilités »... Le dirigeant flatte le militant plus qu'il ne l'écoute.

Le résultat de cette conception prétendument « moderne » de la vie politique s'étale à la rubrique des faits divers. Comme aux Etats-Unis ou au Japon, une élection demande de plus en plus d'argent. Et les scandales éclatent. Ces jaillissements de boue démoralisent les militants, discréditent les partis, gonflent le flot des abstentionnistes, font le lit de l'extrême droite et de l'antiparlementarisme.

Se sentant bernés, certains militants ont cru devoir abandonner leur parti. Comment oserait-on les en blâmer ? D'autres s'obstinent, contre vents et marées. Ils ont raison, à condition de constituer au sein du parti un contre-pouvoir. Deux terrains d'action s'offrent à eux : d'une part, contester les orientations et les priorités du parti, se battre pour les problèmes négligés, les valeurs oubliées, en sachant bien qu'ils indisposent ainsi ceux qui n'ont d'autre objectif que la conquête du pouvoir ; d'autre part, et sans doute surtout, il leur appartient de faire respecter une éthique rigoureuse, d'exiger le débat interne, d'obtenir la clarté des comptes, de refuser les candidats imposés contre leur vœu.

Ces simples militants peuvent-ils rejeter sur les « grands dirigeants » la responsabilité des scandales politico-financiers qui gangrènent la démocratie ? Ils n'ont pas personnellement trempé dans ces sales affaires, ne risquent donc pas d'être inculpés, et n'auront pas le trouble privilège de bénéficier d'une amnistie. Devraient-ils pour autant s'en désintéresser, en considérant que le problème n'est pas de leur ressort ? Ils ont les mains propres, mais leur silence avaliserait une conception antidémocratique de la vie politique, fondée sur l'argent et non pas sur le dialogue avec les électeurs. Souvent imprégnée d'amertume, toute leur expérience les a convaincus qu'ils ont peu d'influence réelle sur la définition des grandes orientations politiques. Tout en connaissant bien les obstacles qu'ils auront à surmonter, ils ne peuvent accepter le sort qui leur est fait ; la démocratie commence à l'intérieur du parti. De surcroît, il est un domaine dans lequel leur insistante protestation prendra un poids décisif : l'éthique.

Car la démocratie est une éthique. « *Il est de bonne éthique de travailler par priorité à la revigoration politique de la société, à sa démocratisation et à la mise à jour de ses orientations générales, tant il est vrai que l'éthique vaut par les pratiques qu'elle inspire (8).* » Cette ambition englobe évidemment le contrôle, par les militants, des finances de la section et de la fédération.

Le débat démocratique a besoin de militants plus que d'argent. L'argent finit par éliminer le débat au profit de la plus vulgaire propagande. Mieux vaut un riche débat d'idées entre citoyens modestes ou pauvres que de pauvres affiches payées par des riches. Les militants sont ainsi les premiers intéressés à obtenir un austère plafonnement des budgets électoraux. Toutes les agences de publicité rétorqueront que ce serait amoindrir l'efficacité des campagnes électorales. Mais qui prête attention à leurs slogans, tellement débiles qu'ils en deviennent offensants pour tout citoyen « conscient et éclairé » ? Le suffrage universel n'a pas élevé les publicitaires à la dignité de vestales de la démocratie. Veillant d'abord à leurs affaires, ils corrompent la vie politique par leurs budgets florissants. Un candidat peut, à l'extrême rigueur, être assez sot pour croire que son « image » sera « vendue » comme une marque de voiture ou de lessive. Rien n'oblige le militant à avaler une aussi grosse couleuvre.

Une urgence semble s'imposer : réinventer une culture démocratique, porteuse de tous les contre-pouvoirs qui cherchent à se constituer à l'extérieur (associations diverses) et à l'intérieur des partis. Le déclin du PC, la guerre pour le pouvoir à l'intérieur du PS, les divertissantes dissensions dans les familles de la droite, – tout concourt à désacraliser l'allégeance partisane.

Ainsi le moment paraît-il favorable à l'organisation, dans chaque ville, dans chaque département, d'états généraux de la démocratie, de vastes forums démocratiques pour repenser l'éthique et la pratique d'un système qui, supérieur à tous les autres en dépit de ses insuffisances, risque néanmoins de périr s'il ne parvient pas à se renouveler, à se revitaliser.

Cette réinvention de la République n'ira pas sans une réforme des institutions, qui passe nécessairement par la revalorisation du pouvoir législatif, mais à une triple condition :

– Les élus ont mission de se mettre en prise directe sur le corps électoral, auquel, parcourant leur circonscription, ils exposeront leurs projets et, périodiquement, viendront rendre compte de leur action. Jamais le dialogue télévisé entre un homme politique et quelques journalistes ne pourra remplacer le débat avec les électeurs. Jamais le clip de télévision ne remplacera le compte-rendu de mandat.

– L'expérience des Etats-Unis, où la réglementation des contributions électorales a pour la première fois joué en 1976, montre qu'aucune loi n'empêche les plus graves abus (9). Le financement privé, auquel nul ne semble prêt à renoncer complètement, est en soi une monstrueuse entorse à la démocratie : il consacre le privilège des riches et de leurs candidats ; seul le financement sur fonds publics est conforme à l'éthique républicaine. N'autorisant que des dépenses modestes, il interdirait de fait le recours aux moyens les plus onéreux, qui marginalisent les citoyens, les transforment en spectateurs passifs et désabusés. *Interdire les contributions privées*, définir des sanctions sévères, mettre en place une autorité de contrôle : un tel système ne va pas sans soulever de réelles difficultés techniques. Elles n'ont jamais été sérieusement examinées. C'est l'indice d'une conscience démocratique anesthésiée.

– Enfin, pour permettre aux citoyens de participer activement à la vie politique, la revalorisation du rôle du Parlement passe par une réforme de la Constitution ; depuis 1958, toute l'activité politique est beaucoup trop polarisée autour de l'élection du président de la République au suffrage universel, qui donne lieu à un grand « cirque » à l'américaine ; mais le législatif n'a pas, à Paris, le même pouvoir qu'à Washington ; en outre, il est paradoxal que le Sénat ne soit pas élu au suffrage universel direct, comme aux Etats-Unis depuis 1912 (XVIII[e] amendement à la Constitution). Il faut donner aux élus les moyens de travailler, des assistants en nombre suffisant (un sénateur américain peut en avoir jusqu'à une trentaine) pour suivre de près tout le travail législatif et garder le contact avec les électeurs. Payés sur le budget de l'Etat, les salaires de ces assistants parlementaires coûteraient beaucoup moins cher que des campagnes électorales « modernes » qui sont à la fois un instrument de décervelage et une occasion d'inacceptables compromissions, voire de corruption.

DE telles réformes ne porteront pas leurs fruits si n'est pas reconstituée une authentique culture démocratique. Celle-ci se nourrit, certes, de connaissances et d'expérience, mais aussi – pour employer un vocabulaire délibérément archaïque dans cette vieille société sceptique – d'un idéal : élus et militants sont là pour servir la société ; qu'ils l'oublient un instant, et ils seront eux-mêmes asservis à l'argent, aux slogans simplificateurs, aux plus insipides idées à la mode, aux nuisibles sondages de popularité, bref, à toute cette médiocrité dont meurt une démocratie. Servir...

CLAUDE JULIEN.

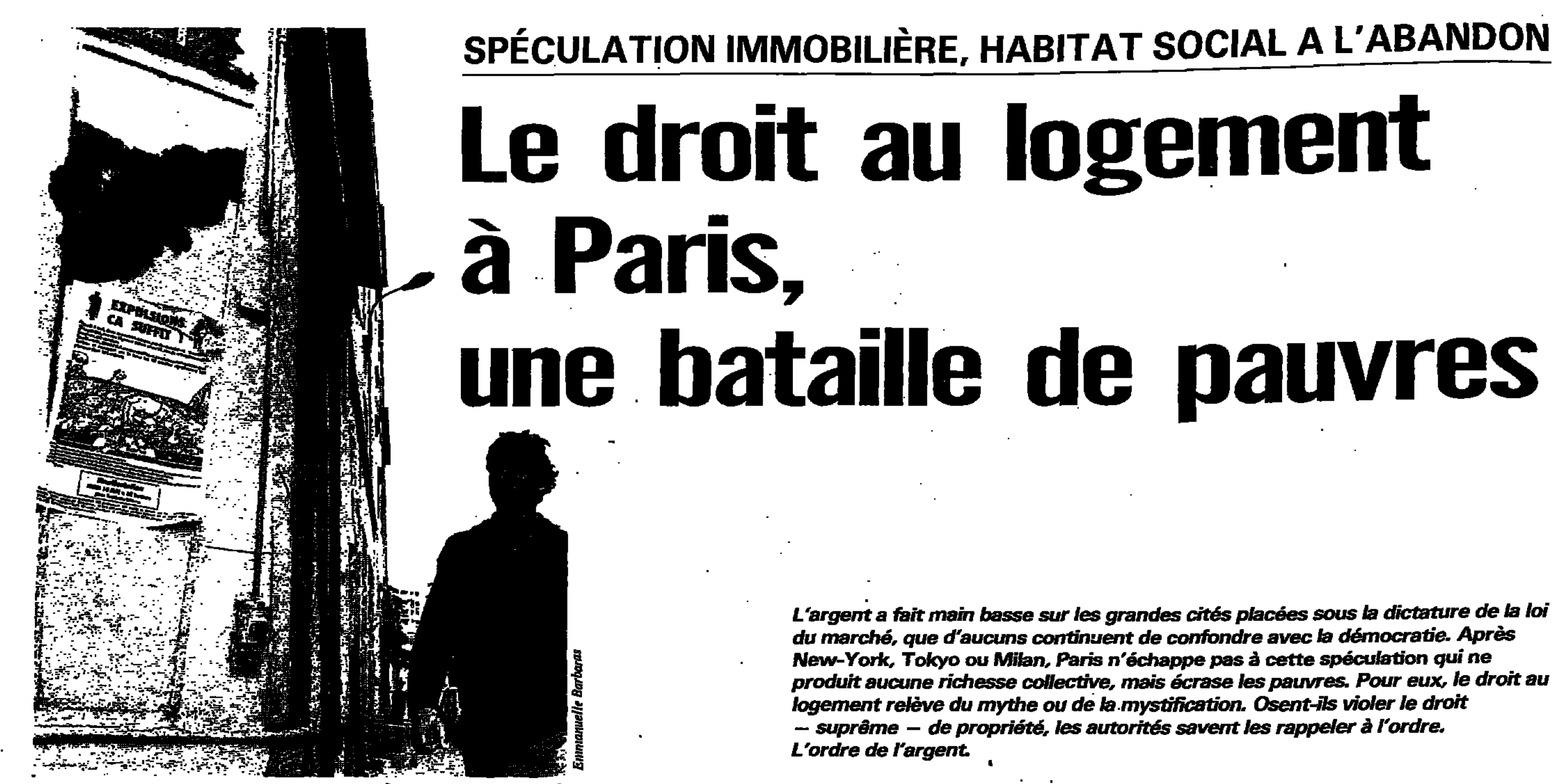
FIN

(8) Robert Fossaert, « Ethique et politique », *la Lettre des Cercles*, avril 1990, Cercle Condorcet, 3, rue Récamier, 75007 Paris.

(9) Claude Julien, *le Rêve et l'Histoire*, Grasset, Paris, 1976, pp. 132 à 137.

La série qui se conclut dans ce numéro a comporté les articles suivants :

Claude Julien, « Le citoyen à la conquête des pouvoirs » (octobre 1989) ; **Christian de Brie**, « Rendre aux élus du peuple la capacité de faire la loi » (novembre 1989) ; **Jean-Louis Rollot**, « Les fourmis de la culture » ; **Jean-Luc Pouthier**, « La presse et les paradoxes de la liberté » (décembre 1989) ; **Thierry Pfister**, « Au-delà de la crise du militantisme » et **Antoine Sanguinetti**, « L'armée, un monde tenu à part » (janvier 1990) ; **Christian de Brie**, « Sur les chantiers de la démocratie locale » et **Pierre Dommergues**, « Des Américains en quête d'un nouveau contrat social » (mars 1990) ; **Bernard Cassen**, « Mobiliser les salariés pour réformer l'entreprise » et **Philippe Videlier**, « Avoir une vie avant la mort » (avril 1990) ; **Christian de Brie**, « Ceux qui choisissent l'engagement contre une mortelle passivité » (mai 1990).



SPÉCULATION IMMOBILIÈRE, HABITAT SOCIAL A L'ABANDON

Le droit au logement à Paris, une bataille de pauvres

L'argent a fait main basse sur les grandes cités placées sous la dictature de la loi du marché, que d'aucuns continuent de confondre avec la démocratie. Après New-York, Tokyo ou Milan, Paris n'échappe pas à cette spéculation qui ne produit aucune richesse collective, mais écrase les pauvres. Pour eux, le droit au logement relève du mythe ou de la mystification. Osent-ils violer le droit — suprême — de propriété, les autorités savent les rappeler à l'ordre. L'ordre de l'argent.

Emmanuelle Barbaras

L'APPEL A LA MANIFESTATION DANS LE VINGTIÈME ARRONDISSEMENT
Mais y a-t-il volonté politique de changer le cours des choses ?

Par PHILIPPE BAQUÉ *

UNE odeur de renfermé règne dans toutes les pièces, dont les tapisseries sont rongées par des mousses verdâtres. Les fenêtres s'ouvrent, invitant l'air et la lumière. Sur le perron du pavillon, une banderole est déployée : *« Réquisition des logements vides. »* Depuis trois ans, les logements en habitations à loyer modéré (HLM) des cités-jardins de Champigny étaient inoccupés, sous prétexte de réhabilitation. A la hâte, les membres du Comité des mal-logés et les Compagnons d'Emmaüs, transformés en fourmis humaines, transportent matelas et sommiers, tandis qu'un nom est affiché sur la boîte aux lettres. En un instant, une première famille est installée dans un pavillon réquisitionné.

Parents de cinq enfants, survivant avec le revenu minimum d'insertion (RMI) et en instance d'expulsion, les époux Jalibert présentent toutes les caractéristiques d'un foyer des plus démunis et auraient dû, à ce titre, accéder en priorité à un logement social. Pourtant, leur demande d'HLM croupissait depuis trois ans, avec trois mille six cents autres, dans les tiroirs de l'Office public d'aménagement et de construction (OPAC) HLM du Val-de-Marne, qui régulièrement répondait : *« Pas de logement disponible. »* Alors, les époux Jalibert ont associé leur exaspération à celles de trois autres familles et, fin octobre 1989, ils ont décidé d'occuper quatre pavillons de la cité déserte. Deux cents membres du Comité des mal-logés, en majorité africains, venus de Paris, leur ont prêté main forte. Michel, l'un des occupants, vivait dans un camion au camping de Champigny : *« Pour Jean-Luc, Diallo, Christian, leurs familles et moi, l'hiver s'annonçait très difficile. Nous connaissions le scandale des pavillons des cités-jardins. Nous avons très vite compris qu'il serait impossible de squatter seuls. Nous avons pris contact avec le Comité des mal-logés. Sans une action de force, cette réquisition n'aurait pas eu lieu. »*

La situation actuelle du logement social aurait inspiré à Kafka un roman ; aux gouvernements successifs, elle a suggéré une kyrielle de rapports, plus alarmants les uns que les autres. Le rapport Pétrequin, en 1986, estimait que, pour 10 %, la population française était mal logée, les ménages disposant de moins de 4 mètres carrés par personne, vivant dans des immeubles insalubres ou étant menacés d'expulsion. Depuis, la situation ne cesse de s'aggraver.

* Journaliste.

Au lendemain de la guerre, l'Etat finançait largement la construction sociale en pleine expansion. Mais il s'est peu à peu désengagé, et le rythme des créations de logement HLM s'en est ressenti (1). Spéculation foncière et aménagements de bureaux ayant transformé la plupart des grandes villes de France en Monopoly grandeur nature, les organismes HLM se sont adaptés aux nouvelles réalités. Transformés en Office public d'aménagement et de construction, leur statut les rapproche désormais d'une entreprise classique dont ils adoptent la comptabilité commerciale, ses secrets et la notion de bénéfice.

En 1979, M. Jacques Chirac, en tant que maire de Paris, déclarait : *« J'estime qu'aujourd'hui le logement des classes moyennes doit devenir l'objectif prioritaire de notre action. »* En écho à ces propos, la logique des organismes HLM exclut de plus en plus les bas revenus, reniant ainsi leur vocation. Loi du marché oblige, les loyers des anciennes HLM, aidés par la loi Méhaignerie, grimpent régulièrement lors des changements de locataires ou après réhabilitation. En moyenne le loyer d'une HLM s'élève à 1000 F par pièce, soit 3 000 F pour un logement familial. Comment une famille touchant le SMIC (4 700 F brut) peut-elle espérer se loger ? Même avec des aides personnalisées au logement (APL), dont le pouvoir d'achat est en baisse, la charge d'un loyer correspond encore à plus de 30 % du salaire.

La mairie demeure maîtresse du jeu

LE nombre de loyers impayés augmentant, les organismes HLM réclament aux demandeurs, officieusement, un revenu quatre fois supérieur au loyer. Selon M. Michel Chevallier, de la Confédération nationale des locataires : *« Ce qui intéresse les organismes HLM, ce sont des locataires solvables. Ils attribuent les logements aux personnes dont les ressources sont au plafond de la réglementation. »*

La Caisse d'allocation familiale (CAF), évoluant dans les coulisses du social, est informée des détresses de nombreuses familles menacées d'expulsion ou sans logement. Ses responsables tentent de colmater les brèches. *« Mais sans publicité,* avoue M. Elie Saleres, adjoint du directeur d'action sociale, *car nos moyens sont modestes. Les familles ont beaucoup de mal à trouver un logement social. La CAF se porte caution pendant deux ans pour celles qui ont de trop faibles revenus. Mais les HLM ont des contraintes par ailleurs et ne peuvent souvent pas libérer de logements convenant à ces personnes à risque. »* La CAF participe financièrement à la réhabilitation du logement social, mais elle n'a en retour que le droit de proposer quelques familles à la bonne volonté des organismes HLM. *« Nous parvenons à trouver des solutions. Mais, c'est une goutte d'eau. Le problème de l'habitat social ne se règle pas en région parisienne. Les efforts ne sont pas à l'échelle du besoin. »*

Au foyer des travailleurs migrants, géré par Accueil et Promotion, les locataires s'entassent à trois par chambre, dans un provisoire devenu définitif. M. Amara Sy, animateur de l'association, aide les résidents dans leurs démarches auprès des différents organismes HLM. Il est sans illusion. *« Les immigrés construisent les bureaux ou nettoient les rues mais ils n'ont pas droit au logement. Les cent soixante locataires ont fait des demandes de logement HLM. Aucun n'a reçu de réponse positive et certains attendent depuis vingt ans. Pourtant, la plupart travaillent et ont des revenus corrects. Les enquêteurs des organismes HLM disent qu'ils ne sont pas prioritaires car leurs familles ne sont pas sur place. »* M. Amara Sy pousse un soupir de lassitude : *« On parle de l'insertion des immigrés mais on ne leur en donne pas les conditions. Le logement est primordial pour s'intégrer, or nous en sommes exclus. »*

M. Boubou Touré travaille à la Ville de Paris, au service nettoiement, avec le titre d'agent titulaire. *« J'ai fait une demande de logement HLM en 1979 et je suis passé prioritaire. La préfecture m'avait appuyé pour obtenir un grand appartement car j'ai six enfants. L'organisme HLM me l'a refusé sans donner de raison. »* Comme le reconnaît M. Georges Merloz, sous-préfet de Paris, *« dans la législation actuelle, le préfet n'a aucun pouvoir d'attribution, même sur son contingent réservé. Il n'a qu'un pouvoir de proposition. »*

Directement ou indirectement, la mairie de Paris filtre les attributions. Elle contrôle la majorité du parc de logement social de la ville, en dirigeant le conseil d'administration et la commission d'attribution de l'OPAC HLM et en exerçant sa tutelle sur les sociétés à économie mixte. Avec ces pouvoirs, elle régit les trois quarts des attributions. Les autres étant normalement du ressort préfectoral. Mais la mairie est maîtresse du jeu, car, après un premier écrémage, elle transmet au préfet un fichier de personnes considérées comme mal logées et prioritaires, parmi lesquelles le représentant de l'Etat fait un choix (2). Ensuite, celui-ci propose et la mairie dispose en appliquant tacitement une sévère politique de quotas. L'Union départementale CFDT donne les chiffres suivants (3) : si 43 % des inscrits sur le fichier des prioritaires sont des immigrés, seulement 15 % d'entre eux sont relogés. L'OPAC HLM trouve des serviteurs zélés et convaincus pour appliquer ces quotas : M. Henri de Lesquen, son sous-directeur, est aussi le fondateur du Club de l'Horloge, aux nombreuses accointances avec le Front national *(voir l'article de Christian de Brie, page 14)*.

Tous les immigrés éconduits dans leurs démarches pour obtenir un appartement séjournent un jour ou l'autre dans les pires des logements : les hôtels meublés. Si les propriétaires ne sont pas racistes — les gérants sont souvent eux-mêmes des immigrés — et acceptent de louer à tout le monde, ils ne sont pas pour autant des philanthropes. Ces marchands de sommeil entassent dans une même pièce le maximum de locataires pour des loyers mensuels de 1 500 F par tête. Quant les voix de la spéculation foncière les charment, ces mêmes propriétaires et gérants n'hésitent pas à incendier les lieux pour vendre, au prix fort, les ruines vides de tous locataires. M. Habib M'Heni, de la Coordination des hôtels meublés, se bat depuis de nombreuses années. *« Les propriétaires et les gérants ont tous les droits alors que les locataires n'en ont aucun. En cas d'expulsion, ces derniers ne peuvent pas prétendre au relogement et leurs demandes ne sont pas prises en compte par les organismes HLM. La loi est contre nous. Nous avons eu quarante procès et nous les avons tous perdus. »* Dans de nombreux hôtels meublés, des comités de locataires se sont créés pour exiger leur relogement en HLM lors des expulsions.

Tous les verrous ont sauté

QUELLES solutions reste-t-il pour la masse des exclus du logement social de droit ? Le logement social de fait ? Pour M. Michel Lenormand, du Centre d'information et de défense des locataires : *« Un autre type de logement social est constitué par les logements privés soumis à la loi de 1948, fixant des loyers très bas. Pour toute une frange de la population avec des revenus insuffisants, ces logements sont le seul moyen de vivre à Paris. Mais la loi Méhaignerie, confortée par la loi du 6 juillet dernier* (4)*, a permis une sortie en masse des logements de la réglementation 1948, libérant les loyers. Aujourd'hui, les loyers régis par la loi de 1948 sont une espèce en voie de disparition. »*

Tous les verrous du logement social ont sauté pour permettre une libéralisation effective des locations. L'Etat paraît désorienté par les conséquences de cette politique. A la fin de la seconde guerre mondiale et à nouveau lors du rapatriement des pieds-noirs d'Algérie, il avait été confronté au problème de relogement de personnes sinistrées et avait alors pratiqué des réquisitions. L'article 641 du Code de la construction donne pouvoir aux représentants de l'Etat, en cas de crise du logement, de réquisitionner des locaux vacants à usage d'habitation pour les attribuer aux mal-logés. Le dernier rapport soumis au gouvernement, celui de M. François Geindre (5), déconseille cette action de l'Etat car celle-ci *« contrarie le principe de la responsabilité de gestion des organismes HLM »*.

(1) A Paris, jusqu'en 1970, le rythme de création de logements sociaux était de 5 000 par an. Il a chuté ces dernières années à 2 000.

(2) Alors que les dispositions réglementaires prévoient un contingent préfectoral de 30 % sur l'ensemble des logements HLM à attribuer, la moyenne en France du contingent effectivement disponible pour les prioritaires dont le préfet a la charge se situe autour de 5 %.

(3) *Paris Commune*, bulletin d'information de l'union des syndicats CFDT de Paris, numéro spécial « Logement ».

(4) Voir à ce sujet la petite plaquette éditée par le ministère de l'équipement, du logement, des transports et de la mer.

(5) *L'Attribution des logements sociaux*, octobre 1989, rapport soumis au ministère de l'équipement, du logement, des transports et de la mer.

La chasse aux squatters

M. JEAN TIBÉRI, premier adjoint au maire de Paris et président de l'Office HLM, a ouvert les hostilités le 15 mars 1990, date de clôture légale de la période hivernale, en demandant à la préfecture de police d'expulser les squatters qui, selon lui, *« se font justice eux-mêmes au détriment de ceux qui respectent la loi* (1) ». Une guerre des chiffres a opposé la mairie, estimant le nombre des immeubles squattés à Paris à cent quatre-vingt-six, à la préfecture de police, qui le limite à quatre-vingt-dix. Au conseil municipal de la ville, M. Georges Sarre, président du groupe socialiste et membre du gouvernement, a établi une distinction entre « *les squatts paisibles sans délinquance* » et les autres, pour lesquels il s'est prononcé en faveur de l'expulsion (2).

Si les « bons » squatters ont eu un sursis, les « mauvais » ont très vite été dans le collimateur des expulseurs : samedi 7 avril, à l'aube, un commando du RAID et quelques centaines de CRS ont mis à la rue, de manière musclée, une quinzaine de précaires, artistes et mal-logés occupant un immeuble dans le onzième arrondissement. D'autres squatters ont été condamnés à des peines de prison ferme ou avec sursis pour « violation de domicile », alors qu'ils occupaient des logements depuis plusieurs mois et qu'aucun arrêté d'expulsion n'avait été prononcé contre eux. Premiers cas d'utilisation d'une procédure pénale en substitution d'une procédure civile habituelle d'expulsion. Précédent qui pourrait se généraliser.

(1) *Le Monde*, 17 mars 1990.
(2) *Le Parisien*, 27 mars 1990.

Si l'Etat se refuse à réquisitionner, le besoin urgent d'habitation et l'existence de milliers de logements vides dans les immeubles HLM et de dizaines de milliers d'autres dans le parc privé (6) ont incité de nombreuses personnes à s'approprier ce droit. Au début de cette année, dans le troisième arrondissement de Marseille, un conseiller municipal communiste a été traduit en justice, sur plainte du président de l'organisme HLM local, pour avoir aidé des personnes expulsées à occuper des logements vacants. A Paris, une organisation, née des problèmes de logement, prône les réquisitions comme forme de lutte pour les mal-logés.

Le Comité des mal-logés est né en 1986, à la suite des incendies des hôtels meublés du vingtième arrondissement, pour reloger les familles sinistrées dont la situation dramatique n'émouvait plus les autorités. Babar, membre du comité : *« Au début, les mouvements d'aide aux sinistrés limitaient le problème à celui du racisme. Le comité, lui, parlait de la spéculation et des problèmes sociaux et demandait aux gens concernés de prendre en charge eux-mêmes la lutte. Il a très vite été question de réquisitions. »* Le comité est rejoint par des centaines de personnes, en majorité maliennes, logées précairement dans des immeubles surpeuplés et souvent menacées d'expulsion pour cause de rénovation.

La première réquisition d'HLM eut lieu en avril 1987, rue de Ménilmontant : deux appartements furent alors occupés par des familles. Suivirent celle de la rue du Volga, où huit appartements HLM furent ouverts, et celle de la rue de la Fontaine-au-Roi, dans le onzième arrondissement, où, en janvier 1989, vingt et une familles occupèrent un immeuble de l'OPAC HLM réhabilité, à trois jours de l'inauguration. Fin octobre 1989, le comité réquisitionnait quatre pavillons à Champigny et, début décembre, sept familles s'installaient dans des appartements HLM rue de l'Orme, dans le dix-neuvième arrondissement. Parmi elles, certaines habitaient dans un immeuble particulièrement délabré à la suite de trois incendies consécutifs dont le dernier fut meurtrier.

Après quarante-huit heures, les occupants ne peuvent plus être expulsés que sur décision judiciaire. Mais délais d'expulsion et période hivernale (7) ne suffiraient pas à maintenir les occupants dans les lieux si le comité ne se mobilisait pas en permanence : occupation en 1988 des locaux électoraux de M. Raymond Barre à Paris, occupation pendant vingt-quatre heures du siège de l'OPAC HLM... Sachant leur situation précaire et menacée, les membres du comité se soutiennent mutuellement lors de ces actions, et plusieurs centaines de personnes y participent. Toutes les décisions sont prises en commun durant les réunions hebdomadaires tenues dans les permanences des dix-huitième, dix-neuvième et vingtième arrondissements.

Babar explique : *« Nous n'occupons pas les logements pour les squatter mais pour exiger le relogement des personnes. Notre but, c'est la régularisation. »* Pour cette raison, le comité ne réquisitionne, actuellement, que des logements HLM, et les occupants versent un loyer minimum aux organismes. Jacques, membre du comité : *« Nous luttons pour que les logements HLM soient attribués en priorité à ceux qui en ont besoin. Nous résistons aux expulsions sans relogement. Nous voulons des logements décents pour tous, à des prix abordables. »* Toutes les familles occupantes ont des demandes en panne dans les organismes HLM.

A la suite des actions du comité, trois familles ont été relogées par l'OPAC HLM de Paris, mais beaucoup de demandes restent bloquées, l'issue dépendant du bras de fer entre l'OPAC HLM et le comité. En attendant, les occupants de la rue de la Fontaine-au-Roi, sans eau ni électricité, devaient se cacher pour chercher de l'eau en évitant les policiers (ils ont finalement été expulsés le 2 mai, *voir l'encadré ci-contre*), et ceux de la rue du Volga ont redoublé de vigilance depuis qu'un commando a déposé du gaz chloré dans l'immeuble.

Si les réquisitions du comité sont exclusivement menées dans des HLM, celui-ci n'en soutient pas moins des squatteurs d'immeubles privés et des locataires d'hôtels meublés en lutte. A Ivry, Konaté est membre du comité. Avec cinq familles maliennes, expulsées d'un hôtel à cause de la présence de leurs enfants, il occupe l'immeuble d'un propriétaire privé, vide depuis des années. En sursis d'expulsion, les occupants ont vécu les premiers mois de l'hiver dernier dans les pires conditions : le froid et l'obscurité, auxquels s'ajoutaient les harcèlements de la police et du propriétaire. Par leur ténacité et grâce à des circonstances locales favorables, ils ont obtenu dernièrement l'eau et l'électricité. Konaté : *« Nous avons proposé de payer un loyer, mais le propriétaire a refusé. Nous attendons des réponses à nos demandes d'HLM, mais nous n'en pouvons plus. Pour nous, c'est le relogement ou la mort. »*

Sans lien avec le comité, il existe à Paris des personnes revendiquant le droit au squatt. Une coquette maison bourgeoise du vingtième arrondissement, d'une quinzaine de pièces, était ainsi occupée depuis quelques mois. Elle appartient à la Ville, qui avait exercé sur elle son droit de préemption (8) et la laissait dormir depuis quatre ans, en attendant que le vent foncier se lève.

Emmanuelle Barbaras

UNE OCCUPATION D'APPARTEMENTS VIDES A PARIS
Policiers et vigiles se chargeront de rétablir l'ordre

Alors que les actions du comité sont médiatisées, celles des squatteurs se passent dans la discrétion. Philippe, l'un des occupants : *« Squatter est tout à fait possible quand on connaît un peu la loi. Si tout le monde faisait comme nous, le problème du logement serait vite résolu. »* Un réseau informel s'est créé. Des personnes partageant les mêmes modes de vie et les mêmes refus de la société s'entraident, notamment en matière juridique. Catherine a une longue expérience des squatts : *« Il y a dix ans, les squatts représentaient une volonté politique de changer les choses. Mais, aujourd'hui, ils sont considérés de façon très misérabiliste, symbolisée par l'abbé Pierre. Les commissaires de quartier acceptent un certain pourcentage de squatts car ils servent de soupape de sécurité. S'il y avait une revendication politique, ça serait différent. »* Soupape de sécurité ou pas, la préfecture de police n'a pas permis aux squatteurs de profiter longtemps de leur confort : elle les a expulsés à quelques jours de l'entrée en vigueur de la période hivernale.

Malgré la protection de cette période, les occupants d'un immeuble de la rue Marx-Dormoy, dans le dix-huitième, n'ont pas goûté à ce répit : l'an dernier, une froide journée de décembre, un commando de vigiles, se présentant commme des policiers, les a brutalement délogés avant de saccager leurs chambres à coups de barre de fer. Pendant plusieurs jours, les occupants ont dormi sur le trottoir, devant l'immeuble éventré, avant d'être disséminés provisoirement dans des foyers et des hôtels. Les mêmes méthodes avaient été employées quelques mois auparavant par le propriétaire d'un immeuble de la rue Keller dans le onzième. Les vigiles deviennent les principaux interlocuteurs des personnes en mal de logement. La mairie de Paris en emploie deux cent cinquante pour surveiller les ensembles HLM situés dans l'est de la capitale, et elle n'hésite pas à les installer dans des logements vides pour prévenir toute réquisition ou occupation, détournant ainsi ces appartements de leur fonction sociale (9). En solidarité avec des locataires d'un hôtel meublé, acheté par l'OPAC HLM, les membres du Comité des mal-logés se sont heurtés à des vigiles engagés par l'organisme pour intimider les personnes refusant de quitter les lieux sans relogement.

Alors que tous les voyants rouges du logement social s'allument (10), le gouvernement a entrepris des réformes pour aider les plus démunis. Un projet de loi, présenté en décembre 1989 par M. Louis Besson, ministre du logement, a fixé de nouvelles règles du jeu entre les partenaires du logement social. Sa principale innovation était un renforcement des prérogatives des préfets pour inciter la cinquantaine de communes urbaines réticentes à accueillir sur leur territoire des familles démunies en quête de logement. L'opposition et le Parti communiste ayant refusé cette disposition, la loi a été en bonne partie révisée en baisse lors de son deuxième passage à l'Assemblée nationale, ce qui lui a permis d'être adoptée le 20 avril 1990. Mais le renforcement des pouvoirs du préfet a été limité et mis sous conditions. Ce n'est qu'en cas d'échec des protocoles d'occupation du patrimoine social, réunissant les différents partenaires à l'exception des syndicats, que le préfet pourra intervenir. Un délai de six mois devra s'écouler avant que le préfet impose aux HLM des personnes prioritaires, dans la limite des 30 % de son contingent. Mais, en l'absence de transparence dans la gestion des organismes HLM, le préfet n'a pas de contrôle sur les logements réellement disponibles (11).

Sans la suppression de la loi Méhaignerie, la loi Besson ne peut qu'endiguer très provisoirement le flot des personnes mal logées car, au fil des réhabilitations, les logements régis par la loi de 1948 continuent à disparaître massivement, réduisant d'autant les possibilités de bas loyers.

PHILIPPE BAQUÉ.

(6) Sur l'ensemble du territoire, 1 800 000 logements sont vides, dont 90 000 à Paris. Sur ces derniers, 4 000 appartements appartiennent à l'OPAC HLM.

(7) Durant la période hivernale, officiellement fixée du 1er décembre au 15 mars, aucune expulsion ne peut légalement avoir lieu. En 1989, le conseil municipal de Paris a adopté un vœu pour avancer à mi-octobre la date d'entrée en vigueur de cette période. Mais la préfecture de police n'a rien voulu entendre et les expulsions ont continué jusqu'au 1er décembre.

(8) Les mairies ont un droit de préemption sur les immeubles et les terrains mis en vente sur leur commune. La vente se fait à l'amiable, ou par expropriation, sur la base d'un prix estimé par les domaines. A Paris, la mairie use parcimonieusement de ce droit, le limitant volontairement pour faciliter la rénovation privée. Elle ne préempte en moyenne que 2 % des logements et terrains mis en vente annuellement. Ce refus d'user du droit de préemption se traduit, entre autres, par la disparition des espaces verts, des lieux publics, des terrains de sport...

Dans le cadre des zones d'aménagement concerté (ZAC), les terrains et immeubles préemptés par la mairie sont revendus sous forme de mètres carrés constructibles. Ils ne sont que minoritairement destinés à la réalisation de logements sociaux, la majeure partie est transformée en logements intermédiaires ou résidentiels. En améliorant l'image de marque des quartiers rénovés, les ZAC ont un effet d'entraînement sur la rénovation privée spéculative. La mairie en tire comme avantage une masse d'impôts prélevés sur les résidences et les bureaux. Un autre usage du droit de préemption permet à une mairie de limiter l'implantation de logements sociaux en achetant, en cas de litige, les terrains ou les immeubles convoités par un organisme.

(9) Pour remplacer les vigiles, MM. Pierre Joxe et Jacques Chirac ont en commun le projet de créer à Paris quatre cents postes de policiers îlotiers affectés à la surveillance des grands ensembles sociaux de l'est de la capitale. Le maire de Paris propose de mettre à la disposition de ces gardiens de la paix quatre cents logements, miraculeusement disponibles.

(10) Pour en savoir plus sur le logement social à Paris, lire Pierre Merlin, *Pour une véritable priorité au logement social à Paris*, La Documentation française, Paris, décembre 1982.

(11) A Paris, la nouvelle réglementation départementale supprime le fichier des mal-logés, étendant aux 150 000 demandes les critères de priorité, et retire au préfet le droit d'intervenir directement dans le traitement des demandes de logement. Les mal-logés étant désormais confondus dans la masse des demandes, comment le préfet pourra-t-il vérifier que ceux-ci ont bien obtenu un logement ?

ENTRAIDE ET SOLIDARITÉ

Est-ce encore possible ?

QUINZE jours après le vote de la loi Louis Besson concernant les mal-logés, le mercredi 2 mai 1990 à 7 heures du matin, la police a investi deux immeubles occupés par le Comité des mal-logés, situés au 67, rue des Vignoles, dans le vingtième arrondissement et au 92, rue de la Fontaine-au-Roi, dans le onzième. Trois cents personnes, dont la moitié d'enfants, ont été ainsi expulsées. Les deux immeubles abritaient les permanences du Comité. Cette action correspond à un revirement du gouvernement, jusque là conciliant avec les occupants du Comité et semble contredire l'esprit de la loi Besson.

L'immeuble situé au 67, rue des Vignoles, dans le quartier Réunion du vingtième arrondissement, était squatté depuis novembre 1986 par des familles sinistrées de la crise du logement. Les logements, surpeuplés, hébergeaient cent dix personnes, dont quinze familles étrangères, une famille franco-malienne, une famille française, neuf célibataires français et deux célibataires étrangers. La faiblesse des ressources, les origines étrangères et le nombre élevé d'enfants excluaient toute possibilité d'accéder à un logement social par les circuits habituels. Regroupés au sein de l'association Un logement d'abord, les occupants avaient forgé des habitudes d'entraide et de solidarité : prise en charge collective des enfants, création d'un restaurant à prix modique... Mais le projet de rénovation du quartier, classé zone d'aménagement concerté (ZAC), est allé de l'avant, au détriment de ses habitants et des squatteurs de la rue des Vignoles.

POURTANT, un espoir se dessinait pour eux grâce au projet d'acquisition de l'immeuble par l'association Logement pour tous, spécialisée dans la construction et la réhabilitation immobilières afin de procurer un logement aux familles et aux personnes les plus défavorisées.

En collaboration avec l'association des occupants de la rue des Vignoles et avec l'aide de l'État, Logement pour tous devait restaurer l'immeuble en relogeant les personnes dans les lieux ou à proximité (1).

Mais cet organisme était en procès avec la société immobilière Kapa Promotion qui lui avait vendu les lieux au prix très élevé d'un immeuble vide de tout locataire. Logement pour tous, ayant reçu une promesse de vente, avait engagé une procédure pour demander une réduction du prix puisque l'immeuble n'était pas vide. Ne voulant pas céder, Kapa Promotion a maintenu sa demande d'expulsion des occupants déposée en 1986.

Tel qu'il était envisagé, le projet de la rue des Vignoles pouvait servir d'exemple pour une politique de restauration de l'habitat qui permette aux habitants de continuer à vivre dans leur quartier, quelles que soient leurs ressources et leurs origines.

« Nous faisons aujourd'hui ce que les HLM ont pratiqué à une époque, du logement réellement social, déclare M. Chavanneau, responsable de Logement pour tous. *Ce que nous faisons a valeur de test. Nous ne réglons rien, mais nous voulons juste montrer que s'il y a une réelle volonté politique il est possible de faire du logement social autrement. »* Est-ce vraiment encore possible à Paris ? Le coup d'arrêt mis à l'expérience de la rue des Vignoles permet d'en douter.

Ph. B.

(1) Pour appuyer son ambitieux projet, Logement pour tous a créé un outil de collecte de fonds privés, le Fonds de solidarité-logement, placé sous l'égide de la Fondation de France et sous le parrainage de l'abbé Pierre. (*Logement pour tous, 180* bis, *rue de Grenelle, 75007 Paris.*)

DU TRAVAIL QUI NE CRÉE

Pourquoi la société salariale

TRAVAIL précaire, sociétés duales, chômage chronique dans nombre de pays d'Occident et en rapide augmentation dans ceux de l'Est, incertitudes accrues pour l'avenir dans le tiers-monde soumis à la loi d'airain de l'ajustement structurel... Mutations et régressions s'additionnent sans que la pensée politique, faute de les comprendre, prenne à bras-le-corps ces phénomènes. Allons-nous continuer à produire des serviteurs, alors qu'il faudrait transformer le temps en liberté pour tous ?

Par ANDRÉ GORZ *

Depuis le début de l'ère moderne, une question n'a cessé de se poser à l'Occident : dans quelle mesure la rationalité économique est-elle compatible avec ce minimum de cohésion sociale dont une société a besoin pour survivre ? Cette question se pose aujourd'hui sous des aspects nouveaux, avec une actualité et une acuité accrues. Le contraste est en effet saisissant entre la réalité et le discours lénifiant de l'idéologie dominante.

Dans l'ensemble des pays capitalistes d'Europe, on produit trois à quatre fois plus de richesses qu'il y a trente-cinq ans ; cette production n'exige pas trois fois plus d'heures de travail, mais une quantité de travail beaucoup plus faible.

En RFA, le volume annuel du travail a diminué de 30 % depuis 1955. En France, il a baissé de 15 % en trente ans, de 10 % en six ans. Les conséquences de ces gains de productivité sont ainsi résumées par M. Jacques Delors : en 1946, un salarié âgé de vingt ans devait s'attendre à passer au travail un tiers de sa vie éveillée ; en 1975, un quart seulement ; aujourd'hui, moins d'un cinquième. Et encore ce dernier chiffre n'intègre-t-il pas les gains de productivité à venir et ne prend-il en considération que les salariés employés à plein temps, toute l'année durant. Toujours selon M. Delors, les Français âgés aujourd'hui de plus de quinze ans passeront moins de temps au travail qu'ils n'en passent à regarder la télévision.

Ces chiffres, notre civilisation, notre presse, nos représentants politiques préfèrent ne pas les regarder en face. Ils se refusent à voir que nous ne vivons plus dans une société de producteurs, dans une civilisation du travail. Le travail n'est plus le principal ciment social, ni le principal facteur de socialisation, ni l'occupation principale de chacun, ni la principale source de richesse et de bien-être, ni le sens et le centre de nos vies. Nous sortons de la civilisation du travail, mais nous en sortons à reculons, et nous entrons à reculons dans une civilisation du temps libéré, incapables de la voir et de la vouloir, incapables donc de *civiliser* le temps libéré qui nous échoit, et de fonder une culture du temps disponible et une culture des activités choisies pour relayer et compléter les cultures techniciennes et professionnelles qui dominent la scène. Nos discours demeurent dominés par le souci de l'efficience, du rendement, de la performance maximale, donc par le souci d'obtenir le plus grand résultat possible avec le minimum de travail et dans le minimum de temps. Et nous semblons décidés à ignorer que nos efforts d'efficacité, de rationalisation ont pour conséquence principale ce résultat – que la rationalité économique ne sait ni évaluer ni charger de sens – de nous libérer du travail, de libérer notre temps, de nous libérer du règne de la rationalité économique elle-même.

Cette incapacité de nos sociétés à fonder une civilisation du temps libéré entraîne une distribution absurde et scandaleusement injuste du travail, du temps disponible et des richesses. Notre attention se fixe d'abord sur les nouvelles carrières qu'ouvre la révolution microélectronique et sur les transformations fondamentales qui en découlent dans la nature du travail industriel et, surtout, dans la condition des travailleurs. On nous dit que les tâches répétitives et de pure exécution tendent à disparaître de l'industrie ; que ce travail tend à devenir prenant, responsable, auto-organisé, diversifié, exigeant des individus autonomes, capables d'initiative, capables de communiquer, d'apprendre, de maîtriser une diversité de disciplines intellectuelles et manuelles. Un nouvel artisanat, nous dit-on, est en train de prendre la relève de l'ancienne classe ouvrière et de réaliser ce vieux rêve : les producteurs détiennent le pouvoir sur les lieux de production et y organisent souverainement leur travail.

Et qui s'interroge sur la proportion des salariés accédant à cette nouvelle condition s'entend répondre non sans irritation, tant la question est incongrue : pour le moment, il s'agit de 5 % à 10 % seulement des travailleurs de l'industrie ; mais, demain, ils seront plus de 25 %, voire 40 % à 50 % dans la métallurgie. Le travail pourra redevenir passionnant au point de se confondre, comme chez les artistes, avec la vie elle-même.

Il vous faut avoir mauvais esprit pour tenter d'en savoir plus et poser quelques autres questions : que deviennent les 50 % ou 60 % de travailleurs de la métallurgie qui n'accéderont pas à la condition enviable qui vient d'être décrite ? Que deviendront les 75 % de salariés de l'ensemble des industries qui ne pourront accéder à cette condition ? Et surtout : ces changements ne s'accompagnent-ils pas de gains de productivité très rapides – de + 10 % par an dans l'industrie automobile, par exemple ; de 100 % en cinq ans dans l'industrie de la machine-outil ?

Quand Thomson a modernisé sa fabrique de réfrigérateurs, la rendant compétitive et assurant à toutes ses ouvrières et à tous ses ouvriers l'accès à des qualifications professionnelles de plus en plus élevées, cette transformation tant célébrée ne s'est-elle pas accompagnée d'une réduction de dix-neuf mille à neuf mille des effectifs des travailleurs ? La proportion de la population active occupée dans l'industrie n'est-elle pas tombée d'environ 40 % il y a vingt ans à environ 30 % actuellement et ne prévoit-on pas qu'elle représentera moins de 20 % dans une dizaine d'années ? Que devient donc cette main-d'œuvre que l'industrie... « libère », si l'on ose dire, pour ne conserver que ces précieux professionnels polyvalents auxquels, pour se les attacher, elle offre un traitement et un statut privilégiés ?

Nous connaissons la réponse à ces questions : pour près de la moitié de la population active, l'idéologie du travail est devenue une mauvaise farce ; l'identification au travail est désormais impossible, car le système économique n'a pas besoin ou n'a pas un besoin régulier de leur capacité de travail. La réalité que nous masque l'exaltation de la « ressource humaine », c'est que l'emploi stable, à plein temps, durant toute l'année et toute la vie active, devient le privilège d'une minorité. Pour près de la moitié de la population active, le travail cesse d'être un métier qui intègre dans une communauté productive et définit une place dans la société. Ce que le patronat appelle « flexibilité » se traduit pour les salariés par la précarité.

La situation en France n'a rien d'exceptionnel à cet égard. En RFA, les embauches sont pour moitié à temps partiel ou à titre précaire ; un tiers des actifs occupent des emplois temporaires ou à temps partiel, avec un salaire partiel. Et si les statistiques indiquent une baisse du nombre des chômeurs, il ne faut pas toujours conclure que l'économie a de nouveau besoin d'un plus grand volume de travail. Pour réduire le taux de chômage, on peut aussi augmenter la proportion des emplois à temps et à salaire partiels, au détriment des emplois à plein temps. C'est ce qui s'est produit en France, en RFA et surtout aux Etats-Unis et au Royaume-Uni. Dans ces deux derniers pays, les chômeurs et les personnes employées à titre précaire et à temps partiel représentent ensemble plus de 45 % de la population active. Au Royaume-Uni, 50 % des femmes et 25 % des hommes, soit 36 % de la main-d'œuvre au travail, occupent des emplois hors normes. 90 % des emplois créés en cinq ans y sont des emplois précaires et/ou à temps partiel. Aux Etats-Unis, 60 % des emplois créés au cours des années 80 sont payés à des salaires inférieurs au seuil de pauvreté ; le revenu type de la famille américaine où l'homme a moins de vingt-cinq ans est aujourd'hui inférieur de 43 % à ce qu'il était en 1973.

« La rage de gagner », ce slogan répugnant

AINSI, de 35 % à 50 % de la population active britannique, française, allemande ou américaine vivent en marge de notre prétendue civilisation du travail, de son échelle des valeurs et de son éthique du rendement et du mérite. Le système social se scinde en deux, donne naissance à ce qu'on appelle couramment une « société duale ». La conséquence en est une très rapide désintégration du tissu social. En haut de l'échelle se livre une compétition effrénée pour décrocher un des rares emplois à la fois stables et ouverts sur une carrière ascendante. C'est ce qu'un slogan publicitaire répugnant vante comme « *la rage de gagner* », étant entendu qu'il doit y avoir, pour chaque gagnant, une foule de perdants et que les vainqueurs ne doivent rien à ceux et à celles qu'ils écrasent. La société est présentée sur le modèle des sports de combat, avec vocabulaire militaire et images guerrières. Celles et ceux qui ne sont ni gagnants ni gagneurs se trouvent rejetés vers les marges d'une société dont ils n'ont rien à attendre. Sa violence suscite des contre-violences, des désaffections, des nostalgies agressivement régressives ou réactionnaires.

Cette désintégration renvoie à un problème de fond : que doit être une société dans laquelle le travail à plein temps de tous les citoyens n'est plus nécessaire, ni économiquement utile ? Quelles priorités autres qu'économiques doit-elle se donner ? Comment doit-elle s'y prendre pour que les gains de productivité, les économies de temps de travail profitent à tout le monde ? Comment peut-elle redistribuer au mieux tout le travail socialement utile de manière que tout le monde puisse travailler, mais travailler moins et mieux, tout en recevant sa part des richesses socialement produites ?

La tendance dominante est d'écarter ce genre de questions et de poser le problème à l'envers : comment faire pour que, malgré les gains de productivité, l'économie consomme autant de travail que par le passé ? Comment faire pour que de nouvelles activités rémunérées viennent occuper ce temps que, à l'échelle de la société, les gains de productivité libèrent ? A quels nouveaux domaines d'activité peut-on étendre les échanges marchands pour remplacer tant bien que mal les emplois supprimés par ailleurs dans l'industrie et les services industrialisés ?

On connaît la réponse, une réponse pour laquelle les Etats-Unis et le Japon ont montré la voie : le seul domaine dans lequel il est possible en économie libérale, de créer à l'avenir un grand nombre d'emplois, c'est celui des services aux personnes. Le développement de l'emploi pourrait être illimité si l'on parvenait à transformer en prestations de services rétribués les activités que les gens ont, jusqu'à présent, assumées chacun pour soi. Les économistes parlent à ce sujet de « *nouvelle croissance plus riche en emplois* », de « *tertiarisation* » de l'économie, de « *société de services* » prenant le relais de la « *société industrielle* ».

Mais cette façon de vouloir sauver la société salariale pose des problèmes et présente des contradictions qui mériteraient d'être placés au centre du débat public et de la réflexion politique. En effet, quel est le contenu et le sens de la majorité des activités dont la transformation en services professionnalisés et

* Ecrivain, auteur notamment de *Adieux au prolétariat : au-delà du socialisme* (Le Seuil, Paris, 1981) et de *Métamorphoses du travail, quête du sens* (Galilée, Paris, 1988).

Cet article reprend l'essentiel d'une communication lue par l'auteur, le 6 mars dernier, au cours de la séance plénière du Cercle Condorcet de Paris. Sous le titre « Rationalité économique et cohésion sociale » ce même texte est édité par le Cercle Condorcet (3, rue Récamier, 75007 Paris) dans sa collection « Les Débats » et paraît en juin 1990.

POINT DE RICHESSES

a besoin de nouveaux valets

monétarisés est actuellement évoquée ? Il est facile de montrer que leur professionnalisation ne répond plus à la même logique que le développement économique passé. Dans le passé, en effet, la croissance avait pour moteur fondamental ce qu'on appelle la « substitution productive » : des tâches que les gens, depuis des siècles, assumaient eux-mêmes, dans la sphère domestique, étaient progressivement transférées à l'industrie, et à des industries de services, dotées de machines plus performantes que celles dont pouvait disposer un ménage. La production industrielle et les services industrialisés ont ainsi remplacé l'autoproduction domestique et la prise en charge des individus par eux-mêmes. Plus personne ne file sa laine, ne tisse son drap, ne coud ses vêtements, ne cuit son pain, etc., car toutes ces tâches sont réalisées plus vite, et souvent mieux, par des industries employant des salariés. Et parce que l'industrialisation permet de produire plus vite et souvent mieux avec moins de travail, chacun peut finalement, avec le salaire d'une heure de son travail, acheter beaucoup plus de biens et de services qu'il ne serait capable d'en produire par et pour lui-même en l'espace d'une heure. L'industrialisation a économisé du temps de travail à tout le monde, et ce temps de travail a été réemployé en grande partie dans l'économie pour produire des richesses supplémentaires que seule l'industrialisation permet de concevoir et de créer.

Mais les nouveaux emplois créés dans les services personnels répondent-ils encore au modèle de la substitution productive ? Assurent-ils de façon plus efficace, c'est-à-dire mieux et plus vite, les services que les gens, jusqu'à présent, se rendaient à eux-mêmes ? L'examen de la grande majorité des emplois créés aux Etats-Unis depuis une dizaine d'années montre qu'il n'en est rien. Leur fonction, dans la majorité des cas, est plutôt la suivante : les deux, ou trois, ou quatre heures passées jusqu'alors à tondre le gazon, à promener le chien, à faire les courses et le ménage, à acheter le journal ou à s'occuper des enfants, ces heures sont transférées, contre paiement, sur un prestataire de services. Il ne fait rien que chacun ne puisse faire lui-même aussi bien. Simplement, il libère deux ou quatre heures de temps en permettant d'acheter deux ou quatre heures de son temps à lui. Les économistes appellent ce genre de transfert « substitution équivalente », et Adam Smith insistait déjà sur le fait qu'elle est économiquement « improductive ». Acheter le temps de quelqu'un pour augmenter ses propres loisirs ou son confort, ce n'est rien d'autre, en effet, que d'acheter du travail de serviteur. La majorité des emplois créés aux Etats-Unis, mais aussi une forte proportion de ceux qui, au Japon, expliquent les faibles taux de chômage, sont des emplois de serviteur. Mais qui a intérêt, qui a les moyens de s'offrir les prestations des nouveaux serviteurs ? Voilà bien la question gênante que ne posent pas ceux et celles – y compris les syndicalistes – pour lesquels la création d'emplois est une fin en soi.



Roger-Viollet

EDGAR DEGAS. – « Les Repasseuses » (Musée d'Orsay, Paris).

Grâce à la paupérisation d'une masse croissante de gens

SUPPOSONS un instant que les nouveaux serviteurs soient logés à la même enseigne que leurs maîtres, que, pour une heure de leur travail, il faille les payer autant que l'employeur gagne. D'un point de vue économique, il serait alors rationnel de travailler soi-même une heure de moins et d'assumer ses propres tâches domestiques, soit individuellement, soit dans le cadre d'une coopérative d'échange de services entre voisins. Peut-être, rétorquera-t-on, l'aspect économique n'est-il pas seul déterminant : même si une heure de travail de serviteur coûte autant que ce que l'employeur gagne en une heure, ce dernier peut être prêt à payer ce prix pour se débarrasser de toutes sortes de corvées. Mais s'il en est ainsi, il revendique le privilège de se décharger de ses corvées ; il affirme implicitement qu'il doit y avoir des gens tout juste bons pour faire ce qui ennuie ou répugne, des gens dont le métier est de servir. Des inférieurs, en somme. Mais pourquoi ? Dans quelles conditions sociales des personnes sont-elles prêtes à assumer les corvées des autres, à titre professionnel, pour ainsi dire, en plus de leurs corvées propres ? Et d'où vient le pouvoir d'achat additionnel qui permet d'acheter des quantités croissantes de services personnels à une foule croissante de prestataires de services ?

La plupart des économistes, et même certains syndicalistes, donnent la réponse suivante : l'automatisation fait baisser les prix relatifs de quantité de produits. Cette baisse des prix fait augmenter le pouvoir d'achat et permet aux gens de se payer des « services de proximité ». Raisonnement impeccable, mais qui passe à côté d'un aspect essentiel : d'où vient la baisse des prix relatifs dus à l'automatisation ? Réponse : elle vient du fait que les entreprises automatisées ont réduit le « coût salarial », le volume des salaires qu'elles distribuent. Elles ont diminué le « coût salarial » en comprimant leurs effectifs. Et seuls disposent donc d'un pouvoir d'achat additionnel ceux qui conservent un emploi permanent, souvent mieux qualifié, relativement bien payé. Eux seuls, donc, peuvent se payer les nouveaux services marchands dans lesquels des millions de salariés sont censés devoir trouver des emplois.

Voilà qui donne sa véritable signification au développement des services personnels. Ils se développent, sont susceptibles de créer un si grand nombre d'emplois parce que, dans la majorité des cas, ceux et celles qui assument une heure de tâches domestiques gagnent beaucoup moins que ce que leurs employeurs gagnent en une heure de travail. Les services personnels se développent grâce à la paupérisation d'une masse croissante de gens, phénomène constaté tant en Amérique du Nord qu'en Europe occidentale, ainsi que l'ont montré les études de l'IRES et du CERC. L'inégalité sociale et économique entre ceux qui rendent les services personnels et ceux qui les achètent est devenue le moteur du développement de l'emploi, qui est fondé sur une dualisation accentuée de la société, sur une sorte de « sud-africanisation », comme si le modèle colonial prenait pied au cœur même des métropoles.

Nous voyons ainsi se reconstituer à l'ère postindustrielle des conditions qui prévalaient il y a cent cinquante ans, aux débuts de l'ère industrielle, à une époque où le niveau de consommation était dix fois plus faible, où n'existaient encore ni le suffrage universel ni la scolarisation obligatoire. A cette époque-là aussi, alors que l'économie de marché se libérait de toute entrave, un sixième de la population en était réduite à s'embaucher comme serviteurs et gens de maison chez les riches, et un quart subsistait tant bien que mal grâce à des petits boulots. Mais il s'agissait alors de ruraux illettrés et d'artisans ruinés. Ni la république ni la démocratie n'existaient encore dans les faits, pas plus que le droit à l'éducation et à l'égalité des chances.

Aujourd'hui, en revanche, nous vivons ce paradoxe explosif : nos gouvernements veulent, d'une part, que 80 % des jeunes passent le baccalauréat ; et, d'autre part, en vertu de l'idéologie de l'emploi pour l'emploi, que se développe une énorme sous-classe de serviteurs pour agrémenter la vie et les loisirs des couches solvables. Que font-ils d'autre, en effet, lorsqu'ils réduisent les impôts sur les revenus supérieurs sous prétexte que l'exonération des riches créera des emplois, tandis que les transferts fiscaux en faveur des plus pauvres n'en créent guère ? Les pauvres, en effet, si augmentent leurs ressources, consommeront seulement davantage de produits et de services courants, industrialisés, dont le contenu en travail est faible. Augmenter le revenu disponible des riches, en revanche, cela fera augmenter la consommation de produits de luxe et, surtout, de services personnels dont le contenu en travail est élevé, mais dont la rationalité économique à l'échelle de la société est faible ou carrément nulle.

Autrement dit, la création d'emplois dépend principalement, désormais, non pas de l'activité économique, mais de l'activité antiéconomique ; non pas de la substitution productive du travail salarié au travail d'autoproduction privée, mais de sa substitution contre-productive. La création d'emplois n'a plus pour fonction d'économiser du temps de travail à l'échelle de la société, mais de gaspiller du temps de travail pour le plus grand agrément d'une minorité de nantis. Le but n'est plus de réduire la quantité de travail par unité de produit ou de service en maximisant la productivité ; il est de réduire la productivité et de maximiser la quantité de travail par le développement d'un tertiaire sans utilité sociale.

Certes, d'immenses besoins restent insatisfaits, et une autre distribution des ressources permettrait de créer des millions d'emplois dans les services non marchands, par exemple dans le domaine de l'aide maternelle, de la puériculture, de l'assistance aux personnes âgées, des soins à domicile, mais aussi des loisirs, du tourisme, de la culture, de l'éducation... Tout cela est possible, en effet, à condition qu'il s'agisse de services *non* marchands, c'est-à-dire de services pour lesquels les besoins n'ont pas à être solvables ni les prestations rentables. Des services, donc, qui ne répondent pas à une logique et à une rationalité économiques et qui, financés par prélèvements fiscaux, restreignent la sphère de l'économie marchande au lieu de la faire croître.

Mais on bute alors sur la question déjà posée plus haut : dans quelle mesure, dans quelles limites est-il bon de substituer des services professionnels rémunérés à des activités que chacun d'entre nous pourrait aussi bien assumer lui-même ? Autrement dit, dans quelle mesure les besoins auxquels ces services répondent ne résultent-ils pas de l'actuel manque de temps ? Dans quelle mesure une politique de redistribution du travail – de tout le travail, y compris du travail domestique – ne réduirait-elle pas, avec la durée du travail, le besoin de recourir à des services marchands ou non marchands ? La semaine de trente heures en cinq jours pour tout le monde, puis la semaine de vingt-huit ou de vingt-quatre heures, avec partage équitable des tâches domestiques entre l'homme et la femme, cette semaine de trente ou de vingt-quatre heures ne permettrait-elle pas l'auto-organisation de réseaux d'échanges de services dans les quartiers, immeubles et communes, l'auto-organisation de groupements d'entraide mutuelle fondés non pas sur le paiement en argent mais sur l'échange de temps ?

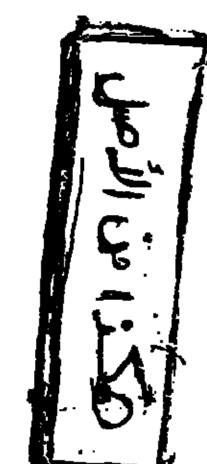
A force de monétariser, de professionnaliser, de transformer en emplois les rares activités d'autoproduction et de services que nous assumons encore nous-mêmes, ne réduit-on pas, jusqu'à l'anéantir, l'espace où chaque personne se prend en charge, la capacité à se prendre en charge, sapant ainsi les fondements de l'autonomie existentielle, mais aussi les fondements de la socialité vécue et du tissu relationnel ?

Enfin et surtout : si, comme c'est la tendance aujourd'hui, la création d'emplois est posée comme but principal par la classe dirigeante, où s'arrêtera la transformation de toutes les activités en activités rétribuées, ayant leur rémunération pour raison et le rendement maximum pour but ? Combien de temps pourront résister les bien fragiles barrages qui empêchent encore la professionnalisation de la maternité et de la paternité, la procréation commerciale d'embryons, la vente d'enfants, le commerce d'organes ? Ne sommes-nous pas déjà en train de monétariser, de professionnaliser, de vendre non plus seulement des choses et des services que nous *produisons*, mais cela même que nous *sommes* sans pouvoir ni le produire à volonté, ni le détacher de nous-mêmes ? Ne sommes-nous pas déjà en train de nous transformer nous-mêmes en marchandise et de traiter la vie comme un moyen parmi d'autres, et non comme la fin suprême que tous les moyens doivent servir ?

Le problème de fond auquel nous sommes confrontés est celui d'un au-delà de l'économie et, ce qui revient au même, d'un au-delà du travail rémunéré. La rationalisation économique libère du temps, elle continuera d'en libérer, et il n'est plus possible, par conséquent, de faire dépendre le revenu des citoyens de la quantité de travail dont l'économie a besoin. Il n'est plus possible, non plus, de continuer à faire du travail rémunéré la source principale de l'identité et du sens de la vie pour chacun.

La tâche d'une gauche, si gauche il doit y avoir, consiste à transformer cette libération du temps en une liberté nouvelle et en des droits nouveaux : le droit de chacun et de chacune de gagner sa vie en travaillant, mais en travaillant de moins en moins, de mieux en mieux, tout en recevant sa pleine part de la richesse socialement produite. Le droit, d'autre part, de travailler de façon discontinue, intermittente, sans perdre durant les intermittences de l'emploi le plein revenu – de manière à ouvrir de nouveaux espaces aux activités sans but économique et à reconnaître à ces activités qui n'ont pas la rémunération pour but une dignité et une valeur éminentes, tant pour les individus que pour la société elle-même.

ANDRÉ GORZ.



CRISE DU PARTI UNIQUE, CONTESTATION DU

Pour une deuxième

UNE vague d'accessions à l'indépendance, en 1960, avait semé l'espoir dans tout le continent africain. Les élites qui avaient bataillé en faveur de l'émancipation se réclamaient d'idéaux démocratiques qu'elles furent impuissantes à mettre en œuvre. Aujourd'hui, le parti unique sert de paravent à des régimes autoritaires et corrompus, à genoux devant les rigueurs du néocolonialisme. Les populations descendent dans la rue pour réclamer une deuxième décolonisation mais se heurtent, du Gabon au Zaïre, à une sanglante répression.

Par ALBERT BOURGI et PIERRE WEISS *

Le « vent du changement » qui s'est levé sur les Etats africains francophones semble marquer la fin du « voyage au bout de la nuit » de la démocratie en Afrique (1). Pour en arriver là, il a fallu que les peuples du continent expérimentent, en grandeur nature, la faillite économique et sociale de « modèles » politiques autoritaires, fondés sur le parti unique, et, devenus, au fil des ans, complètement « déconnectés » de la société civile : « *...depuis l'indépendance, le rôle du citoyen dans les affaires publiques a été systématiquement réduit. L'arène politique s'est rétrécie, la démobilisation politique est devenue la norme plutôt que l'exception dans le comportement des régimes, et la manipulation des structures sociales pour justifier et maintenir la répression politique a constitué la préoccupation majeure de la plupart des gouvernements* (2) ». De fait, sur la presque centaine de changements de titulaires du pouvoir intervenus sur le continent depuis 1960, on ne trouve aucun exemple de véritable alternance, à l'exception de l'île Maurice.

Il y a trois décennies, s'agissant de l'Afrique, comme du tiers-monde en général, la question de la démocratie était étroitement articulée aux impératifs du développement. Si les théoriciens de la « modernisation », à l'instar d'Edward Shils (*Politicals Development in New States*, 1960), associaient développement capitaliste et adoption du modèle démocratique occidental, certains auteurs, le plus connu étant Samuel Huntington (*Political Order in Changing Society*, 1968), affirmaient que la démocratie constituait non seulement un luxe, mais aussi une entrave pour un gouvernement attelé à la poursuite du développement, thèse dont M. Jacques Chirac s'est fait encore le défenseur, lors d'une visite à Abidjan, en février 1990. Perçu comme un corollaire du sous-développement, l'autoritarisme politique était ainsi légitimé. Parallèlement, dans les nouveaux Etats, la théorie du parti unique, du « parti-Etat », était en vogue. On y voyait volontiers la formule appropriée pour promouvoir la construction nationale et le développement. Cette valorisation s'inscrivait dans le mouvement de contestation des modèles et idéologies importés par les puissances coloniales et le refus de ce que l'historien burkinabé Joseph Ki-Zerbo a appelé le « *prêt-à-porter institutionnel* ».

L'évolution constitutionnelle de l'Afrique noire francophone a connu trois étapes essentielles : la première est caractérisée par une référence très appuyée au modèle français, comme l'illustrent aussi bien les premières lois fondamentales adoptées dans le cadre de la communauté institutionnelle créée par la Constitution française du 4 octobre 1958 que les textes qui entrent en vigueur lors des indépendances africaines. Au cours de cette période, le multipartisme est de règle, les partis politiques étant autant l'expression d'options idéologiques différentes que le reflet de rivalités personnelles ou de particularismes ethniques ou régionaux. Dès cette période est consacré le rôle prédominant du chef de l'Etat. Seuls le Sénégal, le Cameroun, le Mali et le Tchad, mais pour un temps limité, vont se montrer fidèles au régime parlementaire. Au Sénégal, la crise qui éclate en décembre 1962 entre le chef de l'Etat, Léopold Sedar Senghor, et le président du Conseil, Mamadou Dia, fera tomber l'un des derniers bastions du parlementarisme en Afrique noire francophone, le président-poète tirant la leçon de la crise dans une formule frappante : « *Il n'y a pas de place pour deux caïmans mâles dans un même marigot.* » La Constitution du 7 mars 1963 introduira au Sénégal un régime présidentiel.

Ainsi, quelques années après les indépendances, débute une deuxième étape, qui traduit une défiance marquée à l'égard des Constitutions dont s'étaient dotés les Etats africains : celles-ci sont remplacées par des lois fondamentales consacrant une évolution vers un régime présidentialiste, voire purement et simplement supprimées. A partir de 1963 (coup d'Etat au Togo), les régimes constitutionnels, dans nombre de pays africains francophones, cèdent le pas aux dictatures militaires (ou, parfois, civiles).

L'intrusion de l'armée dans la politique aura donc pour conséquences soit l'abrogation des Constitutions dans l'attente de nouveaux textes (cas par exemple de la République centrafricaine avec Bokassa), soit leur suspension pour une période variable (cas de la Haute-Volta où le général Lamizana ne proposera une nouvelle Constitution qu'en novembre 1977), soit leur suppression, cette situation de « vide » prévalant, par exemple, au Togo de 1967 à 1979 et au Bénin de 1968 à 1977. Au Niger, après l'arrivée au pouvoir du colonel Kountché, les institutions demeurent régies par des ordonnances « provisoires » de 1974 à 1989 ! Quant à la Guinée, elle vit, depuis l'avènement des militaires, en avril 1984, sous un régime d'exception. Le général Lansana Conté vient cependant d'annoncer l'adoption, cette année, d'une nouvelle Constitution.

A la fin des années 70, on assiste à un renouveau du constitutionnalisme qui ouvre une troisième période, marquée notamment par une quête de légitimité de la part de certains régimes militaires qui se dotent de chartes ou ordonnances portant organisation des pouvoirs publics. C'est le cas du Bénin (adoption de la Charte de 1977 à l'initiative du colonel Kérékou), du Congo (Constitution de 1979) ou du Togo, où le général Eyadema renoue en 1979 avec le processus constitutionnel.

Du Gabon au Zaïre, une faillite généralisée

DANS les régimes civils, le renouveau du constitutionnalisme se traduit par des expériences d'un exécutif bicéphale qui, en fait, ne remettent en cause la prééminence du chef de l'Etat. C'est là surtout une technique de déconcentration du pouvoir gouvernemental ou d'autolimitation du pouvoir présidentiel. Dans cette perspective est instauré en février 1970 un poste de premier ministre au Sénégal puis au Cameroun, en République centrafricaine (Acte constitutionnel provisoire de 1979 et Constitution de 1981), au Congo, au Gabon et en Guinée. Au Cameroun et au Sénégal, le premier ministre sera, en outre, le dauphin désigné du chef de l'Etat en cas de vacance de la présidence de la République, une disposition qui permettra à Abdou Diouf et Paul Biya de succéder respectivement à Senghor (en 1980) et Ahidjo (en 1982). Mais ces deux expériences demeureront éphémères ; pour des raisons différentes, le Sénégal (en mai 1983) et le Cameroun (en 1984, après l'échec d'un coup de force imputé à l'ex-chef de l'Etat) vont revenir à un régime présidentiel classique, caractérisé par une forte concentration des pouvoirs au bénéfice du chef de l'Etat. En définitive, les diverses manifestations du renouveau constitutionnel de l'Afrique francophone jusqu'à ces derniers mois, y compris lorsqu'elles trouvent leur inspiration dans le « modèle » marxiste-léniniste (Constitutions du Bénin de 1977 et du Congo de 1979), viseront essentiellement à conforter l'autorité d'un homme. « *La démocratie en Afrique, depuis des millénaires, est une démocratie solidement hiérarchisée, avec un seul bonnet sur une seule tête* », déclarait le président Senghor en 1962.

La primauté présidentielle s'accompagne bien souvent d'une mainmise du chef de l'Etat sur le parti (unique le plus souvent) ou tout au moins sur l'appareil partisan. Dans tous les cas, si l'on s'en tient aux exemples d'Afrique noire francophone, la fonction de chef de l'Etat se double de celle de chef du parti unique. Qu'importe que ce dernier soit investi en qualité de président du parti ou de secrétaire général.

Jusqu'au début de la décennie 80, le parti unique était encore volontiers considéré, y compris parfois dans les milieux intellectuels africains, comme la meilleure formule pour promouvoir la construction nationale, l'édification de l'Etat et le développement économique et social. C'est ainsi, par exemple, que Sékou Touré affirmait, à propos du Parti démocratique guinéen (PDG), qu'il « *se confondait avec le peuple, épousait ses aspirations et traduisait sa volonté de façon militante* ». Dans la réalité, les multiples crises qui ont secoué la plupart des régimes africains à parti unique démontrent que cette formule n'a jamais été en mesure d'assumer le rôle d'impulsion qui lui était originellement imparti. De parti de militants qui devait être appelé, entre autres, à garantir la participation populaire et à remplir une fonction d'intégration nationale, le parti unique s'est très rapidement transformé en parti attirant principalement ceux qui voyaient en lui le meilleur moyen de faire carrière dans l'appareil de l'Etat. Ce phénomène a irrémédiablement conduit à l'affaiblissement du parti et a engendré le divorce entre ce dernier et le peuple. Sans compter que, dans bien des cas, l'adhésion au parti unique n'est pas volontaire, mais résulte de pressions diffuses exercées par le pouvoir établi.

Le recours quasi généralisé au système de cooptation dans le choix des dirigeants du parti et de l'Etat (les deux se confondent) a également eu pour effet de favoriser le clientélisme, voire le régionalisme. Il s'ensuit que les postes de responsabilité au sein de l'appareil du parti comme de l'Etat sont attribués en priorité à des personnes originaires de la même région que le chef de l'Etat, président ou secrétaire général du parti. Quant au fonctionnement du parti unique, qui, dans certains cas, est censé reposer sur le principe du centralisme démocratique, il a en réalité pour caractéristique de produire une lourde machine bureaucratique.

Ainsi, après avoir été sécrété par l'Etat, le parti unique s'acharne à établir son hégémonie sur l'Etat, et cela au profit d'un homme ou d'un groupe d'hommes, un clan, voire une ethnie, provoquant presque inévitablement un bouleversement de l'équilibre politique organisé par la Constitution, lorsque celle-ci existe. L'emprise du parti s'étend dès lors à toute la société civile. Elle empêche, entre autres, les organisations de masses (mouvements de jeunesse, associations féminines, syndicats) de jouer leur rôle de courroie de transmission entre l'Etat et les citoyens et elle réduit tous les espaces de liberté, en instituant notamment une communication à sens unique.

Répression et récupération des opposants

PARADOXALEMENT, au lieu d'animer la dynamique sociale, le parti l'étouffe. Il devient progressivement, et jusqu'à la caricature, un facteur de blocage et d'inertie. Il fait finalement figure, aux yeux des populations concernées, d'instrument premier du conservatisme social et, par voie de conséquence, de parti de l'ordre.

L'expérience montre, hélas ! – et nombre de régimes sont là pour en témoigner –, qu'un tel système peut durer tant que le parti est en mesure d'étouffer la contestation. Au nom de l'unanimisme érigé en mythe, toute opposition est proscrite. Le maréchal-président Mobutu affirmait encore en janvier 1990 que « *le multipartisme n'est pas à l'ordre du jour* », le Mouvement populaire de la révolution (MPR) n'étant « *ni de gauche, ni de droite, ni du centre, mais authentique* », et donc, appelé à occuper tout l'espace politique zaïrois... L'opposition, dès lors, en est réduite à agir dans la clandestinité ou à choisir la rue comme lieu d'expression.

Qu'importe que le parti unique soit ou non constitutionnalisé, l'essentiel est de concentrer dans les mains d'un seul homme la totalité des pouvoirs. En Côte-d'Ivoire, en dépit du libellé de la Constitution indiquant que « *les partis et groupements politiques concourent à l'expression du suffrage* » (article 7), M. Félix Houphouët-Boigny n'a pas toléré pendant près de trente ans que le monopole de fait du Parti démocratique de Côte-d'Ivoire (PDCI) soit remis en cause. A ses yeux, seul le PDCI, issu de la lutte anticoloniale, était en droit d'imposer sa légitimité historique.

Ailleurs, et il serait plus juste de préciser partout ailleurs, à l'exception notable du Sénégal et de l'île Maurice, l'existence d'une formation autre que le parti unique, voire le simple projet de création d'un nouveau parti, tombe inévitablement sous le coup de la loi. Récemment encore, une dizaine de personnes, dont un ancien bâtonnier des avocats, ont été arrêtées au Cameroun, au seul motif d'avoir projeté la création d'un parti d'opposition. Quelques semaines auparavant, deux Togolais étaient accusés, à l'escale d'Abidjan, de transporter des tracts hostiles au président togolais, Gnassingbé Eyadéma. Détenus pendant plusieurs jours dans la capitale ivoirienne, ils étaient ensuite refoulés vers Paris. A défaut d'accepter que le monopole du parti unique soit entamé, certains dirigeants, à l'instar par exemple du président gabonais Omar Bongo (3), du maréchal Mobutu Sese Seko du Zaïre et de bien d'autres encore, érigeront en système de gouvernement l'« absorption » des opposants. Cette opération de « récupération », réalisée au nom de la conception unanimiste du pouvoir, s'est ainsi traduite par exemple par le ralliement de l'abbé Mba Abessolo, fondateur du principal parti d'opposition (clandestin) au régime gabonais, le Morena.

Autre avatar du système de parti unique, les expériences, très limitées et sans grande portée, d'instauration d'un pluralisme de candidatures. En Côte-d'Ivoire, par exemple, les scrutins législatifs de 1980 et 1985 ont certes conduit à un renouvellement du personnel parlementaire, mais dans leur totalité les nouveaux députés ont été élus sous le label du parti unique, voire du chef de l'Etat lui-même. Ce fut là d'ailleurs une occasion inespérée pour ce dernier d'écarter un certain nombre de personnalités tombées en disgrâce... Au Cameroun, une compétition interne au parti unique, le RDPC, a bien eu lieu lors des dernières élections législatives, mais elle a surtout abouti à renforcer l'assise du chef de l'Etat, Paul Biya, et

(1) Lire Achille Mbembe, « l'Afrique noire va imploser », *le Monde diplomatique*, avril 1990.

(2) Peter Anyang' Nyong'o « Instabilité et perspectives de démocratie en Afrique », *Politique étrangère*, 1988, nº 3, p. 589.

(3) Lire Aristide Mba, « Gaspillages et gabegies au Gabon », *le Monde diplomatique*, avril 1990.

* Respectivement, professeur à l'université de Reims et professeur à l'université Paris-VII.

LA « VOCATION AFRICAINE » DE PARIS

De l'empire aux sommets francophones

LORSQU'ÉCLATE, en 1939, la seconde guerre mondiale, la France est la deuxième puissance au monde, après le Royaume-Uni, et *« le soleil ne se couche jamais sur son empire »*, selon la formule de Philippe II dont le royaume espagnol comprenait entre autres la péninsule ibérique, les Antilles et les Philippines. « L'empire français » – appellation usuelle, mais non officielle (on est en république !) – s'étendait surtout en Afrique. Il comprenait alors l'Algérie, la Tunisie, le Maroc, l'Afrique occidentale française (AOF), l'Afrique équatoriale française (AEF), Madagascar, Djibouti, le Cameroun, le Togo, les Comores et La Réunion, mais aussi la Syrie et le Liban, les Antilles et la Guyane, Saint-Pierre-et-Miquelon, l'Indochine, les comptoirs français de l'Inde, la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française.

En 1945, après cinq années d'occupation allemande, la France récupérait presque intact cet ensemble de possessions aux statuts disparates (départements, territoires d'outre-mer, territoires sous tutelle de l'ONU, protectorat) : la Syrie et le Liban avaient en effet accédé à l'indépendance durant les hostilités. La Constitution de 1946 prenait acte des promesses d'évolution – excluant cependant l'indépendance – du général de Gaulle à la conférence de Brazzaville en 1944, et « l'empire » faisait place à l'Union française. Les colonies africaines obtenaient alors le droit d'élire des députés et des sénateurs, tandis que Vietnam, Laos et Cambodge devenaient Etats « associés » de l'Union, avant de s'en retirer après la défaite militaire française à Dien-Bien-Phu en 1954. En 1956, Paris accordait leur indépendance à la Tunisie et au Maroc.

Avec le retour au pouvoir en 1958 du général de Gaulle, l'Union française se transformait en Communauté franco-africaine, au sein de laquelle les territoires des ex-AOF et AEF ainsi que Madagascar jouissaient d'une large autonomie interne. Seule la Guinée de Sékou Touré refusait d'en faire partie et optait pour l'indépendance. Deux ans plus tard, en 1960, tous les autres pays africains de la Communauté suivaient l'exemple guinéen, mais concluaient avec la France des accords de coopération. En 1962, l'Algérie devenait à son tour un Etat souverain. De « l'empire français », il ne restait plus que les « confettis » des départements et territoires d'outre-mer, les DOM-TOM.

En 1973, le président Pompidou prenait l'initiative d'instituer des sommets annuels réunissant les pays de l'ex-Communauté, dits du « pré carré francophone ». Peu à peu cependant, ces sommets ont accueilli d'autres pays africains, lusophones, anglophones et d'Afrique du Nord. Le dernier sommet s'est tenu en 1988 à Casablanca (Maroc) où étaient représentés une quarantaine d'Etats. Le prochain se tient du 19 au 21 juin prochain à La Baule. Ces rencontres périodiques franco-africaines ont peu ou prou remplacé les liens institutionnels qui n'avaient pas survécu à la décolonisation.

L'évolution vers le multipartisme qui s'est amorcée dans plusieurs pays d'Afrique et les graves événements du Gabon donnent au sommet de La Baule un intérêt particulier.

CLAUDE WAUTHIER.

POUVOIR PERSONNEL, ASPIRATIONS DÉMOCRATIQUES

décolonisation de l'Afrique

à se débarrasser des caciques de l'ancienne Union camerounaise de son prédécesseur Amadou Ahidjo.

L'histoire politique africaine fourmille d'exemples de partis uniques, pourtant réputés *« se confondre réellement et intimement avec le peuple »*, qui se sont révélés incapables, dans les moments décisifs, de protéger les régimes et leurs chefs. Il en fut ainsi de David Dacko, en Centrafrique, à la fin de 1965 ; de Modibo Keita, au Mali, en 1968 ; de François Tombalbaye, au Tchad, en 1975. Dans d'autres cas, ces mêmes partis n'ont guère survécu à leur fondateur. En avril 1984, il a suffi d'une brève déclaration du capitaine Facinet Touré pour que le célèbre PDG de Sékou Touré s'évanouisse dans la nature et donne l'impression de n'avoir jamais existé. De sorte que la prise du pouvoir par l'armée fut finalement la conséquence de la vacuité du système ! De même le Parti révolutionnaire du peuple béninois (PRPB) a brillé par son absence lors des événements qui ont abouti, récemment, à la mise sous tutelle de Mathieu Kérétou jusqu'à l'élection présidentielle prévue en février 1991...

L'instauration du parti unique a été considérée, dans les premières années des indépendances, comme un mal nécessaire. Aux yeux de ses défenseurs le monopartisme était seul capable de mobiliser les forces sociales au service de la construction de l'unité nationale et du développement. Or les faits sont là pour démontrer le contraire. Les Etats fondés sur le régime du parti unique ont tous échoué dans leur mission de développement ; loin d'être un instrument privilégié de mobilisation sociale, le parti unique a engendré le plus souvent le parasitisme bureaucratique et le découragement des forces « vives » dont il prétendait stimuler le potentiel créateur. Quant à l'unité nationale, elle a été sérieusement mise à mal par le retour en force du tribalisme et de l'ethnocentrisme dans la conduite des affaires de l'Etat et du parti.



PATRICE LUMUMBA, ASSASSINÉ EN JANVIER 1961
L'écrasante responsabilité des puissances coloniales

Camera

La plupart des régimes africains se sont transformés en « ethnocraties » où l'individu n'existe pas en tant que tel mais voit ses aspirations et ses potentialités satisfaites au gré de son appartenance régionale ou ethnique. Au-delà du cas extrême du Burundi, l'exercice du pouvoir est le plus souvent réservé à la région ou à l'ethnie du chef de l'Etat, chef du parti. Ce constat est aussi aisé à faire au Congo, avec l'accaparement du pouvoir par les « nordistes », qu'au Niger (domination de l'ethnie songhay-zerma), au Togo (marginalisation des populations côtières, en particulier des Ewes), ou dans la quasi-totalité des autres Etats de l'Afrique subsaharienne.

En Afrique comme ailleurs, l'exercice du pouvoir est le reflet fidèle de la façon dont les dirigeants l'ont conquis. Lorsque ceux-ci s'imposent à la suite d'un coup de force, ils sont presque inéluctablement condamnés à conserver le pouvoir par un recours systématique à la violence. Ce qui explique la multiplication, ici et là sur le continent, des révolutions de palais, plus ou moins sanglantes, ou des purges cycliques dans les hautes administrations civiles et militaires, sous couvert de « reprise en main », de « lutte contre la corruption », de « mouvements de rectification » et même, c'est un comble, d'une « volonté de démocratisation » à l'intérieur d'un système où le parti unique est roi.

Derrière cette langue de bois, il y a toujours un grand absent : la population, dont les détenteurs du pouvoir ne manquent pourtant jamais d'invoquer l'intérêt « suprême ». Pour M. Edgard Pisani, *« la société africaine se retrouve séparée en deux blocs distincts : à la base, la masse des paysans, isolés, délaissés ou rançonnés ; en ville, une masse prolétarienne de la débrouille ; au sommet, des dirigeants, une administration, une armée n'existant que pour eux-mêmes, s'autoreproduisant dans des réalisations de prestige ou dans des sociétés d'Etat, accaparant les richesses au seul profit d'une classe qu'ils contrôlent mais dont ils dépendent en même temps* (4) ».

Ainsi exercé, le pouvoir engendre des maux connus de tous : Etat sans véritable épine dorsale, absence d'une réelle vie démocratique, méconnaissance des droits élémentaires de l'individu, ignorance de tout Etat de droit et de la notion d'intérêt général, polarisation sociale, banalisation de la corruption, etc. (5). En outre, on assiste dans nombre de pays à une fracture entre les générations, la jeunesse se reconnaissant de moins en moins dans des régimes dont les leviers de commande sont tenus sans partage par les mêmes hommes depuis deux, trois, voire quatre décennies...

Au bout du compte, c'est l'Etat lui-même qui, loin de se conforter, semble progressivement se déliter sous l'action de multiples forces centrifuges : le citoyen de base fait dès lors acte d'allégeance à un homme, ou à un groupe d'hommes, plus qu'à une construction nationale qui finit par lui sembler illusoire et fictive.

Quant aux dirigeants, ils font plus volontiers prévaloir leurs intérêts particuliers, ou ceux de leur clan, que l'intérêt national. Bien évidemment, ces carences internes trouvent leur traduction sur la scène internationale, avec le peu de respect qu'accordent les pays du Nord aux points de vue exprimés par des gouvernants dont la légitimité est sujette à caution. D'où également le scepticisme avec lequel sont parfois accueillies les manifestations d'attachement proclamées par ceux-ci à la défense des droits de l'homme, de la justice et de l'équité dans les rapports internationaux...

On retrouve hélas souvent sur le continent les symptômes plus ou moins affirmés de ce « mal » africain. Ici on voit tel dirigeant, héros de l'indépendance ivoirienne, prétendre se maintenir coûte que coûte à un pouvoir dont la réalité est en fait entre les mains d'un groupe de courtisans. Là, comme au Burkina-Faso, la révolution continuera de dévorer ses enfants avant que le dernier, devenu orphelin, ne soit à son tour victime d'une nouvelle « révolution ». Ailleurs, comme au Zaïre, au Gabon et au Congo, le président gère la chose publique comme un fonds de commerce, etc. Dans tous ces cas, il y a un trait commun : une société civile dont les meilleurs représentants, soit se réfugient dans l'apathie ou opposent l'inertie au régime en place, soit, à force de brimades, de frustrations et de marginalisation, vont, par l'exode des cerveaux, grossir les ressources humaines des pays du Nord, ou encore, plus récemment, finissent par descendre dans la rue.

Sous l'effet des changements en Europe de l'Est (qui, par ailleurs, ne sont pas sans conséquences sur les options idéologiques et les stratégies d'alliances de nombre de capitales africaines), mais aussi et surtout de la contestation politique, économique et sociale qui ne cesse de se développer, certains dirigeants africains n'hésitent plus à remettre en cause les certitudes qu'ils affichaient jusque-là. Alors qu'il y a à peine deux mois, les officiels gabonais affirmaient haut et fort qu'*« il n'y a qu'un seul parti, le Parti démocratique gabonais »*, le chef de l'Etat, Omar Bongo, sous la pression de la rue, a finalement engagé son pays sur la voie du multipartisme. Mais l'assassinat d'un dirigeant de l'opposition a relancé les manifestations et provoqué, une nouvelle fois, l'intervention des troupes françaises.

Au Bénin qui, depuis plus de dix-sept ans, s'était placé sous la bannière du marxisme-léninisme, M. Mathieu Kérékou a dû plier face aux opposants à son régime, et admettre la souveraineté des décisions prises par une Conférence nationale des forces vives de la nation à laquelle participaient, entre autres, des représentants d'une cinquantaine de partis politiques. C'en est fini, du même coup, de la Constitution de 1977, ainsi que de ses références au marxisme-léninisme et à la toute-puissance du parti-Etat, le Parti révolutionnaire du peuple béninois. Un régime de transition, dirigé par M. Nicéphore Soglo, a été chargé de préparer l'adoption d'une nouvelle loi fondamentale, qui préludera à une élection présidentielle, en février 1991.

En Côte-d'Ivoire, après avoir puisé dans l'arsenal de la répression pour tenter d'étouffer les activités du Front populaire ivoirien, dirigé par le professeur Laurent Gbagbo, M. Félix Houphouët-Boigny s'est fait violence en acceptant que le multipartisme soit instauré dans son pays. En moins d'une semaine, cinq formations politiques se sont déclarées publiquement. Même le maréchal Mobutu a éprouvé le besoin, après avoir pris la mesure des oppositions internes, de proclamer son ralliement à une formule, à vrai dire tronquée, de multipartisme. Mais au Zaïre comme au Gabon et en Côte-d'Ivoire, il s'agit plus d'une tentative de récupération de la contestation politique que d'une franche conversion à l'idée démocratique. L'assassinat de nombreux étudiants a Lumumbashi illustre les limites sanglantes de cette évolution.

Essoufflement d'un système

D'AUTRES Etats africains ont exprimé leur intention de sortir du cadre monopartisan. Si cette évolution semble se dessiner sans ambiguïté pour les uns, comme Madagascar et Saô-Tomé, l'*aggiornamento* paraît être plus douloureux pour les autres, comme la Guinée, dont le chef de l'Etat, Lansana Conté, a annoncé qu'un bipartisme contrôlé serait instauré dans les deux prochaines années. Mais même parmi les pays qui n'envisagent pas dans l'immédiat de remettre en cause le système du parti unique, s'impose progressivement la nécessité d'en réformer le fonctionnement, à défaut de desserrer son emprise sur l'appareil d'Etat et de pratiquer un minimum d'ouverture politique. Dès novembre 1989, le président congolais Denis Sassou Nguesso appelait les membres du comité central du Parti congolais du travail (PCT) *« à analyser avec intelligence et discernement »* les changements en cours en Europe de l'Est. Pour timide qu'ait été l'entreprise de rénovation (qui s'est plus traduite par un changement d'hommes – désormais plus proches du chef de l'Etat, chef du parti – que par une transformation des méthodes), elle illustre à l'évidence un désarroi amplifié par la profonde crise économique que traverse le pays. Surpris lui aussi par l'ampleur des manifestations populaires de soutien au mouvement étudiant (victime d'une répression sanglante qui a fait une dizaine de morts), qui ont rapidement tourné en défi au gouvernement, le président Ali Saïbou du Niger s'emploie à transformer le tout nouveau parti unique, le Mouvement national pour une société de développement (MNSD).

Les événements que connaissent aujourd'hui des Etats portant l'empreinte exclusive du pouvoir personnel et s'appuyant sur un parti unique marquent l'essoufflement d'une certaine conception patrimoniale de l'exercice du pouvoir. Par-delà les clivages idéologiques, c'est contre des systèmes bâtis autour d'un homme, d'un clan, voire d'une ethnie, que se révoltent des populations exclues depuis bien longtemps du jeu politique. A force d'avoir cédé à la magie du verbe, les peuples africains se réveillent brutalement de leurs désillusions. La recrudescence des sectes, en Côte-d'Ivoire, au Congo, ou ailleurs en Afrique centrale, exprime, mieux que tout autre chose, cette lassitude des « masses populaires », slogan dont ont usé et abusé les gouvernants africains.

Pour maints Etats africains parvenus à la veille du trentième anniversaire de leur indépendance, la jeunesse apparaît déjà comme un naufrage. La naissance à la démocratie est une bouée de sauvetage : reconnaître à l'individu l'exercice réel de ses droits fondamentaux, reconnaître au peuple le premier de ses droits collectifs – la démocratie – et ainsi accorder les actes avec la parole (6). Il s'agit notamment de celle que ces Etats ont pratiquement tous donnée solennellement en adoptant le « triptyque » constitué par la déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 et les deux pactes de 1966 relatifs aux droits civils et politiques, ainsi qu'aux droits économiques et sociaux, et enfin en adhérent à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples de 1981. Telle est la voie qui permettrait de déboucher sur la participation effective des citoyens au pouvoir politique.

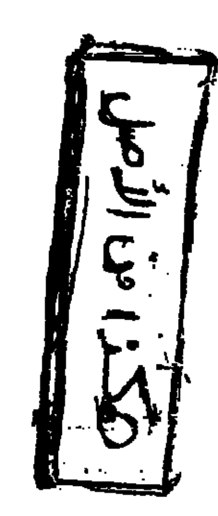
C'est là que réside la seconde et indispensable décolonisation du continent que chacun se prend à espérer. L'Afrique aurait ainsi sa part du mouvement de fond qui, en Asie, en Amérique latine et en Europe, exprime une même aspiration des peuples à la démocratie et à la liberté.

ALBERT BOURGI
et PIERRE WEISS.

(4) Edgard Pisani, *Pour l'Afrique*, Editions Odile-Jacob, Paris, 1988, p. 160.

(5) Donald Rothschild et Naomi Chazan, « *The Precarious Balance : State and Society in Africa* », Westview Press, Boulder, Colorado, 1988.

(6) Lire en particulier Edem Kodjo, *Et demain l'Afrique*, Stock, Paris, 1985.



La Réunion entre l'Europe et l'océan Indien

A la fois région et département français de l'océan Indien, la Réunion, petite île située à 10 000 kilomètres de Paris, est plus souvent évoquée pour ses particularités géologiques et climatiques – éruptions volcaniques, cyclones – que pour ses efforts d'affranchissement d'un passé colonial qui garde encore un goût d'assistance. Si la conjoncture économique délicate de l'île nécessite toujours des aides importantes de la métropole, la décentralisation accrue et le renforcement des pouvoirs régionaux modèlent progressivement une image différente de ce département. Cette métamorphose ne peut se faire sans craquements sociaux, et le revenu minimum d'insertion (RMI) doit être appliqué à grande échelle en attendant que les conditions sociologiques conduisant à une société moderne et développée se mettent en place. Sans pour autant renier ses attaches françaises, la Réunion s'efforce aussi d'ancrer son avenir au cœur d'un océan et d'une communauté de pays historiquement, culturellement et économiquement très proches.

CHRISTINE QUINIOU.

Comment concilier croissance démographique et égalité sociale avec la métropole

Par RENÉ SQUARZONI *

LES bulletins individuels du récent recensement général de la population de la Réunion ne sont pas encore totalisés : on en reste donc à l'estimation attendue – 592 000 habitants – tout en craignant de franchir le seuil psychologique des 600 000.

Comme semble lointaine l'ambiance qui précédait le recensement de 1982 : on escomptait alors une population inférieure à 500 000 habitants et la sérénité était de mise, les experts étant convaincus que la stabilisation était quasiment acquise. On dénombra, en fait, 515 000 personnes, résultat qui traduisait l'affaiblissement rapide et durable de la migration vers la métropole et la stabilisation de la fécondité à un niveau encore élevé.

Un taux de chômage fort élevé

Depuis le second choc pétrolier, l'Hexagone a perdu de son attrait. Pour les candidats au départ, son image s'est assombrie avec la mention obsédante du chômage, de l'insécurité et du racisme. La soupape migratoire chuchote à peine... Cela amplifie, par le maintien sur place de l'essentiel de la population arrivant à l'âge adulte, l'impact de la quasi-stabilisation de la fécondité. Au cours des dernières années, le taux de natalité s'est, lui aussi, stabilisé autour de 23 à 24 pour mille. C'était le niveau du *baby-boom* en métropole après la seconde guerre mondiale. Au total, actuellement, les 13 500 naissances annuelles, diminuées de 3 000 à 3 500 décès, laissent un excédent naturel – que la migration réduit un peu – de 9 000 à 10 000 personnes.

On imagine les problèmes croissants que pose une population jeune, en expansion vigoureuse, comptant non seulement plus de 40 % de moins de vingt ans, mais encore 75 % de moins de quarante ans. En particulier la création nette d'emplois, indiscutable – de 1 500 à 2 500 par an, – est toujours insuffisante. Le chômage d'origine démographique progresse et progressera encore dans les années à venir. Entre 80 000 et 90 000 personnes figureront comme chômeurs au recensement, soit de 35 % à 40 % de la population active.

Le foncier et les logements deviennent des enjeux cruciaux ; l'île, compartimentée par le relief et le climat, est devenue exiguë. L'espace est rare et cher, et il est douloureux d'assister au progrès des constructions sur les terres agricoles, et de devoir renoncer à l'habitat individuel. Il faudra bâtir 8 000 logements par an durant dix ans pour seulement satisfaire les besoins essentiels, et 2 000 de plus pour restaurer une situation dégradée !

L'expansion démographique n'est pas le seul des particularismes ultramarins qui ont justifié la mise en place, en 1989, de la commission Ripert, nommée par le gouvernement français pour mener une enquête sur l'égalité sociale et le développement économique dans les départements d'outre-mer (DOM). La question de fond porte sur le choix délicat entre l'égalité sociale – même réglementation qu'en métropole – et la parité sociale – même coût qu'en métropole, avec des adaptations techniques – pour résorber le retard existant encore entre la protection sociale offerte en métropole et celle, moins développée, accordée aux habitants des DOM.

Au plan des principes, tout conduit vers l'égalité sociale. Au nom de quoi la refuser après quarante-cinq ans de départementalisation ? Mais comment se résoudre à l'absurde, au placage intégral, dans un milieu si différent, d'un dispositif de protection qui encourage la natalité en métropole ? Irrésistiblement, on reste sur une voie médiane, ambiguë ou confuse, combinant égalité et parité. L'enjeu financier est considérable comme le montre le chiffrage, accepté en 1988, à 1 milliard de francs environ du coût de la parité sociale à atteindre en cinq ans, dans le cadre de la loi-programme pour l'outre-mer votée en 1987. C'est une manne importante pour la Réunion mais c'est surtout un effort imposant pour la métropole, d'où les ralentissements dans la mise en œuvre des textes : le calendrier a été une nouvelle fois échelonné au début de 1990, et l'échéance est désormais fixée à 1995.

Le problème du SMIC

Autre problème délicat, celui du SMIC, instrument de protection sociale, qui est, à la Réunion, inférieur de 22 % à celui de la métropole, et cela depuis près de dix ans. Le débat est facile à imaginer entre le patronat qui plaide l'impossibilité d'un rattrapage sans délais importants et sans atténuations des charges sociales, et des syndicats de plus en plus soucieux d'obtenir un début de progression. L'égalité sociale, c'est aussi la remise en cause des avantages consentis à certaines catégories socio-professionnelles, et notamment aux salariés du secteur public. Avec de considérables variations selon les catégories, on observe de fortes majorations de rémunérations, le plus souvent de l'ordre de 35 à 55 %. Elles ne sont sans doute plus aussi justifiées que lors de leur octroi par les pouvoirs publics. Mais toute atteinte unilatérale au pouvoir d'achat et à la motivation professionnelle de la seule classe moyenne de la société réunionnaise pourrait se révéler aussi coûteuse que l'économie promise par les calculs informatiques.

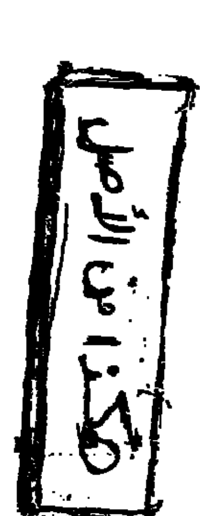
Le casse-tête de l'insertion

L'égalité pourrait également se concrétiser dans le niveau du revenu minimum d'insertion (RMI), dernier dispositif de la protection sociale française. Pour les DOM, le principe n'en a pas été retenu en raison des effets prévisibles de « désincitation » au travail d'une allocation de RMI accordée à taux plein, face à un SMIC local minoré. Un abattement de 20 % sur les plafonds de ressources a donc été décidé, avec une compensation globale de la « perte » sur les allocations par la formation d'une « créance de proratisation » correspondant à la réduction de 20 %.

L'essentiel demeure la vague de demandes – 85 000 en 1989 – et la masse des bénéficiaires – 40 000 à 45 000 – avec les conséquences financières : 800 millions de francs en allocations directes et 340 millions en « créance ». 30 % des ménages perçoivent le RMI. De ce fait, l'insertion devient un casse-tête ou, au mieux, un chantier immense qui s'ouvre progressivement.

* Directeur de l'Observatoire départemental de la Réunion.





La nouvelle stratégie de développement

Par JEAN-MARIE BURGAUD *

LA Réunion souffre de handicaps qui ont longtemps contrarié son développement : insularité, étroitesse du marché local, coût élevé des facteurs de production, absence de tradition industrielle et faible tradition d'exportation. Depuis quelques années, elle a cependant pris conscience des avantages comparatifs dont elle dispose dans son environnement régional : stabilité politique, ressources technologiques de niveau européen, proximité des marchés de l'océan Indien, qualité de la formation et des services aux entreprises, caractère pluriethnique de sa population. Autant de facteurs à la base d'une nouvelle stratégie de développement visant à faire de ce département d'outre-mer le trait d'union entre l'Europe et l'océan Indien.

Création d'une zone franche

Un comité de pilotage de l'industrie a été mis en place en 1988, pour mettre en œuvre cette stratégie. Il regroupe l'Etat, la région, le département et les milieux socio-professionnels concernés. Pour remédier à l'insuffisance des infrastructures d'accueil, deux sociétés d'économie mixte ont été créées, l'une pour aménager une nouvelle zone industrielle portuaire, l'autre pour développer l'immobilier d'entreprise dans l'ensemble de l'île. Parallèlement, un dossier a été constitué en vue de la création d'une zone franche conforme aux dispositions de la loi de programme du 31 décembre 1986 qui prévoit, pour les entreprises, une franchise douanière et l'exonération de la taxe professionnelle mais, contrairement à ce qui se pratique dans les autres zones franches de par le monde, ne permet aucune dérogation en matière de droits sociaux.

Sa réalisation doit permettre de créer environ 2 500 emplois directs sur un espace d'une trentaine d'hectares dans la commune du Port. Elle aura pour base une organisation par « usines complémentaires », consistant à scinder un projet industriel entre le site réunionnais et un site à bas coût de main-d'œuvre dans un pays voisin de l'océan Indien.

On sait que ces modalités de délocalisation de la production, fondées sur les inégalités de salaires, constituent des solutions d'urgence pour les pays d'accueil en proie à un fort taux de chômage et assoiffés de devises.

Une spécificité de la zone franche envisagée est qu'elle incorporerait des activités de services, en partant du principe que l'avenir de l'île de la Réunion, dans son environnement régional, repose d'abord sur sa capacité d'exportation d'un savoir technologique et d'un niveau élevé de formation. D'ores et déjà, de nouvelles implantations industrielles ont fait leur apparition : le groupe américain CPC, la société Ducros, la première en Europe pour le commerce des épices, les laboratoires Dolisos, la société d'équipements électriques Clemessy, sont les exemples récents les plus marquants de sociétés d'envergure internationale qui, en créant un établissement industriel à la Réunion, entendent utiliser cette île comme tremplin du développement de leurs activités dans l'océan Indien.

* Consultant international.

Une grande diversité de populations

Par CHRISTIAN BARAT *

AU dix-septième siècle, dans les îles de la mer Caraïbe et de l'océan Indien, l'expansion coloniale française a donné naissance à un véritable monde créole. L'un des traits les plus originaux de celui de la Réunion est la diversité de l'origine géographique et culturelle de ses habitants, liée à une immigration quasi permanente depuis plus de trois cents ans.

Des Français arrivent, s'installent et/ou repartent, de manière continue, au début de la colonisation. Ils viennent principalement de Bretagne, de Normandie, de la Saintonge ou de l'Aunis et plus tard, surtout après la départementalisation, de tous les points de l'Hexagone, des territoires français décolonisés, des départements et territoires d'outre-mer.

Métissage culturel

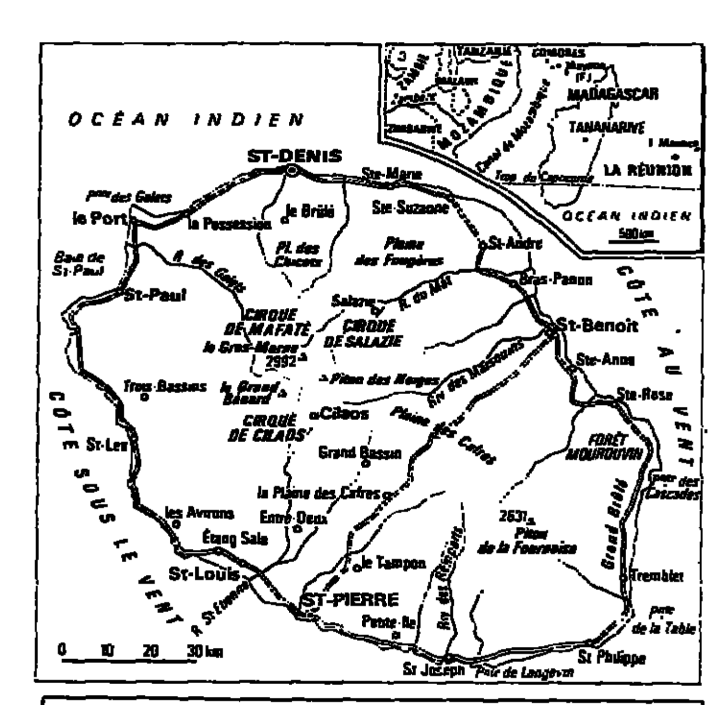
Des Malgaches et des Africains du Mozambique ou de Zanzibar arrivent par le biais de la traite des esclaves, organisée sur la côte de l'Afrique de l'Est avec l'essor de la culture du café, et, par la suite, comme engagés sur les plantations de canne à sucre. Des Indiens du Tamil-Nadu, de Bombay, de Surat et de Broach viennent en masse, après l'abolition de l'esclavage en 1848, comme travailleurs libres également engagés sur les plantations de canne. Des Chinois originaires de la région de Guangzhou, des Cantonais et des Hakkas – qui utilisent les mêmes caractères et la même langue à l'écrit, mais parlent deux dialectes différents, – immigrent spontanément à la fin du dix-neuvième siècle. Tous ces immigrants se métissent biologiquement et culturellement, et ils créent, avec leurs descendants, une société réunionnaise originale.

Malgré ce métissage, la perception de leur appartenance – aussi bien sociale que culturelle – à un milieu « blanc », « noir », « indien » ou « chinois » peut quotidiennement pousser les Réunionnais à se conduire d'une façon qu'ils jugent suffisamment spécifique pour se considérer comme membres d'un noyau différencié, voire d'une ethnie. D'autre part, bon nombre de pseudoscientifiques éprouvent le besoin de classer la population réunionnaise en sous-groupes qu'ils quantifient en puisant des chiffres dans leur imagination. Or le Réunionnais n'est pas réductible à une catégorie qui le différencierait totalement d'une autre, et il ne peut être caractérisé par son appartenance à un groupe ethnique. Il est engagé dans un processus de créolisation globale qui crée des traits communs dans ses modes de pensée, dans ses conduites.

Aujourd'hui, en fonction de la manière dont il se définit ou dont les autres le définissent, eu égard à son apparence physique, à son âge, à son sexe, à son statut social et économique, à sa maîtrise de telle ou telle langue, et surtout en fonction de son héritage culturel propre, chaque Réunionnais choisit son style de vie et ses attitudes vis-à-vis des autres. Il agit en fonction de telle ou telle situation sociale, en interprétant, avec plus ou moins de bonheur, l'un ou l'autre des « scripts » que lui offre une société multiculturelle.

En définitive, en dépit de la manière dont lui-même et les autres imaginent son appartenance à une ethnie, le Réunionnais est un musicien de toutes les musiques.

* Maître de conférences d'ethnologie et d'anthropologie à l'université de la Réunion.



Points de repère

Département français d'outre-mer, administré par deux assemblées locales : un conseil général de 36 membres et un conseil régional de 45 membres, élus au suffrage universel pour une durée de six ans.

La Réunion est représentée au Parlement français par 5 députés et 3 sénateurs.

Superficie	2 510 km²
Capitale	Saint-Denis
Langue officielle	Français (autre langue parlée : créole)

DÉMOGRAPHIE

Population (estimations 1990)	592 000
Taux de natalité (1989)	23,7 ‰
Taux de mortalité infantile (1988)	6,6 ‰
Taux de fécondité (1988)	2,6
Espérance de vie (1988)	71,1 ans

ÉCONOMIE

PIB global (1988)	22 700 millions de francs
PIB/habitant (1988)	39 500 francs
Taux d'inflation (1989)	4,9 %
Taux de chômage (1989)	39 %
Balance commerciale (1988)	– 9 018,7 millions de francs

Source : INSEE, Observatoire économique de la Réunion.

LA REUNION, UNE REGION FRANCAISE DANS L'OCEAN INDIEN

Au sud-ouest de l'océan Indien, l'île de la Réunion est une terre lointaine habitée depuis trois siècles seulement, une île à sucre qui doit aujourd'hui voir plus loin que le bout de ses cannes.

La réorganisation de l'économie a commencé depuis de longues années déjà : l'agriculture se diversifie, le tourisme se développe.

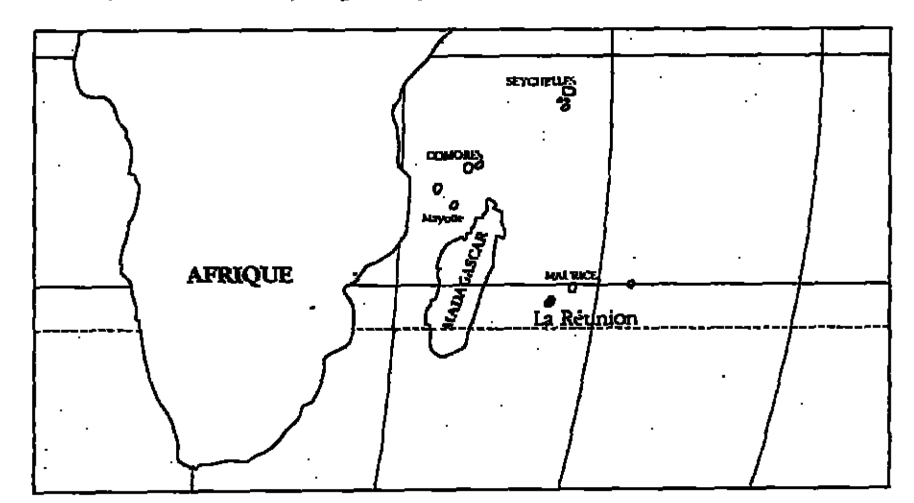
Depuis 1982, la Réunion est aussi une Région, parmi les 26 que compte la France. Mais une Région institutionnelle qui a conscience d'appartenir à une région géographique, historique et humaine. Ses horizons s'appellent Comores, Madagascar, Maurice, Seychelles, l'Afrique, l'Inde et l'Asie.

L'histoire a divisé les hommes, a compartimenté les destins. Aujourd'hui, l'économie les rapproche, et rappelle des origines et des liens humains communs.

Les voisins de la Réunion sont aussi ses cousins, mais surtout ses partenaires de demain.

Le Conseil Régional de la Réunion joue un rôle actif dans ce rapprochement, depuis l'adhésion de la France, en 1986, à la Commission de l'océan Indien.

Terre européenne parmi le monde en développement, la Région Réunion, dans le cadre des prérogatives qui lui sont reconnues par la décentralisation, entend jouer un rôle majeur dans le développement de la coopération régionale dont la nouvelle dimension Sud-Sud est désormais devenue une réalité incontournable.



Hôtel de la Région - BP 402 - Avenue René Cassin
97474 Sainte-Clotilde - La Réunion
Télex : 916 321 RE - Télécopie : 48 70 71 - Tél. 48 70 00



DU « PÉRIL JAUNE » A LA SCIENCE-FICTION CONTEMPORAINE

Quand l'homme a peur de son nombre

La planète semble hantée par la menace de la surpopulation. Cette hantise trouve naturellement sa place dans les ouvrages de science-fiction. Mais, alors que le discours xénophobe se gave, en Occident, de slogans racistes pour préserver la virginité blanche, rares sont les écrivains contemporains qui s'intéressent aux phénomènes migratoires. Ces auteurs optent, en général, pour des descriptions globales, tous continents confondus. Leurs aînés, quant à eux, étaient sûrs d'avoir aperçu Gengis Khan campant devant Notre-Dame. La littérature actuelle a le mérite d'être généralement exempte de fantasmes racistes, mais, en substituant la peur du nombre à celle de l'invasion, elle fait preuve de la même absence d'imagination.

Par JACQUES DECORNOY

IL sera une fois une humanité vivant à l'aise, se nourrissant abondamment, ne souffrant ni de pollution, ni de guerres, ni de migrations sauvages. Terre dépeuplée à la démographie en torpeur ? Bien au contraire : nous serons, en cette année 2381, 75 milliards ! Aucune pause en vue : le cap est mis sur les 100 milliards ! Et pourtant, d'immenses espaces demeureront disponibles pour l'agriculture, l'ardente machine à reproduire étant abritée dans des tours hautes de 3 000 mètres contenant chacune entre 800 000 et 900 000 habitants (1).

Cette histoire, narrée par Robert Silverberg, qui est aussi celle d'un totalitarisme à la fois implacable et aseptisé, a valeur de symbole. Imaginée en plein boom démographique, elle décrit certes une société hyperstratifiée, où le perpétuel échange sexuel se combine avec une planification absolue et un eugénisme abject, mais elle n'évoque en rien les conflits de races. Cette société est – le lecteur l'ignore – soit ethniquement homogène, soit parfaitement métissée, soit indifférente aux couleurs de la peau. Si « péril » il y a, il est humain, non point jaune, noir ou sémite. Histoire exemplaire parce que si, dans la littérature de fiction contemporaine, il est souvent question de 10 milliards d'âmes (*la réalité de demain*), le nombre de 75 milliards paraît unique. Unique et menaçant, car Silverberg estime impensable qu'il puisse engendrer égalité et démocratie.

La peur du nombre est relativement ancienne en Occident et a suscité maints fantasmes. Peur authentique ? Ou subtil camouflage ? Lorsque la hantise de la multitude prend corps au dix-neuvième siècle, dans une foule d'essais et de romans, elle vise d'abord les Jaunes : Chinois seuls, ou alliés aux Japonais. *« Péril jaune », « yellow peril », « gelbe Gefahr »*... La formule fourmille dans livres et journaux, de San-Francisco à Sydney, en passant par Paris et Berlin. Elle n'a pas, à de très rares exceptions près (Californie, Canada), pour matrice la présence physique d'Asiatiques qui ne s'agitent, presque toujours, que dans les têtes. Ce n'est pas non plus une époque qui voit bouger les « hordes jaunes » : lorsqu'il y a transfert de populations chinoises, c'est le plus souvent parce que l'Occident a besoin de main-d'œuvre (empire britannique, Amérique du Nord). Et cette population émigrée, pour n'être pas négligeable, n'a rien de monstrueux.

Il est en revanche, pour le moins étonnant, de constater la similitude du vocabulaire utilisé pour décrire le « péril jaune » et de celui appliqué à une classe ouvrière blanche, bien présente celle-là, en expansion, agglutinée de façon chaotique autour des nouvelles cités industrielles et, en raison des conditions de sa naissance, du mode de travail et de la vie qui lui sont imposés, assurément « dangereuse » (2). Ces « hordes-là », que l'on comptabilise, font d'autant plus peur, doivent d'autant plus être matées, qu'elles en viennent à lécher de leurs vagues les « beaux quartiers ». Elles font peur. Et la bonne société, qui devra, de surcroît, justifier à ses propres yeux et aux yeux du populaire, des interventions impériales musclées, en Asie notamment, de présenter, *via* ses plumitifs, un péril jaune mythique dans les termes mêmes utilisés pour décrire un réel péril prolétarien (3).

« Lénine, entouré de ses bourreaux chinois »

CETTE société a peur. Peur de tout : *« péril jaune », « péril noir », « péril juif », « péril franc-maçon », « péril socialiste »*. Toutes « menaces » pour l'ordre social, occidental, national qui se retrouvent, à des degrés divers, dans les livres, qui connaissent un fantastique succès en France, du capitaine Danrit (nom de plume du commandant Driant), où se mêlent, de façon inextricable, les craintes de l'Asiate, de l'Arabe, du Noir, de l'Anglais, de l'Italien, de l'Allemand, du Blanc malpensant (4). Où s'interpénètrent hantises d'ordre démographique, délires ultrachauvins et frissons de possédants angoissés.

Danrit, et ses « collègues » américains, allemands et autres, portaient plus ou moins habilement un masque. Or le masque tombe lorsque, après la révolution soviétique de 1917, naît une nouvelle notion : le péril jaune-rouge. Le bolchevisme va conquérir la planète en lançant les multitudes colorées contre la civilisation. Les textes abondent où cette calamité est décrite à l'avance. L'exemple le plus complet, le plus caricatural mais aussi le mieux informé en apparence, est celui de l'essayiste américain Lothrop Stoddard (5). Il montre *« Lénine, entouré de ses bourreaux chinois »*, qui siège *« derrière les murs du Kremlin, moderne Gengis Khan organisant le pillage du monde » : « Il cherche* (...) *à enrôler les races de couleur pour son grand assaut contre la civilisation »*, fomentant ses complots de la Perse à Java, du Chili aux *« régions noires des Etats-Unis eux-mêmes »*. Le *« monde jaune »*, le *« monde brun »*, le *« monde noir »*, le *« monde rouge »* (l'Amérique latine) vont submerger nos *« digues extérieures »*, cependant que le *« monde blanc »* laisse, l'inconscient, se miner ses *« digues intérieures »*.

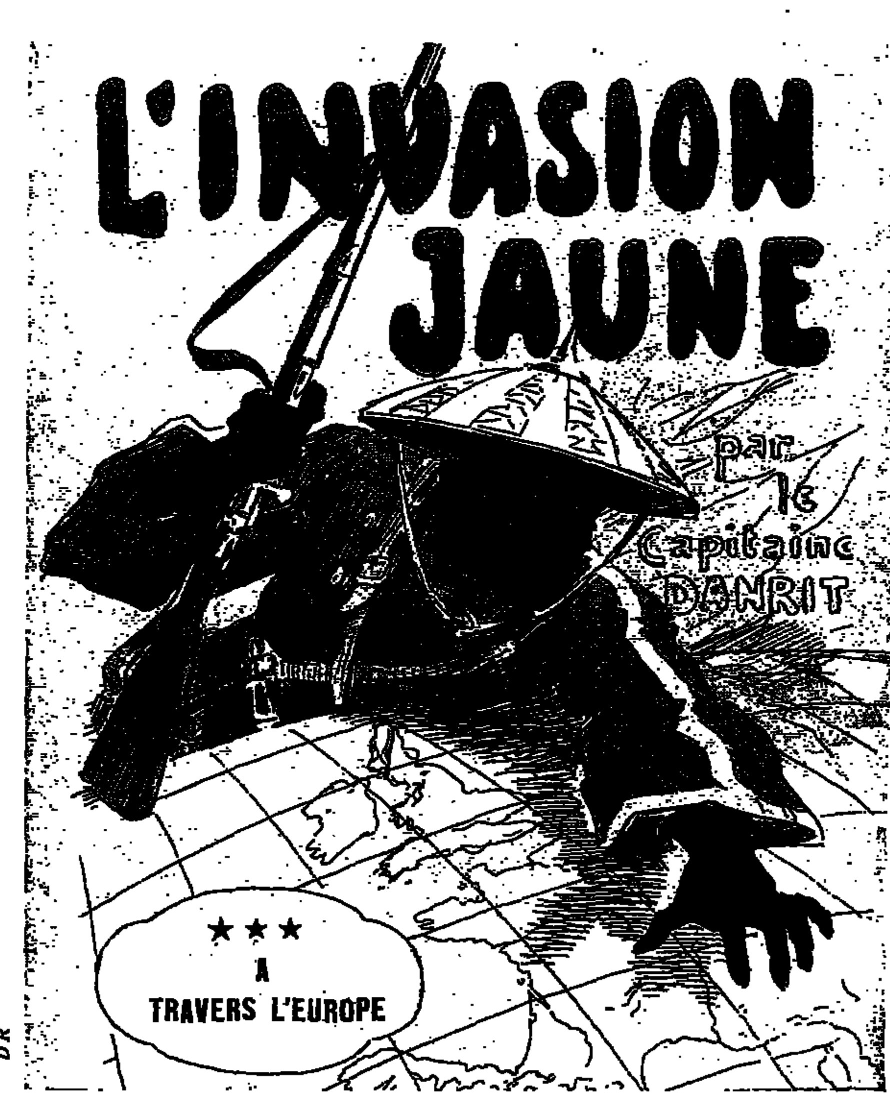
Lothrop Stoddard n'a pas seulement mis un extraordinaire bréviaire à la disposition du Blanc conquérant, et rédigé une des meilleures compilations de tous les mythes racistes basés sur la démographie. Il a combattu sans vergogne parce que, selon lui, il faut maintenir et renforcer la domination blanche capitaliste et impérialiste, et contenir l'expansion, externe et interne, des autres races, en fait, des idéaux démocratiques : *« J'ai montré de quelle importance avait été la « révolution industrielle » pour le développement de la suprématie blanche et j'ai fait ressortir les avantages immenses qu'a tirés le monde blanc de l'exploitation des territoires de couleur arriérés et de l'exportation de produits manufacturés sur les marchés de couleur. La richesse prodigieuse qui en est résultée a été l'une des principales causes de la prospérité blanche, a assuré le maintien de l'hégémonie mondiale des Blancs et a rendu en grande partie possible l'accroissement extraordinaire de la population blanche. »* Loin cette fois, du fantasme, mais en en dévoilant certains ressorts profonds, Stoddard a frappé à ce point Harding que ce président américain (1921-1923) conseillera à tout un chacun de *« lire attentivement le livre »*. Le masque était, cette fois, bien tombé.

Il n'est pas, dans l'histoire des fantasmes, comme dans les autres, de solution de continuité, et des résidus des diverses pensées d'autrefois se retrouvent dans certains écrits d'aujourd'hui, mais – l'exemple évoqué du livre de Silverberg le montre – le phénomène démographique est de nos jours ressenti de manière nouvelle. Les auteurs contemporains d'ouvrages de politique-fiction ou de science-fiction sont en effet beaucoup moins obsédés par *« le flot montant des peuples de couleur »* que par le sort de la race en général. Certains prédisent une violente réduction de la population : nous ne serons plus que 5 millions au début du troisième millénaire, le soleil, se rapprochant de la Terre, ayant bouleversé les conditions de vie (6). D'autres affirment que l'explosion démographique ne peut déboucher que sur l'établissement de régimes cauchemardesques et hyperplanifiés.

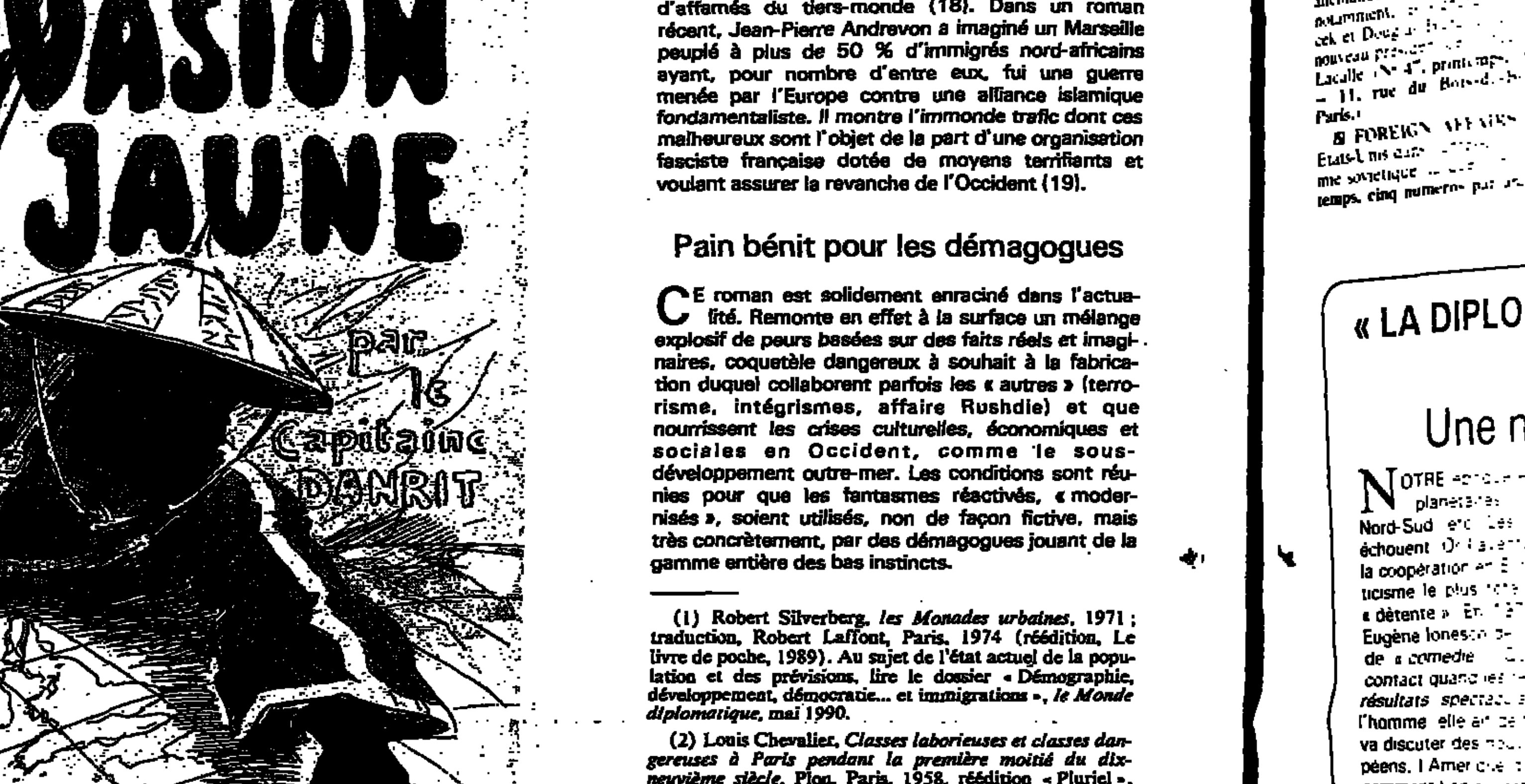
Voici quelques exemples des horreurs à venir. Lee Hoffman : *« Un permis de vie était établi pour chaque individu. Il lui donnait le droit de se reproduire et d'élever un enfant – un humain pour en remplacer un autre. Deux enfants pour chaque couple. C'était simple. Un décès, une naissance. »* Les humains « en trop » étant tout simplement tués (7). James Blish imagine un *« Contrôle Universel de la Population »* calqué sur les besoins de l'économie : *« On doit prendre le soin de n'avoir qu'un nombre fixe d'architectes, de marins* (...) *dans une région donnée. Comme cela n'est pas possible, par le simple contrôle des naissances,* il faut y parvenir par le contrôle des décès. *De sorte que si vous vous trouvez avec un excédent nuisible à l'économie de... de romanciers, par exemple, vous écrémez ce qui dépasse »* (8). Pour alimenter *« une horrible multitude grouillante, anonyme »*, des distributeurs de rations sont aménagés *« dans les murs de chacun des étages de chaque niveau »* d'un habitat monstrueux (9). Ou bien l'Etat supprime les bouches inutiles par le biais de l'*« injection finale »* (10).

Autre phénomène inquiétant : celui de l'urbanisation. Si, dans l'évocation de la question démographique en général, la fiction contemporaine a, en gros, rompu les amarres avec les vieilles craintes de type racial, elle renoue avec certaines descriptions d'autrefois lorsqu'elle dépeint les mégapoles de l'avenir. Pour regagner, du centre, les lointaines banlieues résidentielles, il faut se frayer un chemin à la mitrailleuse car des hordes incontrôlées tiennent l'immédiate périphérie urbaine (11). New-York est devenue une cité surpeuplée manquant terriblement d'eau : *« Ici, dans la ville, il y a 35 millions de personnes qui crèvent de soif »* (12). Des foules errantes déclenchent des violences sans cause (13), d'où la nécessité d'un contrôle social absolu (14). Une solution : devenir fabuleusement riche pour se permettre de vivre hors de cette multitude (15). Bref, le nombre, aujourd'hui (ou plutôt : demain) ne provoque ni invasions extérieures, ni guerres de races, mais, au « mieux », des luttes sociales liées à l'investissement interne de la société par elle-même, au pis, l'instauration d'une effroyable organisation. Malheur à qui, tentant l'aventure de libération individuelle, redécouvre l'attrait pour le passé et cultive des sentiments : il est immédiatement pulvérisé (16).

Si les vieux fantasmes raciaux ont presque disparu des écrits – alors même que les poussées démographiques en Chine, en Inde, en Afrique pourraient les expliquer ! – ils sont prêts à ressurgir à la moindre occasion. Affolé par la révolution culturelle chinoise, pendant les années 60, l'auteur soviétique Valéri Tarsis demandait (citant Flaubert, ce pourfendeur des « hordes » prolétariennes) l'annihilation de *« la plus effroyable des masses »*, de la foule qui *« ramène l'humanité vers l'existence primitive, au niveau des singes à face humaine »* (17). Plus près de nous, l'écrivain français de droite Jean Raspail a décrit l'invasion de l'Europe par des millions d'affamés du tiers-monde (18). Dans un roman récent, Jean-Pierre Andrevon a imaginé un Marseille peuplé à plus de 50 % d'immigrés nord-africains ayant, pour nombre d'entre eux, fui une guerre menée par l'Europe contre une alliance islamique fondamentaliste. Il montre l'immonde trafic dont ces malheureux sont l'objet de la part d'une organisation fasciste française dotée de moyens terrifiants et voulant assurer la revanche de l'Occident (19).



DR



Pain bénit pour les démagogues

CE roman est solidement enraciné dans l'actualité. Remonte en effet à la surface un mélange explosif de peurs basées sur des faits réels et imaginaires, coquetèle dangereux à souhait à la fabrication duquel collaborent parfois les « autres » (terrorisme, intégrismes, affaire Rushdie) et que nourrissent les crises culturelles, économiques et sociales en Occident, comme le sous-développement outre-mer. Les conditions sont réunies pour que les fantasmes réactivés, « modernisés », soient utilisés, non de façon fictive, mais très concrètement, par des démagogues jouant de la gamme entière des bas instincts.

---

(1) Robert Silverberg, *les Monades urbaines*, 1971 ; traduction, Robert Laffont, Paris, 1974 (réédition, Le livre de poche, 1989). Au sujet de l'état actuel de la population et des prévisions, lire le dossier « Démographie, développement, démocratie... et immigrations », *le Monde diplomatique*, mai 1990.

(2) Louis Chevalier, *Classes laborieuses et classes dangereuses à Paris pendant la première moitié du dix-neuvième siècle*, Plon, Paris, 1958, réédition « Pluriel », 1978.

(3) Jacques Decornoy, *Péril jaune, peur blanche*, Grasset, Paris, 1971. Heinz Gollwitzer, *Die gelbe Gefahr. Geschichte eines Schlagworts; Studien zum imperialistischen Denken*. Vanderhoeck und Ruprecht, Göttingen, 1962.

(4) Parmi les ouvrages de Danrit : *la Guerre de demain*, Taillandier, Paris, 1905 ; *l'Invasion jaune : la mobilisation sino-japonaise ; Haine des Jaunes ; A travers l'Europe*, 1909 (près de 900 pages !) ; et aussi *la Guerre fatale, la Guerre de demain, l'Invasion noire* (3 volumes), etc. Flammarion, Paris.

(5) Lothrop Stoddard, *le Flot montant des peuples de couleur contre la suprématie mondiale des Blancs*. Payot, Paris, 1925 (New-York, 1921).

(6) J.-G. Ballard, *le Monde englouti*, Denoël, coll. « Présence du futur », Paris, 1980.

(7) Lee Hoffman, *Dans le silence du soir*, in *la Grande Anthologie de la science-fiction, Histoires écologiques*, Le livre de poche, Paris, 1980.

(8) James Blish, *le Jour des statisticiens*, in *Histoires écologiques, op. cit.*

(9) Brian Aldiss, *la Tour des damnés*, in *Histoires écologiques, op. cit.*

(10) Richard Matheson, *le Test*, in *la Grande anthologie de la science-fiction. Histoires de l'an 2000*, Le livre de poche, Paris, 1985.

(11) Richard E. Peck, *Banlieue rouge*, in *Histoires de l'an 2000, op. cit.*

(12) Harry Harrison, *Compagnons de chambre*, in *Histoires de l'an 2000, op. cit.*

(13) Gregory Benford, *Personne n'habite Burton Street*, in *Histoires de l'an 2000, op. cit.*

(14) Katherine MacLean, *l'Homme qui avait disparu*, in *Histoires de l'an 2000, op. cit.*

(15) John Brunner, *les Possédants*, in *Histoires de l'an 2000, op. cit.*

(16) Robert Silverberg, *op. cit.* « *L'anticipation n'est-elle pas un alibi du désespoir moderne ?* » Cette question de Bertrand d'Astorg (*Esprit*, mai 1953) mérite plus que jamais d'être posée, à la lecture du livre de Silverberg et de tant d'autres...

(17) Valéri Tarsis, *la Salle 7*, cité par Pierre Forgues, « Rivarol en Union soviétique », *Esprit*, mai 1965, Paris.

(18) Jean Raspail, *le Camp des Saints*, nouvelle édition, Robert Laffont, Paris, 1985, dont *le Monde diplomatique* de mai 1985 a publié une analyse.

(19) Jean-Pierre Andrevon, *Sukran*, coll. « Présence du futur », Denoël, Paris, 1989. Ce livre a obtenu le Grand Prix de la science-fiction française 1990.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*
Gérant : André FONTAINE, directeur de la publication.
Administrateurs délégués :
Antoine Griset - Nelly Pierret
Imprimerie du *Monde*
12, r. M.-Gunsbourg
94852 IVRY
OJD 1989
Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 438
ISSN : 0026-9395
A la disposition des diffuseurs de presse pour modifications de service, demandes de réassort ou autre, utiliser notre numéro de téléphone vert : (16) (1) 05-36-11-11.

Dans les revues...

HARPER'S MAGAZINE. S'appuyant sur le cas du Kenya, Richard J. Barnet se livre à une critique du système économique international qui interdit tout développement normal aux pays du tiers-monde. L'essai est intitulé : « Afrique, continent perdu de l'économie globale ». (Vol. 280 nº 1680, mai, mensuel, 2,50 dollars. – PO Box 1937, Marion, OH 43305, Etats-Unis.)

DÉFENSE NATIONALE. L'Europe de l'Est : aspects stratégiques, économiques, sociétaux ; et la crise en Israël. (Juin, mensuel, 40 F. – 1, place Joffre, 75700 Paris.)

REVISTA DE DEFENSA. Un important dossier sur « la prolifération des missiles dans le tiers-monde ». (Nº 27, mai, mensuel, 200 PTA – Paseo de la Castellana, 109, 28046 Madrid.)

FOREIGN POLICY. « L'Amérique sans la guerre froide », l'émergence de nouveaux « centres de pouvoir » : Asie centrale, Europe : les tensions américano-nippones. (Nº 78, printemps, trimestriel, 6,25 dollars. – 25 2400 N Street, N.W., Washington, D.C., 20037.)

POLITIQUE ÉTRANGÈRE. « Est : année des élections » : un dossier sur l'évolution de chaque pays de l'Europe orientale : des études sur la CEE et l'Est ainsi que sur les évolutions du COMECON. (Nº 1/90, trimestriel, 95 F. – 6, rue Ferrus, 75683 Paris Cedex 14.)

POLITIQUE INTERNATIONALE. Un numéro largement consacré à la question allemande et aux problèmes de l'Est avec, notamment, les signatures d'Alexandre Dubcek et Douglas Hurd, et un entretien avec le nouveau président de l'Uruguay, Luis Alberto Lacalle. (Nº 47, printemps, trimestriel, 70 F. – 11, rue du Bois-de-Boulogne, 75116 Paris.)

FOREIGN AFFAIRS. Etudes sur les Etats-Unis dans l'après-communisme, l'économie soviétique, la question allemande. (Printemps, cinq numéros par an, 6,95 dollars. – PO Box 51388, Boulder, Colorado 80321 – 1388.)

DAMOCLES. Un dossier sur le défi de la paix après l'apaisement des conflits Est-Ouest et la réunification de l'Allemagne. (Nº 43, avril-mai, bimestriel, 20 F. – BP 1027 Lyon Cedex 01.)

OBSERVATIONS ET DIAGNOSTICS ÉCONOMIQUES. Une chronique de conjoncture, « l'Europe se crée des besoins », évaluant les perspectives de croissance du Vieux Continent. (Nº 31, avril, trimestriel, 95 F. – OFCE, 69, quai d'Orsay, 75007 Paris.)

REVUE D'ÉTUDES COMPARATIVES EST-OUEST. Un numéro consacré à « la RDA durant l'ère Honecker ». A lire : « La formation des cadres syndicaux » (François Bafoil) et « L'économie de la RFA » (Doris Cornelsen). (Vol. 20, nº 4, trimestriel, 130 F. – Editions du CNRS, 15, quai Anatole-France, 75700 Paris.)

IMPRECOR. Un entretien avec Edith Lhomel sur l'évolution actuelle en Albanie. (Nº 308, 4 mai, bimensuel, 15 F. – 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil.)

MAGHREB-MACHREK. Un riche numéro sur l'Egypte dans les années 90, avec des textes sur les limites du pluralisme politique, sur l'islamisme, les politiques culturelles, le rôle du Caire entre le monde arabe et Israël, etc. (Nº 127, janvier-mars, trimestriel, 70 F. – La Documentation française, Paris.)

MEDITERRANEAN QUARTERLY. Une nouvelle revue qui souhaite analyser les « problèmes globaux ». Dans cette première livraison, des articles sur la doctrine militaire soviétique ; le Royaume-Uni et la CEE ; l'avenir de Kadhafi. (Vol. 1, nº 1, hiver 1990, trimestriel, abonnement annuel : 24 dollars. – Duke University Press, 6697 College Station, Durham, North Carolina 27708, Etats-Unis.)

LA CHRONIQUE D'AMNESTY INTERNATIONAL. Gros plan : les violations des droits de l'homme au Tchad. (Nº 42, mai, mensuel, 15 F. – 4, rue de la Pierre-Levée, 75011 Paris.)

REVIEW OF AFRICAN POLITICAL ECONOMY. « Militarisme, chefs de guerre et démocratie » : des études sur le Tchad, le Nigéria, l'Afrique du Sud, le Mozambique. (Nº 45-46, 1990, 3 numéros par an, abonnement : 18 livres. – Regency House, 75-77 St. Mary's Road, Sheffield S2 4AN, Royaume-Uni.)

ZAWAYA. Une longue étude sur la famille royale et l'establishment religieux en Arabie saoudite ainsi qu'une analyse de la situation des droits de l'homme dans ce pays. (Nº 4, mars-avril, bimestriel, 20 F. – 7, rue Pauline-Kergomard, 75020 Paris.)

PROBLÈMES D'AMÉRIQUE LATINE. Un grand dossier sur l'Argentine d'aujourd'hui. (Nº 95, mai, trimestriel, 55 F. – La Documentation française, Paris.)

NACLA. Sous le titre « Hurricane » (Ouragan), un bilan désastreux de l'action de la Banque mondiale, du FMI et de l'US Aid dans quelques Etats des Caraïbes (Jamaïque, Grenade, Dominique). (Vol. XXIII, nº 5, mensuel, 3,5 dollars. – 475 Riverside Drive, Suite 454, New-York, NY 10115.)

THE NEW YORK REVIEW OF BOOKS. Un important article de Tad Szulc, biographe de Fidel Castro, intitulé « Castro peut-il durer ? », qu'il conclut par ces mots : « La meilleure preuve que pourrait donner Washington de ses bonnes intentions à l'égard de Cuba serait de laisser – pour une fois – l'île en paix. » Dans le même numéro, un texte de Vaclav Havel, « Ma vie comme ennemi public ». (Vol. XXXVII, nº 9, 31 mai 1990, bimensuel, 2,25 dollars. – 250 West 57 Street, New-York, NY 10107.)

30 JOURS. Deux articles à lire dans cette revue catholique : « La course au dollar des diocèses aux Etats-Unis » (Robert J. Hutchinson) et « Perestroïka à la mexicaine » (Alver Metalli). (Nº 4, avril, mensuel, 37 F. – 12, rue Edmond-Valentin, 75007 Paris.)

REVUE INTERNATIONALE DU TRAVAIL. M. Csaba Halmos, président de l'Office d'Etat du travail et des salaires, expose les implications pour la société hongroise des réformes politiques et économiques. Lire aussi : « La protection des droits syndicaux des enseignants », par Luce Pépin. (Vol. 129, nº 1, six numéros par an, abonnement annuel : 65 francs suisses. – Bureau international du travail, CH-1211 Genève, Suisse.)

SOLIDARITY. Un long débat et de nombreux articles sans concessions sur environnement, démocratie, ressources naturelles aux Philippines. (Nº 124, 1990, abonnement annuel : 18 dollars. – 531 Padre Faura, Ermita, Manille, Philippines.)

EXTRA ! Comment les médias américains ont « couvert » la catastrophe écologique de l'Exxon Valdez. (Vol. 3, nº 3, mars-avril, bimestriel, 3,50 dollars. – 130 West 25th Street, New-York, NY 10001.)

CROISSANCE. LE MONDE EN DÉVELOPPEMENT. CROISSANCE DES JEUNES NATIONS change de titre et de formule, mais non d'état d'esprit. Au sommaire, crises en Afrique et au Pérou, réflexion sur l'aide de la France et sur le plan de sauvetage du Bangladesh. (Mai, mensuel, 29 F. – 163, bd Malesherbes, 75839 Paris cedex 17.)

LA LETTRE DE SOLAGRAL. Coopération Nord-Sud : « Quel avenir pour Lomé ? » : l'Europe se construit-elle contre les ACP ? (Nº 92, mai, mensuel, 17 F. – 13, boulevard Saint-Martin, 75003 Paris.)

VERS UN DÉVELOPPEMENT SOLIDAIRE. « Stopper la machine infernale » de la dette du tiers-monde ; lire aussi une étude sur biotechnologie et culture du manioc. (Nº 103, avril, bimestriel, abonnement annuel : 30 francs suisses. – Association suisse pour un développement solidaire, ch. de Boston II, case postale 81, 1000 Lausanne 9, Suisse.)

CAMPAGNES SOLIDAIRES. « Semenciers : de nouveaux seigneurs », titre la revue qui consacre plusieurs articles aux conséquences, pour les agriculteurs, les consommateurs, et finalement pour l'alimentation des hommes, de la mainmise des grands groupes sur l'industrie des semences. (Nº 31, mai, mensuel, 15 F. – 17, place de l'Argonne, 75019 Paris.)

SILENCE. Malaisie : la mort d'un peuple, les Pénans, menacés par la déforestation massive. L'alternative paysanne à la toute-puissante FNSEA. La bombe à retardement de Tchernobyl, quatre ans après la catastrophe. (Nº 129, mai 1990, mensuel, 14 F. – 4, rue Bodin, 69001 Lyon.)

NOTA BENE. Réflexions sur la notion de « dumping social » et sur le fonctionnement institutionnel de la CEE. (Nº 56, mai, huit numéros par an, abonnement annuel : 600 francs belges. – Observatoire social européen, rue P.E. Janson 13, 1050 Bruxelles, Belgique.)

COLLECTIF. Deux débats approfondis entre responsables syndicaux CFDT et CGT. L'un sur le thème « syndicalistes et immigration » est consacré à la place des immigrés au quotidien, dans l'entreprise et le quartier. L'autre traite des perspectives syndicales après les événements d'Europe de l'Est. (Nº 10, avril 1990, trimestriel, 30 F. – Boîte postale 74, 75960 Paris Cedex 20.)

HOMMES ET LIBERTÉS. Un numéro spécial sur le racisme, où Madeleine Rebérioux s'interroge longuement sur les origines du fléau. Albert Jacquard revient sur « les leçons de la génétique ». (Nº 58, avril, bimestriel, 15 F. – 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris.)

HORIZONS MAGHREBINS. Les actes d'un colloque tenu à Toulouse en janvier 1988 sur les thèmes de l'« Occident musulman » et de la pensée de Louis Massignon. (Nº 14/15, 95 F. – Université Toulouse-Le Mirail, 5, allée Antonio-Machado, 31058 Toulouse Cedex.)

ARCHIVES DE SCIENCES SOCIALES DES RELIGIONS. Plusieurs études sur divers aspects de l'islam en Europe. (68, nº 1 et 2, 95 F. – CNRS, 15, quai Anatole-France, 75700 Paris.)

HOMMES ET MIGRATIONS. Deuxième partie d'un dossier sur « les Africains noirs en France » : cette fois, la vie et les activités culturelles. (Nº 1132, mai, mensuel, 30 F. – 40, rue de la Duée, 75020 Paris.)

DIFFÉRENCES. Un numéro très documenté, une analyse approfondie, historique, sociologique et politique, sur l'extrême droite française. (Nº 100, numéro spécial, mars 1990, 40 F. – 89, rue Oberkampf, 75011 Paris.)

REGARDS. La « revue juive de Belgique » présente les mouvements de pensée au sein du sionisme aujourd'hui. (Nº 249, bimensuel, 90 francs belges. – 52, rue Hôtel-des-Monnaies, B-1060 Bruxelles.)

LES CAHIERS D'ARTICLE 31. La tentative de reconquête des « droits de Dieu et des devoirs de l'homme » par les intégristes de toutes les religions : chrétiens, juifs, musulmans. (Nº 1, premier trimestre 1990, trimestriel, 65 F. – BP 423, 75527 Paris Cedex 11.)

PEUPLES MÉDITERRANÉENS. Un important numéro double intitulé : « Femmes et pouvoirs ». Au-delà des lieux communs, comment les femmes s'insèrent aujourd'hui dans les sociétés méditerranéennes. (Nº 48-49, juillet-décembre 1989, trimestriel, 140 F. – Diffusion populaire, 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris.)

ACTES. En association avec HOMMES ET LIBERTÉS, un numéro très complet consacré aux violences faites aux femmes. (Nº 70, printemps 1990, trimestriel, 40 F. – 39, rue Bobillot, 75013 Paris.)

TRAVAIL. Un dossier sur l'insertion professionnelle des jeunes en difficulté : « Transition ou marginalisation ? ». (Nº 19, mars, trimestriel, 60 F. – Diff'Pop, 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris.)

COELI. Théologie et économie : lectures latino-américaines de l'encyclique Sollicitudo Rei Socialis. (Nº 62, mars, trimestriel, abonnement annuel : 430 francs belges. – Centre œcuménique de liaisons internationales, 31, rue du Boulet, B-1000 Bruxelles.)

IFDA DOSSIER. Une livraison largement consacrée aux problèmes de l'écologie globale avec un éditorial de Marc Nerfin au titre sans équivoque : « Environnement et développement : écoutez le citoyen du Sud ». (Nº 77, mai-juin, trimestriel, abonnement un an : 48 francs suisses. – 4, place du Marché, 1260 Nyon.)

M. Un dossier « Des robots et des hommes » avec, notamment, une étude sur la force et la fragilité de modèle industriel japonais. (Nº 37, mai, dix numéros par an, 40 F. – 209, rue Saint-Maur, 75010 Paris.)

LE TEMPS STRATÉGIQUE. Un numéro presque entièrement consacré aux grands médias suisses. (Nº 33, avril, mensuel, 25 FS. – 2, rue Bovy-Lisberg, case 418, 1211 Genève II.)

LE COURRIER DE L'UNESCO. Un entretien avec Camilo José Cela, prix Nobel de littérature, et une « odyssée » à travers les mythes d'hier et d'aujoud'hui. (Mai, mensuel, 15 F. – 31, rue François-Bonvin, 75015 Paris.)

TELECOMS MAGAZINE. Un dossier sur les principaux enjeux de la télévision haute définition à la veille de l'affrontement entre Européens et Japonais pour l'adoption d'une norme mondiale. (Nº 34, mai, mensuel, 55 F. – 5, place du Colonel-Fabien, 75010 Paris.)

COMMUNICATIONS. Un passionnant numéro consacré aux « télévisions en mutation ». A lire : « Incertain Zapping » (Marc Vernet) et « Comprendre l'événement sportif à la télévision » (Michel Colin). (Nº 51, semestriel, juin, 95 F. – Le Seuil, Paris.)

QUADERNI. Un numéro entièrement centré sur la série, comme genre télévisuel. (Nº 9, hiver, trimestriel, 70 F. – Université Paris-Dauphine, place du maréchal-de-Lattre-de-Tassigny, 75016 Paris.)

TRANSVERSALES SCIENCE/CULTURE. Au sommaire, une étude sur les rapports entre la science et l'art, les contributions de Jacques Grinevald et René Passet à une réflexion sur la science de la biosphère et des propositions pour une Europe des citoyens. (Nº 3, mai-juin, bimestriel, abonnement un an : 300 F. – 29, rue Marsoulan, 75012 Paris.)

AFA. La revue de l'Association française des anthropologues publie un passionnant dossier sur le musée dans sa relation avec la recherche anthropologique. (Nº 29, 1990, 60 F. – AFA-EHESS, 1, rue du 11-novembre, 92130 Montrouge.)

LA REVUE DU CINÉMA. Raphaël Bassan analyse une dizaine de films iraniens récents. (Nº 459, mensuel, avril, 30 F. – 3, rue Récamier, 75007 Paris.)

POSITIF. Une étude de Jean-Pierre Jeancolas sur le nouveau cinéma espagnol. (Nº 350, avril, mensuel, 35 F. – 1, quai Conti, 75006 Paris.)

« LA DIPLOMATIE DE LA DÉTENTE », de Victor-Yves Ghebali

Une négociation exemplaire

NOTRE époque est celle des grandes négociations multilatérales et même planétaires : droit de la mer ou de l'espace, armes chimiques, dialogue Nord-Sud, etc. Les unes réussissent ou progressent pendant que les autres échouent. Or l'aventure, ou plutôt l'épopée, de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) est à cet égard exemplaire. C'est dans le scepticisme le plus total qu'elle a commencé en 1973, aux meilleurs jours de la « détente ». En 1975, la signature de l'Acte final d'Helsinki est qualifiée par Eugène Ionesco de *« nouveau Munich à la puissance cent »*, par Raymond Aron de *« comédie »*. Que, quinze ans plus tard, après avoir aidé à maintenir le contact quand les relations Est-Ouest étaient au plus bas, puis avoir produit des résultats spectaculaires et précis en matière de sécurité et de droits de l'homme, elle ait de fortes chances d'aboutir à un sommet à trente-cinq où l'on va discuter des nouveaux types de coopération entre l'ensemble des pays européens, l'Amérique du Nord et l'URSS, vaut sans doute que l'on étudie de près comment l'on s'y est pris. La « somme » claire, précise, exhaustive et agréable à lire que Victor Yves Ghebali (1) vient de consacrer à l'analyse de cette Conférence répond à cette question. Bien entendu, c'est l'existence d'un climat politique favorable qui permet de faire progresser toute négociation : l'accélération du processus d'Helsinki dès 1986, après l'avènement de M. Gorbatchev, n'est qu'une illustration de cette règle ; mais la valeur des techniques diplomatiques se reconnaît davantage dans les périodes difficiles quand il s'agit de garder contact, de continuer à poser les bonnes questions, de sauver la face, et surtout de préparer les décisions qui pourront être prises quand le climat sera meilleur.

Le livre offre une analyse complète – la première du genre – de ce processus aux effets souterrains, mais réels, et fait apparaître comment la combinaison de techniques spécifiques lui ont conféré son efficacité : réunions sur les suites, méthodes d'évaluation, réunions d'experts, participation des pays neutres et non alignés, association indirecte des Etats non européens de la Méditerranée, transformation des slogans de la langue de bois en mesures très concrètes, création de forums spécialisés mais étroitement reliés, comme la Conférence de Stockholm sur les mesures de confiance et de sécurité et le désarmement en Europe (1984-1986) ou les négociations sur les forces armées conventionnelles en Europe (FACE), commencée, en mars 1989, techniques propres des trois « corbeilles ».

IL n'est pas jusqu'au « droit d'ingérence », dont on discute tant aujourd'hui (depuis que le ministre français des affaires étrangères l'a évoqué à propos de la Roumanie) qui n'ait été déjà inventé et mis en pratique par la CSCE dans le texte appelé « Dimension humaine de la CSCE », établi à Vienne en 1989 et qui institutionnalise un droit de regard sur les pratiques et les comportements réciproques des Etats en matière de droits de l'homme.

Tous ceux qui se demandent comment débloquer des dialogues de sourds – comme le dialogue Nord-Sud – pourraient utilement méditer sur la vertu des techniques diplomatiques, si bien mise en lumière dans ce livre.

MAURICE BERTRAND

(1) *La Diplomatie de la détente : la CSCE, 1973-1989*, Victor-Yves Ghebali (préfaces de Benoît d'Aboville, Hélène Carrère d'Encausse et Jean Klein), édition Emile Bruylant, Bruxelles, 1989, 444 pages, 4 000 francs belges.

Colloques et rencontres

● QUEL AVENIR POUR L'AGRICULTURE ET LE MONDE RURAL ? Session de printemps de la Société française d'économie rurale, les 5 et 6 juin à Paris. *(SFER, 16, rue Claude-Bernard, 75231 Paris Cedex 05. – Tél. : 47-07-47-86.)*

● AVENIR DE LA COOPÉRATION ENTRE L'UNION DU MAGHREB ARABE ET LA FRANCE. Colloque de la chambre de commerce franco-arabe, à Marseille, du 7 au 9 juin. *(CCFA, 93, rue Lauriston, 75116 Paris. – Tél. : 45-53-20-12.)*

● LES CONSÉQUENCES DE LA DÉTENTE EST-OUEST SUR LES RAPPORTS EUROPE-SUD. Colloque du Forum international de politique le 8 juin à Paris *(FIP, 71, boulevard Richard-Lenoir, 75011 Paris. – Tél. : 43-38-24-87.)*

● LA GRANDE TRANSFORMATION DES ÉCONOMIES A L'EST. Journée d'études, le 15 juin à Paris, à l'initiative d'Institutions et régulation dans les systèmes économiques socialistes. *(B. Chavance, CEMI, EHESS, 1, rue du 11-Novembre, 92120 Montrouge. – Tél. : 40-92-01-99.)*

● UNIVERSITÉ ET NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DANS L'ESPACE SCIENTIFIQUE FRANCOPHONE. Journée d'études organisée par l'Université des réseaux d'expression française (UREF), le 20 juin, à la Maison de l'Amérique latine à Paris. *(UREF, 192, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris. – Tél. : 42-22-96-38.)*

● NOUVEAUX DÉFIS POUR LA RECHERCHE EUROPÉENNE SUR LE DÉVELOPPEMENT. Sixième conférence générale de l'Association européenne des instituts de recherche et de formation en matière de développement, à Oslo, du 24 au 27 juin. *(EADI, PO Box 272, 1211 Genève 21, Suisse.)*

● VILLES DE L'EST, VILLES DE L'OUEST. RÉALITÉS ET PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MIXTE EN EUROPE. Colloque international à Strasbourg, les 25 et 26 juin, organisé par la municipalité et la Caisse des dépôts et consignations. *(CDC, 56, rue de Lille, 75356 Paris. – Tél. : 40-49-59-39.)*

BIBLIOGRAPHIE

Les problèmes d'actualité vus par les organisations internationales

Banque internationale pour la reconstruction et le développement

● TEXTILES TRADE AND THE DEVELOPING COUNTRIES *(Commerce des textiles et pays en voie de développement)* : étude collective réalisée sous le patronage de l'Agence suédoise pour le développement international (SIDA) dans la perspective de la suppression de l'Accord multifibres *(Banque mondiale, Washington DC, 308 pages, 1989).*

Fonds monétaire international

● THE ROLE OF NATIONAL SAVING IN THE WORLD ECONOMY *(Le rôle de l'épargne nationale dans l'économie mondiale)*, « Occasional Paper », nº 67. *(FMI, Washington DC, mars 1990, 64 pages.)*

Organisation de coopération et de développement économiques

● L'INCIDENCE DES MIGRATIONS INTERNATIONALES SUR LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT : vingt-huit études, sous la direction de Reginald Appleyard. *(OCDE, Paris, 1989, 459 pages, 180 francs.)*

les livres

L'AMÉRIQUE DES USINES ABANDONNÉES

Policier de crise

MEURTRES A ROCKSBURG STATION, de K.C. Constantine (traduit de l'américain par Danièle Laufer), Actes Sud, Arles, 1989, 240 pages, 98 F.

LES amateurs de roman policier savent les inconvénients auxquels leur passion les expose. Ils se voient obligés d'abandonner la lecture des trois quarts des œuvres de « fiction criminelle » qu'ils achètent, lassés par la prose insipide, la faiblesse des intrigues, le prévu des situations. Bonne nouvelle donc, un éditeur – Actes Sud – a eu l'idée de commencer à traduire K.C. Constantine, qui publie depuis 1972 et qui est sans doute un des meilleurs auteurs américains contemporains de polars (1). Aussi bon que du bon Ed McBain ou du bon Bill Pronzini, pour mentionner quelques confrères de Constantine. Contrairement aux deux précédents, il semble qu'on puisse lire tous les romans de cet auteur (« tout lire » étant, pour un passionné du polar, la seule manière de s'adonner à son obsession). En effet, avec Constantine on est assuré d'être ravi presque à tout coup.

Le décor des livres : Rocksburg, une petite ville minière imaginaire située près de Pittsburgh, avec ses usines abandonnées, ses friches industrielles, ses diversités ethniques, ses conflits entre les partis politiques, ses querelles à l'hôtel de ville... Les policiers ont fort à faire avec les manifs des *vets* (vétérans de la guerre du Vietnam), les paris illégaux, les chômeurs mécontents, le trafic de drogue (venu de la grande ville), les querelles de voisinage, les citoyens qui prennent le commissariat pour le divan du psychanalyste et, bien sûr, quelques meurtriers.

Le chef de la police, Mario Balzic, qui est le héros principal des romans, est un sympathique père de famille italo-serbe, fort en gueule, ami de la bouteille et de la bonne chère : un sage désabusé plein d'humour.

Les romans de Constantine appartiennent à la tradition de *police procedurals* (procédure policière) et mettent en scène la vie d'un commissariat, les problèmes de hiérarchie, les conflits entre vie privée et travail, les rapports entre les flics et la communauté. Rien de neuf ? Si, dans la mesure où l'auteur *« écrit comme un ange »* (c'est le *Times Litterary Supplement* qui l'affirme), est d'une drôlerie inégalée et fait preuve d'une finesse exceptionnelle dans sa perception des rapports sociaux et de leurs dérapages.

Les situations ont un piquant particulier : le conflit entre les principes réactionnaires et moralistes du nouveau maire et le pragmatisme, disons de gauche, de Mario Balzic donne lieu à un roman d'éducation (celle du maire bien sûr) particulièrement cocasse dans *Always a Body to Trade*.

Dans *Upon Some Midnights Clear* (2), une pauvre septuagénaire irascible accuse la police de ne rien faire alors qu'elle s'est fait attaquer par *« un horrible nègre »* qui lui a volé ses économies et l'a expédiée à l'hôpital : le lobby raciste dirigé par le chef des pompiers se met en branle tandis que Mario Balzic sent à juste titre dans la colère de la vieille dame un coup monté, une escroquerie à la sympathie du public.

Dans le même roman, Mario Balzic doit se débarrasser de quelques vétérans de la guerre du Vietnam qui, en signe de protestation, désirent se faire arrêter ; devant le refus des flics de les coffrer, les *vets* se livrent à un strip-tease complet sous les fenêtres du commissariat (on est en plein hiver), après avoir appelé les reporters de la télé.

ON trouve ainsi des situations tendues et parfois cocasses et, au cours de l'enquête, une mise en scène de rapports interpersonnels intéressants, drôles, bizarres. Mais là où K.C. Constantine est un maître, c'est dans ses dialogues : il possède en effet une oreille sensible aux variétés de l'américain argotique. Les mirliflores du ghetto, les hauts fonctionnaires de l'Etat, les ouvriers des corons ont chacun leur manière de parler aussi bien que de vivre. Constantine se charge de nous faire d'ironiques imitations de leurs virulentes ou timides vitupérations.

Brave Mario Balzic ! Son humour, ses origines prolos, la façon non orthodoxe dont il tente de régler les problèmes redonnent au personnage de l'enquêteur, qu'on aurait pu croire pressé comme un citron, un nouveau souffle. Dans le décor de la dépression postindustrielle, il se balade exaspéré et drôle, avec l'œil du sociologue, avec un talent de psychologue clinicien et le punch du militant syndical.

CLAUDE GRIMAL.

(1) Sont également parus, chez Actes Sud : *l'Homme qui aimait se regarder*, 1989 (trad. P. Girard), *l'Homme qui aimait les tomates tardives*, 1989 (trad. D. Laufer), *Un coup fumant*, 1989 (trad. P. Girard) et, en préparation, la traduction de *The Blank Page*.

(2) Ces deux romans, particulièrement réussis, ne sont pas encore traduits.

● LA CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LES DROITS DE L'ENFANT. – *(Institut de l'enfance et de la famille, 3, rue Coq-Héron, 75001 Paris, 1990, 20 F)* : en quatre-vingt-neuf questions et réponses, tout sur le texte du 20 novembre 1989.

● STRENGTHENING THE BIOLOGICAL WEAPONS CONVENTION BY CONFIDENCE BUILDING MEASURES. – Erhard Geissler *(SIPRI, Stockholm, 1990, 206 pages)* : une série de propositions concrètes pour renforcer la convention sur les armes chimiques.

● LE PARIS DES ETRANGERS. – André Kaspi et Antoine Marès. *(Imprimerie nationale, Paris, 1989, 406 pages, 220 F)* : Russes, Latino-Américains, Arméniens, juifs, dans la Ville lumière.

● ROSA LUXEMBURG. – Elzbieta Ettinger *(Belfond, Paris, 1990, 364 pages, 148 F)* : le portrait intime d'une figure de proue du socialisme révolutionnaire.

● STATE, COOPERATIVES AND DEVELOPMENT IN AFRICA. – Hans Holmén *(The Scandinavian Institute of African Studies, Uppsala, 1990, 87 pages, 60 couronnes)* : une étude des coopératives fondées sur les cas égyptien et jordanien.

EUROPE

EUROPE SPEAKS TO EUROPE. – Sous la direction de Jörg Becker et Tamas Szecskö

★ **Kom Tech, Pergamon Press, Oxford, 1989, 445 pages, 750 F.**

Les actes d'un colloque organisé en mai 1988 à Francfort sur les flux d'information entre l'Europe de l'Ouest et l'Europe de l'Est. Près d'une trentaine de communications sur la politique, la culture et la science ; les échanges de programmes de télévision ; les flux transfrontières de données ; les limitations du COCOM ; les réglementations internationales. Une liste de sigles difficiles à retrouver et un index fourni. Un rassemblement d'informations qui restera longtemps très utile.

BERNARD CASSEN.

ROULETTE RUSSE. – Guennadi Botcharov

★ **Denoël, Paris, 1990, 202 pages, 95 F.**

« Pour les six mois qui viennent, et pour l'ensemble des journaux de Moscou, j'ai une limite de quatre à ne pas dépasser. Quatre mentions de blessés au maximum. Et pas un mort. » Ainsi le censeur explique-t-il au journaliste pourquoi son reportage sur l'Afghanistan ne peut être publié. Les chroniques de Guennadi Botcharov, qui a couvert de longues années durant le conflit afghan, sont une réflexion vivante et sans complaisance à la fois sur son travail – sa *« lâcheté »* ainsi que celle de ses confrères – et sur la *« sale guerre »* avec son cortège de bavures, de crimes, de souffrances. Et quand se termine cette guerre, la plus longue de l'histoire russe depuis 1813, demeure la question : comment cela a-t-il été possible ?

ALAIN GRESH.

LETTRES DES PROFONDEURS DE L'URSS. Le courrier des lecteurs d'*Ogoniok*. – Présenté par Irène Commeau-Rufin

★ **Gallimard, coll. « Témoins », Paris, 1989, 252 pages, 130 F.**

Vitali Korotitch, qui assure la rédaction en chef d'*Ogoniok*, l'hebdomadaire soviétique le plus engagé dans la perestroïka, a autorisé Irène Commeau-Rufin à présenter, dans leur version française, les documents drainés par le courrier des lecteurs. La diversité et la richesse de ces textes forment de véritables morceaux d'anthologie. On y découvre le visage inédit d'une démocratie en devenir. Les avis de tous bords allient le réalisme quotidien aux enjeux les plus lointains. La perestroïka n'est pas un vain mot mais s'instaure bel et bien dans la réforme du langage. La liberté individuelle ne commence-t-elle pas là où s'arrête le mutisme collectif ? Mieux qu'un échange, il s'agit d'une prise de conscience qui n'a pas fini de surprendre.

VALÉRIE MARCHAND.

A L'OMBRE DE KHROUCHTCHEV. – Alexeï Adjoubei (traduit du russe par Galia Ackerman et Pierre Lorain)

★ **La Table ronde, Paris, 1989, 390 pages, 150 F.**

Journaliste et témoin de son siècle, Alexeï Adjoubei est aussi connu pour être le gendre de Khrouchtchev. Rédacteur en chef des *Izvestia*, il fit un parcours exceptionnel qui le conduisit aux plus hautes instances. *A l'ombre de Khrouchtchev* n'est pas une biographie ordinaire. On ne trouve la trace ni de règlements de comptes personnels ni de complaisances abusives. Alexeï Adjoubei voit en Khrouchtchev un autodidacte qui sut munir son pays d'un véritable plan pour la recherche spatiale et qui fut le précurseur, avant la lettre, de la perestroïka. Aux portraits particulièrement réussis de Béria, de Malenkov et de Molotov, succèdent ceux de personnalités non soviétiques comme de Gaulle, Nasser ou les frères Kennedy. Résolument modéré, le témoignage d'Alexeï Adjoubei se veut dénué de toute idéologie et doit se lire comme tel.

V. M.

PARABOLE DE LA SOCIÉTÉ DÉMOCRATIQUE

Un cimetière sans frontières

HUMBLE CIMETIÈRE, de Serge Kaledine (traduit du russe par Antonina Roubichou-Stretz), Le Seuil, Paris, 1990, 79 F.

FOSSOYEURS des morts ou fossoyeurs de toute une société ? On se pose la question en refermant le récit de l'écrivain russe Serge Kaledine. On peut certes le lire au premier degré, comme une œuvre hyperréaliste, un récit des aventures et mésaventures d'une équipe de fossoyeurs, personnages falots ou sinistres, inquiétants ou baveux. Certains, sortes de héros à la Beckett, sont de quasi-larves, animés par le seul souci de l'argent et de la boisson, plus animaux qu'hommes, déchets ambulants, occupés à de sinistres trafics avec les parents des morts ou à creuser dans le sol gelé d'impossibles tombes, parfois parmi les débris de tombes anciennes. Serge Kaledine nous dessine une galerie sombre d'individus au bord de la délinquance permanente, où les problèmes et les conflits se règlent à coups de poing, de couteau ou de hache...

Le héros principal, Vorobei, ressemble aux autres et s'en distingue à la fois. Et c'est peut-être pourquoi il est condamné à la mort. Jadis envoyé en colonie de redressement pour le passage à tabac de sa brute de père, il doit passer en jugement pour avoir roué de coups et assommé la femme qu'il a jadis entraînée dans l'alcoolisme et dont il a un enfant dégénéré. Sa tête s'orne d'un vaste trou à peine recouvert d'une membrane derrière l'oreille, reste d'un coup de hache ; mais Vorobei porte en lui des signes manifestes d'humanité, d'intelligence, de sensibilité qui détonnent dans cette galerie de la misère et de la déchéance humaines, où la mort rôde plus dans le cœur des vivants que dans les tombes. C'est d'ailleurs une double décision consciente, quoique désespérée, qui décide de son destin.

On peut lire aussi ce récit au second degré : non comme une sorte de roman à clé politique, mais comme la parabole d'une réalité sociale et humaine, d'aujourd'hui ou de toujours peut-être. Ce cimetière est moins humble qu'il n'y paraît : sa hiérarchie, sa morale, ses lois propres (si l'on ose dire), son code, sa cruauté, sa sauvagerie, sa puanteur renvoient à un certain nombre de traits de la société bureaucratique, de ses véritables mœurs et de sa morale réelle. C'est sans doute ce qui a poussé les censeurs à interdire sa publication en URSS pendant treize ans. La glasnost a permis à ce premier récit de Kaledine de voir le jour, sans doute pour les mêmes raisons inversées...

HUMBLE CIMETIÈRE n'est pas un exemple de réalisme socialiste retourné ou renversé. C'est un récit dramatique dont l'hyperréalisme descriptif renvoie à une ou à des vérités éternelles... ou supposées telles. Il n'est pas l'enveloppe d'un message politique ou d'une analyse sociale. La sécheresse, la netteté, la brutalité, l'impassibilité du récit lui donnent une force indubitable. Les phrases des personnages, hachées comme leurs pensées, leurs réactions et leur existence même rappellent parfois dans leur structure et leur rythme celles de Céline. Comme les personnages même d'*Humble Cimetière*. Mais Kaledine n'a pas l'éloquence torrentielle et chaotique de l'auteur de *Mort à crédit*. Son registre est plus mince, sa voix plus grêle, sa phrase plus sèche. Ce n'en est pas moins l'un des écrivains prometteurs de la nouvelle génération qui parvient sur la scène littéraire de l'Union soviétique à quarante ans passés.

JEAN-JACQUES MARIE.

AMÉRIQUES

ON THE BRINK. Americans and Soviets reexamine the Cuban missile Crisis. James G. Blight et David A. Welch

★ **Hill and Wang, New-York, 1989, 400 pages.**

La crise cubaine d'octobre 1962, qui mit les Etats-Unis et l'Union soviétique au bord de la confrontation nucléaire, a donné lieu à une abondante littérature. L'ouvrage de James Blight et Daniel Welch pourrait ne représenter qu'un simple complément, malgré l'intéressante méthode consistant à soumettre des décideurs américains de l'époque aux questions acérées des chercheurs. En fait, l'immense originalité de ce livre vient du compte rendu de deux jours de discussions à Washington entre d'importants responsables américains (comme MM. Bundy et McNamara) et des Soviétiques ayant aussi joué un rôle en 1962 (M. Burlatsky) ou ayant côtoyé l'histoire (Sergo Mikoyan). Le résultat est passionnant et donne une image bien différente de celle qui s'était forgée en Occident tant sur les origines de la crise que sur le rôle de Khrouchtchev et les responsabilités partagées des Deux Grands.

A.G.

LES GRANDES DATES DES ETATS-UNIS. – Hélène Trocmé et Marie Montagucelli

★ **Larousse, Paris, 1989, 256 pages, 95 francs.**

L'objectif du livre est parfaitement exprimé par son titre. Il convient toutefois de préciser que les auteurs ont choisi de privilégier le vingtième siècle, un parti pris qui n'a rien de choquant puisqu'il est ici question d'un pays dont l'histoire est somme toute assez récente. La cartographie est très belle ; des notices biographiques situées à la fin de chaque chapitre reflètent les choix des auteurs (MM. Carter et Kissinger mais pas M. Gerald Ford, M. Jesse Owens et James Baldwin mais pas Malcolm X) ; la bibliographie privilégie les livres traduits ou publiés en français.

Le découpage thématique de chacune des trente périodes permet de couvrir l'essentiel du propos. On peut trouver à redire ici et là : en 1971, l'admission de la Chine à l'ONU ne s'est pas faite *« avec l'appui des Etats-Unis »* mais en dépit du vote hostile d'un représentant américain nommé George Bush. Reste l'essentiel : l'ouvrage est très bien conçu et il est utile.

SERGE HALIMI.

L'ÉCOLE DE CHICAGO. Naissance de l'écologie urbaine. – Textes présentés par Y. Grafmeyer et I. Joseph.

★ **Aubier, Paris, 1990, 378 pages, 120 francs.**

A partir des années 1880 et jusqu'à la première guerre mondiale, les Etats-Unis sont transformés par une vague d'immigration massive : 22 millions d'arrivées entre 1880 et 1920. Ce bouleversement démographique sera à l'origine des travaux de l'école de Chicago. Autour de Robert Park, un groupe de sociologues cherche à comprendre la ville comme un laboratoire social et à élaborer une morphologie de la vie collective qui romprait avec la vieille nostalgie rurale. Ecrits entre 1900 et 1940, les textes fondateurs de cette école sont rassemblés et commentés dans un seul ouvrage. Ils recouvrent des thèmes contemporains : immigration, intégration, exclusions, quartiers, compétition pour l'espace.

Les conclusions sont parfois fort intéressantes, y compris par leurs formulations. On apprend ainsi qu'en 1932 Chicago, la ville d'immigrants par excellence, comprenait 72 % d'étrangers ou de fils d'étrangers, 76 % *« si l'on distingue les nègres »*.

S.H.





du mois

MAGHREB

ALGÉRIE : L'APRÈS-PÉTROLE. Quelles stratégies pour 1995 et 2010 ? – Assia Hireche

★ L'Harmattan, Paris, 1989, 436 pages, 350 F.

Les recettes d'hydrocarbures peuvent-elles financer le développement de l'Algérie jusqu'au vingt et unième siècle ? A cette question, l'auteur tente de répondre à l'aide d'une recherche prospective, fondée sur deux scénarios possibles : l'un, tendanciel, correspond à la poursuite de la politique énergétique passée et présente, le gaz se substituant progressivement au pétrole ; l'autre, conservateur, correspond à une stratégie énergétique basée essentiellement sur le gaz, en particulier le GNL, et repose sur des mesures conservatrices d'énergie. Dans les deux cas, les conclusions de l'auteur sont optimistes malgré une préférence marquée pour le scénario conservateur. Une démarche stimulante mais qui, par définition, ne peut prendre en compte l'évolution du marché mondial et reste tributaire sur le plan méthodologique des données statistiques officielles.

ABDELKADER DJEGHLOUL.

DROIT ET ENVIRONNEMENT SOCIAL AU MAGHREB.

★ Editions du CNRS, Paris, Fondation du roi Abdul Aziz Al Saoud pour les études islamiques et les sciences humaines, Casablanca, 1989, 348 pages, 120 F.

Reprenant les actes d'un colloque tenu en décembre 1987 à Rabat, cet ouvrage est centré sur quatre thèmes : société civile ; phénomènes de sociologie juridique ; changement social ; islam. Il dresse un bilan sévère de la modernisation volontariste du droit dans l'ensemble du Maghreb, surtout en Algérie et en Tunisie. Les nouveaux textes juridiques régissant les différents aspects de la vie sociale n'ont pas véritablement été intériorisés par les sociétés ni même souvent par les magistrats chargés de les appliquer. D'où un conflit avec les droits traditionnels, notamment la charia (loi islamique). Situation transitoire ou blocage structurel ? La question reste posée.

A. D.

JUIFS D'ALGÉRIE, HIER ET AUJOURD'HUI. – Joëlle Allouche-Benayoun, Doris Bensimon

★ Privat, Toulouse, 1989, 336 pages, 180 F.

Décidément très prolixe – elle vient de faire paraître *les Juifs de France et leurs relations avec Israël*, chez L'Harmattan, et (avec Eglal Errera) *Israéliens, des Juifs et des Arabes*, chez Complexe, – Doris Bensimon se penche ici, avec Joëlle Allouche-Benayoun, sur la communauté juive d'Algérie. On serait tenté d'écrire l'ex-communauté (200 juifs en 1984...) si nombre des 100 000 rapatriés juifs d'Algérie n'avaient, en France, gardé la nostalgie de leur passé. C'est justement à un voyage à travers l'histoire que nous convient les auteurs : des origines de la présence juive en Algérie, plusieurs siècles avant notre ère, jusqu'à l'exil après la guerre d'indépendance, en passant pas l'accession au statut de citoyen français, grâce au décret Crémieux de 1870.

La démarche, originale, juxtapose l'analyse historique proprement dite et les entretiens avec une trentaine de témoins âgés. Sous le titre « Mémoire et identité », cette seconde partie est assurément la plus réussie. Car le récit des traditions (religieuses, culturelles, familiales, folkloriques et même gastronomiques) donne vie au subtil mélange des apports successifs – palestinien, berbère, moyen-oriental, espagnol, livournais, etc. – qui ont forgé l'identité juive algérienne.

DOMINIQUE VIDAL.

AFRIQUE

LA TERRE DE MANDELA. – Wole Soyinka

★ Belfond, Paris, 1989, 104 pages, 120 F.

Dans *la Terre de Mandela*, recueil de poèmes engagés consacrés en grande partie à la figure emblématique de l'ANC et écrits bien avant sa libération, Wole Soyinka, qui connut la prison par deux fois, exalte le sacrifice du héros sud-africain. Jeté en une logique « *humiliante* » à la face d'un monde dont la conscience fut si longtemps « *ensommeillée* », l'éloge du courage de Mandela s'accompagne d'une virulente mise en accusation de la léthargie de l'Afrique. « *A nourrir les ventres vides de vouloir d'un continent, que restera-t-il de toi, Mandela ?* » L'appel révolté et flamboyant de Soyinka à la lutte pour « *les rats sans chemise du ghetto sortis pour un instant du cul-de-sac de la faim, des coups et du mépris* » ne se fait malheureusement pas sans excès. Dans une écriture hallucinée, haletante, le grand écrivain stigmatise la corruption des despotes de ce « *continent vendu* », le voyeurisme d'une certaine Amérique, avant de célébrer, dans un très beau poème en langue yoruba, la terre de ses ancêtres.

ODILE FELGINE.

POUVOIR ET OBÉISSANCE EN CENTRAFRIQUE. – Didier Bigo

★ Karthala, Paris, 1989, 337 pages, 160 F.

Pourquoi Jean-Bedel Bokassa a-t-il pu se maintenir au pouvoir pendant près de quatorze ans, de 1966 à 1979, malgré ses fantaisies macabres, et conserver, après son éviction et sa condamnation, une certaine popularité en Centrafrique ? C'est un problème de science politique, estime Didier Bigo qui, pour le résoudre, analyse les structures de la société centrafricaine et retrace minutieusement la carrière du futur empereur.

CLAUDE WAUTHIER.

LA GUERRE DU CACAO. – Jean-Louis Gombaud, Corinne Moutout, Stephen Smith

★ Calmann-Lévy, Paris, 1990, 217 pages, 89 F.

Une partie de poker à quatre : le président ivoirien, l'Elysée et deux négociants, le français Sucre et denrées et l'américain Philbro. L'enjeu : le marché du cacao, dont la Côte-d'Ivoire est le principal producteur. Deux années de batailles (1988-1989), de coups fourrés, de retournements spectaculaires, que nous décrivent les auteurs de ce livre qui tient du thriller et qui éclaire, de manière très accessible, les mécanismes des marchés à terme. A la fin, les seuls vrais perdants seront les planteurs de cacao, sans que les consommateurs y gagnent grand-chose : le marché libre, c'est le renard libre dans le poulailler libre, écrivait un quelconque archéo-marxiste. L'ouvrage est aussi un impitoyable réquisitoire contre la politique française en Afrique, source d'une corruption qui éclabousse les plus hauts sommets de l'Etat en France.

A. G.

OCÉANIE

L'AUTRE MONDE. UN PASSAGE EN KANAKY. – Anne Tristan

★ Gallimard, Paris, 1990, 294 pages, 87 F.

Rares sont les Européens qui ont cherché, comme Anne Tristan, à partager la vie des Canaques en tribu. Plus rares encore ceux qui ont rapporté de leur voyage un témoignage aussi chaleureux, aussi perspicace, et d'une si parfaite modestie. Celui-ci est particulièrement précieux du fait qu'il relate le déroulement d'une étape cruciale de l'histoire récente du peuple canaque – les lendemains des accords de Matignon, – en des lieux qui illustrèrent de façon exemplaire les contradictions découlant de ces accords : Canala et Ouvéa.

« *Ne plus vouloir souffrir signifie-t-il trahir, et résister signifierait-il mourir ?* » Les dix-neuf morts de la grotte d'Ouvéa hantèrent tous les militants canaques, des plus humbles aux plus importants. Mais pour sauver l'avenir, ceux de Canala ont suivi Jean-Marie Tjibaou dans la voie du compromis, tandis que ceux de Gossana empruntèrent celle du refus avec Wéa Djubeli. Le livre d'Anne Tristan décrit ces itinéraires dans leur irréductible complexité, sans prendre position, au fil d'une chronique du quotidien où les espoirs et les rires alternent avec d'amères déceptions. Cette approche originale des questions qui se posent est plus éclairante que bien des analyses.

JEAN-MARIE KOHLER.

SOCIOLOGIE

LA MANIFESTATION. – Pierre Favre (sous la direction de)

★ Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1990, 391 pages, 224 F.

Douze solides études, issues d'un colloque tenu à Bordeaux en 1988 sous l'égide de l'Association française de science politique. De la « Journée révolutionnaire » à la « manif : Paris face à la province ; le « moment manifestant », pris entre le symbolique et le stratégique. Ces thèmes de fond sont nourris d'études de cas : le 28 avril 1952 (Ridgway), le 23 mars 1979 (Longwy), novembre-décembre 1986 (loi Devaquet). Mais l'absence de tout index, maladie honteuse de l'édition universitaire française, est ici particulièrement sensible.

JEAN CHESNEAUX.

Hubert Beuve-Méry : le solitaire dans la mêlée

Par YVES FLORENNE

POUR qui en ignorerait la genèse, l'existence même du livre (1) surprendra-t-elle, quand on découvrira que son patient complice – et c'est fort heureux – fut ce solitaire qui ne voulait pas laisser de « *traces* » ? Mais quelque défi tranquille qu'on eût depuis longtemps lancé à la mort, son approche, soudain sensible, vous attendrit. Jusqu'à se chercher, tout en se moquant un peu de soi-même, un lieu aimable pour vivre avec elle, en compagnie d'un saule pleureur et des oiseaux : voici Musset et François d'Assise, deux patrons parmi les plus anciens et gardés secrets, l'un avec un romantisme bien caché, l'autre pour une mystique plus visible.

Quant au refus des « *traces* » : humiliation de son propre orgueil, ou indifférence à ce qui n'est pas éternel ? Voilà, en tout cas, chez le solitaire, des inclinations profondes dont les traces, justement, n'ont jamais manqué.

Ce portrait en marche d'un homme, pendant plus de trois quarts de siècle, est en même temps l'histoire de ce temps-là. Depuis que naît un enfant très pauvre qui, à douze ans, trouve du travail à sa mère, ce serait du pur Dickens si une étrange providence, après l'avoir choyé et instruit, ne l'avait, à travers des épreuves parfois fort rudes, hissé à un sommet d'où il se ferait le confesseur et le pénitencier publics de la société et des pouvoirs.

« *Un roc dans le grouillement des lâchetés* », écrit fortement Laurent Greilsamer. Le mot date et flétrit Munich. Mais six ans après, le roc est là dans toute sa hauteur, et demeurera quand l'essentiel sera en jeu. En mai 1944, faute de double vue, il ignore que son *Monde*, qui ne naîtrait que sept mois plus tard, sera le foyer d'un scandale épouvantable et quasi permanent que lui-même nourrit. Il est pourtant plus qu'en gestation dans une modeste petite phrase écrite à cette date. Un mois plus tard, elle pourrait passer pour noire ingratitude. Ce n'était, dans sa simplicité, que l'avant-garde défensive-offensive de la lucidité. Voici : « *Les Etats-Unis constituent un véritable danger pour la France.* »

Quant à la relation à de Gaulle, elle n'est pas moins significative. Après avoir, non sans quelque légèreté, jaugé, jugé, préjugé, dès le 18 juin et pour trois bonnes années, ce militaire inconnu, soudain il pèse juste. Peut-être grâce à la balance que lui apporte Segonzac, pourtant durement traité par le général : « *Personnalité hors de mesure, peut-être géniale... Doit être le chef de la France de demain.* » Beuve, en souvenir d'Uriage, avale le mot « chef » et paraît même le digérer. Ne se sentirait-il pas déjà celui d'un *Monde* ? Attention. Il sait estimer, mais n'admire personne, surtout pas lui. Mais pas même Dieu. A-t-il déjà pris ses distances ? Le voilà, quelques années plus tard, qui rêve tout haut aux sujets qu'il aimerait voire aborder dans le journal, loin au-dessus de ceux, aussi terre-à-terre que nécessaires, qui sont le pain quotidien du *Monde*. Nous sommes seuls. Lui aussi. Soudain, il s'élance. Vers Dieu ? Pas tout à fait : « *L'idée de Dieu.* » Son bras, survolant le bureau légendaire, balaye un infini.

Faute d'infini espace, on s'arrêterait là. Mais comment résister au souvenir de ce qui fut une première brève rencontre avec le solitaire, à la fin de 1941 ? Vingt-quatre heures à Uriage. Plus qu'il n'en fallait pour y trouver ce qu'on y venait chercher : le contre-Vichy. Deux paroles de Beuve. Un programme : « *Refouler l'envahisseur.* » Un serment (c'était déjà le maquis) : « *Nous jurons d'opposer la résistance passionnée de nos âmes et, s'il le faut, le sacrifice de nos corps.* »

Pour les quarante années précédentes, les vingt-sept suivantes (plus vingt de silences éloquents), saluons la ténacité, l'endurance, l'intelligence qu'il fallut au peintre d'un tel portrait, à la fois intime et d'histoire, pour l'entreprendre, persévérer, le réussir.

L'ÉLOGE n'aurait pas tout son prix sans quelques réserves. Bornons-nous à deux. D'abord, l'adieu aux armes : la lettre du 8 août 1951 par laquelle le solitaire croit sceller son départ du *Monde*. Le texte donné par Greilsamer est rigoureusement conforme à l'original. Un original d'ailleurs multiple car la lettre, autant qu'on sache, fut reproduite pour tout le monde, non mécaniquement, mais de la main même du signataire. Or, selon le biographe, elle avait été écrite « *à l'intention de...* » quatre personnes seulement, certes capitales. Mais où ne figurent pourtant ni Chênebenoit, l'ancien du *Temps* devenu le fidèle second à bord ; ni Bernard Lauzanne, le plus représentatif des tout nouveaux, si l'on considère l'avenir. C'est donc méconnaître *l'intention*, justement, qui motivait cette lettre, destinée par Beuve-Méry à ceux qu'il considérait soit comme des fléaux, soit comme simplement loyaux. Cela devait tout de même faire une bonne vingtaine de personnes. Sinon, je ne l'aurais pas reçue (2).

Rappelons-la, elle en vaut la peine : « *C'était la dernière obligation que je puisse remplir envers l'équipe et envers l'institution que nous avons faite ensemble : laisser celle-ci intacte dans nos mémoires et dans nos cœurs, comme un exemple que d'autres peut-être, beaucoup plus tard, pourraient reprendre.* » Le solitaire eut aussi de commun avec de Gaulle cette longue tentation, non sans jouissance, du retrait.

Quant au second point, très mineur, l'auteur fut abusé. Peut-être eût-il dû se méfier quand il citait un témoin seul, lequel ne l'est, ici, que de lui-même, avec un jugement avantageux pour soi, méprisant pour un ou deux autres, mais qu'il a le soin de prêter à Beuve – lequel n'a pas pu tenir ce propos. Détail, s'il en est. Que de telles remarques soient rares, au regard de ces 700 pages, voilà bien le meilleur témoignage d'honnêteté, d'équité et de pénétration chez Laurent Greilsamer.

L'épilogue est un bouquet de belles et simples vérités que Laurent Greilsamer a noué avec une non moins simple émotion. En somme c'est, dans l'Histoire majuscule, celle d'une vie, d'un combat, d'une foi qui, pour avoir eu une portée si grande et d'une valeur morale si absolue, n'étaient guère connues, ou plutôt approchées, que de quelques-uns, et par fragments assez peu partagés. De la « création du Monde » – et même bien avant, – l'historien-biographe voit, vit, écrit, décrit ce siècle presque entier, comme s'il y était. Bref : le vrai journaliste. Avec un incontestable talent de romancier.

(1) Laurent Greilsamer, *Hubert Beuve-Méry*, Fayard, Paris, 1990, 696 pages, 150 F. Lire aussi, sur l'éthique journalistique du fondateur du *Monde* : Claude Julien, « Hubert Beuve-Méry, une vie à contre-courant », *le Monde diplomatique*, septembre 1989.

(2) NDLR : Yves Florenne a collaboré régulièrement au *Monde* depuis les origines du journal.

ÉCONOMIE

LES BANQUES FACE AUX PAYS ENDETTÉS. – Philippe Norel

★ Syros, coll. « Alternatives économiques », Paris, 1990, 190 pages, 85 F.

Le constat n'est pas *a priori* idéologique ; il se veut descriptif et pratique : « *L'essentiel est bien de faire durer une créance le plus longtemps possible : tant que les intérêts sont régulièrement payés, même si (surtout si) le principal n'est pas encore remboursé, la créance est évidemment rentable.* » Aussi boutiquière qu'elle puisse paraître, cette analyse comptable explique en grande partie l'endettement du tiers-monde. Aujourd'hui chercheur en économie internationale, Philippe Norel s'appuie sur son expérience antérieure de professionnel dans les banques d'affaires, montrant que les problèmes financiers du développement à long terme se règlent bien souvent hors de toute pensée stratégique, dans le souci d'une rentabilité à court terme au profit des officines. Vision sans illusion, qui démystifie avec clarté l'univers prosaïque des « affaires ».

JEAN-PIERRE ALAUX.

HISTOIRE

L'INVENTION DU PARTI OUVRIER. Aux origines de la social-démocratie (1848-1864). – Sonia Dayan-Herzbrun

★ L'Harmattan, Paris, 1990, 218 pages, 120 F.

La commémoration omniprésente du bicentenaire de la Révolution française a occulté le centenaire de la fondation de la IIe Internationale, ce mouvement où le Parti social-démocrate allemand (SPD) joua un rôle modèle et eut une place hégémonique. Pourtant, si l'histoire du SPD est relativement bien connue en France, il n'en est pas de même de ses origines, et c'est ce qui fait tout l'intérêt du livre de Sonia Dayan-Herzbrun. Que sait-on en effet de la figure de Ferdinand Lassalle, fondateur en 1863 de l'Association générale des travailleurs allemands ? Ce premier parti politique ouvrier lutta pour l'obtention du suffrage universel et en faveur d'un socialisme démocratique dans un Etat de droit. Ami puis rival de Karl Marx, son créateur meurt prématurément au cours d'un duel et son œuvre disparaît derrière l'ombre imposante de l'auteur du *Manifeste communiste*. Ce livre est le premier qui lui soit consacré en France depuis plus d'un demi-siècle.

MICHEL DREYFUS.

CULTURE

ÉCRITS. – Picasso, textes établis par Marie-Laure Bernadac et Christine Piot. Préface de Michel Leiris

★ Réunion des musées nationaux et Gallimard, Paris, 1989, 496 pages, 860 F.

Réunis pour la première fois, les *Ecrits* de Picasso sont des textes poétiques de haute tenue. Composés en français et en espagnol entre 1935 et 1940, en français entre 1941 et 1954, puis de nouveau dans les deux langues entre 1955 et 1959, ils obéissent au principe surréaliste de l'écriture automatique, mais la plupart sont, comme nombre de ceux des poètes surréalistes, corrigés après coup et, de plus, splendidement calligraphiés. Ils rivalisent d'audace et d'invention avec les poèmes d'un Benjamin Péret, quand ils ne font pas penser à l'écriture télégraphique dada d'Arthur Cravan. Picasso étend au langage écrit la même entreprise de démolition des formes admises que celle qu'il a poursuivie toute sa vie dans ses œuvres plastiques.

A part des dizaines de poèmes inédits, haletants et fléchés par la sexualité, prolongeant ce gigantesque journal intime que constitue son œuvre entier, on redécouvrira deux pièces de théâtre qui furent publiées et jouées de son vivant : *le Désir attrapé par la queue* et *les Quatre Petites Filles*. Un dictionnaire thématique abrégé, établi par Marie-Laure Bernadac, met au clair la cohérence de cette partie immergée de l'iceberg picassien, celle d'une révolution mentale organisée.

ALAIN JOUFFROY.

CROISSANCE ET ÉCOLOGIE

Une culture de la complexité

Par JOËL DE ROSNAY *

APRÈS une longue période de survie, au cours de laquelle les hommes ont utilisé le revenu de la terre sous la forme de l'agriculture et des énergies renouvelables, les pays industrialisés connaissent une phase explosive de croissance et de conquête coïncidant avec la dilapidation du capital de la terre, la libération des énergies fossiles et la pollution massive de la planète. La protection de l'environnement n'est plus désormais l'apanage des Verts ou de quelques scientifiques alarmistes, c'est un mouvement de fond qui bouleverse attitudes et mentalités sur l'ensemble du globe (1).

Pour l'écocitoyen, il s'agit aujourd'hui de passer de l'émotion à la responsabilité. Il lui faut trouver, pour cela, les moyens permettant d'engrener ses gestes quotidiens avec les grands rouages et cycles du métabolisme planétaire. Ce passage de la prise de conscience à l'action volontaire doit être facilité, nourri par la culture, c'est-à-dire par les savoirs scientifiques, techniques et industriels permettant de relier les éléments épars d'un monde fragmenté par l'analyse. Nombreux sont ceux qui, en Europe, ressentent la nécessité de protéger leur patrimoine naturel et le besoin de participer ainsi – du local à l'échelle planétaire – à l'aménagement et à la gestion d'un environnement non pollué et non polluant (2). Certes, les Français sont de plus en plus sensibles à cet enjeu mais ils restent généralement moins concernés que leurs voisins, latins ou nordiques. Peut-être en raison du manque de conscience écologique de la classe politique française, que déplore M. Michel Barnier, député et auteur du livre *Chacun pour tous* (3), excellente synthèse des principaux problèmes qui se posent à l'environnement.

De lourdes menaces pour certaines régions

LA croissance peut-elle aller de pair avec la protection de l'environnement ? Le terme de « protection » ne devrait-il pas d'ailleurs être remplacé par celui, plus mobilisateur, d'investissement ? M. Claude Pleinevaux, l'un des responsables de la direction générale chargée de l'environnement à la Commission de Bruxelles, admet que, dans la Communauté, l'accélération du développement économique (de 4 % à 5 %), l'accroissement des échanges (le trafic des véhicules lourds devrait augmenter de 30 % à 50 %), l'augmentation de la production des déchets solides et de la fréquentation touristique font peser de lourdes menaces sur l'environnement dans certaines régions. Comment faire face à l'afflux de touristes sur des sites historiques, dans des parcs naturels, sur des côtes déjà surchargées ? Ces migrations massives se traduisent par un accroissement considérable des investissements autoroutiers, de la densité du trafic aérien ou ferroviaire.

Certes, depuis dix-sept ans, les instances communautaires ont pris en compte ces problèmes. Des centaines de normes, de directives, de réglementations ont été émises visant à rendre cohérentes douze législations parfois contradictoires, traduisant, au niveau local, des intérêts, des pratiques très différents d'une région à l'autre. De surcroît, certains pays, dont la France, tardent à introduire dans leur législation nationale les directives communautaires, en général mal appliquées. Il devient nécessaire de s'aider d'instruments fiscaux pour inciter producteurs et consommateurs à prendre leurs responsabilités afin de respecter notamment le principe minimal du pollueur-payeur. Certaines administrations négligent ouvertement les engagements internationaux pris par leurs gouvernements. A cet égard, Mme Simone Veil considère qu'il y a urgence à doter l'Agence européenne pour l'environnement récemment créée (et ouverte aux pays de l'Est) d'un pouvoir d'inspectorat, afin de lui permettre de contrôler avec efficacité l'application des réglementations européennes dans les différents pays. Cela devrait aller de pair avec des sanctions beaucoup plus lourdes à l'encontre des gouvernements réticents à respecter la loi communautaire.

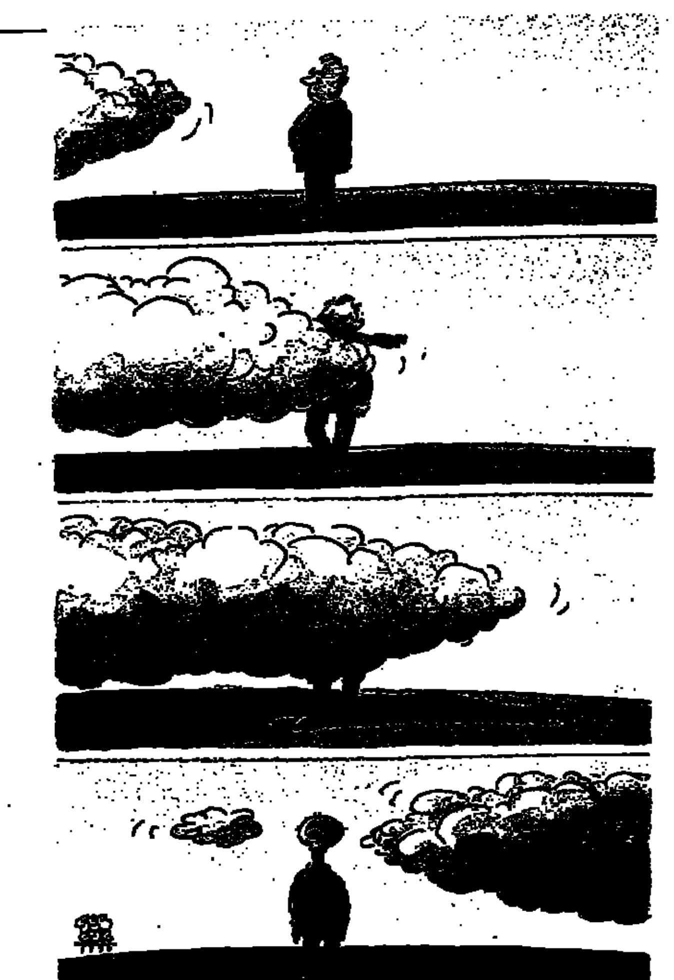
Un nouvel exercice de la démocratie

CHACUN sait que, à l'Est, la situation écologique est préoccupante. On peut espérer que la mise en place de structures démocratiques annonce la fin des décisions arbitraires (en matière de politique énergétique par exemple), la disparition d'une bureaucratie empêchant toute initiative efficace et le début d'une politique cohérente de remise en état et de gestion des ressources naturelles. A l'évidence, les investissements nécessaires à une dépollution massive entreront obligatoirement en compétition avec ceux visant au développement durable des pays concernés.

L'écologie dépasse largement la seule approche réglementaire : elle offre les chances d'un nouvel exercice de la démocratie. C'est un mode de pensée global qui matérialise aujourd'hui l'irruption de la systémique dans l'éducation, l'industrie et la politique.

Catalyseur d'intégration des idées, des structures et des actions, cette force de synthèse se heurte à l'approche analytique sur laquelle se fondent traditionnellement le pouvoir scientifique et l'action politique. Cette vision analytique, issue de la méthode cartésienne, conduit à une conception restreinte du pouvoir et de son partage. La vision systémique favorise, au contraire, un pouvoir réparti dans différents réseaux de compétences. L'approche systémique devrait donc constituer la base de toute communication, formation et action en matière d'environnement. Or on oublie encore trop souvent, dans l'analyse des problèmes et des solutions proposées, la nécessité de penser à la complexité du système dans lequel se situent les enjeux et aux interdépendances des éléments qui le constituent. C'est pourquoi on ne peut séparer, comme c'est encore le cas actuellement, une politique de l'environnement des autres politiques, qu'elles soient agricole, énergétique ou de santé publique. A la Communauté de donner l'exemple en faisant de l'environnement le principe fédérateur de sa politique.

La démarche systémique devrait être davantage prise en considération par les scientifiques et les instances qui financent les programmes de recherche. L'adéquation de ces programmes aux besoins des utilisateurs, normatifs ou industriels, dépend d'ailleurs moins des moyens mis en œuvre que de l'élargissement du dialogue et d'une claire définition des priorités. A cet égard, une politique européenne de recherche en écologie constituerait un atout majeur pour vaincre les cloisonnements nationaux. L'entreprise elle-même peut aussi s'affirmer comme un lieu de formation à l'environnement, tant auprès des consommateurs que des salariés. A la suite du bilan économique et, plus récemment, du bilan social, les entreprises européennes pourraient donner l'exemple d'un « bilan vert » faisant ressortir les principaux investissements de l'entreprise dans la gestion de l'environnement. Au-delà, un « bilan vert national » traduirait les efforts entrepris par un pays pour respecter son partenariat avec la nature.



Selçuk

L'approche européenne, une voie originale

LE rôle de l'éducation du citoyen, depuis l'école jusqu'à l'entreprise, est essentiel dans la participation à la gestion du « capital environnement ». Encore faut-il, comme le souligne Mme Huguette Bouchardeau, ancien ministre de l'environnement, que l'action éducative ne se fasse pas seulement une fois les dégâts commis. Une nouvelle forme de vulgarisation multidimensionnelle de l'écologie faisant appel à la complémentarité des médias est en train de naître, créant des contraintes nouvelles et des champs éducatifs inexplorés. Le public en quête de connaissance ne se satisfait plus de l'approche analytique, linéaire et séquentielle traditionnelle. Il cherche à combiner les approches scientifiques, industrielles, ludiques, artistiques ou éthiques dont il a le reflet permanent dans la société informationnelle au sein de laquelle il vit. C'est pourquoi le savoir encyclopédique doit faire place à une autre forme de connaissance qui favorise la relation. Un de ses principaux objectifs est d'aider à *s'élever* pour mieux voir, à *relier* pour mieux comprendre et à *situer* pour mieux agir.

L'enseignement de l'écologie est capable de favoriser cette approche nécessaire à l'établissement d'une véritable culture de la complexité.

Les citoyens européens revendiquent le droit à l'information en matière d'environnement. Ils souhaitent à la fois pouvoir mieux juger les décisions prises, notamment sur le plan local, et influer sur les politiques à venir, régionales, nationales ou européennes. La présidence irlandaise de la CEE propose une charte écologique européenne dans laquelle seraient définis à la fois les droits et les devoirs de tous à l'égard de l'environnement et qui constituerait une base essentielle à un enrichissement de la juridiction communautaire. Si, pour reprendre la formule de M. Brice Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement, « *l'écologie est aussi une culture de la complémentarité et des interdépendances* », l'approche européenne peut constituer une voie originale pour la coopération internationale dans ce domaine essentiel.

(1) Lire « La planète mise à sac », *Manière de voir 8, le Monde diplomatique*, mai 1990.

(2) Ce fut la thématique du colloque « Environnement et construction européenne », organisé le 9 mai 1990 à la Cité des sciences et de l'industrie avec la participation, notamment, de M. Michel Barnier, Mme Huguette Bouchardeau, MM. Francesco di Castri, Jacques Grinevald, Brice Lalonde, Claude Pleinevaux, Jacques Robin et Mme Simone Veil.

(3) Michel Barnier, *Chacun pour tous, le défi écologique*, Stock, Paris, 1990, 98 F.

* Directeur du développement et des relations internationales à la Cité des sciences et de l'industrie, Paris.

Dans ce numéro :

Le Monde diplomatique du mois de mai 1990 a été tiré à 177 000 exemplaires.

